

UN MONDE A GAGNER

La vie d'un révolutionnaire

Tony Cliff

1998

| | |
|---|-----------|
| Introduction par Paul Foot..... | 3 |
| Préface..... | 6 |
| I : Palestine | 8 |
| II : La crise du trotskysme | 23 |
| III : Le Groupe Socialist Review..... | 28 |
| IV : Le tournant vers l'industrie, les étudiants, et la création de <i>Socialist Worker</i>..... | 40 |
| V : La construction dans la montée des luttes..... | 52 |
| VI : Les reculs..... | 61 |
| VII : Repenser la situation | 74 |
| VIII : Le temps de l'écriture | 83 |
| IX : Contre-indications..... | 89 |
| X : Tournés vers l'avenir..... | 93 |

Introduction par Paul Foot

Lorsque, jeune reporter, je me rendis à Glasgow à l'automne de 1961, j'étais porteur du salut des socialistes regroupés autour de la *New Left Review*. « Fais attention », m'avertit Stuart Hall, rédacteur en chef de la *NLR* à l'époque, « il y a beaucoup de trots dans les Young Socialists de Glasgow ». Je lui répondis que je me sentais capable de me mesurer avec les trots, même si je n'avais pas la moindre idée de ce qu'était un « trots ». J'avais une vague vision d'inadaptés sociaux, légèrement dérangés et hystériques, dont on pouvait facilement détourner les masses à l'aide d'une dose de rhétorique ordinaire de l'*Oxford Union*. J'avais été président de l'Union l'été passé à Oxford, et n'étais que récemment entré en contact avec des socialistes, quels qu'ils fussent.

Comme on me l'avait été prédit, je ne fus pas long à rencontrer les trots de Glasgow. La plupart d'entre eux étaient dans les *Young Socialists* de Govan et Gorbals, au sud de la Clyde. Leur mentor de l'époque était un coiffeur plein d'énergie répondant au nom d'Harry Selby, qui faisait la navette entre les cellules des *Young Socialists* de la ville. S'il pensait que vous étiez si peu que ce soit intéressé par ses idées, il fouillait dans son sac et produisait des textes de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, qu'il consentait à vous prêter contre remise d'une petite caution. Selby était membre du Parti Travailleiste, dans sa profonde conviction que les socialistes révolutionnaires devaient rejoindre les organisations politiques des travailleurs pour faire en sorte que celles-ci deviennent révolutionnaires. Il était tellement persuadé de la validité de ce concept d'« entrisme profond » qu'il a fini par devenir député travailleiste de la circonscription de Govan, et plutôt inefficace. Il était traité avec méfiance par le Labour Party, et avec une espèce de haine par le Parti Communiste, qui contrôlait alors le *Glasgow Trades Council*. Aux jeunes travailleurs qui affluaient dans les *Young Socialists* (organisation de jeunesse du Labour) récemment créés, il apportait son enthousiasme, son humour et des idées fascinantes selon lesquelles la laide et cruelle société capitaliste pouvait être rapidement changée par une révolution. Quand on l'interrogeait sur la Russie, il répondait que c'était un « Etat ouvrier dégénéré » dont le socialisme avait été corrompu par une clique stalinienne. Ladite clique pouvait être facilement renversée par une révolution, mais pas une révolution sociale. La distinction était un peu difficile à comprendre mais devait, me semblait-il, être acceptée provisoirement. Mon approche générale était que l'*Oxford Union* n'avait pas grand chose à apporter à ces jeunes excités, et je considérais comme raisonnable de me tenir tranquille. Ainsi je tins ma promesse de « me mesurer avec les trots » en acceptant en fait tout ce qu'ils disaient. Si j'avais des doutes, je les refoulais rapidement. La construction du Mur de Berlin, expliquai-je lors d'un meeting en plein air organisé près de Sauchiehall Street, avait une fonction évidente : empêcher les « éléments bourgeois », vitaux pour la croissance économique, de quitter le pays. Lorsqu'une espèce de brute s'exclama : « Foutaise ! C'est pour garder les travailleurs dedans ! », je choisis, fort commodément (et pertinemment), de le cataloguer comme un ivrogne.

Pendant l'hiver 1961-62, Gus MacDonald, un des plus capables et des plus intéressants parmi les Young Socialists de Glasgow, décida que le mouvement avait besoin d'une injection de théorie plus conséquente que celle fournie par Harry Selby. Il me confia qu'il avait entendu parler d'une secte trotskyste basée à Londres, appelée le Groupe *Socialist Review*, et que ses deux dirigeants, Tony Cliff et Michael Kidron, étaient d'extraordinaires orateurs. Il organisa donc un week-end de débat théorique avec ces deux hommes. Les sujets traités couvraient l'ensemble de la planète, y compris la Russie.

J'allai avec Gus au terminal de *British European Airways* à Enoch Square pour rencontrer le mystérieux duo. Ils arrivèrent en retard sur un vol parti de Londres. Lorsqu'ils pénétrèrent dans le terminal je fus frappé par la différence d'aspect qu'il y avait entre eux. Mike Kidron était vêtu impeccablement, urbain et charmant. Son compagnon, Cliff, petit et négligé, avait à l'évidence très peur de s'ennuyer. Le bavardage habituel sur l'heure de l'avion et le trajet vers le lieu où ils logeaient l'irrita et le gêna visiblement. En montant dans un taxi je remarquai une affiche de journal sur la guerre au Congo. « Le Congo », soupirai-je, « je ne sais vraiment pas quoi en penser ». Vif comme l'éclair, l'homme à la tenue débraillée s'éveilla à la vie, et sans faire la moindre pause pour un moment de dialogue, lança une volée de phrases impossibles à déchiffrer mais également impossibles à ne pas comprendre. Je ne me souviens pas exactement ce qu'il a dit dans les dix minutes qui ont suivi, tout ce que je sais c'est que je n'ai plus jamais eu de doutes sur le rôle des impérialismes européen et américain au Congo, et la soumission des Nations Unies à ces impérialismes. A ma grande surprise, j'éclatai de rire, non pas parce j'avais entendu quelque chose de drôle, mais simplement parce que l'explication politique était tellement évidente.

Encore et encore, pendant les quarante années qui ont suivi cette première conversation, il a fallu que je me retienne d'exploser de rire lorsque Cliff parlait. Ce n'est pas seulement dû au fait qu'il est un orateur naturellement et exceptionnellement drôle, mais surtout à sa façon d'expliquer un problème avec tant de force et de clarté que je ne pouvais m'empêcher de me moquer de ma propre incapacité à le comprendre jusque là. Une autre chose me frappa au cours de ce week-end décisif. Les contributions de la tribune semblaient complètement dénuées de l'autosatisfaction et de l'ego que je m'étais habitué à considérer comme caractéristiques normales des orateurs politiques. Il n'y avait pas de votes à gagner, pas de carrières en jeu. Il y avait une seule force motrice, une unique raison derrière tout ce qui était dit : la conviction.

La première bombe que fit exploser Cliff fut que la Russie n'était pas un Etat ouvrier dégénéré, en fait pas un Etat ouvrier du tout. Les formes d'organisation politique en Russie – pas de bourse ni de profits privés – pouvaient paraître socialistes, mais le contenu de cette organisation, l'exploitation de la classe ouvrière par une nouvelle classe dirigeante, était capitaliste. Si la Russie était un capitalisme d'Etat, au surplus, c'était également le cas de ses satellites en Europe de l'Est, de même que la Chine, de même (c'était difficile à avaler pour moi à l'époque, si peu de temps après la révolution castriste) que Cuba.

Dans cette petite histoire de sa vie Cliff révèle qu'il s'est interrogé sur cette question pendant des années avant de sauter du lit un beau matin et de déclarer à sa compagne de longues années de souffrances, Chanie : « La Russie est un capitalisme d'Etat ».

Cette question peut sembler lointaine, presque dénuée d'importance dans les années 1990, mais pour un jeune socialiste au début des années 60, elle était absolument cruciale. La politique de la gauche tout entière était dominée par la Russie et ses supporters du Parti Communiste Britannique. Mon tout premier souvenir d'une discussion politique difficile se rapporte à la prétendue différence entre l'invasion anglo-française de l'Egypte en 1956 et celle de la Hongrie par les troupes russes quelques semaines plus tard. La première était à l'évidence un acte impérialiste caractérisé ; la seconde (puisque la Russie était un Etat ouvrier dégénéré) une manœuvre habile destinée à protéger les Etats ouvriers de la réaction venue d'ailleurs, y compris de la cinquième colonne de droite à Budapest. Une autre conséquence du soutien de la Russie contre l'Occident était un scepticisme à l'égard de la démocratie. En fait, le mot « démocratie » lui-même était suspect, puisqu'elle ne semblait exister que dans l'Ouest capitaliste et pas du tout dans les Etats ouvriers de l'Est.

Cliff détruisait tout cet édifice. La Russie était capitaliste d'Etat, proclama-t-il, et par conséquent impérialiste. L'invasion de la Hongrie par les Russes était tout aussi scandaleuse que celle de Suez par la Grande Bretagne et la France. L'essence du socialisme était le contrôle de la société par en bas ; et il n'y avait rien de tout cela en Russie, encore moins dans ce qu'il appelait les satellites de Staline en Europe de l'Est. En fait, observait-il, bien qu'il fût là pour parler de l'Union soviétique, il ne pouvait même pas commencer puisque le mot « soviétique » signifiait en russe conseil ouvrier et qu'il n'y avait aucun véritable soviétique dans tout l'Empire russe.

Il est difficile, si longtemps après, de donner une idée de l'impact qu'avaient de telles opinions dans l'atmosphère politique du début des années 1960. Dans son livre, c'est presque en passant que Cliff raconte l'histoire de sa conversion à la théorie du capitalisme d'Etat. Pour ceux d'entre nous, jeunes socialistes, pour lesquels la théorie était entièrement nouvelle à l'époque, l'effet fut le contraire de quelque chose de passager. Il fut dévastateur. La théorie menaçait non seulement un reliquat de sympathie pour ce qui ressemblait au moins à de la planification étatique en Russie, mais aussi toute une vision politique, incluant, de façon centrale, la notion que le changement socialiste pouvait venir du haut de la société, planifié et exécuté par des gens éclairés, des ministres et des bureaucrates cultivés. Toute la démarche de l'Oxford Union était mise en péril par ce message. Si la Russie était un capitalisme d'Etat, quel intérêt y avait-il à travailler politiquement avec d'autres gens éclairés, par exemple pour obtenir davantage de contrôle étatique de l'industrie britannique ?

Je résolus à ne me laisser sous aucun prétexte prendre en otage par cette nouvelle hérésie. Je mis la main sur un exemplaire en piteux état du livre de Cliff sur ce sujet, intitulé à l'époque *La Russie stalinienne* : une analyse marxiste, et le lus si soigneusement qu'il tomba en morceaux. Les grandes lignes de la théorie me fascinaient presque autant qu'elles m'horrifiaient. Mais ce n'était pas cela qui était vraiment important. Le style littéraire de Cliff était désespérant – il n'avait pas la moindre idée de la façon d'utiliser la langue anglaise pour exprimer ses idées. Ce qui finit par me convaincre fut le détail inlassable de l'argumentation. C'est le chapitre concernant la séparation du Parti Communiste russe de la base de la classe laborieuse du pays, les pages dans lesquelles Cliff retrace l'élimination politique de tout vestige de la Révolution Russe ou de la base ouvrière, que ma résistance fut enfin vaincue. Il était totalement impossible de décrire une telle société bureaucratique, rigide et brutale, comme socialiste ou comme Etat ouvrier, ni même comme marginalement démocratique. « Capitalisme d'Etat » était le terme approprié.

Un peu plus tard, en 1963, alors que j'étais encore à Glasgow, le troisième volume de la majestueuse biographie de Trotsky par Isaac Deutscher fut publié. Je dévorai rapidement les trois volumes, fasciné par la profondeur de l'analyse et la beauté du langage. Lorsque je fis part de mon enthousiasme à Cliff, il était tout sauf impressionné. Dans un article du numéro de l'hiver 1963 de la revue trimestrielle *International Socialism*, dont j'attendais chaque parution avec une passion intellectuelle toujours renouvelée, il écrivit une attaque féroce contre Deutscher, intitulée : « Le bout du chemin : la capitulation de Deutscher devant le stalinisme ». Sans le moindre mot d'appréciation pour la magnifique biographie, il cognait sur un passage d'un article de Deutscher dans une série d'essais intitulée *Hérétiques et renégats*, dans lequel le sage donne son avis à un « homme de lettres ex-communiste » comme lui-même. « *Il ne peut rejoindre ni le camp stalinien ni la sainte-alliance antistalinienne sans faire violence à ce qu'il y a de meilleur en lui. Alors, qu'il surmonte la vaine ambition d'avoir un doigt dans la tarte politique. Il peut, au contraire, se retirer sur la tour de guet – pour observer avec détachement et amusement le chaos du monde* ». Cette conclusion jetait Cliff dans des paroxysmes de rage. Quiconque disait un mot en faveur d'Isaac Deutscher était apostrophé interminablement : « A la tour de guet ! A la tour de guet ! ». De tous les crimes affreux de la gauche, aucun ne rendait Cliff aussi furieux que la passivité. Pour des gens qui savaient que le monde était pourri, s'installer confortablement et ne rien faire était pour lui l'aberration suprême.

Il en était de même pour Trotsky. De nombreuses années plus tard, Cliff lui-même écrivit une biographie de Trotsky en quatre volumes. Je persiste à recommander celle de Deutscher mais, comme sa biographie de Lénine, également longue, le *Trotsky* de Cliff est indispensable à tout socialiste moderne. Tout au long de ses livres, le thème est l'action. La question clé qui domine toutes les autres est celle de Lénine : *que faire ?* A chaque détour de l'affrontement entre les classes, une forme d'action est nécessaire pour la majorité exploitée. C'est la raison pour laquelle la question la plus fondamentale est celle de la construction d'une organisation socialiste qui s'inspire des batailles des travailleurs contre leurs dirigeants, et qui peut unifier dans une action disciplinée les ressources non pas seulement de ceux qui veulent changer le monde, mais aussi de ceux qui sont prêts à faire quelque chose pour le monde.

Cette histoire commence par l'enfance de Cliff en Palestine. Il disait souvent qu'il fallait moins de deux minutes pour comprendre la nécessité du socialisme – un simple regard sur le monde et la façon dont il est divisé entre riches et pauvres règle la question immédiatement. Un simple regard sur la façon dont les enfants arabes étaient traités en Palestine dans les années 1930 a suffi pour faire de Cliff un socialiste. La déception vis-à-vis d'un Parti Communiste de

plus en plus compromis devait bientôt suivre. De telle sorte que la jeunesse de Cliff a été consacrée sans désespérer à un but des plus fantastiques : la construction d'une organisation trotskyste dans la pauvre vieille Palestine, misérable, pillée et divisée. Lorsqu'il s'avéra que le fruit de ses efforts était maigre, voire inexistant, il consacra avec conséquence presque tout le reste de sa vie à un but encore plus fantastique : la construction d'une organisation socialiste révolutionnaire dans la Grande-Bretagne bourgeoise et prospère de l'après-guerre. Tout, autour de lui, militait contre cet objectif. Un gouvernement travailliste était aux affaires, nanti d'une vaste majorité, soutenu par les larges masses de la classe ouvrière. Toute l'activité sur la gauche du Labour Party était monopolisée par le Parti Communiste. Pour faire bonne mesure, les premiers efforts de Cliff furent frustrés par son expulsion de Grande-Bretagne, suivie de cinq années d'un exil forcé, dans la solitude et la plus extrême pauvreté, à Dublin. Quand on lit la narration rapide qu'il en fait dans son livre, on ne peut s'empêcher de se demander : où a-t-il trouvé la force de continuer ? Même lorsqu'on lui permit enfin de rejoindre sa femme et sa famille à Londres, le nombre de membres du Groupe Socialist Review ne dépassait pas 20 personnes. Ce livre raconte l'histoire plutôt mouvementée de la façon dont, contre toute attente, le Groupe Socialist Review devint les International Socialists qui, à leur tour (pour des raisons qui ne sont toujours pas entièrement claires), donnèrent naissance au Socialist Workers Party. L'édifice comparativement énorme du Parti Communiste étant parti en fumée en 1989, le SWP (même s'il était toujours petit) devint le regroupement socialiste le plus important du pays. En fait, les seuls socialistes qui ont survécu à la chute du stalinisme en 1989 avec une certaine confiance sont ceux qui l'ont dénoncé de manière constante.

L'humilité n'était pas la qualité centrale de Cliff et sa narration (qu'il entreprit essentiellement parce qu'il craignait de ne pas survivre au scalpel du chirurgien) pêche rarement par excès de modestie. Non qu'elle le devrait. Car la caractéristique qui, plus que toute autre, s'évince de son existence est son entêtement. Malgré sa vaste intelligence, sa maîtrise d'au moins quatre langues et sa culture étendue, il ne s'est pas une seule fois en 82 ans laissé détourner de son propos. Une résolution aussi ferme est quelque chose de rare parmi les gens qui se consacrent à changer le monde. Lorsque Cliff était accusé, comme cela lui arriva souvent, de donner trop d'importance aux grandes personnalités de l'histoire du socialisme – Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Luxemburg – il répondait que, si l'on veut voir ce qui se passe derrière la foule, il faut se tenir sur les épaules des géants.

Il aurait été gêné, quoique, je pense, très heureux, d'être considéré comme l'un des grands, mais il y a un certain nombre d'entre nous, révolutionnaires britanniques, qui remercient leur bonne étoile d'avoir pu, durant quelque quarante années, se tenir sur ses épaules.

Préface

Question préliminaire : pourquoi ai-je écrit cette biographie ? En 1998, après quelque 65 années d'activité politique, et dans la période récente parlant en moyenne dans trois réunions par semaine (souvent loin de Londres, restant une nuit ou deux hors de chez moi), j'ai été informé par mes médecins que, mon cœur étant fatigué, je devais réduire mes activités. Je n'ai pas à me plaindre. Lorsque j'avais 18 ans, mon médecin m'avait prédit que je n'atteindrais pas l'âge de 30 ans à cause de mon cœur. En fait, il ne m'avait pas demandé quand j'avais pris mon dernier repas. Il ne savait pas que, comme militant, je subsistais d'un maigre régime de pain et d'oranges « qui tombaient du camion de l'orangerie ».

Mais je n'ai pas aujourd'hui d'autre choix que de me soumettre à leurs ordres. Mon état ne me permet pas de faire beaucoup de recherches documentaires. J'ai réussi, dans les quatre semaines qui ont précédé mon opération, à écrire un court ouvrage, *Le trotskysme après Trotsky : les origines des International Socialists*. C'était une tâche facile dans la mesure où elle s'appuyait sur mes écrits précédents depuis 1946. J'y ai inséré des parties entières d'autres livres.

Malgré tout, la pensée de ne rien faire me glaçait d'horreur. Mes filles Elana et Anna me suggérèrent que la chose la plus utile que je pouvais entreprendre en attendant l'opération serait d'écrire mon autobiographie.

Si, en fin de compte, le résultat n'est pas satisfaisant, la corbeille à papier ne demande qu'à être remplie. Je pense cependant qu'il pourra être un compagnon utile du *Trotskysme après Trotsky*. Alors que ce dernier traitait des théories développées pour s'adapter aux changements intervenus dans le monde capitaliste, la première partie de celui-ci se concentre sur la genèse de ces théories dans le cadre de l'isolement et de l'indépendance de pensée imposés par ma situation en Palestine. La dernière partie de ce livre considère les efforts accomplis pour mettre en œuvre des stratégies et des tactiques reliant ces théories, ainsi que les aspects généraux du marxisme, à la pratique de la construction d'un parti socialiste révolutionnaire.

Il y a certaines difficultés à écrire une biographie politique. L'histoire personnelle doit être entrecroisée avec l'histoire sociale et politique. Les êtres humains agissent dans un environnement social et politique qui les modèle en même temps qu'ils agissent sur lui et le changent. La question de savoir quel espace doit être donné à un élément plutôt qu'à d'autres dépend de ce qu'on attend du lecteur en matière de connaissance de l'histoire de la période. J'ai été actif politiquement en Palestine pendant 14 ans (1932-46) ; j'ai été ensuite en Angleterre pendant un an ; ensuite, quatre ans et demi à Dublin (1947-52) ; et finalement en Grande-Bretagne durant les 47 dernières années. Les lecteurs connaissent probablement très peu l'histoire de la Palestine dans la période mentionnée ci-dessus. Et, même lorsqu'il s'agit de la Grande-Bretagne, les difficultés ne cessent pas.

Dans la biographie politique de quelqu'un qui était actif dans le mouvement révolutionnaire russe pendant plus de quatre décennies, les pics de l'histoire seront bien connus. Cela pourrait être la révolution de 1905, la révolution de 1917, la guerre civile, ou la liquidation par Staline des vieux bolcheviks et l'instauration du goulag. Il est vrai que l'histoire de la classe ouvrière britannique présente aussi des sommets impressionnants au cours des quarante dernières années. Par exemple, en 1972 les cinq dockers emprisonnés à Pentonville pour activités syndicales ont été libérés par la grève générale des docks, l'action de solidarité des imprimeurs (qui ont paralysé Fleet Street), et des grèves étendues dans l'industrie qui ont amené le TUC (*Trade Unions Council* – la centrale syndicale – NdT) à lancer un mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures. Hélas, les pics de la Russie ressemblent à l'Himalaya, en Grande Bretagne à Ben Nevis (point culminant des îles britanniques - NdT). Beaucoup de gens ont entendu parler de l'Himalaya, très peu de Ben Nevis. Ce qui m'oblige, dans la double narration de l'histoire et de ma vie personnelle, à consacrer beaucoup d'espace à la première.

S'ajoute à ces difficultés ma propre longévité. Lénine était heureux et fier que son parti soit un parti de jeunes :

Nous sommes le parti de l'avenir, et l'avenir appartient à la jeunesse. Nous sommes un parti d'innovateurs, et c'est toujours la jeunesse qui suit les innovateurs avec le plus d'empressement. Nous sommes un parti qui mène une lutte d'auto-sacrifice contre la vieille pourriture, et la jeunesse est toujours la première à se lancer dans un combat d'auto-sacrifice.

Non, laissons aux Cadets (les bourgeois libéraux) le soin de recruter les vieillards « fatigués » de 30 ans, révolutionnaires qui sont devenus « sages », et les renégats de la social-démocratie (*le terme de social-démocratie désigne à l'époque les marxistes révolutionnaires*). Nous serons toujours un parti de la jeunesse de la classe progressiste !¹

Bien sûr, Lénine avait raison : le parti révolutionnaire est, de façon dominante, une organisation composée de jeunes gens. Dans la Russie tsariste, dans les très dures conditions de l'illégalité, de nombreux révolutionnaires se sont éloignés après l'âge de 30 ans. En Angleterre, le seuil semble venir un peu plus tard, disons vers la quarantaine. Bien sûr, beaucoup des bolcheviks qui avaient cessé d'être actifs dans la période de réaction qui a suivi la révolution de 1905 ont repris du service en 1917. Je suis sûr que 99% des camarades qui ont quitté les *International Socialists* ou le *Socialist Workers Party* n'ont pas changé de convictions politiques fondamentales. Mais, une fois de plus, ma longévité exige que plus d'espace soit consacré à l'élément historique que si j'étais mort, disons, à quarante ans. Je vous prie de bien vouloir m'en excuser.

Le lecteur sera peut-être choqué de l'étroitesse de ma vie personnelle en dehors de la politique, et il aura absolument raison. Je me suis tellement concentré sur le côté politique de la vie que j'ai négligé des éléments émotionnels et culturels plus généraux. La division du travail accroît la productivité. Cela a été brillamment démontré par Adam Smith dans *La richesse des Nations*, lorsqu'il montre comment, si un seul ouvrier produisant auparavant des épingles se trouvait remplacé par un groupe d'ouvriers exécutant différentes tâches dans la division du travail, la production

augmentait énormément. Mais il y a un revers à la médaille. La division du travail élève la productivité mais, hélas, elle fait d'une personne un demi être humain. Il y a un trou rond pour un rivet rond, et un trou carré pour un rivet carré. Cela dit, il n'y a pas de trou dans l'image de l'homme. La rareté des ressources, du fait que j'ai longtemps appartenu à de minuscules groupes de révolutionnaires, m'a forcé à concentrer chaque fibre de mon être sur la tâche à accomplir. Pendant 65 ans, ça a été dur, avec peu de possibilités de relaxation pour éviter la spécialisation extrême que j'avais choisie.

Je me souviens qu'en Palestine un membre du groupe m'avait dit un jour : « Tu baisses pour la révolution mondiale ». J'ai pris ça comme un compliment. A l'âge de 16 ans j'ai eu ma première relation. Elle avait cinq mois de moins que moi et nous sommes restés ensemble pendant six ans. Alors que nous nous connaissions depuis quelques mois elle me demanda un jour : « Tu te souviens de ce que tu m'as dit la première fois qu'on s'est embrassés ? » Je ne me souvenais pas. Elle me rafraîchit la mémoire : « Tu m'as demandé : si je te donnais une grenade, est-ce que tu la lancerais dans un poste de police ? » Je ne me souvenais pas quelle avait été sa réaction et l'interrogeai. « J'étais tout bonnement pétrifiée », dit-elle. (Je n'ai jamais été porté au terrorisme individuel ; c'était simplement un test de sa ferveur révolutionnaire.)

Ma rencontre avec Chanie Rosenberg, ma femme, n'est pas une histoire de pleine lune contemplée joue contre joue, même si en Palestine elle est très belle en été. Le début de notre relation a été beaucoup plus prosaïque. Quelques semaines après l'avoir rencontrée dans son kibboutz, j'ai contacté Chanie et je lui ai demandé de venir à Tel Aviv pour traduire en anglais un tract destiné aux troupes britanniques, toujours présentes dans le pays. Je ne sais pas si les traits de personnalité sont héréditaires, mais un seul de mes enfants semble avoir hérité ma nature obsessionnelle, avec d'étranges résultats. Mon fils Danny a envers la musique la même attitude que j'ai envers la politique, ce qui est sans doute la raison pour laquelle il est le seul de mes quatre enfants à ne pas être membre du SWP. Il est bien trop occupé à composer et à jouer des claviers comme seul musicien blanc d'un orchestre noir bien connu.

Je n'ai pas toujours eu l'esprit aussi étroit. Jusqu'à l'âge de 17 ans j'ai dévoré les classiques de la littérature de manière incessante. Des dizaines d'années plus tard, j'avais toujours un grand amour pour le théâtre. A Dublin, où je vivais dans des conditions financières très dures, je réussissais quand même à aller au théâtre au moins une fois tous les quinze jours. Mais les priorités de la politique révolutionnaire ont mis fin à ces aspects de mon existence.

Mon étroitesse n'est pas une image de l'humanité telle qu'elle sera sous le socialisme. Heureusement pour les Chanie de ce monde qui suivent les tendances culturelles et artistiques avec enthousiasme. Chanie et moi sommes comme la craie et le fromage. Elle s'intéresse beaucoup aux arts, va au concert et dans les expositions, et s'adonne elle-même à la sculpture (et, je pense, avec talent, si j'en juge par les statues qui garnissent notre maison). Etant si différents, comment peut-on expliquer que nous soyons restés ensemble pendant 55 ans, et que nous soyons aujourd'hui plus proches que jamais ? A la base, nous avons une chose en commun, qui est bien plus importante que les traits de caractère : nous sommes tous deux des révolutionnaires convaincus. Je peux dire de Chanie, sans exagération, qu'elle a une dévotion à la cause, une énergie, une pureté de caractère et une fermeté sans égales.

Un incident illustre bien l'unité de propos de Chanie. Elle n'est pas très bonne conductrice, et un jour elle a renversé un éboueur à Hackney. Elle est allée le visiter à l'hôpital et l'a recruté dans notre organisation. Je lui ai souvent demandé depuis pourquoi elle n'écrase pas d'autres éboueurs, nous en avons si peu dans l'organisation. Hélas, elle ne m'écoute pas.

Je me suis toujours considéré moi-même comme un moyen orienté vers un but, et non une fin en soi. Pour sculpter un magnifique David, Michel-Ange ne se servait pas d'un beau marteau ni d'un beau ciseau.

Si ma vie était à refaire je ne la changerais pas radicalement. Bien sûr, j'aimerais avoir commis moins d'erreurs, et aussi moins d'omissions.

Ce livre est à propos de ma vie, à propos du passé, mais j'espère qu'il sera aussi une arme dans la longue lutte pour l'avenir.

¹ V I Lénine, *Collected Works*, vol 11 (Moscou), pp. 334-335.

I : **Palestine**

Mon enfance

Je suis né en Palestine le 20 mai 1917, à la fin de l'occupation ottomane de ce pays et au début d'une présence britannique qui devait durer 31 ans. A l'époque de ma naissance, 95% de la population du pays était arabe, et les Arabes ont continué à être l'immense majorité pendant de nombreuses années ; en 1945, ils constituaient 68% de la population.

J'ai vu le jour dans une famille de la classe moyenne. Mes parents, oncles et tantes étaient des sionistes convaincus. Mon père et ma mère étaient venus en Palestine de la partie russe de la Pologne en 1902 ; un de mes oncles était déjà là en 1888. Les racines politiques de mes parents étaient très droitières. Je me souviens d'avoir vu une photo de Nicolas II rencontrant une délégation de la communauté juive de Russie conduite par Banker Gluckstein, qui souhaitait au tsar de triompher de ses ennemis. Banker Gluckstein était le frère aîné de mon père. Dieu merci, je ne crois pas à la prédestination, pas plus que je ne pense qu'il existe un gène des idées de droite.

Mon père était un gros entrepreneur qui construisait des sections du chemin de fer de Hedjaz. Son associé était Chaim Weitzmann, le premier président d'Israël. Ma famille avait des amis parmi les dirigeants sionistes. Moshe Sharet (plus tard ministre des affaires étrangères), visiteur fréquent de notre maison, était pour moi une espèce de professeur politique. Quand je séjournais chez mon oncle Kalvarisky à Rehavia, David Ben Gourion passait parfois pour lui demander quelque chose, ou sa femme Paula venait emprunter un lit pliant. Le Dr Hillel Yoffe (un dirigeant sioniste) était aussi un de mes oncles. Ma famille était implantée au cœur de la communauté sioniste. Cela m'a rendu sans doute plus difficile de briser avec le sionisme.

Le fait que mes parents, comme mes oncles et tantes, vinssent de la Russie tsariste, où l'antisémitisme était endémique, a bien sûr ralenti mon éloignement du sionisme. Ma famille, comme toutes les familles originaires d'Europe, a dans les années suivantes subi les horreurs de l'Holocauste. Je n'ai rencontré que peu de parents qui ont été assassinés par Hitler, même si j'ai entendu parler de beaucoup d'autres. Parmi eux, une de mes tantes qui était venue de Dantzic (l'actuelle Gdansk) nous visiter en Palestine au milieu des années 30. Et puis il y avait une fille de mon oncle Kalvarisky, que je connaissais très bien – elle avait le même âge que mon frère aîné. Elle avait épousé un Juif hollandais dont elle avait eu un enfant, âgé de cinq ans lors de notre rencontre. Tous trois ont été engloutis par l'Holocauste.

La famille de Chanie n'a pas moins souffert, mais comme elle vivait en Afrique du Sud elle n'a pas eu l'occasion de rencontrer ceux qui ont été exterminés. En fait, il n'y a probablement pas une seule famille juive en Europe ou aux Etats-Unis qui n'ait pas de membres ayant disparu dans l'Holocauste. Les Juifs orientaux, sépharades et yéménites, n'ont en général pas été piégés de cette façon.

Cela m'a pris quelques années pour faire la transition entre le sionisme orthodoxe, en passant par un semi-sionisme avec une position pro-palestinienne, et la rupture complète avec le sionisme.

Mes parents furent très peinéés lorsque le journal local les informa, en 1937, que mon frère aîné et moi-même avions été arrêtés pour avoir distribué des tracts antisionistes. Ma mère était en larmes, mais j'entendis mon père la rassurer en ces termes : « Ça lui passera ». C'était particulièrement douloureux pour eux parce que j'étais le bébé de la famille, et aussi que ma santé avait été mauvaise pendant des années et que j'avais dû faire l'objet de grands soins. Je n'ai pu me tenir debout qu'à l'âge de deux ans et à cinq ans on m'a amené à Vienne pour consulter un spécialiste des rhumatismes. Après cela ma santé s'est beaucoup améliorée.

Des circonstances et des événements différents provoquent l'apparition des idées socialistes chez les individus. Un problème particulier d'oppression peut amener quelqu'un à critiquer la société existante. Personne ne devient socialiste parce qu'il ou elle a lu Marx – la lecture de Marx est le résultat d'une recherche d'explications aux injustices de la société. De la même façon, le socialisme utopique de Charles Fourier et Robert Owen – la critique de l'exploitation et de l'oppression de classe, et l'aspiration à une société sans classes – a précédé le socialisme scientifique de Marx et Engels. Chaque individu traverse une expérience similaire, en commençant par critiquer la société pour ensuite chercher des moyens de la changer.

L'aiguillon spécifique qui fit de moi un socialiste était la condition misérable des enfants arabes, dont j'étais témoin. Alors que j'avais toujours des chaussures aux pieds, je voyais des gosses arabes courir pieds nus en permanence. Un autre problème était l'absence d'enfants arabes dans ma classe à l'école. Cela ne me semblait pas naturel. Après tout, mes propres enfants, nés et éduqués en Angleterre, ne sont jamais rentrés à la maison en disant qu'il n'y avait pas d'enfants anglais à l'école (bien que je n'eusse pas été surpris s'ils avaient dit qu'il n'y avait pas d'enfants hollandais, danois ou français). Après tout, nous vivons en Angleterre. A l'âge de 13 ou 14 ans j'écrivis un essai à l'école, comme tous les autres enfants, mais le sujet de mon essai était : « C'est tellement triste qu'il n'y ait pas d'enfants arabes à l'école ». Le commentaire de l'enseignante fut bref et clair. Elle écrivit : « communiste ». Il ne m'était jusque là pas venu à l'idée de me considérer comme communiste. Tout le reste de ma vie j'ai ressenti une immense gratitude envers cette personne. J'aimerais la serrer dans mes bras et l'embrasser.

Il y a un autre facteur qui a attiré mon attention sur le problème de l'exclusion des enfants arabes de l'école. Il y avait dans le pays une petite école où les enfants juifs et arabes étaient mélangés. Cet établissement avait été fondé et financé par un de mes oncles, Chaim Margalit-Kalvarisky. Il était très à son aise, étant le dirigeant de l'organisation de Rothschild en Palestine. Il avait aussi fondé un minuscule groupe de Juifs et d'Arabes libéraux appelé Brit Shalom (la

Ligue de la Paix). Cet oncle était en butte aux sarcasmes de mon père et de ma mère qui le considéraient comme fou. Il était tellement obsessionnel qu'il parlait rarement d'autre chose que de la paix avec les Arabes. Chanie trouvait qu'il y avait une grande ressemblance entre lui et moi – tous les deux un peu dérangés. Elle me dit : « Il doit y avoir un lien du sang expliquant cela ». Je lui répondis que Kalvarisky ne m'était apparenté que par alliance : il avait épousé la sœur de mon père. Ses actes ont probablement concentré de plus fort mon attention sur la question de l'exclusion des Arabes de mon école. Je me suis toujours identifié avec les parias.

L'ostracisme envers les Arabes ne se limitait pas à l'éducation. Ils étaient aussi exclus des logements possédés par des Juifs. Le résultat de cette ségrégation, c'est que pendant les 29 années où j'ai vécu en Palestine je n'ai jamais été sous le même toit que des Arabes. En fait, la première fois que j'ai vécu dans la même maison qu'un Arabe palestinien, c'était en 1947, lorsque je logeais dans une petite pension à Dublin.

Un autre facteur qui m'a amené à m'identifier avec les Palestiniens était le prénom que mes parents m'avaient donné : Ygaël (Gluckstein). C'était le nom d'un héros sioniste à la John Wayne qui avait massacré une certaine quantité d'Arabes. A l'âge de 13 ans, je changeai mon nom pour Ygal. Comme en hébreu il n'y a pas de voyelles mais seulement des consonnes, les deux noms s'écrivent exactement de la même façon (???), c'était donc facile à faire. L'origine du nom Ygal est la suivante : Moïse envoya 12 espions pris dans les 12 tribus d'Israël pour aller au pays de Canaan recueillir des renseignements. Deux d'entre eux dirent qu'ils aimeraient s'y installer ; les dix autres étaient de l'avis contraire. Le premier de ceux qui ne voulaient pas y vivre s'appelait Ygal.

L'économie sioniste fermée

Les sionistes qui avaient émigré en Palestine à la fin du 19ème siècle voulaient que toute la population soit juive. En Afrique du Sud, par contre, les blancs étaient les capitalistes et leur entourage, alors que les noirs étaient les travailleurs. En Palestine, avec le niveau de vie très bas des Arabes par rapport aux Européens, et avec un chômage, visible et caché, très important, le moyen d'exclure les Arabes était de leur fermer le marché du travail juif. Il y avait pour cela un certain nombre de méthodes. D'abord, le Fonds National Juif, propriétaire d'une grande partie des terres aux mains des Juifs, y compris d'une grosse portion de Tel Aviv, avait un règlement qui insistait sur le fait que seuls des Juifs pouvaient être employés sur ces terres.

Je me souviens qu'en 1945 un café de Tel Aviv fut attaqué et presque entièrement détruit parce que le bruit courait qu'un Arabe y était employé comme plongeur. J'ai aussi le souvenir, lorsque j'étais à l'Université Hébraïque de Jérusalem entre 1936 et 1939, de manifestations répétées contre le vice-chancelier de l'université, le Dr Magnes. C'était un Juif américain riche et libéral, et son crime était d'être le locataire d'un Arabe. Il n'y a probablement aucun étudiant, disons de la London School of Economics, qui sache ou qui se soucie de savoir si le vice-chancelier est propriétaire de son logement ou s'il le loue à un catholique, un protestant ou un juif.

En mars 1932, David Ben Gourion, dirigeant du Mapai, le parti travailliste d'Eretz Israël, et futur premier ministre de l'Etat hébreu, fit savoir clairement qu'il était fortement opposé à l'emploi de travailleurs arabes par des Juifs. Il proclama : *« Personne ne doit penser que nous sommes ouverts à l'existence d'un emploi non-juif dans les villages. Nous ne céderons pas, je dis nous ne céderons aucun lieu de travail dans le pays. Je vous le dis en toute responsabilité, il est moins honteux de monter un bordel que d'évincer les Juifs de leur travail sur la terre de Palestine »*. Ne vous imaginez pas que c'étaient là de simples paroles. Les bordels de Tel Aviv soutenaient la comparaison avec les meilleurs, mais il n'y avait pas un seul travailleur arabe dans la ville.

Dans ce domaine il n'existait pas de véritable différence entre les sionistes de droite ou de gauche. Les sionistes de gauche d'Hashomer Hatzair n'étaient pas en reste, et il ne fait aucun doute que Bentov, l'un de leurs dirigeants, avait raison lorsqu'il disait : *« Le Mapai n'a pas le monopole de la revendication d'un travail juif. Nous sommes pour l'élargissement maximal du travail juif et pour son contrôle dans l'économie juive »*¹. En fait, dans tous les cas de mise en place de piquets contre le travail arabe il n'y a pas un seul exemple où Hashomer Hatzair n'y ait pas participé, ou au moins apporté son soutien.

La fédération syndicale sioniste, la Histadrut (Fédération Générale du Travail Hébreu), imposait à tous ses membres une double cotisation, l'une pour la défense du travail hébreu et l'autre pour la défense du produit hébreu. La Histadrut organisait des piquets contre des maraîchers qui employaient des Arabes, forçant les propriétaires à les licencier.

Je me souviens de l'incident suivant. A l'époque, Chanie venait juste d'arriver dans le pays et elle m'avait rejoint dans un logement proche du marché juif à Tel Aviv. Un jour, elle vit un jeune homme juif marchant parmi les femmes qui vendaient des légumes et des œufs, et de temps en temps il brisait les œufs avec ses chaussures ou versait de la paraffine sur les légumes. Elle demanda : « Que fait-il ? » Je lui expliquai qu'il contrôlait si les femmes étaient juives ou arabes. Dans le premier cas, tout allait bien ; dans le second, il utilisait la violence. Chanie réagit : « C'est exactement comme en Afrique du Sud ! », d'où elle arrivait. Je lui répondis : « C'est pire. En Afrique du Sud, au moins, les Noirs peuvent trouver un emploi ».

Chanie arriva en Palestine en juin 1945, et nous commençâmes à vivre ensemble en octobre de la même année. Nous étions désespérément pauvres et notre seul revenu était ce que gagnait Chanie comme professeur d'anglais à temps partiel. Nous louions une chambre dans une grande banlieue sordide à la limite de Tel Aviv, construite sur des dunes de sable, sans route ni équipements – quelque chose qui n'était jamais mentionné dans la propagande sioniste. Le propriétaire était un Yéménite d'une communauté appelée « les Juifs noirs ». Sa femme, âgée de 25 ans, pourvue déjà d'un certain nombre d'enfants, avait perdu toutes ses dents et était mince comme un fil. A notre demande d'une chambre à louer le propriétaire montra une dune vide. « Où est la chambre ? » lui demandâmes-nous. « Elle sera là demain », répondit-il, et à notre étonnement elle était là – une petite chambre de briques avec des carreaux posés directement sur le sable. Quand il pleuvait l'eau coulait sous le carrelage, créant une humidité qui verdissait nos chaussures, nos livres et

tout le reste. De plus, nos livres étaient dévorés par les souris. Notre cuisine était un poêle, notre éclairage une lampe Aladdin. Les toilettes étaient des toilettes communes munies de chasses d'eau, considérées comme supérieures aux toilettes traditionnelles juchées sur une autre dune, et dépourvues, elles, de chasse d'eau. Notre lit était une structure métallique de 80 cm de large, offerte par les autorités sionistes à tous les immigrants, avec un creux au milieu. Il était régulièrement infesté de poux, et chaque semaine nous organisions une cérémonie de crémation de poux sur notre poêle pour « célébrer le chabbath ».

Un de nos visiteurs s'appuya un jour sur la fenêtre et toute la structure dégringola. Ce même ami travaillait dans un restaurant et nous amenait parfois des saucisses qui commençaient à pourrir et qui ne pouvaient être servies aux clients. Pour nous c'était un festin que nous ajoutions à notre ordinaire de pommes de terre, de spaghetti et d'oranges. Une fois par mois, nous nous invitions au restaurant où nous dégustions du chameau, le plat le moins cher du menu. C'est dans cette chambre que j'ai écrit mon livre de 400 pages sur le Moyen-Orient, que Chanie traduisit en anglais et dactylographia sur une vieille machine presque cassée. Elle fit cela pas moins de huit fois avant que l'œuvre n'atteignît sa forme définitive.

Les parents de Chanie décidèrent d'émigrer d'Afrique du Sud en Israël et nous ne pouvions pas leur laisser voir nos conditions d'existence. Nous réussîmes, à grands frais pour nos moyens limités, à trouver une chambre constituée par la moitié de la chaufferie d'un haut immeuble d'appartements. Elle faisait deux mètres de large, assez pour caser un lit et une armoire qu'on nous donna. Au pied du lit, une petite table avec un côté pliant pour pouvoir ouvrir et fermer la porte. Nous considérions ce logement comme luxueux par rapport au précédent. Malgré tout, le père de Chanie manqua s'évanouir quand il le vit, s'exclamant : « Mais mon garage est trois fois plus grand ! »

Lorsqu'à la veille de la mise en place de l'Etat d'Israël des arrestations massives furent opérées par les Britanniques, il nous fallut en toute hâte faire disparaître nos documents illégaux dans les toilettes, qui finalement refusèrent de se plier à nos désirs. Heureusement, les soldats anglais procédant aux arrestations ne fouillaient pas les toilettes, et nous fûmes relâchés après de longues heures, pendant lesquelles Chanie parlait en anglais avec les soldats pour les amadouer, ce qui réussit à les convaincre d'abandonner l'enquête sur mon statut de personne recherchée.

Tous les camarades vivaient dans le même dénuement, malgré tout nous faisions des souscriptions pour soutenir les nôtres sur le plan international – par exemple notre groupe italien qui se présentait aux élections. La cotisation des membres du groupe était égale à une journée de travail par semaine. Tout ceci, et les collectes spéciales que nous faisions, signifiait que certains membres sautaient des repas pour pouvoir payer.

En même temps que le sionisme creusait une profonde tranchée séparant les Juifs des Arabes, l'impérialisme collaborait. Lorsque les autorités britanniques de Palestine employaient aussi bien des Arabes que des Juifs pour effectuer les mêmes tâches, ils payaient les salariés arabes le tiers de ce qu'ils donnaient aux Juifs. La politique du « diviser pour régner » était dominante, y compris en prison. Lorsque je fus arrêté en septembre 1939, je fus mis dans une prison où il n'y avait que des Juifs. Les conditions n'y étaient guère différentes de celles qui régnaient dans les prisons arabes. Nous dormions sur le sol – quarante-trois personnes serrées comme des sardines – de telle sorte que la nuit il était impossible de se retourner. A six heures du matin, nous étions enfermés pour douze heures. Un seau d'eau servait aux ablutions de tous. L'odeur était épouvantable. Dès le matin, notre première occupation consistait à nous épouiller, nous-mêmes et nos couvertures. La nourriture arrivait sous la forme d'un grand chaudron, dans lequel chaque prisonnier devait puiser avec ses mains à la recherche d'un morceau de viande, après quoi la soupe était versée dans les bols individuels. Mais les conditions s'améliorèrent radicalement quand je fus transféré dans une autre prison. Celle-ci ne comportait également que des Juifs, mais elle était en vue de prisonniers arabes qui avaient le loisir de comparer leur traitement au nôtre. Soudain, nous eûmes des lits, et une salle d'eau séparée de la pièce dans laquelle nous dormions.

La politique des travaillistes sionistes envers les Arabes était étrangement en contradiction avec leurs déclarations répétées de sympathie pour ceux-ci dans les premières années de la colonisation sioniste. Ainsi, en 1915, Ben Gourion pouvait écrire :

En aucun cas les droits de ces habitants (les Arabes) ne doivent être mis en cause. Seuls des « rêveurs de ghetto » comme Zangwill peuvent imaginer que la Palestine peut être donnée aux Juifs avec le droit de chasser les non-Juifs du pays. Aucun Etat ne consentira à pareille chose. Même s'il semblait que ce droit nous soit accordé... les Juifs n'ont ni justification ni possibilité pour l'exercer. Ce n'est pas le propos du sionisme de chasser de Palestine ses habitants actuels ; s'il avait ce but, ce serait seulement une dangereuse utopie, une Fata Morgana réactionnaire.²

En 1920, Ben Gourion écrivait à propos du fellah, le paysan arabe, et sa terre ainsi qu'il suit : « *En aucun cas la terre qui appartient au fellah et qu'il cultive ne doit être touchée. Ceux qui vivent du travail de leurs mains ne doivent pas être arrachés de leur sol, même avec des compensations financières* »³. « *Le sort du travailleur juif est lié à celui de son camarade arabe. Ils s'élèveront ou tomberont ensemble* », disait-il en 1924⁴. Plus tard, en 1926, il disait : « *La population arabe fait partie de façon organique et insoluble de la Palestine. Elle y a ses racines, elle y travaille et y demeurera. Bien qu'il ne soit pas impossible, à l'époque actuelle, d'expulser de larges masses de gens d'un pays au moyen de la force physique, seuls des fous ou des politiciens idiots peuvent accuser le peuple juif de nourrir un tel désir* »⁵. Le Dr Weitzmann, président de l'Organisation Sioniste Mondiale et futur président d'Israël, déclara dans un discours tenu à Londres le 11 décembre 1929 : « *Jusqu'à présent il n'y a eu aucun cas – et j'espère qu'il n'y en aura pas dans l'avenir – où un Arabe a été expulsé de sa terre, que ce soit directement ou indirectement* ».

Si de telles déclarations ont une quelconque valeur, on pourrait aussi citer Jabotinsky, le représentant de l'aile sioniste la plus extrême et la plus cupide, les Révisionnistes (aujourd'hui le Likoud), qui ont à une époque déclaré comme faisant partie de leurs principes fondamentaux :

L'égalité de tous les citoyens.

L'égalité des droits doit être maintenue pour tous les citoyens sans considération de race, de religion, de langue ou de classe, dans tous les domaines de la vie publique du pays.

Dans tout cabinet où un Juif sera premier ministre, un Arabe sera son adjoint et vice versa...⁶

Malgré tout, ce n'était là que des berceuses que les sionistes chantaient aux populations arabes du pays pour les endormir. La logique du développement du sionisme amena avec le temps des changements dans l'attitude envers les Arabes. Plus le sionisme avançait, plus il nourrissait la colère et la résistance des Arabes. En retour, cela installait une peur de plus en plus profonde des Arabes parmi les Juifs.

Les travailleurs juifs prisonniers du sionisme

La classe ouvrière de Palestine était profondément divisée entre Arabes et Juifs. Ils parlaient des langues différentes – seule une petite minorité des travailleurs juifs comprenait l'arabe, et une minorité plus réduite encore d'Arabes comprenait l'hébreu. Dans quelques entreprises il y avait à la fois des Juifs et des Arabes. Ainsi, parmi les quelque 5 000 salariés des chemins de fer au début des années 40, les quatre cinquièmes étaient Arabes et le cinquième Juifs. La raffinerie de pétrole d'Acra employait à la fois des Arabes et des Juifs, là encore en majorité des Arabes. L'échelon subalterne de la fonction publique employait aussi des salariés des deux communautés. Mais c'étaient là des exceptions : 90% des travailleurs se trouvaient dans des emplois où régnait la ségrégation.

Un événement, à l'occasion duquel je pus voir des travailleurs juifs et arabes ensemble, réchauffa mon cœur. C'était au début des années 40, je voyageais en autobus d'Acra à Haïfa. Le bus était plein de salariés, arabes et juifs, de la raffinerie d'Acra. Parmi eux se trouvaient deux membres de notre groupe. Ils commencèrent à chanter des chants socialistes en arabe. L'un d'entre eux s'écria : « Chantons en hébreu pour nos frères Juifs ! » Ce qu'ils firent. C'était merveilleux, mais hélas, c'était comme une étoile filante, brève lueur dans une nuit bien noire.

Idéologiquement, le « socialisme sioniste » piégea ses partisans, les empêchant de briser clairement avec le chauvinisme et l'impérialisme, même si très souvent certains les condamnaient tous deux.

Ce qui suit est une illustration de la complexité du socialisme sioniste et des contradictions qui le déchiraient. Lorsque Chanie arriva en Palestine, venant d'Afrique du Sud, elle était membre de l'aile la plus à gauche du mouvement socialiste sioniste – Hachomer Hatzair. Ils se considéraient comme marxistes, et certains même comme trotskystes. Elle entra dans un kibboutz (ferme collective) appartenant au mouvement Hachomer Hatzair, dans lequel il n'y avait aucune possession privée de richesse et aucune propriété privée. La production et la consommation étaient collectives. L'éducation des enfants était assurée collectivement, il n'y avait pas de cuisines individuelles, etc. Les membres du kibboutz voyaient cela comme l'embryon de la future société socialiste. Et c'est là qu'intervient un paradoxe. Peu avant l'arrivée de Chanie, les membres du kibboutz furent confrontés à un test terrible. Il y avait quatre kibboutzim et quatre villages arabes dans cette vallée, autour d'une colline pierreuse. Tous les kibboutzim décidèrent d'expulser les Arabes de leurs villages situés sur des terres que le Fonds National Juif avait achetées à des propriétaires terriens arabes. Ils formèrent par conséquent une longue phalange au pied de la colline, s'armèrent de pierres en montant et les jetèrent sur les Arabes de l'autre côté. Les fermiers arabes avaient cultivé cette terre depuis des générations, et ils n'avaient rien reçu de leurs propriétaires. Ils s'enfuirent, terrifiés, et les sionistes s'emparèrent de toute la colline. C'est alors que Chanie décida de s'informer de ce que les « trotskystes » au sein d'Hachomer Hatzair faisaient politiquement, et entreprit un tour du pays pour les rencontrer. Elle les découvrit – pour la plupart, bizarrement, garçons vachers – complètement immergés dans la vie et l'économie de leur kibboutz particulier, sans aucun rapport avec les travailleurs et paysans arabes, et inconscients des crimes politiques des sionistes.

Une petite anecdote pour montrer à quel point j'étais enthousiaste mais naïf sur le plan politique à l'époque. Peu après l'éviction des fermiers arabes, je fus invité à venir parler dans ce kibboutz. Notre groupe fut contacté et on nous demanda un orateur. J'arrivai au kibboutz le vendredi après-midi, à la fin de la journée de travail. Une douzaine de camarades, tous originaires d'Afrique du Sud, vinrent m'écouter parler. Je commençai à parler à deux heures de l'après-midi et continuai jusqu'à une heure du matin. Après avoir demandé s'il y avait des questions (mais n'accordant pas de temps de parole) je continuai à parler jusqu'à quatre heures du matin. Quelques jours plus tard, Chanie me dit : « Je comprenais l'hébreu mieux que les autres camarades, malgré tout je n'arrivais pas à te suivre. Tu parlais si vite que j'arrivais tout juste à saisir des mots comme « capitalisme », « socialisme », « sionisme », « internationalisme » et « révolution ». Les autres ne comprenaient rien ». Déçu par les perspectives de progrès révolutionnaire dans le mouvement des kibboutzim, Chanie quitta le kibboutz, s'installa à Tel Aviv et nous commençâmes à vivre ensemble. Il est possible qu'une des motivations qu'elle avait était le désir de comprendre ce que j'avais dit à cette occasion ! Cela fait maintenant 55 ans que nous vivons ensemble et elle n'en sait probablement pas davantage. Quant à moi, je ne m'en souviens certes pas.

Les socialistes sionistes étaient piégés idéologiquement. Ils pensaient que l'avenir appartenait au socialisme, qu'on pouvait voir dans les kibboutzim l'embryon de la future société socialiste (plutôt qu'un collectif de colons). Mais en même temps la résistance des Arabes à la colonisation sioniste devait être brisée, alors ils collaborèrent avec les sionistes pleins de fric et les institutions aussi bien qu'avec la police et l'armée anglaise. Les socialistes sionistes tenaient le *Manifeste Communiste* dans une main, et le fusil du colonisateur dans l'autre.

Bien sûr, il y avait un conflit de classe au sein de la communauté juive en Palestine. Les travailleurs et les patrons s'affrontaient sur les salaires et les conditions de travail. Mais l'expansion coloniale sioniste étouffait la lutte de classe et l'empêchait de prendre la forme politique d'une opposition au sionisme et à l'impérialisme en même temps que celle de la solidarité avec les Arabes exploités et opprimés.

Les contradictions dans la conscience des travailleurs juifs en Palestine trouvaient leur origine dans le fait qu'en même temps qu'ils étaient en conflit avec les Arabes, ils venaient d'une communauté porteuse d'une conscience socialiste. Ainsi, en Pologne, où existait la plus importante communauté juive en Europe à l'époque, des élections municipales furent tenues en décembre 1938 et janvier 1939 à Varsovie, Lodj, Cracovie, Lvov, Vilna et d'autres grandes villes. Le Bund, qui était l'organisation des travailleurs juifs socialistes et antisionistes, eut 70% des voix dans les districts juifs. Le Bund gagna 17 des 20 sièges à Varsovie alors que les sionistes n'en remportaient qu'un seul.

La dépendance envers l'impérialisme

Conscients qu'ils seraient confrontés à la résistance des Palestiniens, les sionistes ont toujours su qu'ils avaient besoin de l'aide de la puissance impérialiste la plus influente en Palestine à l'époque.

Le 19 octobre 1898, Théodore Herzl, le fondateur du sionisme, se rendit à Constantinople pour rencontrer le kaiser Guillaume. A l'époque, la Palestine faisait partie de l'Empire Ottoman, allié de l'Allemagne. Herzl déclara au kaiser que l'installation des sionistes en Israël accroîtrait l'influence allemande, le centre du sionisme étant en Autriche, autre allié de l'Empire Allemand. Herzl agita également une autre carotte : « Je lui expliquai que nous débauchions les Juifs des partis révolutionnaires ».

Vers la fin de la Première Guerre mondiale, alors qu'il était clair que la Grande Bretagne allait s'emparer de la Palestine, le dirigeant sioniste de l'époque, Chaim Weitzmann, contacta le secrétaire au Foreign Office, Arthur Balfour, obtenant de lui, le 2 novembre 1917, une déclaration promettant aux Juifs un foyer national en Palestine. Sir Ronald Storrs, les premier gouverneur militaire britannique de Jérusalem, expliqua que « *l'entreprise sioniste bénéficiait autant à celui qui donnait qu'à celui qui prenait, en créant pour le bénéfice de l'Angleterre un petit Ulster juif loyal dans une mer d'hostilité arabe potentielle* ». Les sionistes devaient être les « Orangemen » de Palestine.

Avec la Deuxième Guerre mondiale, il devint évident que la puissance majeure au Moyen-Orient cessait d'être l'Angleterre, dont les Etats-Unis prenaient la place. Ben Gourion, le dirigeant sioniste de l'époque, se précipita à Washington pour conclure des accords avec les Américains. Israël est aujourd'hui le meilleur satellite des USA. Ce n'est pas pour rien qu'Israël reçoit plus d'aide économique des Etats-Unis que tous les autres pays, même s'il est tout petit. Il reçoit aussi plus d'aide militaire qu'aucun autre pays au monde.

Le sionisme n'est pas à vendre ; il est à louer.

Du socialisme sioniste au trotskysme

A l'âge de 14 ans, j'avais rejoint les jeunesses du parti social démocrate sioniste, le Mapai. Ce parti était un tissu de contradictions. Il dominait les syndicats ainsi que pratiquement tous les conseils municipaux. Ses membres se considéraient sincèrement comme socialistes. L'aile gauche du mouvement socialiste sioniste alla jusqu'à publier en hébreu un grand nombre d'œuvres de Marx et Engels. Elle avait même publié une traduction de deux livres de Trotsky, *Histoire de la Révolution Russe* et *Ma vie*.

A l'âge de 16 ans je rejoignis l'organisation sioniste de gauche appelée *Miflegat Poale Zion Vehachougim Hamarksistim b'Eretz Israël* – le Parti des Travailleurs de Sion et les Cercles Marxistes de la Terre d'Israël (MPZVCMEI).

Mais les tensions et les contradictions de la politique de l'organisation mirent mes idées et mes convictions à rude épreuve. Je ne citerai qu'un seul événement significatif.

En février 1934, une bataille magnifique s'engagea à Vienne, où les travailleurs se dressèrent contre le fascisme. Bien qu'ils eussent été vaincus, Vienne devint un flambeau d'inspiration pour tout le mouvement ouvrier international. L'année précédente, en 1933, le mouvement des travailleurs allemands – le plus puissant et le mieux organisé du monde – avait capitulé devant les nazis pratiquement sans combat. Dans le monde entier, je me souviens, des socialistes, des communistes et des antifascistes répétaient le slogan « Plutôt Vienne que Berlin ». A la même époque, un meeting fut organisé par le Mapai à Haïfa, auquel j'assistai. Le secrétaire de la centrale syndicale de Haïfa prit la parole. Il commença son discours par ces mots : « Il n'y a eu un tel héroïsme qu'une seule fois dans l'histoire – pendant la Commune de Paris ». Quelle magnifique déclaration de gauche ! Il finit en disant : « Ce dont nous avons besoin, c'est de l'unité des travailleurs ». Alors qu'il finissait, j'intervins et ajoutai un mot : « internationale ». En hébreu l'adjectif vient après le nom, de telle sorte que mon intervention signifiait « l'unité internationale des travailleurs ». Si j'avais crié « Vive la classe ouvrière britannique » ou « Vive la classe ouvrière chinoise », je suis sûr que cela n'aurait pas dérangé l'orateur. Mais, dans le contexte de la Palestine, mes paroles signifiaient en fait l'unité avec les Arabes. Trois membres du service d'ordre s'approchèrent alors de moi, deux d'entre eux me tinrent par les bras pendant que le troisième attrapait mon annulaire et le tordait jusqu'à la fracture. D'accord pour la Commune de Paris, mais pas pour les travailleurs arabes.

De plus en plus déçus par le MPZVCMEI, certains d'entre nous commencèrent à se proclamer trotskystes, agissant comme fraction au sein de cette organisation. Les brillants écrits de Trotsky sur l'Allemagne confrontée au nazisme ne nous parvinrent qu'après la victoire d'Hitler. Ils contribuèrent de façon cruciale à faire de nous des trotskystes.

En 1938, nous fûmes exclus du MPZVCMEI. Le contexte de cette exclusion est intéressant en ce sens qu'il met en lumière la nature contradictoire des organisations de gauche centristes. Le MPZVCMEI était affilié au Bureau International de l'Unité Socialiste Révolutionnaire, organisation centriste. Son secrétariat étant à Londres, il était connu sous le nom de Bureau de Londres. On trouvait parmi ses membres l'Independent Labour Party britannique, le POUM espagnol, le SAP allemand et d'autres organisations.

A la fin de 1938, deux parlementaires de l'Independent Labour Party, Campbell Stephen et John McGovern, vinrent en Palestine. Notre parti organisa pour eux deux réunions publiques. Lors de la première, à Jérusalem, il y eut foule, sans doute près de 1.000 personnes. L'attraction était les députés et non notre parti, qui n'avait que quelques dizaines de membres dans la ville. A la fin de la réunion, le public se leva pour chanter l'hymne sioniste, Hatikvah. Notre parti refusait toujours de se lever pour ce chant mais cette fois-ci les dirigeants de l'organisation se levèrent, probablement pour dissimuler le fait que la majorité des assistants étaient sur notre droite. A la tribune, tout le monde se leva sauf moi. Je représentais la jeunesse de l'organisation. Je fus vraiment surpris qu'aucun des députés de l'ILP ne me demande pourquoi je restais assis. Au meeting suivant avec les parlementaires ILP, à Haïfa, un jeune membre de notre organisation se leva et lut une courte déclaration en anglais contre l'impérialisme et le sionisme. Nous pensions que désormais les différences seraient claires. Hélas, les dirigeants du parti étaient très malins, et après la lecture de la déclaration ils se levèrent et applaudirent. Les visiteurs anglais pensaient probablement que le jeune homme avait du mal à s'exprimer en anglais. Quelques jours après leur départ de Palestine, notre groupe fut exclu pour cette déclaration. Incidemment, huit ans plus tard, mes pas croisèrent à nouveau ceux de Campbell Stephen. J'étais en Angleterre, menacé d'expulsion du territoire. Chanie et moi allâmes à la Chambre des Communes pour lui demander de l'aide. Il se souvenait sans doute de moi. Néanmoins, dès le début de la discussion il me demanda : « Quelle est selon vous la solution à la situation en Palestine ? » Je commençai à parler de la nécessité de s'opposer à l'impérialisme et au sionisme. Mais il devait être sur une autre planète, car il me répondit : « Retournez vers le Seigneur, vous les Juifs, les martyrs de l'humanité ». Je pensai avoir mal compris, ma connaissance de la langue anglaise étant loin d'être parfaite. Je demandai à Chanie en hébreu : « Qu'est-ce qu'il raconte ? » Elle me traduisit – quel galimatias centrisme ! Malgré tout il consentit à m'aider.

Sur une courte période – deux années – je passai de la gauche sioniste au Parti Communiste, c'est-à-dire stalinien, pour finalement devenir trotskyste. Je n'appartins pas au Parti Communiste Palestinien car il était clandestin et je ne trouvai aucune occasion de le rejoindre.

Les événements d'Allemagne furent cruciaux dans ma transformation trotskyste. Avant la prise du pouvoir par Hitler, j'acceptais la caractérisation des sociaux démocrates par le Comintern comme « sociaux-fascistes ». Lorsque Remmele, dirigeant du groupe parlementaire du PC allemand, déclara que la venue au pouvoir d'Hitler serait un épisode transitoire – « Après Hitler, notre tour ! » - je l'approuvai. Je me souviens du lendemain de la prise du pouvoir par Hitler. Marchant dans Jérusalem, je rencontrai deux jeunes membres du parti social démocrate sioniste, le Mapai. Je les apostrophai gaiement en ces termes : « Hitler en a fini avec vous. Maintenant notre heure à nous communistes est venue ». Quelques semaines plus tard, je finis par me rendre compte que la théorie stalinienne du « social-fascisme » était un désastre. C'est à cette époque que je mis la main sur quelques articles de Trotsky écrits avant la prise du pouvoir par Hitler, qui analysaient brillamment la nature du nazisme et la catastrophe qui adviendrait si Hitler était victorieux. Trotsky appelait à un front unique de toutes les organisations ouvrières pour stopper l'avance des nazis.

Je devins donc trotskyste. Je n'ai jamais eu l'occasion de le regretter. Mais ce serait une erreur que de sous-estimer la souffrance causée par la rupture avec le stalinisme. Celui-ci exerçait une attraction considérable sur ceux qui craignaient Hitler. Le stalinisme n'était pas seulement un mouvement politique, c'était aussi un mouvement religieux fanatique. Ce que Marx disait à propos de la religion – « le cœur d'un monde sans cœur, le soupir des opprimés, l'opium du peuple » - s'appliquait au stalinisme à cette époque. Plus la classe ouvrière connaissait de défaites, plus grand était l'attachement au stalinisme comme à une force qui pourrait s'opposer à Hitler dans l'avenir. Hélas, c'est la politique de Staline qui a facilité les victoires d'Hitler : du « social-fascisme » au virage à droite massif constitué par la politique des fronts populaires en France et en Espagne jusqu'au pacte Hitler-Staline. Briser avec cette puissance pour devenir trotskyste était une expérience très douloureuse. Pour illustrer l'aspect religieux du stalinisme, je mentionnerai un petit événement : lorsqu'un membre du PC palestinien reçut une paire de bottes de Russie, il les embrassa ; elles étaient pour lui des icônes.

La courte période de ma jeunesse – quelques mois – où j'appartins au stalinisme m'a aidé à comprendre la force de l'emprise de Staline sur ses adhérents. Un rationaliste ne peut comprendre la force de la religion, avec ses arguments absurdes. Il ne peut saisir l'attrait de la religion pour des êtres faibles et vulnérables confrontés à une nature et à une société hostiles. Seuls le pouvoir, la lutte, peuvent émanciper l'humanité de la religion.

Ayant été trotskyste tout le reste de ma vie, je peux affirmer en toute honnêteté que je n'ai jamais dévié de mon soutien total au trotskysme et de mon horreur du stalinisme, qui a causé à l'humanité tant de catastrophes.

Les travailleurs arabes piégés dans le camp de la réaction féodale

J'ai déjà fait référence au sionisme comme un piège pour les travailleurs juifs de Palestine. Une classe ouvrière arabe forte et dynamique aurait pu extirper la classe ouvrière juive de l'impasse dans laquelle l'enfermait le sionisme. Hélas, c'est l'expansion sioniste elle-même (menaçant les Arabes de ce qu'on appellera plus tard « nettoyage ethnique ») qui a empêché les travailleurs arabes de se séparer des dirigeants les plus réactionnaires.

La colonisation effrayant la masse des Arabes, cela donnait la priorité à leur opposition au sionisme, les disposant à s'unir avec les propriétaires fonciers féodaux qui prêchaient des compromis avec l'impérialisme pour tenter de stopper l'expansion sioniste. Naturellement, les Arabes n'avaient qu'une pâle image de l'impact que devait avoir cette expansion par la suite. Le nettoyage ethnique des Arabes consécutif à la fondation de l'Etat d'Israël était encore à venir.

« La catastrophe » est le terme utilisé par les Palestiniens pour désigner la fondation de l'Etat d'Israël en 1948. Depuis, avec les trois guerres qui ont opposé Israël aux Arabes (en 1948, 1967 et 1973), le nettoyage ethnique des Palestiniens a pris des proportions massives. Aujourd'hui il y a dans le monde 3 400 000 réfugiés palestiniens, bien plus que le nombre de ceux qui sont restés dans la région où ils vivaient autrefois. Les chiffres de la propriété foncière attestent de

leur élimination : en 1917 les Juifs possédaient 25% des terres du pays. En 1948, le chiffre est passé à 5,7%, et actuellement il est proche de 95% dans les frontières d'avant 1967. Aujourd'hui en Israël, où les Palestiniens forment 20% environ de la population (un million sur cinq), selon un spécialiste palestinien, « *dans les 22 universités il n'y a pas un seul employé arabe, même pas un secrétaire. La compagnie d'électricité emploie 25 000 personnes, parmi lesquels seulement six Arabes. Nous sommes 20% de la population et nous avons 2,5% de la terre* »⁷.

La masse du prolétariat palestinien se sentait contrainte de résister à la forte expansion des colonies sionistes en faisant appel à l'impérialisme britannique. Elle était donc la proie de l'influence féodale réactionnaire.

A la tête de ce courant réactionnaire se trouvait le mufti de Jérusalem, Hadj Amin el Husseini, chef religieux des musulmans et patriarche d'une riche famille de propriétaires terriens. Il avait été nommé à ce poste avec l'accord des autorités britanniques. En 1936-39 il y eut un soulèvement des Arabes contre l'expansion des colonies juives, qui fut brutalement réprimé par l'armée anglaise et des volontaires sionistes. A l'époque de ces émeutes, *Al Liwa*, le journal de Hadj Amin el Husseini, donnait à lire dans un éditorial : « *C'est l'influence juive qui a infiltré le cœur de la politique britannique en Palestine, qui cause du tort aux autorités et les empêche de remplir les devoirs que leur imposent les sentiments humains* »⁸.

La proclamation N°3 de la direction de la révolte arabe, en date du 4 septembre 1936, dit : « *Il est regrettable que la Grande Bretagne subisse ces pertes dans une partie sainte des pays arabes, leurs alliés d'hier et d'aujourd'hui, dans le but de servir le sionisme et de lui bâtir un foyer national dans la Palestine arabe. Ils ne combattaient pas les intérêts britanniques, de même que les Arabes ne se battent pas contre la Grande Bretagne, et ne souhaitent pas nuire à ses intérêts mais seulement lutter contre la colonisation juive et la politique sioniste. Hormis ces deux points, les Arabes vivraient amicalement et paisiblement avec les Anglais* »⁹.

Le 13 décembre 1931, *Al-Jami'a Al-Arabiya*, le journal du Conseil Musulman des Husseini, publia un extrait du tristement célèbre *Protocole des sages de Sion* qui « prouvait » la collusion des Juifs avec le communisme. Des documents semblables paraissaient souvent dans le même journal et généralement dans la presse arabe de Palestine.

L'idée de l'identité du sionisme et du bolchevisme était affirmée pour encourager les dirigeants impérialistes à se désolidariser du sionisme. Elle reçut une forme claire dans un livre spécialement destiné aux lecteurs britanniques, en particulier ceux qui étaient liés avec l'administration de la Palestine. « Il est naturel que les Arabes soient irrités par l'audace et l'agressivité de ces nouveaux arrivés et soient influencés par les principes sociaux et bolcheviques qu'ils apportent avec eux. Un fort élément bolchevique s'est déjà installé dans le pays et a produit un effet sur la population »¹⁰.

Tout acte réactionnaire accompli dans le monde était chaleureusement applaudi par les journaux et les dirigeants officiels arabes. Ainsi, le 4 avril 1935, *Al-Jami'a Al-Arabiya* publia un article de Shakib Arselan, un dirigeant druze au service de l'Axe Hitler-Mussolini, dans lequel il écrivait : « Nous n'oublions pas l'attitude louable du dirigeant de l'Italie en soutien aux Arabes à l'époque où il était rédacteur en chef du journal *Popolo d'Italia*... Nous considérons comme un honneur de rencontrer un grand homme qui est aujourd'hui pratiquement le plus important homme d'Etat européen ». Et il poursuivait en énumérant les bienfaits dont Mussolini avait comblé Tripoli. Dans une autre occasion, à propos de l'invasion italienne de l'Abyssinie, il écrivit : « Nous ne devons pas plaindre le gouvernement abyssinien qui pendant des siècles a opprimé les musulmans de son pays ». Existe-t-il des dirigeants d'autres mouvements nationalistes des colonies qui aient atteint une dégradation assez profonde pour soutenir une guerre impérialiste contre un autre peuple colonial ?

Dans le même numéro d'*Al-Jami'a Al-Arabiya* (4 avril 1935) fut publié un article intitulé « L'Islam et les Juifs », écrit par le musulman anglais Khaled Sheldrick, dans lequel, entre autres, il déclare : « *Hitler a délivré l'Allemagne du joug des capitalistes juifs... L'Allemagne avance aujourd'hui sur le chemin du progrès... Si le succès de ce mouvement persiste, les autres pays suivront son exemple...* »

Le même journal imprimait constamment des articles antisémites extraits du journal anglais *The Fascist*, et les mêmes idées étaient répétées de façon non équivoque et à tout bout de champ par les dirigeants nationalistes arabes de Palestine¹¹. La rébellion de Franco fut saluée avec enthousiasme par le journal *Al Liwa*.

L'existence du sionisme et du soutien que lui apportaient les masses juives permit à la réaction féodale arabe de détourner la colère antisioniste de l'impérialisme et de la minorité de capitalistes au sein de la communauté juive. Au lieu de cela, elle fut canalisée vers une forme de haine raciale anti-juive.

La lutte de classe du prolétariat arabe, qui était encore dans l'enfance, ne sut ni avancer ni se renforcer lors des soulèvements nationaux de 1929 et 1936-39. Bien au contraire, elle fut paralysée. Alors que les révoltes populaires dans les pays coloniaux voyaient les grèves contre le capital étranger jouer un rôle croissant, quelque chose de très différent se produisait en Palestine. De 1933 à 1935, il y avait eu d'importantes grèves économiques des travailleurs arabes, essentiellement dans les entreprises capitalistes étrangères : Irak Petroleum Co, Shell, les chemins de fer, le port de Haïfa, la grande entreprise de tabacs Karaman, Dick i Salti, etc. Mais pendant toute la période des émeutes de 1936-1939, il n'y eut pas une seule grève dans les entreprises contrôlées par le capital étranger ou le gouvernement.

Pour les seigneurs féodaux et la bourgeoisie arabes, le sionisme était la seule source de désaccord avec l'impérialisme. Les dirigeants arabes ne cessèrent de s'efforcer de prouver qu'ils pouvaient être des alliés fiables de l'impérialisme, qui pouvait dès lors se dispenser d'utiliser le sionisme comme son pilier oriental. De façon constante, ils répétèrent le refrain : la politique britannique de soutien au sionisme est due à l'influence des Juifs mais elle est contraire aux intérêts de l'empire.

L'impasse à laquelle étaient confrontés les travailleurs arabes et juifs n'aurait pu être brisée que par un mouvement puissant et dynamique de la classe ouvrière arabe. Hélas, la classe laborieuse palestinienne était trop petite et trop faible pour s'acquitter de cette tâche.

La construction d'une organisation trotskyste en Palestine

De 1938 jusqu'en septembre 1946, je fus engagé dans un effort pour construire une organisation trotskyste en Palestine. C'était très difficile. Sur toute la planète, le trotskysme, la Quatrième Internationale, ne parvint jamais à provoquer une rupture à grande échelle des rangs des partis traditionnels du mouvement ouvrier. En cela son sort fut très différent de celui des Première, Deuxième et Troisième Internationales.

La Première Internationale était composée d'organisations relativement importantes, et bien qu'il y eût une rupture de quelque vingt années entre la fin de la Première et la fondation de la Deuxième Internationale, des milliers de membres de la première rejoignirent la seconde. La Troisième Internationale, l'Internationale Communiste (ou Comintern), vit le jour à la suite d'énormes scissions dans la Deuxième Internationale. Le Parti Socialiste Italien, lors de sa conférence de Bologne en septembre 1919, vota pour rejoindre l'Internationale Communiste, apportant 300.000 membres. En Allemagne, le Parti Social Démocrate Indépendant, qui était sorti en 1917 du Parti Social Démocrate, décida aussi d'adhérer à l'Internationale Communiste, ajoutant 300.000 membres. En 1920, après le Congrès de Tours, le Parti Socialiste scissionna et le nouveau Parti Communiste Français adhéra à l'Internationale, ajoutant encore 140.000 membres. En juin 1919, les Socialistes Bulgares, avec leurs 35.478 membres, votèrent l'affiliation. Le Parti Socialiste Yougoslave, également un parti de masse, adhéra. Le Parti Social Démocrate Tchèque et Slovaque connut une scission en décembre 1920, la gauche communiste emportant la moitié des effectifs et fondant un Parti Communiste de 350.000 membres. Une scission séparée dans le Parti Social Démocrate de la minorité de langue allemande ajouta encore des forces, et après leur unification le Parti revendiquait 400.000 membres. Le Parti Travailleuse Norvégien rejoignit le Comintern au printemps 1919. En Suède, la majorité du Parti Socialiste, après une scission, adhéra avec ses 17.000 membres¹².

Malheureusement, il n'y eut aucune continuité, en termes de révolutionnaires individuels, entre l'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky du début des années 20 et le mouvement trotskyste à partir des années 30. Ecrasés entre l'influence massive de Staline et la peur d'Hitler, les organisations trotskystes furent toujours de petits groupes sur les marges des mouvements de masse. Ainsi, le nombre de trotskystes à Berlin à la veille de la victoire d'Hitler était de 50 ! Malgré la Révolution Espagnole de 1936, en septembre 1938, selon le rapport de la Conférence de Fondation de la Quatrième Internationale, les effectifs de la section espagnole se situaient entre 10 et 30 !

Les trois premières Internationales avaient vu le jour dans des périodes de montée de la lutte des classes ; les organisations trotskystes sont nées dans une très dure période de l'histoire de la classe ouvrière – celle de la victoire du nazisme et du stalinisme.

La critique du stalinisme émise par Trotsky dans les années 20 et 30 était absolument correcte. Mais, tragiquement, le trotskysme n'en retira aucun bénéfice. Les erreurs désastreuses du stalinisme contribuèrent à la victoire de Hitler et à des reculs en Angleterre, en France, en Espagne et en Chine. En conséquence, une classe ouvrière battue recherchait une organisation forte pour la sauver de la catastrophe nazie. Le stalinisme devint une religion.

En Palestine, je devais utiliser trois langues : pour les travailleurs juifs j'écrivais en hébreu, signant mes articles Y Tsur ; pour les Arabes, j'utilisais le pseudonyme de Youssouf El Chakry, et mes articles en anglais étaient signés L Rock. Tous ces noms signifiaient rocher ou pierre.

En même temps que nous tentions de construire, en 1938, une organisation trotskyste en Palestine, nous prîmes contact avec l'organisation trotskyste américaine, le Socialist Workers Party. Il nous envoyait régulièrement des articles de Trotsky. C'était pour nous d'une extraordinaire importance. Malgré tout, ça ne marchait pas. En 1946, nous étions une trentaine, parmi lesquels sept Arabes, le reste des Juifs. Il était très difficile, pour ne pas dire impossible, pour les membres juifs de distribuer le magazine arabe ou les tracts en arabe. C'était extrêmement difficile pour eux de recruter des Arabes dans l'organisation parce que très peu d'entre eux travaillaient avec des Arabes, comme je l'ai indiqué précédemment.

En persévérant, nous réussîmes à gagner de précieux travailleurs et intellectuels arabes. Ils étaient des diamants humains. Au début de 1940, nous pûmes recruter le rédacteur en chef de *El Nur*, le journal arabe légal du Parti Communiste de Palestine clandestin. Il s'appelait Jabra Nicola, c'était un homme vraiment brillant. Tout en travaillant pour *El Nur*, Jabra gagnait sa vie comme journaliste pour un quotidien arabe bourgeois. Il travaillait la nuit. Chaque jour, à la fin de son service, je le rencontrais et discutais avec lui trois ou quatre heures. Au bout d'un mois, je parvins à le convaincre. Il était peut être aussi un peu motivé par la perspective de ne plus être harcelé ! C'était vraiment une grande réussite. Pour qu'on comprenne bien les conditions d'existence qui étaient celles de Jabra, je relaterai un incident. Chanie devait aller le voir pour prendre un article qu'il avait écrit. Je ne pouvais pas le faire moi-même car je me cachais de la police. Elle alla à sa « maison » - une seule pièce. Dans cette pièce, il vivait avec sa femme et son enfant âgé d'un an, sa sœur veuve avec son enfant, et sa mère - qui était en train de mourir d'un cancer.

En 1942 il fut élu secrétaire arabe du Parti Communiste à Jérusalem. L'histoire est tout à fait fascinante. Du Septième Congrès du Comintern, en 1935, jusqu'à août 1939, les partis staliniens dans le monde entier insistaient sur le fait que la guerre à venir serait une croisade antifasciste. Avec le Pacte Hitler-Staline d'août 1939, la ligne changea complètement : la guerre était désormais de nature impérialiste. Lorsque l'Allemagne nazie envahit la Russie en juin 1941, un nouveau tournant abrupt se produisit. Churchill était maintenant l'ami de Staline et la politique du Parti Communiste Britannique, par exemple, consistait à appeler à une alliance avec Churchill, à brandir l'Union Jack, et à chanter « God save the King » avec ferveur. C'était simple.

Mais que pouvait-on faire dans un pays comme la Palestine, où vivaient deux peuples séparés, avec des dirigeants nationaux distincts, des hymnes et des drapeaux nationaux différents ? Lors du Pacte Hitler-Staline, le Parti Communiste de Palestine proclama que l'Orient tout entier était l'ennemi de l'impérialisme et que « *les masses indiennes et arabes sont sur le point de se révolter ouvertement contre la domination impérialiste* »¹³. Lorsque les nazis envahirent la Russie,

un changement de ligne radical se produisit. Désormais, « *le gouvernement doit comprendre qu'il dispose d'une région amie importante au Moyen-Orient* »¹⁴. Auparavant, le « *gouvernement britannique de Palestine (représentait) un régime de soumission, d'exploitation, de répression et de réaction noire. Ce régime (était) le même que ceux d'Hitler et Mussolini avec lesquels l'impérialisme franco-britannique (luttait) pour le monopole de l'exploitation du prolétariat des pays capitalistes et des nations opprimées des colonies* »¹⁵. Le Haut Commissaire britannique était désormais le représentant de la démocratie, et « *nous gardons dans nos cœurs ses belles qualités personnelles... la manifestation de ses réelles caractéristiques sociales* »¹⁶.

Avec le virage à 180 degrés dans la politique des staliniens en juin 1941, devenus d'enthousiastes supporters de la « guerre pour la démocratie », les staliniens juifs manifestèrent, à quelques exceptions près, une certaine ambivalence à l'égard du sionisme. Comme à l'évidence, cela n'était pas possible pour les staliniens arabes, le parti se divisa en deux : le parti juif (qui n'avait pas un seul membre arabe) continuait à porter le nom de Parti Communiste de Palestine (PCP) ; le parti arabe, qui selon ses statuts ne devait comporter que des arabes, fut appelé la Ligue Nationale de la Liberté. Une course patriotique entre les deux commença. Le jour de la victoire en Europe (VE Day), le PCP défila sous le drapeau sioniste bleu et blanc, ses slogans étant « Liberté de l'immigration », « Extension de la colonisation », « Développement du foyer national juif » et « A bas le livre blanc » (« *the white paper* », par lequel le gouvernement britannique avait apporté en 1939 des restrictions à l'immigration juive). La Ligue Nationale de la Liberté participait au Front National Arabe, qui comportait des partis bourgeois et féodaux, et appelait au combat « contre l'immigration sioniste », « contre le transfert de terres aux sionistes » et « pour le livre blanc ».

Nous envoyâmes deux camarades – un Arabe et un Juif – proposer leur adhésion à la Ligue Nationale de la Liberté. Il leur fut répondu : « L'Arabe d'accord, mais pas le Juif ». Les camarades répliquèrent : « Nous voulons adhérer ensemble. Nous n'accepterons pas de laisser un des nôtres dehors. » Ensuite, nous envoyâmes la même paire au PCP, où les rôles furent renversés. Confronté à cela, le secrétaire arabe de la LNL de Jérusalem nous rejoignit.

C'est au cours de la grève nationale des chemins de fer de 1944 qu'on put assister au comportement le plus scandaleux des staliniens, ce qui nous permit de recruter un dirigeant arabe des cheminots. Les staliniens avaient sorti un tract, écrit d'un côté en arabe, de l'autre en hébreu. Le premier finissait par le slogan : « Pour un comité de grève démocratique sans différence de religion ou de nationalité ». Le côté hébreu, lui, concluait par : « Elisons un comité de grève sur la base de la parité entre Arabes et Juifs ». Comme pratiquement aucun travailleur arabe ne comprenait l'hébreu et que très peu de Juifs lisaient l'arabe, les staliniens avaient bon espoir que leur manœuvre passerait inaperçue. Un de nos camarades approcha un dirigeant arabe et lui traduisit le côté hébreu du tract. Le cheminot était profondément choqué, et lorsque la traduction lui fut confirmée par quelqu'un d'autre, il rompit avec le stalinisme et rejoignit notre groupe.

Hélas, au cours des longs mois et des longues années, malgré de grands efforts de notre part, le groupe restait minuscule. Et, ce qui était encore plus frustrant, il n'avait absolument aucune influence sur la classe ouvrière. En fait, une cellule moyenne du Socialist Workers Party britannique d'aujourd'hui a plus d'impact que nous n'en avions alors en Palestine.

Nous maigres résultats n'étaient pas le produit de la paresse ou du dilettantisme ; en fait, nous nous donnions énormément de mal. Personnellement, je vivais comme un révolutionnaire professionnel, engagé à plein temps dans la construction du groupe. En 1936, avant que nous ne fondions le groupe, je travaillai pendant un an pour gagner ma vie. Je devins un ouvrier du bâtiment, convaincu que je ne pouvais comprendre les travailleurs qu'à la sueur de mon front. Alors pendant un an je trimai environ douze heures par jour, six jours par semaine. Le résultat pratique fut que je ne pouvais avoir, du fait de ma fatigue, aucune activité politique digne de ce nom. Cette expérience m'immunisa contre le mot de quatre lettres work, et dès lors mon temps fut rarement employé à autre chose qu'à l'activité politique. Je réussis à traduire deux livres en hébreu pour de l'argent – l'un de l'anglais, l'autre de l'allemand. Soit dit en passant, la première traduction causa une certaine gaieté. Le livre que j'avais traduit était un volume massif, *Le déclin du capitalisme américain* de Lewis Corey (membre fondateur du Parti Communiste Américain). Lorsque j'eus fini la traduction pour le compte de la maison d'édition d'Hachomer Hatzair, Lewis Corey fut contacté pour l'autorisation de publication. Il la refusa au motif, déclara-t-il, qu'il « avait cessé d'être marxiste ». Le second était un livre de Fritz Sternberg, le théoricien allemand du Parti Socialiste des Travailleurs (SAP).

L'argent rapporté par ces deux traductions fut une aide appréciable. En hiver je ramassais des fruits dans l'orangerie voisine, ce qui constituait un supplément important au régime de pain, de jambon, d'un oeuf par jour, de thé et de lait sur lequel je survivais.

A chaque instant notre groupe était confronté à des grandes difficultés. Pour récupérer les articles destinés à notre presse, l'un d'entre nous, inconnu de la police ou des organisations sionistes, devait voyager pour en prendre livraison, par exemple à Haïfa pour les ramener à Tel Aviv.

L'impression était une tâche lourde. Nous ne pouvions aller, nos publications étant illégales, chez un imprimeur commercial. Nous n'avions pas de presse à nous, nous ne possédions même pas un duplicateur. Nous avions un copieur à plat. Pour commencer, il fallait taper la page sur un stencil, qui était ensuite disposé sur une seule feuille de papier, et un rouleau enduit d'encre était passé dessus pour faire une impression. Il fallait faire très attention de ne pas mettre une feuille imprimée au-dessus d'une autre. Elles étaient soigneusement réparties pendant le séchage – une démarche dévoreuse de temps.

Pendant quelques mois notre fabrication fut encore plus fastidieuse. Un camarade ouvrier imprimeur avait récupéré une petite presse manuelle, que nous conservions dans ma chambre. Il fallait faire la composition à la main, lettre par lettre, ce qui prenait des heures. Un jour, comme je rentrais chez moi, une fillette qui vivait dans la même maison courut vers moi pour me dire : « La police est dans ta chambre ! » Evidemment, je pris la poudre d'escampette. Mais quel soulagement d'être débarrassé de cette machine ! Pendant un certain temps je me réveillai au milieu de la nuit avec un cauchemar, pensant que c'était peut-être moi qui avait informé la police pour me débarrasser de cette nuisance.

Puis venait la difficulté de distribuer le journal dans les différentes villes – il n'était pas question d'utiliser la poste. Un camarade devait prendre un autocar, par exemple allant de Tel Aviv à Jérusalem, mettre le paquet dans le filet, et faire semblant de ne pas connaître son existence au cas où la police fouillerait le car – ce qui arrivait souvent. Les exemplaires individuels du journal devaient être ensuite distribués directement parmi les contacts de nos militants.

La fardeau consistant, pour un petit groupe de moins de trente membres, à publier deux magazines séparés – l'un en arabe, l'autre en hébreu – plus parfois des tracts en anglais pour les troupes britanniques d'occupation de la Palestine, était véritablement énorme.

La police n'était pas le seul danger auquel nous étions exposés, il y avait aussi les organisations sionistes. Pour illustrer ceci, je vais rapporter deux anecdotes.

Un jour, rentrant chez moi à Jérusalem en compagnie de mon amie, je vis, en arrivant devant la maison, deux grands jeunes hommes à la porte. Je devinai qui ils étaient, mais c'était trop tard. Mon amie avait déjà passé le portail, et ne pouvant la laisser seule, je la suivis. Les deux hommes me rossèrent. Finalement nous nous échappâmes. En revenant plus tard je trouvai un écriteau sur ma porte me menaçant des pires conséquences si je ne quittais Jérusalem. Je n'avais pas d'autre alternative que de suivre les instructions d'Etzel, l'organisation paramilitaire fasciste.

Le deuxième incident se produisit lors d'une assemblée d'étudiants à l'Université Hébraïque au cours de laquelle prit la parole un membre de la droite des Révisionnistes, qu'on appelle aujourd'hui le Likoud. Les Révisionnistes utilisaient le même salut que les fascistes italiens et les nazis allemands – le bras tendu. Leur quartier général à Tel Aviv était appelé la Maison Brune en imitation de celui des nazis à Munich. Cet orateur se livrait à une attaque féroce contre le marxisme, l'appelant «une idéologie gentille (non-juive - NdT) empoisonnant notre esprit juif». C'était une réplique de la propagande nazie qualifiant le marxisme de juif. A la fin de son discours, je me levai et dis : « Je suis d'accord avec l'orateur, le marxisme est gentil, mais le salut hitlérien et les chemises brunes ne le sont pas ». Le prix à payer fut d'être rossé.

La menace majeure, évidemment, était la police. Quelques jours après le début de la Deuxième Guerre mondiale le 1er septembre 1939, deux policiers en civil frappèrent à la porte de la maison où je logeais à Haïfa. Ils venaient perquisitionner. Ils ne trouvèrent rien de délictueux, mais tout en fouillant ils se parlaient entre eux dans le but évident de m'intimider. L'un d'entre eux décrivait avec précision l'aspect de mon amie, l'autre ajoutant : « Quand est-ce qu'on la viole ? » Bien que je fusse convaincu qu'il ne s'agissait là que d'une guerre psychologique à mon encontre, j'étais néanmoins inquiet.

Deux jours plus tard, les mêmes revinrent. Entre-temps j'avais écrit un tract anti-guerre, qui expliquait dans ses grandes lignes qu'il s'agissait d'une guerre impérialiste et que les travailleurs devaient s'unir pour combattre le capitalisme ; pour utiliser la formule de Lénine, «transformer la guerre impérialiste en guerre civile» et s'engager dans la voie de la révolution internationale. J'ai gardé à l'esprit une des phrases de ce tract : « Les 52 Etats de la Ligue des Nations reconnaissent aux sionistes le droit de bâtir un foyer national juif en Palestine, mais le village de Qaqoon s'y refuse ».

Quelques jours avant le début de la distribution du tract, je demandai à mon frère, qui était aussi membre de notre groupe trotskyste, de s'assurer que notre local était « propre ». Le lendemain, les deux policiers reparurent. Quelques secondes après leur entrée, l'un d'eux souleva un journal sous lequel se trouvait le brouillon du tract, rédigé de mon écriture. S'il s'était agi d'un tract imprimé, j'aurais pu prétendre que je l'avais trouvé dans la rue, mais là, la preuve était trop flagrante.

Mon frère, de deux ans mon aîné, et moi-même fûmes emmenés et enfermés dans la cellule d'un poste de police. Après trois jours et trois nuits d'isolement complet, peu après minuit nous fûmes réveillés, menottés ensemble et emmenés en promenade. Derrière nous les deux policiers parlaient entre eux : « Où allons-nous jeter les corps ? » Je murmurai à mon frère : « Ne t'inquiète pas ! Ils nous préparent seulement à l'interrogatoire ». Hélas, lorsque nous arrivâmes au quartier général de la CID, mon frère était pâle comme un mort.

Un officier, après nous avoir à peine interrogés, mit sur la table un document imprimé avec mon nom ajouté, porteur d'une sentence de « 12 mois de détention » (mon frère fut condamné à six mois d'interdiction de sortie la nuit – il quitta le groupe).

En arrivant en prison, je rencontrai le secrétaire général du Parti Communiste de Palestine, Meir Slonim, qui était détenu depuis quelques années. Quand la guerre éclata, il se porta volontaire pour rejoindre l'armée britannique – après tout, depuis le 7^{ème} Congrès du Comintern d'août 1935, les staliniens proclamaient que la guerre à venir serait une guerre contre le fascisme. Cela prit des semaines avant que le Colonial Office de Londres réponde à la requête de Slonim de sortir de prison et d'entrer dans l'armée. Hélas, entre-temps il avait compris que la guerre n'était pas antifasciste mais bien impérialiste, de telle sorte qu'il refusa de sortir de prison. Et nous disions : « Nous sommes prisonniers ici, mais Slonim est volontaire ».

Le passé des quatre autres trotskystes était intéressant. Ils avaient émigré d'Allemagne, et en arrivant ils s'étaient renseignés à notre sujet et avaient conclu que rien ne pouvait être fait en Palestine. Ils avaient collectionné notre littérature avec le projet de faire un article à l'attention de Trotsky, expliquant pourquoi l'activité était sans intérêt en Palestine. Quand ils furent arrêtés, la police trouva sur eux cette masse considérable de matériel et en conclut qu'ils avaient mis la main sur le quartier général des trotskystes. Ces infortunés écopèrent de sentences de 30 mois de prison. Quand je les rencontrais, je leur disais : « Vous voyez, quand on est actif on prend 12 mois, mais quand on est passif on prend 30 ».

Dans la même prison je fis la connaissance d'Abraham Stern, de la bande du même nom de terroristes sionistes d'extrême droite, qui avait organisé des attentats spectaculaires contre les installations britanniques. Stern fut plus tard assassiné par des agents anglais. Il m'expliqua l'adoption des symboles fascistes en me disant que la Grande-Bretagne avait besoin des sionistes pour affronter le monde arabe. L'impérialisme italien étant plus faible que l'anglais, il avait par

conséquent encore plus besoin des sionistes. Et donc, dans l'espoir que l'Italie et l'Allemagne gagneraient la guerre, il faisait aux fascistes une cour assidue. Bien sûr, cette orientation était développée bien avant que l'on n'eût connaissance de l'Holocauste.

Il y avait aussi Moshe Dayan, futur Secrétaire à la défense du premier gouvernement israélien, détenu pour avoir introduit illégalement des armes dans le pays.

Cette prison avait un côté comique. Dans sa bibliothèque, à la section géographie, on pouvait trouver un livre appelé *Le capital*. Mais lorsqu'un prisonnier reçut par la poste le roman de Stendhal *Le rouge et le noir*, il ne put l'obtenir parce que le règlement n'autorisait pas les livres politiques. Face à la disette de littérature, je fis deux choses : d'abord, je décidai d'apprendre le français, utilisant *Le tour du monde en 80 jours* de Jules Verne, en même temps que sa traduction en anglais, et lus les deux ouvrages phrase par phrase. C'était une manière utile d'apprendre la langue.

Mais cela ne suffisait pas à remplir les longues heures de la journée. Il y avait un livre dont on trouvait des exemplaires en abondance dans la prison – la Bible. Je fus séduit par la possibilité d'utiliser le livre d'Engels *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* pour interpréter les événements rapportés dans la Bible.

Engels décrit la désintégration du communisme primitif comme étant le résultat du développement des forces productives et de l'avancée de la connaissance humaine. Le produit en était le passage d'une société de chasse-cueillette à l'agriculture. Ceci était associé à l'apparition de la propriété privée et de la famille monogamique.

J'écrivais dans l'épais cahier que je remplissais sur le sujet que le même processus est décrit dans la fable d'Adam et Eve, chassés du jardin d'Eden pour avoir mangé la pomme de l'arbre de la connaissance du bien et du mal. Dieu dit alors à Adam : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front ».

Les noms Adam et Eve eux-mêmes reflètent ce processus. Le nom Eve vient du mot hébreu chava, dérivé du mot chaïm signifiant « vie », par ce qu'elle « était la mère de tous les vivants ». Et d'où vient le nom Adam ? J'étais d'avis que son origine devait être trouvée dans le mot adama, hébreu pour terre. Ce sont les femmes qui ont les premières élevé des animaux, mais ce sont les hommes qui ont cultivé la terre.

Un développement similaire est décrit dans le meurtre par Caïn de son frère Abel. En hébreu les noms sont Cain et Hevel. Cain, je crois, est dérivé du mot cinian, qui signifie propriété, alors que hevel signifie quelque chose comme vapeur. Ainsi, le meurtre de Hevel par Cain était la victoire de la propriété privée de la terre dans sa lutte contre les tribus nomades.

C'est une histoire semblable qui est contenue dans le conflit entre Jacob et Esaü. Esaü était un chasseur. Il vendit son droit d'aînesse à son frère Jacob, ce qui le mit dans une colère telle qu'il voulut tuer son frère.

Le livre d'Engels *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* devait beaucoup à celui de Lewis H Morgan *La société ancienne*, que j'avais aussi lu. Morgan prétend qu'aux débuts de la société, et pendant une longue période, les relations sexuelles sans restriction étaient dominantes dans les tribus, chaque femme appartenant également à tous les hommes, et les hommes à toutes les femmes. Entre ce stade, qu'Engels qualifiait de communisme primitif, et l'époque de l'apparition de la famille il y avait eu une période de transition durant laquelle la tribu s'était trouvée divisée en *gentes*.

Après l'exclusion des parents et des enfants des rapports sexuels entre eux, une deuxième étape fut l'exclusion des frères et des sœurs. Ceci mena à la division de la tribu en *gentes* séparées. La *gens* indiquait la descendance et était associée à une certaine structure sociale et culturelle.

Chacun de ces *gentes* primitives se subdivise, avec l'accroissement de la population, en plusieurs *gentes*-filles... La tribu elle-même se divise en plusieurs tribus et, dans chacune d'elles, nous retrouvons en grande partie les anciennes *gens*¹⁷.

En prison, je décidai de rechercher si, et jusqu'à quel point, l'apparition de la gens était reflétée par la Bible. Je me souviens d'avoir trouvé des douzaines d'exemples le démontrant. Hélas, ma connaissance de la Bible s'est beaucoup rouillée, de même que ma maîtrise de l'hébreu. De telle sorte qu'en travaillant à la présente biographie, j'ai passé plusieurs heures à relire la Bible sans trouver une seule des preuves de cette idée.

Je m'employai aussi à analyser les changements dans les cérémonies religieuses comme reflétant les mutations dans la structure de classe. Par exemple, dans une partie de la Bible tous les Israélites ont le droit de manger sur l'autel après le sacrifice. Dans une autre, seulement les prêtres (les cohen) peuvent le faire. Ailleurs, il y a une différenciation entre les prêtres, entre les cohen et les levi.

Ainsi, on pouvait décider quelle partie de la Bible avait été écrite plus tôt ou plus tard en fonction des coutumes religieuses qui y étaient décrites. Et cela fournissait une ouverture pour considérer d'autres aspects de l'époque. La pratique habituelle des spécialistes de la Bible consiste à analyser le style de langage comme la clé pour déterminer dans quel ordre les différentes parties de la Bible ont été écrites.

Je travaillai beaucoup, et envoyai mes conclusions à un expert biblique qui fut très impressionné. Je ne sais pas si ma contribution avait quelque valeur, mais tout cela m'a aidé à m'approprier la méthode analytique marxiste, non pas comme un dogme mais comme une arme de recherche.

Hélas, le manuscrit a été perdu et ne sera probablement jamais retrouvé.

Un désir ardent de quitter la Palestine pour l'Egypte

Le fait que nous n'avancions pas devenait de plus en plus frustrant. Formellement, nous étions corrects : les travailleurs arabes devaient combattre le sionisme et l'impérialisme, et briser avec les dirigeants arabes réactionnaires ; les travailleurs juifs devaient se joindre aux masses arabes en lutte. Nous répétions le mot « devrait » interminablement. On

peut trouver une expression de ceci dans trois articles que j'écrivis pour le mensuel trotskyste américain *New International* : « La politique britannique en Palestine » (octobre 1938), « Le conflit judéo-arabe » (novembre 1938), et « Politique de classe en Palestine » (juin 1939). J'utilisais le pseudonyme L. Rock.

Formellement, nous adhérons à la théorie de la révolution permanente telle que l'avait formulée Trotsky. Mais cette théorie ne se limitait pas à conjuguer le verbe « devoir » au subjonctif. Trotsky ne se bornait pas à proclamer que le prolétariat de Petrograd devrait conduire la paysannerie dans la lutte contre le tsarisme et le capitalisme, ou devrait remplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise (résolution de la question agraire, autodétermination des nationalités opprimées, etc.). En fait, c'était exactement l'impact que l'action révolutionnaire du prolétariat de Petrograd en 1905 avait eue sur toute la Russie, et en 1917 elle alla encore plus loin et fut capable d'encourager la révolution mondiale.

Les travailleurs d'une ville palestinienne provinciale, ou de plusieurs, ne pouvaient pas avoir une influence comparable. Nous avions raison de dire que la classe ouvrière arabe aurait pu renverser l'impérialisme et le sionisme, et briser les directions réactionnaires des peuples arabes. Mais la classe ouvrière palestinienne n'était qu'une petite partie de la classe ouvrière arabe. Elle était minuscule comparée à la classe des travailleurs égyptiens. En 1944, le chiffre total des salariés palestiniens était estimé à 160.000. A côté de cela, le nombre des travailleurs salariés égyptiens, sans compter les très nombreux ouvriers agricoles, était supérieur à deux millions.

Le nombre le plus élevé d'ouvriers palestiniens travaillant dans une même unité – les chemins de fer – était, en 1944, de 4.000. En Egypte, l'entreprise textile Mekhala-el-Kubra employait plus de 30.000 personnes ; les usines de mécanique et de réparation de pneus de Tel el-Kabir comptaient 17.000 salariés ; les filatures d'Alexandrie, Filature Nationale, en avaient 10.000¹⁸.

La lutte de classe en Egypte était très en avance sur les moindres événements de Palestine, et elle est demeurée depuis à un niveau élevé.

En comparant la Palestine à l'Egypte, je me convainquis de plus en plus que la classe ouvrière de la première était bien trop faible pour jouer le rôle de levier dans la lutte au Moyen-Orient. La classe ouvrière égyptienne était décidément le facteur-clé de cette région.

Le manuscrit d'un livre sur le Moyen-Orient

Je décidai de consacrer plus de temps à étudier le Moyen-Orient. Longtemps auparavant, j'avais jugé utile d'analyser la situation de l'Egypte. Dès 1935, j'avais écrit un article intitulé « La crise agraire actuelle en Egypte », et je l'avais envoyé à un journal économique sérieux publié à Tel Aviv, *Hameneshek Hashitufi*. Je fus surpris par la lettre d'acceptation du rédacteur en chef, qui disait qu'il était clair que j'avais passé des années à étudier le sujet. En fait, j'y avais consacré une quinzaine de jours. L'article était le produit de mon enthousiasme pour le sujet, l'étude d'un certain nombre de rapports statistiques et l'absorption des écrits de Lénine sur la question agraire en Russie (soit dit en passant, un jour je rencontrai le rédacteur en chef, et nous fûmes tous deux très gênés lorsqu'il s'aperçut qu'il avait affaire à un jeune homme de 18 ans, en short).

Après avoir passé deux ans à préparer le matériel, puis deux années supplémentaires à l'écrire, je produisis un manuscrit sur le Moyen-Orient. Le manuscrit décrivait et analysait la structure économique des pays du Moyen-Orient, les forces sociales et politiques s'y affrontant, le rôle de l'impérialisme, le mouvement national et le mouvement ouvrier. Les pays concernés étaient l'Egypte, la Palestine, la Syrie, le Liban et l'Irak. Le reste de la péninsule arabique (la Jordanie aussi bien que l'Arabie saoudite, le Koweït et le Yémen) n'étaient pas pris en compte par qu'ils étaient si attardés qu'aucun mouvement national, et encore moins un mouvement ouvrier, n'y existaient encore. Ils n'étaient pas concernés par les puissantes secousses qui affectaient l'Orient arabe comme composante de l'histoire mondiale.

Mon anglais étant très insuffisant, je l'écrivis en hébreu. Cela prit dix mois de plus pour qu'il fût traduit en anglais (l'œuvre de Chanie).

Le sommaire du livre montre à quel point l'approche du sujet était sérieuse (et ambitieuse). Il débutait par une revue historique de l'âge d'or du féodalisme arabe (du 8^{ème} au 13^{ème} siècle), lorsque les Arabes étaient au sommet de la culture de l'humanité. Il poursuivait en décrivant et analysant l'invasion européenne de la région, de la conquête de l'Egypte par les Français en 1798 à l'époque présente. L'influence de l'Europe était contradictoire : elle sapait les bases de l'ordre ancien mais les préservait en même temps. Cinq chapitres étaient consacrés à cette question.

Deux chapitres analysaient l'invasion de l'Orient arabe par les puissances impérialistes dans les dernières décennies, suivis par un long chapitre sur le développement de l'industrie et de la banque en Egypte. Venaient ensuite des chapitres traitant de questions similaires en Palestine, en Syrie et en Irak.

Le manuscrit parlait ensuite de la question nationale, en cinq chapitres séparés consacrés à l'Egypte, la Palestine, la Syrie et le Liban, et finalement l'Irak. Ceci était suivi par un chapitre sur le sionisme. Venait ensuite une section portant sur le mouvement ouvrier en Orient : d'abord un chapitre sur les syndicats, puis un chapitre sur les organisations staliniennes et leur attitude vis-à-vis de la guerre et de l'unité avec les dirigeants capitalistes et propriétaires fonciers, sur la question agraire et le sionisme, suivis par un chapitre sur la montée d'une force prolétarienne indépendante en Egypte.

Le dernier chapitre concluait sur les tâches d'un mouvement ouvrier révolutionnaire dans l'Orient arabe.

La rédaction de ce manuscrit me convainquit que je devais faire un effort pour m'installer en Egypte.

Une tentative d'émigration en Egypte

En 1940 j'eus l'occasion de tester la possibilité de m'installer en Egypte. Il y avait dans notre groupe trotskyste une camarade dont la sœur était mariée à un soldat britannique qui y était stationné. J'avais entendu parler d'un groupe trotskyste en Egypte.

Je lui demandai de jeter un coup d'œil à la situation. Etant étranger, avec peu de maîtrise de l'arabe, et un accent repérable à des kilomètres, je savais que j'aurais à faire face à de grandes difficultés (le dialecte arabe des Egyptiens est très différent de celui des Palestiniens). J'avais besoin de camarades pour me soutenir, me cacher et s'occuper de moi. Malheureusement, le rapport que j'eus de ma camarade après sa visite en Egypte fut réellement très décevant. Selon elle, le minuscule groupe trotskyste était composé de dilettantes. Quelqu'un lui avait dit : « Si vous voulez trouver les trotskystes du Caire, regardez autour de vous jusqu'à ce que vous trouviez trois ou quatre Rolls Royce dans la rue ; cela vous indiquera qu'il y a une réunion trotskyste » (bien sûr il y avait là une légère exagération). Elle rencontra quelques trotskystes. Je me souviens des noms de deux d'entre eux – Ramses Yunan et Georges Heinan. Ils appartenaient à un groupe appelé Art et Liberté. Cette appellation atteste qu'il s'agissait d'un groupe littéraire – en fait c'était un groupe surréaliste. Le langage utilisé y était le français, bien que les membres fussent des Egyptiens parlant l'arabe.

Cela fit disparaître en moi l'idée d'aller en Egypte faire un travail illégal. Même avec un solide soutien de la part de révolutionnaires, l'entreprise s'avérait très risquée.

Mes efforts pour aller en Egypte réduits à néant, j'étais très déprimé. Mais les révolutionnaires ne peuvent pas se permettre de s'apitoyer sur leur sort. Je continuai donc à faire de grands efforts pour construire le groupe palestinien et sortir nos publications.

En résumé : les avantages de l'arriération et de l'isolement

Se développer comme marxiste dans la Palestine isolée et retardataire comportait des avantages. L'endroit fournissait une éducation politique concentrée dans la mesure où il était le point de croisement de nombreux courants – l'impérialisme et le nationalisme, le féodalisme et le capitalisme, l'oppression et l'exploitation, plus toute la panoplie des positions politiques, de l'extrême droite à la gauche en passant par le stalinisme. Par dessus tout, il encourageait à ne dépendre que de soi-même, et à manifester indépendance et audace tant dans la pensée que dans l'action.

Une anecdote : en août 1935 se tint le 7^{ème} congrès de l'Internationale communiste, celui qui devait lancer la politique des fronts populaires. Si j'avais habité en Angleterre, en France ou aux USA, j'aurais eu accès au commentaire de Trotsky sur ce congrès peu de jours après sa clôture et n'aurais pas dû écrire moi-même à son sujet. Hélas, en Palestine, les textes de Trotsky concernant le congrès ne nous parvinrent que deux mois plus tard. Pendant ce temps, quelques jours après le congrès, le rédacteur en chef d'un journal centriste de Palestine me demanda un article sur le sujet.

J'acceptai. Mon article proclamait, de façon tout à fait correcte, que le tournant vers le front populaire – une alliance des partis ouvriers, les communistes et les socialistes, avec des partis libéraux bourgeois – était un virage à droite monumental. Je ne voyais pas l'autre côté de la médaille : la nature contradictoire du front populaire. Il élevait les attentes de millions de travailleurs et mena à des actions de masse et à un grand tournant à gauche. En mai 1936, par exemple, le front populaire remporta les élections législatives en France. Les travailleurs se dirent alors : « Nous avons le gouvernement, maintenant prenons les usines », et une occupation massive des usines se mit en place. L'arriération et l'isolement ne vous garantissent pas contre les erreurs, mais ils vous incitent à l'indépendance de pensée et d'action.

La situation qui était la mienne comporte certains parallèles avec l'argumentation que Marx a développée sur la philosophie allemande : les Français ont fait la révolution en 1789, les Allemands l'ont pensée, de telle sorte que la bourgeoisie française de 1789 fut beaucoup plus efficace que le mouvement révolutionnaire allemand de 1848. Mais la philosophie allemande, en particulier celle de Hegel, surpassait de loin la philosophie française. Le fait de ne pouvoir compter que sur moi, qui m'a été imposé en Palestine, devait m'affecter le reste de ma vie. Ce fut particulièrement le cas après la mort de Trotsky, lorsque les alternatives étaient, soit de répéter ses paroles comme un perroquet, soit de faire face à la nouvelle situation et aux nouveaux problèmes avec une pensée indépendante.

Le besoin d'indépendance intellectuelle affecta même mes premiers pas dans l'apprentissage de l'économie marxiste. Après avoir lu les trois volumes du Capital, j'ai passé à peu près un an à lire les livres auxquels Marx répondait – de William Petty à Adam Smith, en passant par David Ricardo, James Mill et John Stuart Mill. Je n'ai pas fait cela parce que j'avais des doutes sur l'analyse de Marx. Au contraire, je l'ai fait parce que je n'étais pas sûr de pouvoir comprendre sa critique de l'économie politique classique sans lire ces textes. J'ai toujours su que la meilleure manière d'améliorer le fonctionnement du cerveau c'est de s'en servir. Hindenburg, le président allemand qui a appelé Hitler au pouvoir en 1933, est censé avoir proclamé : « Pour préserver mon cerveau je ne lis jamais de livres », mais je sais qu'il avait tort. Beaucoup d'hommes jeunes pourraient envoyer Mike Tyson (*probablement un boxeur, NdT*) au tapis s'ils s'entraînaient constamment et que Tyson reste au lit pendant un an. Je ne sais pas jusqu'à quel point mon cerveau est de bonne qualité, mais j'ai toujours été obstiné à le maintenir en activité.

La situation d'arriération et d'isolement n'était pas nécessairement propice au développement politique. Elle pouvait « faire ou briser » (« *make or break* ») une personne. Apparemment, j'ai été forcé de grandir à cette occasion.

Une occasion inattendue d'aller à Londres

Quelques mois après que j'aie terminé et revu le manuscrit sur l'Orient arabe, une opportunité de quitter la Palestine et d'aller à Londres se présenta de façon inattendue.

Les parents de Chanie émigrèrent d'Afrique du Sud pour s'installer en Palestine. Son père possédait une usine à Cape Town, et voulait visiter la Grande Bretagne pour acheter des textiles pour son entreprise. Après avoir obtenu un visa pour l'Angleterre, il se rendit compte qu'il n'en avait pas besoin parce que son passeport sud-africain était valide à lui seul. Apprenant cela, je bondis sur l'idée d'aller en Angleterre comme son représentant. C'était pour moi une situation incongrue que d'être porteur d'un bon de commande de produits textiles d'une valeur de 40 000 livres, alors que dans ma vie entière je n'en avais jamais vu plus de cent.

Avant de partir pour l'Angleterre, Chanie et moi décidâmes de nous marier, son excellent passeport sud-africain pouvant compenser le pauvre document délivré par le Protectorat Britannique de Palestine dont j'étais porteur, et me faciliter le voyage.

Nous étions démunis et mes possessions matérielles se limitaient à un short, une paire de chaussures, une chemise et des livres. Nous devons faire appel, le mariage civil n'existant pas, aux services d'un rabbin. La première épreuve d'une longue série fut d'obtenir le divorce du mariage blanc que j'avais contracté quelques années auparavant pour sauver une femme juive de l'Allemagne hitlérienne. C'était une pratique à laquelle coopéraient les rabbins à l'époque. Mais désormais ils réclamaient un divorce légal qui prenait de précieuses semaines à organiser, et qui pesait d'autant plus sur nos nerfs que la femme avait disparu. Tout en nous signalant que nous « vivrions dans le péché » (comme si ce n'était pas déjà le cas) les rabbins prononcèrent le divorce.

Chanie se souvient de ce qui se passa ensuite :

Mon frère, qui était dans le corps diplomatique, et sa femme devaient être témoins au mariage. Nous décidâmes alors de mettre dans l'affaire un peu d'apparat. Sans argent, cela s'avéra un problème ardu. D'abord, l'essentielle chupah (le dais nuptial) devait être installé sur le trottoir gratuitement, parce que cela coûte de l'argent de faire célébrer la cérémonie à l'intérieur. Ensuite, nous réalismes que le « marié » devait avoir des pantalons longs et, pour des raisons religieuses, être absolument coiffé d'un chapeau. Un anneau, du vin et un voile pour couvrir mon visage (car la « mariée » n'était pas censée être vue avant la fin de la cérémonie) étaient également indispensables.

Les pantalons : nous ne connaissions personne qui en avait, à part un membre sud-africain de notre groupe qui était beaucoup plus mince que Cliff. Le marié dut par conséquent porter son pantalon non boutonné.

Le chapeau : le seul individu que nous connaissions qui possédait cet article était un ouvrier du bâtiment qui portait une casquette couverte de ciment. Cliff l'arbora, ridiculement perchée sur son énorme tête.

Le voile et l'anneau furent fournis par ma belle-sœur – le premier était une très jolie voilette ajourée que le rabbin rejeta immédiatement, et qui fut remplacée par un mouchoir – et le second un anneau de platine. Au milieu de la cérémonie le rabbin le regarda et demanda : « Qu'est ce que c'est que ça ? » (comme le mari achète la femme avec l'anneau celui-ci doit avoir de la valeur et est donc presque toujours en or). Cliff répondit : « Du platine ». Le rabbin ne savait pas ce qu'était le platine, et pensait que c'était du fer blanc, alors il demanda : « Combien ça coûte ? » Cliff mentionna une forte somme d'argent. Tout cela au milieu de la cérémonie !

Finalement, le vin qui avait absorbé le reste de notre argent emprunté, et que nous avions l'intention de boire avec mon frère et ma belle-sœur, fut versé : le rabbin porta le verre à chacune de nos lèvres comme l'exige le rituel, le retira – et garda la bouteille.

En même temps, des miséreux entouraient la chupah de trottoir et, dès que la cérémonie fut terminée, s'attroupèrent pour mendier. Mon frère vida ses poches, et, furieux contre le rabbin rapace, nous nous éloignâmes à grandes enjambées - avec un morceau de papier qui disait que nous étions mariés !

Je pouvais désormais voyager l'esprit en paix.

Lors de ma lessive suivante, le vent emporta ma seule chemise et, comme nous devons payer les dettes que nous avions contractées pour payer les droits de mariage, nous étions plus pauvres que jamais.

Les autorités d'immigration palestiniennes ne voulaient pas se mettre à dos le commissaire au commerce britannique qui avait ratifié mon voyage, et je fus autorisé à quitter le pays, avec un avertissement qui résonnait à mes oreilles : « Vous serez de retour en Palestine dans moins de trois mois ». Après tout, je me cachais de la police depuis deux ans.

Lorsque nous arrivâmes à Douvres, l'officier de l'immigration me demanda naturellement le nom de la société que je représentais. Je ne le connaissais pas ! Comme conséquence de mon comportement ridicule, il tamponna sur mon passeport le séjour minimum – trois mois.

¹ *Jewish Labour*, une série d'articles et de discours publiés par la Histadrut en hébreu (Tel Aviv, 1935), p 53.

² *From We and Our Neighbours*, Speeches and Essays (Tel Aviv, 1931) en hébreu.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *The War Front of the Jewish People*, en hébreu.

⁷ *The Guardian*, 26 mars 1999.

⁸ *A Liwa*, 1^{er} juin 1936.

⁹ Yu Haikal, *The Palestine Problem (Jaffa)*, en arabe, pp215-216, 219.

¹⁰ M Magannan, *The Arab Woman and the Palestine Problem* (1937), en arabe, pp 217-218.

¹¹ Voir, par exemple, *Falastin*, 4 février 1937.

¹² T Cliff, *Lenin*, vol 4 (Londres, 1979), pp10-11.

¹³ *Kol Ha'am* (organe en hébreu du Parti Communiste de Palestine), juin 1940.

¹⁴ *Ibid.*, décembre 1942.

¹⁵ *Ibid.*, juillet 1940.

¹⁶ *Al-Ittihad* (organe des staliniens arabes en Palestine), 3 septembre 1944.

¹⁷ F Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions Sociales (Paris, 1974), p166.

¹⁸ A Cohen, *The Contemporary Arab World* (Tel Aviv, 1960), en hébreu, pp168-169.

II : La crise du trotskysme

Sur notre chemin de Palestine en Angleterre, Chanie et moi passâmes par Paris, où nous visitâmes le quartier général de la Quatrième Internationale.

J'avais jusque là concentré ma recherche sur les développements dans l'Orient arabe, essentiellement l'Egypte et la Palestine. Je n'avais porté qu'un regard passager sur ce qui se passait ailleurs. Nous visitâmes Paris cinq mois après la pré-conférence de la QI, qui s'était tenue en avril 1946 (la conférence de fondation avait eu lieu en 1938). Je dois dire que je lus ses résolutions avec une espèce de malaise. La description du monde contenue dans ces textes prenait ses aises avec la réalité. Cela pouvait se voir au premier coup d'œil.

Par exemple, en 1946 les trotskystes emboîtèrent servilement le pas à la déclaration de Trotsky selon laquelle le régime stalinien ne survivrait pas à la guerre. C'est ainsi qu'en avril de la même année, la Quatrième Internationale déclarait : « Sans crainte d'exagération, on peut dire que le Kremlin n'a jamais été confronté à une situation aussi critique, à l'intérieur et à l'extérieur, que celle d'aujourd'hui »¹.

En septembre 1946, je rencontrai à Paris Ernest Mandel, qui était membre dirigeant de la Quatrième Internationale et me montra un article qu'il avait écrit quelques semaines auparavant. Il cherchait à y démontrer la profonde instabilité du régime de Staline en citant une ouvrière qui, lors d'un meeting de Kalinine, président de l'URSS, lui aurait dit : « Tu as des chaussures. Je vais nu-pieds ». Ceci, prétendait-il, était significatif d'un ressentiment croissant des masses à l'égard des privilèges bureaucratiques. Je dis à Mandel que j'avais lu cette histoire des années auparavant, et qu'elle concernait des événements vieux d'un quart de siècle ! Il y a quelques mois, faisant un travail d'investigation pour mon livre *Le trotskysme après Trotsky*, je demandai à Ian Birchall, qui a été extrêmement utile dans ma recherche, s'il pouvait localiser cet article. Quelques jours plus tard, Al Richardson, de Socialist Platform Archive, trouva l'article, qui était exactement tel que je me le rappelais.

Je fus choqué de l'argument de Mandel. En fait, ce fut un rude coup porté à ma confiance dans la direction de la Quatrième Internationale. Cette réaction à une attitude négligente envers l'exactitude historique n'est pas affaire de morale bourgeoise, selon laquelle l'âme immortelle est endommagée par une tromperie. Non. Les révolutionnaires doivent dire la vérité, bonne ou mauvaise, pas seulement parce que s'ils ne le font pas ils trompent les travailleurs auxquels ils s'adressent, mais parce qu'ainsi ils trichent avec eux-mêmes. Sans un compte rendu honnête, il est impossible de s'orienter convenablement dans une situation donnée. Une analyse trop pessimiste peut mener à la passivité, une autre trop optimiste peut conduire à l'aventurisme et, à terme, à la déception, qui génère elle aussi la passivité.

Contre toute vraisemblance, la conférence d'avril 1946 de la Quatrième Internationale continuait à proclamer que « derrière les apparences d'un pouvoir jamais encore atteint se cache la réalité, qui est que l'URSS et la bureaucratie soviétique sont entrées dans une phase critique de leur existence »².

La forme la plus achevée de sophistication était celle adoptée par James P Cannon, dirigeant des trotskystes américains, lorsqu'il affirmait que le fait que Staline continuait à diriger la Russie prouvait que la guerre n'était pas terminée !

Trotsky prédisait que le sort de l'Union soviétique serait scellé par la guerre. Cela reste notre ferme conviction. Sauf que nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui affirment inconsidérément que la guerre est finie. La guerre est seulement passée par un premier stade, et connaît en ce moment un processus de regroupement et de réorganisation pour le second. La guerre n'est pas finie, et la révolution dont nous avons affirmé qu'elle surgirait de la guerre n'est pas retirée de l'ordre du jour. Elle a seulement été retardée, remise à plus tard, essentiellement par manque d'un parti révolutionnaire suffisamment fort³.

La position de la Quatrième Internationale me paraissait complètement erronée, même si je n'avais pas à l'époque d'explications aux développements en cours en Russie et en Europe de l'Est.

La pré-conférence internationale de 1946 prit aussi une position absurde en utilisant une analyse d'avant-guerre de Trotsky décrivant l'état du capitalisme mondiale. Trotsky pensait que le capitalisme connaissait une crise terminale. Le résultat était que la production ne pouvait croître, et qu'ainsi il ne pouvait y avoir ni réformes sociales sérieuses ni amélioration des conditions de vie des travailleurs. En 1938, dans *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVème Internationale*, Trotsky écrivait que le monde occidental était dans une époque de déclin du capitalisme :

¹ Deux incidents, tout à fait minimes, qui se sont produits lors de notre rencontre avec le Secrétariat International de la Quatrième Internationale, nous ont portés au scepticisme à son égard. Les incidents peuvent jouer un rôle général lorsqu'ils éclairent la question générale, lorsqu'on peut voir « un monde dans un grain de sable ».

Lorsque Chanie et moi avons rencontré J Stuart (Sam Gordon), le membre du Secrétariat international issu du SWP américain, il suggéra que je reste à Paris pour servir d'interprète lors des prochains congrès. Le fait que mes capacités linguistiques ne fussent pas à la hauteur de la tâche n'était pas pour moi le problème. Ce qui me fit rire, c'est l'image claire que j'avais de la précédente conférence, tenue quelques mois plus tôt. Un représentant de notre groupe palestinien y assistait, et il nous écrivit que le nombre total des présents n'excédait pas deux douzaines et qu'ils parlaient tous anglais, sauf un, qui eut besoin d'une traduction en français. Stuart avait tout simplement essayé de nous impressionner.

Lorsque nous avons rencontré Stuart il nous fit attendre près d'une heure pendant laquelle il nous tournait le dos et tapait à la machine. S'il nous avait demandé si cela nous dérangeait, nous aurions évidemment répondu non. Nous n'étions pas terriblement pressés. Mais encore une fois, je suis convaincu qu'il a fait cela uniquement pour impressionner. Finalement, il nous offrit des tasses de café au lait avec de la crème et du sucre. A cette époque la France était sous le régime des restrictions. La veille, nous avions rendu visite à un de mes parents et sa femme, qui avaient un enfant en bas âge, et ils se plaignirent amèrement de ne pouvoir obtenir du lait pour l'enfant. Et là, nous avions de la crème et du sucre. Cela aussi était-il fait dans le but de nous impressionner ?

lorsque, en général, il ne peut être question de réformes sociales systématiques ou d'amélioration des conditions de vie des masses... quand toute revendication sérieuse du prolétariat, et même toute exigence sérieuse de la petite bourgeoisie, va bien au-delà des limites des rapports de propriété capitalistes et de l'Etat bourgeois⁴.

Il était impossible, en 1946, de ne pas voir que le capitalisme ne souffrait ni de stagnation générale ni de décadence. Le plein emploi, une rapide augmentation de la production et une amélioration des conditions de vie pouvaient être constatés partout. Mais la direction de la Quatrième Internationale était complètement aveugle à la réalité, et la pré-conférence internationale déclara qu'« il n'y a aucune raison de supposer que nous sommes confrontés à une nouvelle phase de stabilisation capitaliste et de développement... La guerre a aggravé la désorganisation de l'économie capitaliste et a détruit les dernières possibilités d'un équilibre relativement stable dans les rapports sociaux et internationaux »⁵.

De plus, « le renouveau de l'activité économique dans les pays capitalistes affaiblis par la guerre, en particulier les pays d'Europe continentale, sera caractérisé par un rythme particulièrement lent qui maintiendra leur économie à des niveaux proches de la stagnation et de la décadence »⁶.

Utilisant sa théorie de la révolution permanente, Trotsky disait que, dans les pays arriérés et sous-développés, l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises – la libération nationale et la réforme agraire – ne pourrait être achevé que par le pouvoir de la classe ouvrière. Cela aussi a été réfuté par la réalité. En Chine, le pays le plus peuplé du monde, Mao conduisit un parti stalinien entièrement coupé des masses à l'unification du pays, à l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme et à la réforme foncière. Des processus similaires se produisirent ailleurs, comme à Cuba et au Vietnam.

Je n'avais pas encore de réponse à la question de savoir pourquoi le monde d'après-guerre était si différent des pronostics de Trotsky. Dans les années suivantes, j'ai consacré beaucoup de temps et d'efforts pour développer trois théories reliées entre elles pour traiter de trois régions du monde : la Russie et l'Europe de l'Est, les pays capitalistes avancés, et le tiers monde. Les trois théories étaient : le capitalisme d'Etat, l'économie permanente d'armement, et la révolution permanente déviée.

Les questions de base sont traitées dans *Le trotskysme après Trotsky*, et donc ce qui suit est une version très abrégée. La théorie de Trotsky consistait à dire que l'usurpation du pouvoir par une couche bureaucratique mal assurée dans ce qui restait fondamentalement un Etat ouvrier portait en germe la chute du stalinisme lorsqu'il serait confronté à une crise grave comme la guerre. Le fait que le stalinisme ait émergé de la Deuxième Guerre mondiale considérablement renforcé, contrôlant de vastes territoires en Europe de l'Est, signifiait que Trotsky avait dû faire une erreur. Le besoin se faisait sentir d'une nouvelle théorie. Le capitalisme d'Etat collait aux faits. Depuis 1929, la bureaucratie d'Etat stalinienne avait, au moyen de la collectivisation des exploitations agricoles et de l'industrialisation forcée dans les villes, accumulé du capital de façon massive. Elle agissait comme n'importe quelle autre classe dirigeante capitaliste, par l'exploitation des travailleurs et la compétition internationale sous la forme de la course aux armements. Elle ne différait des autres capitalismes qu'en ceci : formellement, l'ensemble des moyens de production étaient possédés par un groupe corporatif – la bureaucratie d'Etat – et non par des individus privés.

Mon rejet de la définition par Trotsky de la Russie stalinienne comme un « Etat ouvrier dégénéré » se concrétisa dans les années 1947-48. Pendant deux mois je fus harcelé par des doutes sur cette définition. Je ne faisais pratiquement rien d'autre, jour et nuit, qu'y réfléchir. Ma pauvre Chanie en souffrit. Nous dormions dans un lit étroit, et elle devait se lever à six heures tous les matins pour aller travailler loin, dans le Kent – et l'hiver était un des plus rudes depuis longtemps. Un matin, tôt, je sautai du lit et lui déclarai : « La Russie n'est pas un Etat ouvrier mais un capitalisme d'Etat ». Cela me prit ensuite plus d'une année pour mettre de la chair sur ce squelette. A Dublin, je parvins à faire les recherches nécessaires pour *La nature de classe de la Russie stalinienne*. Terminé en 1948, c'était un très long document polycopié de 142 pages. *La nature de classe des démocraties populaires* suivit en juillet 1950 (également sous forme polycopiée), puis un livre, *Les satellites de Staline en Europe*, deux ans après.

Il est important de noter qu'en même temps qu'elle constituait une rupture avec Trotsky, la théorie du capitalisme d'Etat était construite sur la tradition trotskyste. Ma critique des positions de Trotsky se concevait comme un retour au marxisme classique. Le développement historique – en particulier après la mort de Trotsky – démontrait que la position de « l'Etat ouvrier dégénéré » n'était pas compatible avec la tradition marxiste classique qui identifie le socialisme avec l'auto-émancipation de la classe ouvrière. Pour préserver l'esprit des écrits de Trotsky sur le régime stalinien, la lettre devait en être sacrifiée.

D'autres groupes, comme les anarchistes et des groupes marxistes sectaires, décrivaient la Russie comme capitaliste étatique, mais ils prétendaient qu'elle l'avait été dès le début – depuis 1917. Localiser le passage au capitalisme d'Etat en 1929 signifiait reconnaître l'importance de la tradition de la Révolution d'Octobre, qui avait créé le premier Etat ouvrier de l'histoire après la Commune de Paris. Cela signifiait aussi défendre les leçons de la lutte en Russie (de Trotsky contre Staline) et à l'échelle internationale (en particulier les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste). L'année 1929 est significative parce que c'est le moment où Staline a transformé le programme de la bureaucratie dirigeante dans le sens d'une accumulation délibérée de capital. La bureaucratie devint une classe dominante capitaliste et transforma en même temps la masse de la population, au moyen de la collectivisation et de l'industrialisation, en un prolétariat exploité.

L'argument du capitalisme d'Etat se trouva confirmé et approfondi par les changements en Europe de l'Est après la Deuxième Guerre mondiale. Si Trotsky avait eu raison, la création de gouvernements identiques à la Russie sous la

férule de l'Armée rouge aurait dès lors signifié la création d'Etats ouvriers (sans destruction des machines étatiques existantes) sur ordre de Staline et sans aucune intervention ou implication de la classe ouvrière dans ces pays.

L'importance de la théorie du capitalisme d'Etat ne se limitait pas à son explication de ce qui se passait sur un sixième de la planète. Elle était un guide essentiel pour l'action future de la classe ouvrière internationale. Ceci devait être démontré de plusieurs manières. Elle n'était pas seulement utile dans des débats avec des stalinien organisés dans le Parti Communiste (qui était alors une force puissante sur le front industriel). Elle nous aidait dans des discussions avec des travailleurs non stalinien qui regardaient du côté de la Russie et qui disaient : « Si le socialisme révolutionnaire est égal aux camps de travail et à la répression féroce des travailleurs, alors nous n'en voulons absolument pas ». Et finalement, elle évitait les difficultés et les ambiguïtés auxquelles étaient confrontés les trotskytes orthodoxes qui, dans la situation fortement polarisée de la Guerre froide, se transformaient souvent en apologistes du stalinisme.

De façon cruciale, la théorie du capitalisme d'Etat remettait le concept d'émancipation des travailleurs comme acte de la classe ouvrière elle-même au centre du marxisme. Même si elle paraissait à des années-lumière de questions telles que la lutte pour les salaires et les conditions de travail dans les usines, la construction d'une tradition non stalinienne parmi les travailleurs signifiait qu'il existait une alternative à la dépendance envers les syndicats qui prétendaient agir en leur nom. Cette alternative était l'action des travailleurs pour leurs propres intérêts. Les concepts d'action à la base, de socialisme par en bas, découlaient logiquement de la définition de la Russie comme capitaliste étatique.

Quelques années plus tard, je fis le premier pas vers la théorie de la révolution permanente déviée dans mon livre *La Chine de Mao* (1957) pour ensuite la développer plus avant dans mon article « La révolution permanente déviée »⁷.

La théorie du capitalisme d'Etat traitait du « deuxième monde », celle de la révolution permanente déviée concernait le troisième – le tiers monde. Là encore, la notion d'activité autonome des travailleurs était centrale. De la même façon qu'il me semblait impossible qu'un Etat ouvrier ait pu être imposé par les tanks à Varsovie, Berlin ou Prague, il était inconcevable que l'armée paysanne de Mao ou les forces de guérilla rurale de Castro aient pu apporter le socialisme aux travailleurs de Chine et de Cuba. L'explication de ce qui s'était passé n'exigeait pas le rejet de la théorie de la révolution permanente telle que Trotsky l'avait élaborée – il suffisait de la réorienter. Trotsky prédisait l'affaiblissement de l'impérialisme, le changement social devant être conduit par la classe ouvrière luttant pour achever les tâches de la révolution bourgeoise tout en poursuivant le combat pour le socialisme.

Ce qui s'était passé en Chine et à Cuba ne résultait en aucune manière de l'action de la classe ouvrière. Dans les deux cas, des forces militaires conquérantes venaient de l'extérieur des villes industrielles, exigeant que la classe ouvrière demeurât passive. Dans une crise sociale où le sujet révolutionnaire, l'activité prolétarienne et la direction étaient absents, le résultat pouvait être un leadership différent (une élite politico-militaire) et un but différent – le capitalisme d'Etat. En utilisant ce qui, dans la théorie de Trotsky, était d'une validité universelle (le caractère conservateur de la bourgeoisie) et ce qui était contingent (l'activité subjective du prolétariat), j'aboutis à une variante qui, faute de mieux, fut nommée « révolution permanente déviée ». Cette idée permettait de préserver le thème central de la théorie de Trotsky – le prolétariat doit poursuivre sa lutte révolutionnaire jusqu'à ce qu'elle triomphe dans le monde entier. Faute de quoi il ne peut apporter la liberté.

Les discussions sur la Chine et Cuba pouvaient sembler plutôt abstraites dans les années 50 et au début des années 60, mais elles devaient par la suite prendre de l'importance. Si, comme beaucoup de trotskytes et de maoïstes en vinrent à le croire, le socialisme pouvait être créé par des forces sociales autres que les travailleurs et sans l'engagement de ceux-ci, alors la classe ouvrière perdait toute sa séduction, on pouvait désormais se passer d'elle et l'oublier. Croire que la Chine et Cuba étaient socialistes devint le pont après le passage duquel était abandonnée toute politique de la classe ouvrière. Cela a pu exercer un attrait tout à fait considérable. En 1968, cela a amené les trotskytes de l'*International Marxist Group* (la section britannique de la Quatrième Internationale) à l'idée que les étudiants pouvaient apporter le socialisme. Les *International Socialists* ont aussi recruté des étudiants, mais nous n'avons jamais cru que ces derniers pouvaient se substituer à la classe ouvrière et à son activité. Pour les maoïstes, qui dirigeaient le mouvement dans des endroits comme l'Italie et le Portugal, la confusion sur le rôle central des travailleurs a abouti à l'idée qu'une minorité déterminée pouvait, par la force de sa volonté, apporter la transformation sociale. Plus tard, tout un ensemble de « mouvements » des opprimés – femmes, noirs et gays – et le mouvement écologiste se trouvèrent substitués à la tâche ardue de gagner la classe ouvrière, qui est la seule à avoir le pouvoir de mettre en péril la société capitaliste.

La théorie de l'économie permanente d'armement abordait la situation dans le « premier monde ». Elle a été développée sur un certain nombre d'années. Elle est apparue d'abord comme partie intégrante de la théorie du capitalisme d'Etat dans le document dupliqué *La nature de classe de la Russie stalinienne*. En 1957, l'argument devint plus spécifique dans un article intitulé « Perspectives de l'économie permanente d'armement », qui passait des conséquences des dépenses militaires sur la dynamique de la Russie stalinienne à ses effets sur le capitalisme occidental et le Japon⁸.

Dans ce texte, la concurrence entre la Russie et les pays capitalistes occidentaux était identifiée comme le mécanisme essentiel déterminant la dynamique de l'accumulation du capital en Russie. Symétriquement, de l'autre côté du Rideau de Fer, la Guerre froide provoquait un haut niveau de dépenses d'armement. Leur coût exorbitant maintenait la demande à un niveau élevé et permettait un quasi-plein emploi grâce à une production de biens qui était en équilibre un pur gaspillage. Ils étaient entassés et n'apparaissaient pas dans l'économie pour être vendus. La conséquence n'était pas seulement le plein emploi, mais aussi le fait que la surproduction des biens vendus sur le marché était évitée et la tendance à la baisse du taux de profit (causée par un investissement en machines plus rapide que l'investissement en travail producteur de plus-value) neutralisée.

Un autre facteur m'aida à comprendre comment fonctionnait l'économie permanente d'armement. Venant de Palestine en Grande Bretagne en 1946, et y voyant les conditions avec le regard de quelqu'un qui venait d'un pays colonial, je fus frappé par le fait que

... le niveau de vie des travailleurs était élevé. La première fois que j'ai visité la maison d'un ouvrier - une maison ordinaire - je lui ai demandé son métier et il m'a répondu « engineer ». Mon anglais n'étant pas très bon, j'ai cru qu'il était « ingénieur » diplômé. Mais il était simplement « conducteur d'engin » sans qualification. Ce fut un choc. Les enfants avaient une vie bien meilleure que dans les années trente. La seule fois que j'ai vu des enfants sans chaussures en Europe c'était à Dublin. On ne voyait plus d'enfants rachitiques. Cela m'a aidé à comprendre que la crise finale n'était pas pour le lendemain⁹.

L'économie permanente d'armement prédisait une évolution tout à fait différente de celle à quoi s'attendaient les partisans de Trotsky, et s'avéra utile pour éviter des pièges politiques dangereux. Par exemple, Gerry Healy proclamait avec insistance que la lecture faite par Trotsky des années 30 était valable pour les années 50, et que le capitalisme était au bord de la catastrophe. De telle sorte que son organisation trotskyste, la *Socialist Labour League* (SLL), appelait à tout bout de champ à la grève générale et croyait la révolution imminente. Elle pensait aussi qu'un programme de revendications transitoires pouvait fournir un raccourci pour influencer une masse de travailleurs évoluant rapidement vers la gauche. Rien de tout cela ne se produisant, les militants, lorsqu'ils n'étaient pas démoralisés et démobilisés, avaient de plus en plus de mal à se relier aux luttes réelles (bien que limitées) des travailleurs sous un capitalisme en pleine prospérité. Cela finit par conduire la SLL dans une impasse sectaire, où elle était isolée politiquement des vrais débats et discussions en cours dans le mouvement. Un exemple pratique en est le lancement d'un quotidien qui devait ruiner très rapidement cette organisation. Non seulement la situation dans le monde signifiait qu'un tel journal était voué à ne connaître qu'une diffusion extrêmement limitée, mais l'organisation elle-même était bien trop petite pour supporter une telle charge.

La théorie de l'économie permanente d'armement suggérait qu'il n'y avait pas de raccourcis tels que des programmes de transition ou des appels à la grève générale. Au contraire, le travail devait s'adapter au niveau réel des luttes aussi bien sur le plan idéologique que sur le terrain.

D'un autre côté, il y avait à gauche ceux qui, consciemment ou pas, comprenaient que le capitalisme d'après-guerre était en expansion. Malgré tout, démunis d'une théorie marxiste capable de l'expliquer, ils prenaient l'apparence des choses pour la réalité. Beaucoup d'anciens marxistes se firent les prophètes d'un boom capitaliste éternel, parmi lesquels John Strachey, qui proclamait que le système serait prospère aussi longtemps que les idées économiques keynésiennes seraient appliquées. Le réformiste de droite Anthony Crosland chantait les louanges d'un capitalisme réformé par les méthodes de Keynes. Son livre *The Future of Socialism*, publié en 1956, expliquait que l'anarchie du capitalisme se résorbait, en même temps que les conflits de classe. Le système devenait de plus en plus rationnel et démocratique. Le capitalisme lui-même était appelé à se dissoudre paisiblement. Dès lors que le keynésianisme assurait une croissance sans obstacles, disait Crosland, l'Etat pouvait bénéficier de revenus fiscaux élevés, de nature à financer des plans de réforme et de protection sociale. Finie la lutte des classes. Désormais, tout ce qui restait à faire aux socialistes était de

...tourner notre attention vers d'autres sphères, à long terme plus importantes - telles que la liberté individuelle, le bonheur, les entreprises culturelles, la culture des loisirs, de la beauté, de la grâce, de la gaieté, de l'enthousiasme... davantage de terrasses de café, des rues plus claires et plus gaies la nuit, des heures de fermeture des pubs plus tardives, davantage de théâtres au répertoire local, de meilleurs hôteliers et restaurateurs... plus de fresques et de tableaux dans les lieux publics, un meilleur design des meubles et ustensiles et des vêtements féminins, des statues au milieu des zones résidentielles, un éclairage public et des cabines téléphoniques plus beaux et ainsi de suite à l'infini¹⁰.

La théorie de l'économie permanente d'armement expliquait que le capitalisme n'avait pas éliminé ses tares, et que le sursis apporté au déclin des taux de profit et aux cycles de prospérité/récession n'était que temporaire. La contradiction fondamentale entre le capital et le travail n'avait pas disparu. Les effets des dépenses d'armement en termes d'emploi se trouveraient amoindris dès que la production d'armes cesserait d'être concentrée dans les industries métallurgiques (les usines fabriquant des camions et des tanks) pour se tourner vers la production d'armes coûteuses et sophistiquées employant moins de salariés. Le coût des dépenses d'armement pouvait au début apporter la stabilité, mais, du fait qu'il était inégalement partagé, il devait mener à une instabilité encore plus grande dans l'avenir. C'est ainsi que l'Allemagne et le Japon, avec leurs budgets militaires limités, connurent une croissance rapide et commencèrent à poser des problèmes aux Etats-Unis et à la Grande Bretagne, en même temps que la Russie et son bloc de l'Est étaient précipités dans un chaos produisant le retour de la guerre sur le continent européen. Sans une vision à long terme de faillite du capitalisme, il aurait été facile de se laisser entraîner dans la démarche réformiste de la politique travailliste ou du syndicalisme bureaucratique.

La théorie de l'économie permanente d'armement se basait sur la conviction que l'irrationalité du capitalisme ne diminuait pas avec l'âge. Le capitalisme, qui selon l'expression de Marx s'était couvert dans toute son histoire de sang et de boue, n'était pas devenu bienveillant dans son âge sénile. En réalité, l'économie permanente d'armement est l'expression la plus extrême de l'horreur et de la barbarie du système. La croissance économique sous-tendue par l'économie permanente d'armement apportait une prospérité en équilibre instable sur des ogives nucléaires.

La troïka – capitalisme d'Etat, économie permanente d'armement et révolution permanente déviée – constitue une unité, une totalité incorporant les changements intervenus dans la situation de l'humanité après la Deuxième guerre mondiale. Ceci constitue une affirmation du trotskysme en général, tout en étant partiellement sa négation. Le marxisme en tant que théorie vivante doit se perpétuer tel qu'il est et changer en même temps. Cela dit, la troïka n'a pas été conçue comme une unité et n'a pas vu le jour en un éclair. Elle fut le résultat de longues explorations des développements économiques, sociaux et politiques dans trois parties du monde : la Russie et l'Europe de l'Est, les pays capitalistes industriels avancés, et le tiers monde. Les cheminements de recherche s'entrecroisaient à tout instant. Mais ce n'est

qu'à la fin de ce processus que les inter-relations entre les différentes sphères d'investigation apparurent clairement. Ce n'est qu'au sommet de la montagne que l'on peut distinguer les différents sentiers qui y mènent, et à partir de cette position avantageuse l'analyse peut se transformer en synthèse.

Lorsqu'on a éliminé la vieillesse, il est plus facile d'accepter le nouveau. L'idée que la terre tourne autour du soleil prend toute sa force de conviction dès lors que le sens commun immémorial selon lequel le soleil tourne autour de la terre est rejeté.

Nous avons ainsi considérablement avancé dans une démarche dont la justification était que la critique de la théorie de Trotsky devait être envisagée comme une totalité. C'était un changement théorique radical, qui fut élaboré lentement, en passant par de nombreux doutes et une véritable interrogation de l'âme. Mais il serait inexact de dire que je n'étais engagé que dans l'étude, dans le travail théorique.

Parallèlement à cette activité j'ai passé une année merveilleuse en Grande Bretagne, à discuter avec de véritables « intellectuels ouvriers », ceux que Gramsci appelait les intellectuels « organiques » de la classe laborieuse. J'ai tant appris d'eux sur les travailleurs et leurs luttes. Je passai par une courbe de formation qui, sans être aiguë, était continuellement ascendante. Je n'ai pas bondi en m'exclamant « Eureka ! » et n'ai pas vécu un tournant brusque comme dans mon travail théorique. Mais ce fut une expérience très agréable et très inspirante.

¹ *Fourth International*, avril 1946.

² *Ibid.*, juin 1946.

³ Cette déclaration est de novembre 1945. Voir J P Cannon, *The Struggle for Socialism in the « American Century »* (New York, 1977), p 200.

⁴ W Reisner (ed), *Documents of the Fourth International* (New York, 1973), p 183.

⁵ *Fourth International*, juin 1946.

⁶ *Ibid.*

⁷ *International Socialism* 1:12, Printemps 1963.

⁸ T Cliff, 'Perspectives for the Permanent War Economy', *Socialist Review*, mars 1957, repris dans T Cliff, *Neither Washington nor Moscow* (Londres, 1982), pp. 101-107.

⁹ T Cliff, 'Fifty Years a Revolutionary', *Socialist Review* 100, 1987, pp14-19.

¹⁰ A Crosland, *The Future of Socialism* (Londres, 1956), pp. 520-522.

III : Le Groupe Socialist Review

Mon arrivée en Angleterre

J'étais tout excité. Je devais réapprendre le marxisme en repartant à zéro.

Par la force des circonstances, mon marxisme, formé en Palestine, était très unilatéral. Je me jetai avec appétit dans la lecture de Marx. J'avais lu les trois volumes du *Capital* avant l'âge de 18 ans. J'avais aussi lu un certain nombre des autres œuvres de Marx, ainsi qu'Engels, Lénine, Trotsky et Rosa Luxembourg. Hélas, mon marxisme était abstrait, même si je répétais constamment que le cœur du marxisme était l'unité de la théorie et de la pratique, et que « *les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde ; mais ce qui importe, c'est de le transformer* »¹.

Jusque là, la limitation des perspectives d'activité en Palestine avait abouti à ce que le marxisme avait été pour moi essentiellement une science. Il est vrai que le marxisme en tant que guide pour l'action est nécessairement une science, mais il est aussi un art, un art créatif. La loi newtonienne de la gravité est scientifique. L'utilisation de cette science pour lancer une pierre sur une cible, ou mieux, pour régler un bombardement d'artillerie, est un art qui ne peut être accompli que par l'application de l'expérience à la science. Ce n'est pas par hasard si Napoléon était un brillant officier d'artillerie : il était très bon en maths, mais aussi doué d'imagination, porteur d'une vision réaliste des circonstances résultant de l'expérience et de la pratique.

Londres ouvrit un nouveau chapitre dans ma vie politique. Je me sentais comme un écolier devant apprendre l'ABC du marxisme en tant qu'art, ce qui est la base de la transformation de la connaissance en pratique.

Dès notre arrivée à Londres Chanie et moi adhérâmes au *Revolutionary Communist Party* (RCP), section britannique de la Quatrième Internationale. Il avait 400 membres, pratiquement tous travailleurs, syndicalistes ou intellectuels ouvriers.

A partir de mon arrivée en Grande Bretagne, je fus invité à assister aux réunions hebdomadaires du Bureau Politique du parti. Je pense que la motivation principale de la direction était que, comme moi, elle était en désaccord avec l'analyse du Secrétariat International concernant l'état du capitalisme mondial. Avec le plein emploi, l'augmentation de la production et des salaires, il était ridicule de répéter la formule du Secrétariat International selon laquelle « le retour de l'activité économique dans les pays capitalistes affaiblis par la guerre, en particulier les pays européens, sera caractérisé par un rythme particulièrement lent qui maintiendra leurs économies à des niveaux proches de la stagnation ou de la décadence ». La direction du RCP appréciait ma participation aux débats sur ce sujet dans les réunions du parti. Ils accueillirent aussi favorablement mon article critiquant Mandel, intitulé « Tout ce qui brille n'est pas or », publié dans le Bulletin Interne du RCP en septembre 1947.

Mon article était une critique d'un texte de Mandel traitant des perspectives du capitalisme après la guerre. La déclaration de Mandel était mécaniste à l'extrême. Il ne comprenait pas la relation dialectique entre la destruction de capital pendant la guerre et les perspectives d'accumulation accélérée de ce même capital après les hostilités. La première contribuait à la seconde. Il oubliait aussi qu'aussi longtemps que le capitalisme existe, l'alternance des booms et des récessions ne pouvait pas davantage être évitée que les battements de cœur d'un être vivant.

A cette époque j'avais une relation chaude et intime avec Jock Haston, le secrétaire général du RCP. C'était un intellectuel ouvrier très impressionnant, de quelques années mon aîné, qui me désignait comme son « petit frère ». A l'époque (1947), lui aussi jouait avec l'idée que la Russie de Staline n'était peut-être pas un Etat ouvrier. Mais quelques mois plus tard il abandonnait complètement cette conception.

J'étais très heureux en Angleterre. Malheureusement, à la fin de 1947, les autorités britanniques m'expulsèrent du pays après l'échec d'une longue bataille pour renouveler mon permis de séjour. Ce dernier avait été renouvelé de façon répétée, mais seulement pour des périodes d'un mois.

Tout au long de cette période nous fîmes de grands efforts pour nous installer en France. J'étais inscrit comme étudiant dans 17 universités françaises. Chanie alla à Paris pour essayer de renforcer les démarches. Le ministère des affaires étrangères français connaissait toujours les restrictions du temps de guerre, de telle sorte qu'elle devait utiliser le téléphone pour joindre ses interlocuteurs. Le fonctionnaire auquel elle parla était ravi de pratiquer son anglais et passa une heure avec elle au téléphone, disant finalement : « Ne vous inquiétez pas, rappelez dans une heure et j'aurai tout arrangé ». Elle rappela une heure après, et il lui fut répondu brutalement : « Votre mari ne viendra jamais en France ».

J'étais très pessimiste quant à mon avenir immédiat. J'avais déjà connu un certain nombre de rejets. En 1938 j'étais inscrit à l'Université de Columbia aux USA, mais les autorités américaines me refusèrent l'entrée, mon rapport de police ne projetant pas sur moi une lumière favorable. En 1946 j'avais essayé, sur la route de l'Angleterre, de passer par l'Afrique du Sud, où Chanie était née et où vivait toujours la majorité de sa famille, mais là aussi l'entrée me fut déniée.

Finalement, à la fin de septembre 1947, je reçus un jour une lettre du Home Office. Je ne l'ai pas gardée, mais je m'en souviens très bien. Elle disait quelque chose comme : « Cher Monsieur, si vous ne quittez pas le pays dans les vingt-quatre heures, nous serons contraints d'utiliser la force contre vous. Votre bien dévoué, Chuter Ede, secrétaire ». Je me suis dit : « Quelle hypocrisie. S'il m'était dévoué, il ne pourrait pas me chasser du pays. C'est moi qui le chasserais ». Je pus retourner en Grande Bretagne en 1952, ce qui fut un grand soulagement. Néanmoins, je disais à cette époque : « Jusqu'à maintenant seulement deux personnes prenaient mes opinions politiques au sérieux : le secrétaire du Home Office et moi. Maintenant il n'y a plus que moi ».

Trente et un ans plus tard, en 1978, je soumettais au Home Office une demande de naturalisation. Cela faisait 26 ans que je résidais dans le pays. Ma demande était soutenue par Michael Foot, à l'époque adjoint du premier ministre, et par d'autres parlementaires importants. Ma requête parvint rapidement au bureau où elle devait être traitée, mais le *Daily Mail* eut vent de l'affaire. Il décida de faire sa une de la collusion de Michael Foot avec « ce trostkyste ». Un employé du

Daily Mail nous en avertit. Notre maison fut assiégée par des journalistes armés d'appareils photo et de caméras. Chanie avertit le directeur de son école qu'il risquait d'être envahi, et nous descendîmes à Fleet Street à 2 heures du matin pour voir la première édition du journal. A notre grande surprise, il n'y avait rien. Nous apprîmes ensuite que Michael Foot avait fait usage d'un « avertissement D » pour empêcher le journal de publier l'article.

Michael Foot pouvait intimider le *Daily Mail*, mais il ne pouvait pas obliger la *Special Branch* à m'accorder la citoyenneté britannique, qui me fut refusée. La Branche Spéciale avait envers moi une vieille rancune. Après tout, en 1939, les autorités britanniques de Palestine avaient lancé contre moi un ordre de détention d'un an. Tout cela posait la question suivante : qui a le plus de pouvoir, les parlementaires élus et l'adjoint du premier ministre, ou la Branche Spéciale ?

Pour revenir à ce mois de septembre 1947, la même distribution de courrier qui m'apportait la lettre de Chuter Ede m'enjoignant de quitter le pays contenait une lettre des autorités irlandaises m'autorisant à venir à Dublin comme étudiant au Trinity College. Il semble que les Irlandais, qui n'étaient pas en très bons termes avec les Britanniques à l'époque, n'aient pas vérifié auprès d'eux si j'étais une personne indésirable. En fait, quelques semaines après mon arrivée, je reçus une convocation des autorités. Je m'y rendis, et un fonctionnaire me déclara : « Vous êtes venu ici sous un faux prétexte. Vous ne nous avez pas dit que vous étiez trotskyste ». Je lui répondis : « Vous ne me l'avez pas demandé ». Je restai en Irlande quatre ans et demi.

Chanie vint me rejoindre, et essaya de trouver un emploi susceptible de subvenir à nos besoins à tous deux. Le mieux qu'elle put trouver fut un travail d'enseignante dans une école protestante – en vivant dans l'école – pour le salaire princier de 3 Livres par semaine. Même une personne seule ne pouvait pas imaginer vivre avec cela !

Chanie retourna donc en Angleterre, et pendant les quatre années et demi qui suivirent nous vécûmes dans des pays différents. Pendant près d'un an je ne fus pas autorisé à me rendre comme visiteur en Grande Bretagne, puis les restrictions se relâchèrent et je fus autorisé à séjourner en Angleterre pendant les vacances universitaires.

La vie était très dure. La question des finances était un véritable casse-tête. Le revenu de Chanie, 7£ par semaine (à peu près 150£ d'aujourd'hui – environ 230€ - NdT) devait suffire pour payer deux logements, un à Londres et l'autre à Dublin, la nourriture pour deux personnes, et après la naissance de notre premier enfant, Elana, en 1949, pour trois, et aussi pour les voyages aller et retour de Dublin. Mon loyer payé, je disposais de la somme de 1 £ par semaine pour mes besoins personnels. Cela suffisait à maintenir le corps et l'âme ensemble – pain et confiture et une tasse de thé pour le petit déjeuner, la même chose à déjeuner, et un œuf le soir. Je ne prenais jamais le bus ni n'achetais un journal. Pour lire, j'allais à la bibliothèque publique. Mon seul luxe était le théâtre. A l'époque un ticket pour l'un des deux théâtres de Dublin était très abordable. Pour Chanie, c'était plus dur. Elle enseignait à l'heure de midi pour avoir un repas gratuit par jour pendant la semaine ; le problème, c'était le week-end. Soit dit en passant, lorsque j'annonçai la naissance d'Elana à mon co-locataire palestinien, il me répondit avec commisération : « Oh, dommage. Tu auras plus de chance la prochaine fois ».

Sur le plan politique, la vie à Dublin était très dure. Je me sentais encore plus solitaire et isolé qu'en prison ; je ne connaissais pratiquement personne. Lorsque je partis pour l'Irlande, le journal *Quatrième Internationale* annonça que le camarade Cliff partait en Irlande militer dans la section irlandaise. Hélas, cela m'aurait été difficile, les effectifs se réduisant à une personne – Johnny Byrne, un travailleur municipal, honnête et rude, grand et robuste, avec des mains étonnantes – aussi grandes que cinq mains, disions-nous. L'information donnée par *Quatrième Internationale* était vraisemblablement destinée à donner du courage aux camarades trotskystes sous d'autres cieux.

Il y avait dans ce désert une oasis : le foyer de Owen Sheehy-Skeffington, sa femme Andree, et leurs adorables enfants. Son père, Francis, avait été exécuté par les Anglais en 1916 à cause de ses sympathies pour le Soulèvement de Pâques. C'était une famille très chaleureuse et accueillante. J'étais invité chaque vendredi chez eux, pour dîner certes mais aussi pour jouir de leur chaude amitié.

Owen Sheehy-Skeffington (1909-1970) était un pacifiste socialiste radical. Il avait une belle personnalité. Il était très honnête, moralement courageux, et pourvu d'un superbe sens de l'humour. Je vais en donner quelques exemples.

Il y eut à Dublin un meeting de masse en plein air, présidé par Eamon de Valera, le président irlandais, consacré à la résurrection de la langue gaélique. Les Tories Verts de la République Irlandaise utilisaient la langue gaélique comme une feuille de vigne pour dissimuler leur capitulation devant la partition de l'Irlande. Après le discours principal, Owen s'avança et demanda la parole. Comme il était le fils d'un martyr il reçut un accueil chaleureux. Il prononça une phrase en gaélique, et fut applaudi de plus fort. Puis il s'exprima en anglais, disant : « Pour ceux qui ne comprennent pas le gaélique, je vais traduire ce que j'ai dit. J'ai dit : Je ne sais pas un mot de gaélique, et cette langue ne vaut pas un clou ».

Un autre exemple. Nous allâmes ensemble à un meeting organisé par les stalinien à Dublin. Au cours de la discussion, Owen déclara ceci : « En 1938, Chamberlain disait que nous ne vivions pas aux temps médiévaux des guerres de religion. Si les Allemands veulent soutenir les nazis, c'est leur affaire ». Il s'arrêta un moment et continua en disant : « Je suis terriblement désolé. J'ai fait une erreur. Ce n'était pas Chamberlain en 1938, mais Molotov (le ministre des affaires étrangères russe) en 1940, à l'époque du pacte Hitler-Staline ». Il fallait voir la tête de l'orateur stalinien !

Le troisième incident consista en ce qui suit. Le père O'Brian, professeur à l'Université de Galway, avait dit : « Le socialisme croit en l'amour libre. L'amour libre, c'est la prostitution ». Owen écrivit une lettre à l'*Irish Times*, disant : « Je sais que nous avons de la prostitution à Dublin. Je ne savais pas que nous avions le socialisme ». Pour avoir rabroué le cureton, Owen fut exclu du Parti travailliste.

Les choses devinrent plus dures lorsqu'une rupture totale intervint entre moi et la direction du RCP. Nous avions une position commune en ce qui concernait les perspectives économiques de l'Occident. Mais lorsque je développai la théorie selon laquelle la Russie était un capitalisme d'Etat, nos chemins divergèrent complètement.

La divergence fut aiguë par la réaction de la direction du RCP au coup d'Etat stalinien de février 1948 en Tchécoslovaquie, qui vit l'établissement d'un régime totalitaire. Le numéro de mars 1948 de *Socialist Appeal* portait le

titre suivant : « Les capitalistes vaincus en Tchécoslovaquie », par Jock Haston. Bien que l'article contint de fortes critiques sur le manque de démocratie du régime stalinien, il n'en saluait pas moins le Coup de Prague comme un triomphe du prolétariat. Nous, Britanniques, « devons nous réjouir de la victoire remportée sur les capitalistes ».

Un camarade anglais qui venait me rendre visite à Dublin m'apporta le journal. Ma réaction fut claire et nette. C'était la fin du RCP. On ne peut pas maintenir une organisation trotskyste en chantant les louanges du stalinisme. Le RCP se désintégra pratiquement un an plus tard.

Jock Haston, secrétaire général du RCP, de loin le membre dominant de la direction, effectua des zigzags étonnants. Après s'être mis à la remorque du stalinisme, il opéra un brusque tournant à droite, s'alignant en fait sur le Parti Travailliste.

Lorsque Nye Bevan démissionna du gouvernement travailliste en avril 1951 pour protester contre l'imposition de charges sur les soins dentaires et les lunettes, Jock Haston s'opposa à la décision de Bevan sur sa droite. Lorsque le débat fit rage dans le Labour Party sur la question du réarmement allemand – les dirigeants travaillistes de droite suivaient les conservateurs dans leur soutien, la gauche (y compris le Parti Communiste) s'y opposant – Haston soutint le réarmement allemand. La dernière fois que je tombai sur le nom de Haston fut en lisant dans le journal de la Confédération des Industries Britanniques un rapport élogieux sur son rôle de responsable de la formation dans le syndicat des électriciens, à l'époque contrôlé par la direction droitière maccarthyste de Frank Chapple et Les Cannon : « Aujourd'hui près de 1.000 syndicalistes suivent les cours donnés par Jock Haston et son équipe, parmi eux des délégués d'usine, des secrétaires de branche et autres permanents ». Jock Haston déclara à la direction de Ford : « Je suis socialiste, mais nous avons un intérêt commun à ce que le travail soit dirigé efficacement »².

Ma rupture avec la direction du RCP se cristallisa autour de mon document *La nature de classe de la Russie stalinienne*, qui vit le jour en juin 1948. J'avais travaillé pendant un an sur cet essai. Je le finissais une section à la fois et l'expédiais à Chanie à Londres. Mon anglais s'était amélioré depuis mon départ de Palestine, mais il restait très imparfait. J'écrivais deux phrases en anglais, puis une phrase en hébreu, et parfois une phrase moitié en anglais et moitié en hébreu. Chanie devait traduire. Chaque fois que j'envoyais une section, elle était « trouvée endommagée et scellée par le service postal ». En fait, je l'avais enveloppée très soigneusement. Lorsque Chanie m'informa de ce qui était arrivé au manuscrit, je lui suggérai de contacter la *Special Branch*, qui l'avait probablement déjà dactylographié, cela lui économiserait du temps et des efforts !

Le texte était destiné au Bulletin Interne du RCP. La taille normale d'un article destiné à cette publication était de deux à cinq pages. Mais le mien avait grandi démesurément. Lorsque Chanie eut fini le stencil, la direction du RCP était épouvantée. Mais il leur était difficile d'en rejeter la publication – j'étais quelques semaines plus tôt l'enfant chéri du parti. En plus, Chanie avait fait toute la dactylographie et un autre camarade s'était occupé de la duplication. Une mise au point éditoriale accompagnait le document, disant : « Ce bng travail du camarade T Cliff est publié en tant que concession à l'auteur. Cela ne peut en aucune manière être considéré comme un précédent ».

Le Groupe *Socialist Review*

Les camarades qui étaient sur la position du capitalisme d'Etat furent soit exclus par Gerry Healy, qui avait pris le contrôle de ce qui restait du RCP et formé la *Socialist Labour League*, soit le quittèrent. Au départ, nous avions huit membres³, parmi lesquels deux impressionnants ouvriers-intellectuels, Duncan Hallas et Geoff Carlsson, tout deux mécaniciens. Duncan avait une culture fantastiquement riche. Il avait lu et assimilé de vastes étendues de l'histoire mondiale, l'histoire du mouvement ouvrier international, l'économie marxiste, le matérialisme historique et la philosophie. C'était un plaisir de l'écouter parler. Geoff Carlsson était lui aussi un très sérieux ouvrier-intellectuel. Malgré tout, ses connaissances n'étaient pas aussi larges que celles de Duncan. Mais il avait un très grand désir d'apprendre. Je me souviens d'un article sur le Guatemala qu'il avait écrit en 1954 pour *Socialist Review*. Il en était, à juste titre, très fier.

A la fin de 1950 nous commençâmes la publication d'un mensuel dupliqué, *Socialist Review*, le nouveau groupe tirant son nom du journal. Il tint sa conférence de fondation à l'été de 1951. A la première réunion dont il fut tenu procès-verbal (septembre 1950) il y avait 33 membres présents. Des groupes existaient à Londres, Thames Valley, Crewe, Birmingham, Sheffield et Manchester. Dix-neuf parmi les 33 étaient membres de la *Labour League of Youth* (les jeunes travailleurs). Nous étions une force minuscule. Nous sortîmes 350 exemplaires du premier numéro du journal ; les ventes étaient assez satisfaisantes pour que le chiffre soit porté pour le numéro suivant à ... 375 !⁴ Un peu plus tard nous passâmes à 500. La moitié des ventes de *Socialist Review* était le fait de trois camarades : Chanie, sa sœur Mickey Kidron et son frère Mike Kidron. (Chanie, bien qu'elle soit un des plus vieux membres du SWP, figure toujours parmi ses meilleurs vendeurs de journaux !) Le Groupe *Socialist Review* fut, tout au long des années 50, un groupe purement propagandiste ; il n'était pas capable de faire la moindre intervention significative dans la lutte des classes. Mais même la propagande doit avoir une audience⁵.

Mike Kidron, le plus jeunes des frères de Chanie, vint en Angleterre en 1955. Il nous rejoignit immédiatement. Il devint un membre dirigeant de notre groupe, très populaire comme conférencier. Il fut, pendant cinq ans, rédacteur en chef de ce qui devint notre magazine mensuel, *Socialist Review*. En 1960, lorsque nous entreprîmes la publication d'un trimestriel théorique, *International Socialism*, Mike en devint le rédacteur en chef et le resta pendant cinq ans. En 1958 fut publié son livre *Western Capitalism Since the War* (le capitalisme occidental depuis la guerre), qui constituait une contribution importante à la théorie de l'économie permanente d'armement. Malheureusement, à la fin des années 70, il s'éloigna du socialisme révolutionnaire. Cela dit, il n'a jamais critiqué publiquement notre organisation.

Je reçus de grands encouragements, dans la construction du Groupe *Socialist Review*, de la part de deux révolutionnaires vétérans que je rencontrai dans les années 50 : Alfred Rosmer (1877-1964) et Heinrich Brandler (1881-1967). Rosmer était l'un des rares socialistes révolutionnaires qui s'étaient opposés dès le départ à la Première Guerre

mondiale, et il avait collaboré avec Trotsky. Il avait été membre de l'Opposition de Gauche trotskyste. Il était si enthousiaste, lorsqu'il entendit parler de notre petit groupe, que cela me donna vraiment du courage. Il me raconta à quel point le regroupement anti-guerre était petit au début du premier conflit mondial, et il ne regarda pas de haut notre groupe minuscule. Il était inspirant de l'entendre discuter sérieusement et respectueusement avec ma fille Elana, qui avait à l'époque cinq ou six ans !

Ma rencontre avec Heinrich Brandler, qui avait été le dirigeant du Parti Communiste Allemand (KPD) après la mort de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, fut également très importante. Brandler était le principal dirigeant du parti en 1923, lorsque la vague révolutionnaire déferla sur l'Allemagne, et le Parti Communiste avait la majorité des travailleurs derrière lui. Je lui demandai pourquoi le KPD n'avait pas pris le pouvoir à l'époque. Il répondit : « Nous attendions des instructions de Moscou ». Je lui dis : « Je suis sûr que Lénine et Trotsky n'auraient pas imaginé attendre des instructions de Rosa Luxemburg, pour brillante qu'elle était, à la veille d'Octobre ». Il expliqua que le Parti Communiste d'Allemagne avait très peu d'expérience. Lors de sa fondation en décembre 1918 il avait environ 4.000 membres « qui en fait n'étaient pas des marxistes, mais des pacifistes ». Le KPD fut fondé un mois après le renversement du Kaiser. A l'inverse, le Parti Bolchevik avait été fondé quelque 14 ans avant le renversement du tsarisme. Cela renforça ma conviction qu'il fallait du temps pour former des cadres. On ne peut pas attendre de la révolution qu'elle le fasse. Cela nous aiguillonna encore plus pour construire le *Group Socialst Review*.

Bien sûr, *Socialist Review* répandait des idées. Nous suivions Lénine en considérant le journal comme un organisateur, un « échafaudage » pour construire le parti. Evidemment, notre petit magazine n'était rien comparé à l'Iskra de Lénine. Dans un article intitulé « Par où commencer ? », Lénine écrivait que le journal ne devait pas se limiter

à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques – la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa propre diffusion – obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relation personnelles les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire.

Ce réseau d'agents sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre ; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins⁶.

Ecrire des articles pour *Socialist Review*, le vendre et contribuer à son financement cimentait les camarades et créait des ponts vers la périphérie de notre groupe, les gens que nous tentions de gagner. Nous considérions toujours deux aspects fondamentaux : ce qu'il y avait de commun entre nous et les gens qui n'appartenaient pas à notre groupe, mais auxquels nous parlions, et les différences qu'il y avait entre eux et nous. S'il n'y avait rien de commun, nous n'avions aucun moyen de les influencer – c'était comme parler grec à des Anglais. D'autre part, si nous nous bornions à confirmer ce qu'il y avait en commun, nous ne leur apprenions rien, et après avoir acheté un numéro du journal ils n'avaient aucune raison de lire le suivant. Il doit y avoir une tension entre les membres du groupe et les gens extérieurs. En même temps il doit y avoir une tension à l'intérieur du groupe – une tension intellectuelle. Ce n'est ni seulement l'accord ni seulement le désaccord. On a besoin des deux.

Nous avions la crainte qu'une mentalité sectaire ne domine nos membres si nous n'avions pas un contact régulier avec des gens dans le mouvement travailliste. Nous décidâmes donc d'agir dans le Labour Party. Hélas, il y avait aussi dans ce cas un danger d'opportunisme. Cela devint clair en 1954 lorsque eut lieu le débat sur le réarmement allemand dans le Parti travailliste et qu'un de nos membres au moins prit une position extrêmement opportuniste. D'une certaine façon, c'était drôle quand il me rencontra et se vanta : « Tu vois, j'ai convaincu mon comité général du Labour de s'opposer au réarmement allemand, à la différence de Jean qui a perdu dans son comité ». J'ai alors comparé les deux résolutions qui étaient présentées. La résolution de Jean Tait disait à peu près : « Nous, qui sommes opposés à tout réarmement impérialiste, sommes également opposés au réarmement allemand ». La résolution qui avait gagné disait quelque chose d'équivalent à : « Il n'est pas question de faire confiance à ces Allemands qui ont fait deux guerres mondiales ».

A l'inverse de beaucoup de militants du mouvement trotskyste, nous n'avions aucune illusion, alors ou plus tard, sur la possibilité de transformer le parti travailliste en parti révolutionnaire. Dans un discours au Second Congrès de l'Internationale Communiste, en 1920, Lénine avait défini le Labour Party comme un « parti ouvrier capitaliste ». Il l'appelait capitaliste parce que la politique du parti ne rompait pas avec le capitalisme. Pourquoi l'appelait-il un parti ouvrier ? Pas parce que les travailleurs votaient pour lui. A cette époque, une majorité de travailleurs votaient pour les conservateurs ; et le parti conservateur est, évidemment, un parti capitaliste. Lénine appelait le Labour un parti ouvrier capitaliste parce qu'il exprimait le besoin des travailleurs de se défendre contre le capitalisme.

Reportons-nous à la nature du parti révolutionnaire telle qu'elle est définie dans le *Manifeste Communiste* :

Voici ce qui distingue les communistes des autres partis prolétariens : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité ; d'autre part, dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble.

Pratiquement, les communistes sont donc la partie la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours de l'avant ; du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier⁷.

Notre appartenance au parti travailliste avait un but strictement limité – recruter pour la cause du socialisme révolutionnaire. Le recrutement était possible, en particulier dans la jeunesse du parti. Une résolution adoptée en 1950 par le Groupe *Socialist Review* affirmait : « nous nous concentrons dans la prochaine période sur le recrutement et dirigeons l'essentiel de nos efforts vers la *League of Youth*, intégrant tous les éléments qui acceptent nos positions politiques, même si leur niveau théorique est bas ».

Nous faisons aussi de notre mieux pour ne pas limiter nos activités au Labour Party et à la *League of Youth*. Ian Birchall a écrit très justement que l'intervention dans les syndicats était nécessairement très limitée pour un petit groupe comportant peu de travailleurs industriels. Mais la priorité était toujours donnée aux minces opportunités qui existaient. Les archives des tout premiers mois d'existence du groupe ont gardé trace d'une discussion sur la conférence à venir du syndicat des ouvriers de l'entreprise USDAW, à laquelle un camarade devait être délégué, et de la recommandation selon laquelle un camarade devait soutenir le comité exécutif national du syndicat local de NALGO. Il y avait aussi un travail régulier au Birmingham Trades Council.

En 1959, Geoff Carlsson, membre fondateur du groupe et désormais président des shop stewards de l'usine ENV au nord-ouest de Londres, se porta candidat à la présidence du syndicat des mécaniciens AEU. Le nombre de membres d'AEU dans le groupe pouvait se compter sur les doigts d'une seule main, et il n'y avait pas d'autre intervention que le travail des individus. Mais les candidats avaient le droit de faire circuler une déclaration électorale, que Carlsson utilisa pour proposer une politique nouvelle pour le syndicat. Après avoir critiqué la direction droitière pour son absence de propositions de lutte sur les salaires et les licenciements, il poursuivait en disant : « *Dans les élections des dernières années, les syndiqués ont eu à choisir entre des candidats soutenus par le Labour ou par le Parti Communiste. Le choix n'était pas facile. Bien que la plupart des membres fassent allégeance au Parti travailliste, ils ne peuvent pas accepter la politique menée par l'aile droite des syndicats et du Labour lorsque celle-ci comporte le gel des salaires, la collaboration de classe et les trahisons. Tout en respectant les activités militantes des membres individuels du PC dans les luttes quotidiennes dans l'usine, ils ne peuvent pas ignorer la loyauté extérieure du Parti Communiste envers la Russie, ni oublier les mesures anti-ouvrières prises par ce pays à Berlin-Est, à Poznan, en Hongrie, etc* ».

La réponse à cette position fut montrée par les résultats du vote : Carlsson, sans aucun appareil à sa disposition, obtint 5.615 voix sur un total de 91.400, contre 57.127 pour le droitière Carron et 19.799 pour le membre du PC, Birch.

Quelqu'un qui était tout à fait absent du panthéon des « grands » du marxisme pendant de nombreuses années était Rosa Luxemburg. Le stalinisme n'était pas compatible avec sa conception de l'activité autonome des travailleurs, avec l'unité de l'économie et du politique, et son idée selon laquelle dans la grève de masse se trouve le cœur de la révolution socialiste.

Dans la théorie stalinienne le parti remplace la classe en tant que force active. En fait, pour les marxistes, le parti révolutionnaire ne se substitue pas à la classe. Le parti ne se relie pas aux travailleurs comme le contremaître à ses subordonnés dans l'usine, ou l'officier à ses soldats dans l'armée – en aboyant des ordres. Le rôle du parti révolutionnaire est d'élever l'activité autonome et la confiance des travailleurs. Nous n'imitons pas les institutions capitalistes hiérarchisées ; après tout, l'essence du marxisme est que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Etant isolé, le mouvement trotskyste tomba dans le piège du substitutisme, sous la forme de l'idée que l'activité autonome de masse de la classe ouvrière n'est pas nécessaire et que d'autres groupes ou d'autres forces peuvent s'y substituer. Dans les conditions des années 1950, la forme particulière que prenait le substitutisme était la croyance, commune à toutes les sectes, que si leur position était correcte le problème était résolu.

Pour les intellectuels, les idées ne sont pas une arme pour l'action, elles sont elles-mêmes l'action. C'était l'approche de la New Left qui grandissait en Grande Bretagne à cette époque. Pour la New Left, le concept d'unité de la théorie et de la pratique était le suivant : Marx avait écrit un livre – mais c'était de la théorie. Je lis le livre et je l'interprète – c'est de la pratique. En réalité, les deux restent du domaine de la théorie. La pratique, c'est lorsque la théorie se relie à la lutte des classes.

Pour le reste de l'extrême gauche, le groupe *Socialist Review* était connu comme les « *state caps* ». L'extrême gauche mettait l'accent sur ce qui constituait un point de divergence, sur ce qui les séparait des autres. Notre point de vue était différent. Le capitalisme d'Etat était une théorie importante, mais seulement si elle constituait un point de départ pour une orientation correcte dans la pratique, et non une marque de différence.

Une règle que j'ai toujours suivie est de ne pas lire de littérature sectaire. Je n'ai jamais lu le journal de Healy, pas plus que celui de l'*International Marxist Group*. J'ai rencontré un jour Gerry Healy alors que son journal avait publié une longue série d'articles attaquant notre tendance en général et moi personnellement, et je lui demandai : « Pourquoi passes-tu tant de temps à me critiquer ? Je ne suis pas un officier américain au Vietnam ; je ne suis pas à la tête de la CBI. » En même temps que j'évitais les publications sectaires je lisais avidement toute la presse de gauche, y compris

Tribune, le journal de la gauche travailliste, qui avait une certaine influence dans la gauche en général et dont il était important, par conséquent, de connaître les arguments.

Il était inévitable, dans les conditions des années 50, que le Groupe Socialist Review soit faible et peu influent, mais il pouvait éviter d'adopter les attitudes d'une secte et de verser dans le substitutisme. Pour lutter contre ce danger, j'ai écrit deux choses. L'une fut un résumé de la vie de Rosa Luxemburg, *Rosa Luxemburg* (1959), et l'autre un article sur Trotsky intitulé « *Trotsky on Substitutionism* »⁸.

Sortir *Socialist Review* tous les mois représentait un effort considérable. Comme nos ressources humaines étaient limitées, je devais être un touche-à-tout. J'écrivais à peu près la moitié des articles, faisant usage d'un certain nombre de pseudonymes : les articles sur l'Angleterre étaient signés R. Tennant ; sur la Russie, L. Turov ; sur la France, De Lacroix ; sur l'Espagne et l'Amérique Latine, L. Miguel. Il y avait aussi quelques autres pseudos que j'ai oubliés. Je me souviens d'un incident amusant. En parcourant le journal du POUM, publié à Paris, je vis un article signé L. Miguel, « notre correspondant à Puerto Rico ». L'endroit où je me suis le plus rapproché de ce pays était la salle de lecture du British Museum !

J'étais aussi responsable de la diffusion de *Socialist Review* et j'agissais comme le secrétaire du groupe, sans le titre. Pendant de nombreuses années j'étais aussi le trésorier. Je faisais un rapport annuel, mais pratiquement chaque année les comptes n'étaient pas équilibrés. Soit les dépenses étaient plus importantes que les recettes, ou vice versa. Dans le premier cas, en rédigeant le rapport financier j'ajoutais un poste appelé « revenus divers ». Si les recettes étaient plus importantes que les dépenses, j'ajoutais un « dépenses diverses ». La différence était rarement supérieure à quelques livres, et je ne suis jamais parvenu à m'offrir une Rolls Royce, je ne me suis jamais enlisé dans les falsifications comptables. En plus de ces rôles multiples, Chanie et moi devions souvent nous transformer en psychothérapeutes. Il y avait fréquemment des camarades qui connaissaient des épisodes dépressifs.

En 1960 le Groupe Socialist Review était toujours minuscule, une soixantaine de membres en tout. Sa petite taille l'avait empêché de bénéficier, même de façon limitée, des événements de 1956 – la radicalisation provoquée par l'intervention des conservateurs anglais en Egypte et la cassure dans le Parti Communiste qui avait suivi la Révolution Hongroise.

La Révolution Hongroise

Mon document *La nature de classe de la Russie stalinienne*, écrit en 1947-1948, se termine par ces mots :

La lutte en Russie stalinienne doit inévitablement s'exprimer sous la forme de soulèvements gigantesques et spontanés mettant en mouvement des millions. Jusque là, il semblera à la surface que le volcan est éteint. Jusque là, l'omnipotence de la police secrète rendra impossible à un parti révolutionnaire de pénétrer les masses et d'organiser quelque action systématique que ce soit. La révolution spontanée, en brisant le talon de fer de la bureaucratie stalinienne, ouvrira la voie à la libre activité de tous les partis, tendances et groupes de la classe ouvrière. Ce sera le premier chapitre de la révolution prolétarienne victorieuse. Le chapitre final ne peut être écrit que par les masses, mobilisées de façon autonome, conscientes des buts socialistes et des méthodes pour les réaliser, et conduites par un parti marxiste révolutionnaire⁹.

Huit ans plus tard, en 1956, ce pronostic se trouvait confirmé par la Révolution Hongroise. Le 24 octobre, des grèves de masse éclatèrent dans toute la Hongrie, culminant dans la grève générale. Le 26 octobre des Conseils Ouvriers Révolutionnaires se constituèrent dans tout le pays – dans chaque ville, chaque village, dans les usines et les bureaux de l'administration et des journaux. La dualité du pouvoir s'installa : à côté du gouvernement stalinien officiel, un gouvernement ouvrier révolutionnaire était en place. La dualité de pouvoir, par définition, est instable et ne peut durer longtemps. Un des deux côtés doit gagner. En Russie, la Révolution de Février 1917 créa une dualité de pouvoir : parallèlement au gouvernement bourgeois existait un nouveau pouvoir, celui des soviets. En Octobre, le premier fut éliminé par le second.

Un élément crucial de la victoire d'octobre 1917 était la présence d'un parti révolutionnaire dans les soviets depuis le mois de février. Il est vrai qu'il n'y avait que 40 bolcheviks sur les 1.600 délégués (2,5%) au soviet de Petrograd en février 1917. Après une lutte acharnée, avec Lénine qui armait le parti et le guidait, en septembre les bolcheviks obtinrent la majorité et prirent le contrôle du soviet de Petrograd aussi bien que de celui de Moscou.

Tragiquement, en Hongrie, le résultat de huit années de dictature totalitaire stalinienne était qu'il n'existait pas de parti révolutionnaire. En plus, il n'y avait pas la possibilité en termes de temps de construire un tel parti. Le 11 décembre 1956, 30 jours après la naissance du Conseil Ouvrier du Grand Budapest, tous ses membres furent arrêtés.

Les travailleurs réagirent aux arrestations par une vague de grèves. Le 15 décembre, la peine de mort fut introduite pour l'incitation à la grève. Et cela ne resta pas lettre morte : les dirigeants grévistes furent immédiatement exécutés. La Révolution Hongroise ne se vit pas donner le temps de se développer. La présence de quelque 200.000 soldats russes, avec 3.000 tanks, garantissait la victoire de la contre-révolution.

Pendant la première semaine de la Révolution Hongroise, je ne pouvais pratiquement pas fermer l'œil. Je restais debout toute la nuit, écoutant la radio.

Le pronostic de 1947-48 ainsi confirmé par la Révolution Hongroise, on pouvait supposer que cela amènerait de nombreux membres du Parti Communiste dégoûtés par la boucherie à rejoindre notre camp. Mais cela n'arriva pas. Des 10.000 membres du British Communist Party qui le quittèrent en réaction aux événements de Hongrie, ceux qui rejoignirent notre groupe pouvaient se compter sur les doigts d'une seule main.

Il existait dans le champ politique des forces qui présentaient plus d'attrait pour les staliniens déçus. D'abord, il y avait Isaac Deutscher ; ensuite, il y avait la *Socialist Labour League* dirigée par Gerry Healy.

Isaac Deutscher, membre fondateur de l'organisation trotskyste en Pologne, biographe aussi bien de Staline que de Trotsky, avec sa recherche sérieuse et son style majestueux, séduisait les staliniens dissidents. Par dessus tout, il était moins exigeant que nous ne l'étions sur la rupture totale avec le stalinisme.

Deutscher proclamait que le régime stalinien était destiné à se réformer et à se diriger automatiquement vers le socialisme. Suivant en cela Trotsky, il prétendait que c'était la rareté qui avait causé la montée de la bureaucratie. Par conséquent une augmentation de la production apporterait l'abondance, et avec elle l'égalité :

Avec la croissance des forces productives, qui apporte un soulagement à la rareté des biens de consommation, une réduction de l'inégalité devient possible, désirable, et même nécessaire pour le développement futur de la richesse de la nation et de la civilisation. Un tel soulagement ne doit pas nécessairement se traduire d'abord ou essentiellement par un abaissement du standard de vie de la minorité privilégiée, mais au contraire par l'élévation du niveau de vie de la majorité. Dans une société stagnante, vivant sur un revenu national dont la taille reste stable pendant des années, le niveau de vie des larges masses ne peut être amélioré qu'au dépens des groupes privilégiés, qui forcément résistent à toute tentative dans ce sens. Mais dans une société vivant sur un revenu national croissant rapidement, les groupes privilégiés ne doivent pas nécessairement payer, tout du moins de manière massive, pour permettre une élévation du bien-être des masses laborieuses ; et donc ne sont pas nécessairement portés à s'y opposer.

La minorité privilégiée d'URSS n'a pas d'intérêts absolus – elle peut encore en avoir de relatifs et temporaires – à perpétuer les disparités économiques et les antagonismes sociaux qui étaient inévitables à un niveau très bas du développement économique. Pas plus qu'elle n'a besoin de se cramponner à un régime politique destiné à supprimer et à dissimuler ces antagonismes derrière une façade « monolithique »¹⁰.

La réforme des traits les plus anachroniques du stalinisme ne peut être entreprise que par en haut, par les anciens subordonnés et complices de Staline¹¹.

Quelle pensée mécaniste ! La rareté provoqué la montée de la bureaucratie, une augmentation de la production mènera automatiquement au dépérissement de cette même bureaucratie. Un poisson a des branchies parce qu'il vit dans l'eau ; sortez-le de l'eau, il va développer des poumons, et courir dans tous les sens en aboyant !

Ecrivant après la mort de Staline en 1953, Deutscher concluait que le lieu de toutes les réformes serait le Parti Communiste d'Union Soviétique :

Le processus par lequel la nation peut réapprendre à former et à exprimer ses opinions sera peut-être d'abord lent et difficile. Il ne peut commencer qu'à l'intérieur du Parti Communiste. Le régime continuera à être, par auto-préservation ou par inertie, une système à parti unique pendant de longues années. Cela n'est pas de nature à constituer un important obstacle à une évolution démocratique dès lors que les membres du parti se voient autorisés à parler ouvertement sur tous les sujets politiques. Tous les éléments politisés et actifs de la nation sont de toute manière dans les rangs du Parti Communiste, ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas d'autre parti vers lequel se tourner¹².

D'après Deutscher, Staline était un révolutionnaire. Non seulement il a protégé les réalisations de la révolution, mais il les a approfondis et élargis :

En 1929, cinq ans après la mort de Lénine, la Russie soviétique a accompli sa seconde révolution, qui fut dirigée seulement et exclusivement par Staline. Du point de vue de son impact immédiat sur la vie de quelque 160 millions d'humains, la seconde révolution fut même encore plus novatrice et radicale que la première¹³.

Staline... resta le gardien et l'homme de confiance de la révolution. Il consolida ses gains nationaux et les élargit. Il « construisit le socialisme » ; et même ses adversaires, tout en dénonçant son autocratie, reconnaissaient que la plupart de ses réformes économiques étaient en fait essentielles pour le socialisme¹⁴.

Deutscher s'opposa à tous les soulèvements populaires en Europe de l'Est, de juin 1953 en Allemagne de l'Est à octobre 1956 en Pologne et en Hongrie. Il caractérisa cette dernière comme une contre-révolution essayant « sans le savoir de faire tourner l'horloge à l'envers »¹⁵. Il acclama les chars russes qui écrasaient le soulèvement des travailleurs :

L'Europe de l'Est (la Hongrie, la Pologne et l'Allemagne de l'Est)... se trouvait au bord de la restauration bourgeoise à la fin de l'ère de Staline, et seule la force armée soviétique (ou sa menace) l'arrêta à ce stade¹⁶.

En conclusion, on devait se montrer détaché et passif. Les anciens communistes devaient se « retirer sur la tour de guet » :

regardant avec détachement et intérêt ce chaos mouvant qu'est le monde, observant avec acuité ce qui va en émerger, et l'interprétant *sine ira et studio* (sans colère mais avec attention) ... c'est désormais le seul service honorable que l'ancien communiste peut rendre à une génération chez laquelle l'observation scrupuleuse et l'interprétation honnête sont devenues si tristement rares¹⁷.

Pour des milliers d'anciens staliniens, Deutscher proposait une option très douce. Pour les milliers qui s'éloignaient de la politique active, la proposition de s'asseoir confortablement dans une « tour de guet » servait de justification intellectuelle au renoncement à toute lutte. Je me souviens être allé à des conférences données par Deutscher dans lesquelles il y avait plus de mille personnes. A deux reprises je pris la parole dans la discussion, critiquant la position de Deutscher, mais je ne trouvai aucun écho dans la salle. Mes critiques de Deutscher furent publiées plus tard dans un article d'*International Socialism* intitulé « La fin de la route : la capitulation de Deutscher devant le stalinisme »¹⁸.

Notre petit groupe, qui proposait une approche dure du stalinisme, ne pouvait battre la guimauve de Deutscher. Gerry Healy et la Socialist Labour League étaient plus séduisants pour les anciens staliniens qui désiraient poursuivre une activité publique. Deutscher lui-même était en bien meilleurs termes avec la SLL qu'avec nous. La définition de la Russie comme un Etat ouvrier, même dégénéré, était plus attirante que celle qui l'analysait comme un capitalisme d'Etat. Des centaines de membres du Parti Communiste rejoignirent la SLL. Parmi eux se trouvaient un certain nombre d'intellectuels de premier plan (comme Brian Pearce, John Daniels et Cliff Slaughter) et certains militants ouvriers de renom (parmi lesquels Brian Behan, le populaire ouvrier de la construction, ancien membre du comité central du PC).

La logique formelle ne peut expliquer les raisons de notre insuccès à attirer des gens à nous alors que les événements prouvaient la justesse de nos analyses. La pensée dialectique rend les choses bien plus claires. Notre groupe ne s'est que très peu développé à la suite de la Révolution Hongroise. Quantitativement, l'impact fut minimal, mais qualitativement il fut significatif. Nous devînmes plus offensifs et plus convaincus de la justesse de nos positions. Ce qui s'applique bien évidemment à moi aussi.

Le régime capitaliste d'Etat survécut à la révolution de 1956 en Hongrie. Mais tout en survivant dans toute l'Europe de l'Est et en Russie, il se dessécha sur pied. 1989 n'était pas bien loin.

La campagne pour le désarmement nucléaire et ses suites

A la fin des années 50, de nouvelles possibilités se faisaient jour. Celles-ci émergèrent avec la Campagne pour le Désarmement Nucléaire (CDN), qui appelait à un abandon inconditionnel et unilatéral des armes nucléaires pour toutes les puissances.

Le mouvement grandit rapidement, et à Pâques 1960 et 1961 près de 100.000 personnes prirent part à la marche d'Aldermaston. Beaucoup d'entre eux étaient jeunes, avec une proportion significative de travailleurs. Les groupes CDN fournirent une initiation à la politique à toute une nouvelle génération de jeunes gens. La plupart d'entre eux avaient peu d'expérience du Parti travailliste, même si certains d'entre eux rejoignirent plus tard son mouvement de jeunesse (le Parti Communiste était absent dans les premières années de la campagne, prétendant qu'elle « divisait », mais rejoignit la CDN lors de la marche d'Aldermaston de 1960).

Pour le Groupe *Socialist Review* l'éclosion de ce mouvement nous donnait une chance d'aller au-delà de la routine du travail dans le Labour et les syndicats. Sans abandonner son orientation fondamentale vers la classe ouvrière, *Socialist Review* (désormais un bimensuel) essayait de trouver une audience parmi ceux qui étaient fraîchement radicalisés par la CDN.

Le rejet par *Socialist Review* du capitalisme à l'Est et à l'Ouest – résumé par le slogan « ni Washington ni Moscou mais le socialisme international » - signifiait clairement la condamnation de manière égale des bombes thermonucléaires britanniques, américaines et russes. Cela nous distinguait du Parti Communiste et de certains groupes trotskystes « orthodoxes » - parmi lesquels la SLL de Gerry Healy – qui prétendaient que la possession par la Russie de bombes H (impliquant son utilisation éventuelle contre les travailleurs occidentaux) était en quelque sorte différente. La position de *Socialist Review* était certainement proche des réactions impulsives de la majorité des membres de la CDN, même si la plupart d'entre eux ne disposaient pas d'une analyse claire pour appuyer leurs sentiments. Comme résultat de sa politique et de son activité, le Groupe *Socialist Review* parvint, au début des années 60, à recruter tout un ensemble de cadres nouveaux venant accroître le petit nombre qui avait survécu aux pressions des années 50.

Vers la fin des années 50 et au début des années 60, une ouverture nouvelle se profilait. En février 1960, le *Labour Party* décida de créer un nouveau mouvement national de jeunesse, les *Young Socialists* (YS), cinq ans après la dissolution de la *Labour League of Youth*. Au printemps de 1961, il y avait 726 cellules (« branches ») des YS, et la première conférence nationale comportait plus de 300 délégués.

Même si les membres du Groupe *Socialist Review* militaient à la fois dans la CDN et les YS, ces derniers offraient de plus grandes opportunités. D'abord, à la différence de la CDN, les groupes YS tenaient des réunions hebdomadaires. Ensuite, ils permettaient la discussion de toute une variété de sujets, et pas seulement la bombe. Enfin, leur composition était beaucoup plus ouvrière. Nous pûmes y insister sur l'importance extrême de la grève des apprentis de 1960, dont le centre essentiel était Glasgow.

Le thème de discussion dominant dans les YS était la bombe atomique. On y trouvait trois positions : la droite, à la suite du dirigeant du Parti travailliste Hugh Gaitskill, qui soutenait la bombe des puissances occidentales, les partisans de Gerry Healy, qui proclamaient que la bombe russe était une bombe ouvrière, et les militants de *Socialist Review*, qui dénonçaient toutes les bombes. Nous disions que, n'étant pas pacifistes, nous n'étions pas adversaires de toutes les armes. Cela dit, la bombe H était profondément réactionnaire. Un fusil entre les mains des troupes britanniques opprimant une nation colonisée est réactionnaire. Le même fusil entre les mains de rebelles coloniaux est une arme progressive. Hélas, la bombe H ne fait pas la différence entre les deux camps. Elle les annihilera tous deux. Je me souviens que je citais un chant de l'Aviation Rouge russe des années 30, qui disait : « En même temps que nous bombardons vos patrons, nous vous distribuons des tracts ». Et j'ajoutais : « Le tract doit être court, parce que vous aurez seulement quatre minutes pour le lire ». Il ne peut pas plus y avoir de bombe progressive qu'il ne peut y avoir de racisme progressif, la bombe ne faisant aucune différence entre capitalistes et ouvriers, riches et pauvres. *Young Guard*,

notre journal de jeunesse, portait une énorme « une » : « Pas de bombes, pas de patrons ». Un autre titre dont je me souviens concernait un article soutenant la bombe russe : « La bombe ouvrière pour vous et moi ».

La question du désarmement nucléaire fut un point de départ pour le développement de nombreux jeunes. Leur intérêt n'était pas confiné à ce thème, et la relation entre la bombe et le capitalisme les intéressait. Le rapport entre l'industrie de guerre et l'industrie civile, le fait que, selon les mots de Marx, « *l'industrie du massacre fait partie de l'industrie* », les fascinait. Les forces productives déterminent les forces de destruction. Sous la féodalité, le serf utilisait un cheval et une charrue de bois, et le seigneur avait un cheval, peut-être meilleur que celui du serf, et une lance de bois. Les armées, fortes de millions d'hommes, de la Première Guerre mondiale, ne pouvaient exister sans les millions d'ouvriers mobilisés dans l'industrie des munitions.

La première fois que j'eus un contact sérieux avec un membre du Labour Party fut en 1958, lorsque je rencontrai Roger Cox, qui avait alors 18 ans. Il était le fils d'un cheminot que son père amenait, quand il était enfant, dans les réunions syndicales. Il était à l'époque apprenti mécanicien, et membre des YS de Shoreditch. Tous les dimanches, il venait chez nous, nous dinions ensemble et passions de longues heures à discuter. Je lui donnais un cours pendant une demi-heure, ou une heure, sur le marxisme, l'économie, le matérialisme historique, etc. C'était une joie de le voir se développer. Il m'apprenait beaucoup de choses sur les conditions de travail, les méandres du fonctionnement du syndicat des mécaniciens, les pensées et les sentiments des jeunes travailleurs, et ainsi de suite. Dans ce microcosme, je me représentais dans son ensemble le monde des jeunes travailleurs. Plus récemment, j'ai demandé à Roger ce qui l'avait motivé à venir à mes cours de marxisme. Il me répondit que c'était le soulèvement ouvrier en Allemagne de l'Est en 1953, et la Révolution Hongroise de 1956.

A part Roger, on retrouvait six ou sept membres des YS de Shoreditch assis tous les dimanches dans la petite chambre que nous occupions, écoutant mes cours de marxisme. J'étais aussi invité à parler dans les réunions de groupe que les YS de Shoreditch tenaient dans les locaux du Parti travailliste.

Je rencontrai un autre groupe de jeunesse du Labour deux ans après, en 1960, à Newcastle. Un samedi sur deux, je venais animer une session de formation. Je leur donnais une série de conférences qui traitaient systématiquement du marxisme : la dialectique, le matérialisme historique, l'économie marxiste - de la théorie de la valeur-travail au déclin du taux de profit en passant par la crise capitaliste, le capitalisme monopoliste et l'impérialisme, l'Etat et la révolution, le capitalisme d'Etat et la théorie de l'économie permanente d'armement. Tous les participants recevaient une brochure ronéotée contenant un résumé de chaque conférence. Nous prenions assurément les choses très au sérieux. La même brochure était ensuite utilisée plus largement dans les réunions de formation que nous organisions partout pour la jeunesse. Il est intéressant de noter que, 40 ans plus tard, tous ceux que j'ai interrogés au cours de ma recherche pour le présent ouvrage se souviennent avec plaisir de la formation sur les idées de base, telles que le capitalisme d'Etat et l'économie permanente d'armement, qu'ils ou elles ont reçu à l'époque.

A Newcastle il y avait à peu près quinze camarades dans la salle, tous des jeunes à l'exception de Terry Rodgers, un militant dirigeant de l'usine de mécanique CA Parsons, qui avait la quarantaine. Très rapidement, cinq d'entre eux rejoignirent notre groupe : Terry, John Charlton, Jim Nichol, Jim Hutchinson et un cinquième dont j'ai oublié le nom. De ces cinq, quatre sont toujours parmi nous.

En préparant ce livre, j'ai eu un rendez-vous avec Jim Nichol et nous avons échangé des souvenirs. Il m'a rappelé qu'il avait quinze ans à l'époque. Deux questions l'ont essentiellement motivé à assister aux réunions : le capitalisme d'Etat et l'économie permanente d'armement, d'abord à cause de la Révolution Hongroise (comme Roger Cox), parce qu'il voulait comprendre comment et pourquoi la Révolution Russe avait été suivie par la victoire de Staline. Il s'intéressait aussi à la théorie de l'économie permanente d'armement parce qu'il voulait comprendre pourquoi et comment le capitalisme occidental avait pu traverser une longue période de prospérité amenant le plein emploi, de hauts salaires, des services sociaux, etc.

Il m'a rappelé une chose qui s'était passée pendant mon intervention sur le capitalisme d'Etat. Je donnais des chiffres sur le mouvement stakhanoviste en Russie, où Stakhanov, le mineur modèle, avait extrait une quantité massive de charbon en un seul service, fournissant un critère que les autres mineurs devaient imiter. J'expliquais comment Stakhanov accomplissait ces prouesses. Un groupe de mineurs spécialement sélectionnés préparaient une veine très épaisse avec un bon outillage prêts pour le travail de Stakhanov. Le train de wagonnets était en ordre parfait, et tout le reste impeccable et prêt à l'usage. Stakhanov faisait alors son entrée, accompagné par la presse et les photographes. Jim était stupéfié par les chiffres de la production de Stakhanov que je donnais. Il avait autrefois travaillé pour le National Coal Board, dans un bureau administrant deux puits voisins. Il venait d'une famille de mineurs ; son père et son oncle étaient mineurs. Je calmai les doutes de Jim sur les chiffres d'extraction en prenant un livre et en lui montrant noir sur blanc qu'ils étaient authentiques. Il fut convaincu, mais plus tard il devait me dire : « Je ne savais pas que c'était toi l'auteur du livre que tu citais. Si je l'avais su, mes doutes auraient persisté ».

J'allais à Newcastle tous les quinze jours, et cela continua pendant des mois. Je fus mis en contact avec des *Young Socialists* de Glasgow. Au cours de l'hiver 1961 je fus invité à une session de formation organisée par les YS de Gorbals. Le sujet était « l'Union soviétique ».

Il devait y avoir entre 40 et 50 personnes dans la salle. Les jeunes étaient essentiellement issus de la classe ouvrière, beaucoup d'entre eux apprentis mécaniciens. Peu de temps auparavant, ils avaient été engagés dans une très importante grève des apprentis couvrant toute la région de Glasgow ainsi que Newcastle. Parmi les présents se trouvait Gus MacDonald, un apprenti des chantiers navals qui avait joué un rôle dirigeant dans la grève. Je dois admettre qu'il

n'était pas seulement un dirigeant gréviste mais aussi un leader parmi les jeunes, et fut l'un des quatre qui nous représentèrent au Comité National des *Young Socialists*. Il fait aujourd'hui partie de la Chambre des Lords.

Je commençai par ces mots : « Je ne peux pas parler de l'Union soviétique parce qu'en Russie il n'y a pas de soviets – ils ont été liquidés par Staline – et le pays n'est pas une union mais un empire. Les quatre lettres URSS représentent quatre mensonges : ce n'est pas une union, il n'y a pas de républiques, et elle n'est pas socialiste. »

Mon meeting à Glasgow fut suivi quelques semaines plus tard par une visite surprise d'apprentis de cette ville à mon domicile londonien. En quelques semaines, 42 apprentis glaswegians nous avaient rendu visite. Ils enlevaient leurs chaussures pour dormir par terre – l'atmosphère était lourde d'odeurs. Pendant une période, 18 restaient pour le petit déjeuner. Nous avions beaucoup de difficultés à comprendre ce qu'ils disaient avec leur accent écossais populaire, en particulier leurs constantes plaisanteries, qui devaient être tellement répétées qu'il n'y avait plus de plaisanterie. Ils furent graduellement intégrés au marché du travail et trouvèrent à se loger.

J'étais très sérieux dans mes rapports avec nos contacts. Je considérais chacun d'entre eux comme d'une valeur inestimable. Pour illustrer ceci, je vais raconter une triste histoire. Nous reçûmes un jour une lettre de Glasgow, d'un homme qui avait lu *Socialist Review* et qui était intéressé par notre groupe. Je décidai de lui rendre visite, mais trop pauvre pour payer un billet de train, je demandai à un camarade de me transporter à l'arrière de sa moto. Après un long et inconfortable voyage, nous arrivâmes à Glasgow et rencontrâmes notre homme. C'était un ouvrier septuagénaire, très impressionnant. Nous eûmes une excellente discussion. Mais nous n'entendîmes plus parler de lui – il mourut quelques jours après notre visite.

J'étais prêt à traverser le pays en long et en large pour parler et recruter des contacts. Ces événements ne se déroulaient pas nécessairement sans problèmes et avec efficacité. Par exemple, je fus invité à Liverpool par Peter Sedgwick, un excellent camarade de longue date. Je fis le voyage, rencontrai Peter au pub et nous attendîmes. Personne ne vint. Après une longue attente, je demandai à voir le tract annonçant la réunion. Un excellent tract. Il n'avait qu'un défaut : il n'indiquait pas la date de la réunion.

La réunion fut renouvelée. Je voyageai, rencontrai Peter au pub et nous attendîmes. Personne. Je demandai à voir le tract, qui était excellent, la date correcte. Un défaut cependant : il n'indiquait pas le lieu de la réunion.

Je me rendis un jour à Northampton pour parler. La salle municipale, d'une capacité de 1500 places, avait été retenue. Sur la plate-forme se trouvaient les trois orateurs, dont moi-même, et le président de séance. En dessous se trouvait le public, très exactement au nombre de sept !

Je parlai un jour à York devant trente personnes. Le président était plus qu'amical. Il me présenta et annonça au public le thème de mon intervention – pendant cinq minutes, dix minutes, 15, 25, 40 minutes (malgré des notes répétées l'enjoignant à finir). Le public commença à quitter la salle. Quand j'eus enfin la parole, il me restait dix minutes, et dix personnes devant moi.

Visiter les contacts était une entreprise parfois comique. Nous reçûmes une lettre de quelqu'un qui avait lu *Socialist Review* et qui était intéressé. Nous décidâmes de lui rendre visite. Il était sept ou huit heures du matin quand nous frappâmes à la porte. Une femme ouvrit la porte et nous demandâmes à voir la personne. « Il est au lit, nous dit-elle, et il dort ». Nous demandâmes s'il travaillait en équipe de nuit, à quoi elle répondit : « Non, il a dix ans, et il était fatigué ».

Les camarades qui lisent ces histoires sur notre attitude envers les contacts, le fait que nous étions prêts à consacrer patiemment du temps et des efforts avec eux, peuvent y apprendre quelque chose. Lorsque Lénine disait : « *Il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire* », il voulait dire que le marxisme devait pris au sérieux – les réunions de formation sont réellement très importantes. Lorsque Trotsky s'appropriait la formule de Marx « *l'accumulation primitive du capital* » pour la transformer en « *accumulation primitive de cadres* », il voulait dire qu'il fallait considérer tous les contacts avec le plus grand sérieux..

Une autre chose. Il est extrêmement important que la personne qui enseigne le marxisme n'oublie jamais que par dessus tout elle doit élever le niveau de confiance des élèves. C'est très différent du leadership dans une organisation réformiste. Même si nous mettons de côté les carriéristes purs et simples (qui sont nombreux), même les meilleurs cherchent à représenter personnellement la base, à s'approprier la force et l'initiative des autres. Le révolutionnaire voit le progrès de manière inverse, comme basé sur l'activité autonome de la classe ouvrière, car elle est la clé de la confiance en soi.

Il aurait pu y avoir là un problème. En même temps que c'était une grande joie que de rencontrer les membres des Ys, la différence d'âge entre eux, teenagers, et moi quadragénaire était plus importante, psychologiquement, qu'aujourd'hui lorsque, à 82 ans, je parle à des camarades quadra ou quinquagénaires. Le danger de les prendre de haut, de façon paternaliste, était présent. Je savais que c'était le pire crime, qui pouvait miner la confiance de ces jeunes.

Quelques expériences en dehors des YS m'ont été d'un grand secours. Je me souviens d'une discussion avec ma fille Elana quand elle avait quatre ou cinq ans. Je ne me rappelle pas le sujet, mais je me souviens qu'elle m'asséna, après quelques minutes d'échanges : « Tu dois avoir raison, puisque tu es plus vieux et plus intelligent que moi ». Ma réponse fut : « Si je suis plus intelligent que toi et que tu sois plus intelligente que ton enfant, les gens vont devenir de plus en plus stupides ». Mais je ne sortais pas toujours vainqueur de mes discussions avec mes enfants. Je me souviens un jour, Elana avait cinq ans, elle me demanda : « Est-ce que tu crois que Dieu existe ? » Je lui répondis : « Je ne pense

* Soit dit en passant, le dirigeant le plus efficace de la grève des apprentis était Alex Ferguson, aujourd'hui dirigeant du club de football Manchester United. Non seulement il put faire cesser le travail aux apprentis, mais il mit en grève toute l'usine, Remington Rand, ce qui encouragea la grève dans d'autres endroits. Quoi qu'il en soit, Alex Ferguson faisait partie des gens qui venaient aux réunions où je parlais.

pas qu'il existe ». « Pourquoi ? » Je répondis : « S'il existe, comment peut-il nous voir sans que nous le voyions ? » Elle me donna le coup de grâce : « On voit les gens à la télévision, mais ils ne peuvent pas nous voir ». Pas de réponse.

Quelques années plus tard, dans une réunion où je parlais à des travailleurs punjabi à Birmingham, j'eus l'occasion d'apprendre encore. Au début de la réunion, l'un d'eux déclara : « Je dois m'excuser auprès de vous pour la mauvaise qualité de notre anglais ». Je lui répondis immédiatement : « Vous n'avez pas à vous excuser auprès de moi. C'est moi qui dois m'excuser. Vous connaissez un peu d'anglais. Je ne connais pas un mot de punjabi ». Après cela, nous pouvions nous regarder dans les yeux en égaux.

Une autre anecdote. Je parlais dans un meeting bien rempli à Manchester. A la fin de mon intervention, la première personne à prendre la parole de la salle était une femme de la classe ouvrière, d'âge mûr. Elle commença en disant : « Tony Cliff m'a beaucoup déçue ». Cela me déprima. Puis elle ajouta : « Je croyais qu'il était jeune, grand et beau ». Cela ne me dérangeait pas, je n'ai jamais eu d'illusions sur mon apparence. Puis elle termina par ces mots, qui me rendirent vraiment heureux : « Pendant qu'il parlait, j'avais l'impression de mesurer trois mètres ». J'aurais été très perturbé si elle avait dit : « J'avais l'impression que Tony Cliff mesurait trois mètres ». Cela aurait voulu dire que je l'avais fait se sentir petite.

Les membres des YS apprenaient de moi, mais j'apprenais aussi énormément d'eux. J'avais avec quelques militants des relations chaleureuses. Le parti révolutionnaire doit diriger la classe ouvrière en se basant sur l'expérience du passé. Ainsi le parti enseigne aux travailleurs, mais lorsque cette simple question se pose : « qui enseigne à l'enseignant ? », il est extrêmement important de comprendre que la classe ouvrière a beaucoup de choses à nous apprendre. Toutes les grandes idées viennent des travailleurs eux-mêmes.

Un autre exemple peut être trouvé chez Marx. Si vous lisez le *Manifeste Communiste* de 1848, il y parle du besoin d'un gouvernement des travailleurs, la dictature du prolétariat. Plus tard, en 1871, il écrit que les travailleurs ne peuvent pas utiliser la vieille machine étatique, ils doivent la briser – la vieille armée permanente, la bureaucratie et la police – et établir une nouvelle espèce d'Etat, un Etat sans armée permanente ni bureaucratie, dans lequel tous les fonctionnaires sont élus et révocables, et où ils ne touchent pas de salaire supérieur à celui d'un travailleur moyen. At-il trouvé tout cela en travaillant du matin au soir à la bibliothèque du British Museum ? Pas du tout. Ce qui s'était passé, c'est que les ouvriers de Paris avaient pris le pouvoir – la Commune de Paris – et qu'ils avaient fait exactement cela. C'est d'eux que Marx l'avait appris.

Les staliniens racontent que c'est Lénine qui a inventé les soviets. Si on en croit la littérature stalinienne Lénine a tout inventé. Ils avaient un concept hiérarchique religieux. La correspondance de Lénine montre que lorsque les travailleurs ont formé le premier soviet à Pétrograd en 1905 il demandait, quatre jours plus tard : « A quoi diable cela peut-il bien servir ? » Dans la lutte, les travailleurs avaient besoin d'une nouvelle forme d'organisation. Ils ont appris, à la dure, que s'ils avaient un comité de grève dans une usine cela ne marchait pas dans une période de révolution. On a besoin d'un comité de grève qui couvre toutes les usines. Et c'est cela qu'était le soviet : des délégués de toutes les usines se réunissant pour diriger le spectacle. Ils l'avaient fait. Lénine les suivit. Le parti a toujours à apprendre de la classe, toujours.

Le lecteur a dû remarquer que jusqu'à maintenant, lorsque je fais référence à nos activités autour de la jeunesse du *Labour Party*, j'utilise le pronom « je » et non « nous ». Ce n'est pas un accident, et ce n'est pas parce que j'ai la grosse tête. Je décris la situation telle qu'elle était. Pendant peut-être six mois j'étais le seul membre du Groupe Socialist Review impliqué dans les jeunes travaillistes. Pour donner une direction, il faut créer des faits. L'action et la discussion doivent aller de pair. Il ne sert à rien de dire : « Les camarades devraient faire ceci ou cela », sans montrer une expérience à l'appui de la suggestion. S'il y a dix personnes dans un groupe, un ou deux seront prêts à tenter d'expérimenter des choses nouvelles ; un ou deux seront si conservateurs que même une expérience positive ne les convaincra pas, tandis que la majorité va vaciller entre les deux extrêmes et apprendre de l'expérience. La clé, c'est d'être avec les un ou deux prêts à expérimenter, de trouver de nouvelles façons de faire avancer les choses, et si ça marche, de gagner la majorité à la nouvelle orientation.

Lorsque j'en vins à la conclusion que le groupe de jeunes relié à nous, aussi petit fût-il, avait besoin de son propre journal, *Socialist Review* ne leur convenant pas et ne pouvant servir à les organiser, l'idée de Rebel était née. Les membres du Groupe Socialist Review allaient être très réticents à entreprendre cette aventure : après tout, nous n'étions que 60, et ceci au bout de dix ans d'existence ! Alors je convainquis Chanie d'acheter une petite machine à imprimer manuelle Adana. Nous composâmes le texte du premier numéro de *Rebel* lettre par lettre. Cela prenait des heures et il y avait urgence dans la mesure où on avait besoin de *Rebel* pour une manifestation prochaine. Il fallait mettre une feuille à la fois dans la machine. Je me souviens du papier bleu, et aussi de la torture que représentait le travail. Chaque feuille devait être posée sur le sol, ou sur un meuble, séparée des autres pour laisser sécher l'encre, parce que nous n'arrivions pas à régler convenablement l'encrage. Pour l'autre côté des quatre pages du journal nous devions recommencer l'opération.

Je raconte cela parce que tout au long de mon activité politique j'ai dû utiliser la même méthode : oser agir. L'action et la discussion doivent aller de pair. Un exemple : Jim Nichol m'a rappelé que durant la grève des mineurs de 1972, lui et moi et deux autres membres du Comité Administratif décidâmes de salarier 15 permanents pour la région minière du Yorkshire (parmi lesquels Sheila McGregor et Bill Message). Aujourd'hui, Chris Bamberg se comporte fondamentalement dans le SWP de la manière qui était la mienne – créer des faits en priorité.

Il faut éviter d'être pris dans une niche ; chaque camarade doit remplir n'importe laquelle des tâches nécessaires. Il n'y a pas, dans une organisation révolutionnaire, place pour une attitude hiérarchique. Il me paraissait normal de me consacrer à de nombreuses activités manuelles, comme l'impression sur la machine Adana. Ou encore, notre mensuel avait six pages, imprimées commercialement. Pour économiser de l'argent – il devait s'agir d'une livre par mois – avec d'autres camarades nous faisions la plume des pages. Je n'ai jamais compris pourquoi on ne pouvait pas parler aux

jeunes, aux mineurs, aux mécaniciens, aux ouvriers du bâtiment, de n'importe quel sujet sous le soleil, du matérialisme historique au paiement à la tâche dans l'industrie, de la Révolution Russe à l'histoire du Parti travailliste britannique.

Notre expérience avec les YS a eu une grande signification dans notre développement. Avant notre intervention dans les YS nos rangs ne croissaient que très lentement : de 33 en 1950 à 60 en 1960. En 1964, nous étions 200, un succès modeste mais notable. L'expérience du Groupe Socialist Review dans les YS produisit une avancée qualitative. Et ce qui est plus important, les nouvelles recrues jouèrent un rôle important dans ce qui était un mouvement de masse. Ils apprirent à intervenir dans le mouvement de masse.

Quand le Labour vint aux affaires en 1964 et que Wilson soutint l'intervention américaine au Vietnam, les YS déclinèrent. Nous ne faisons pas un fétiche de notre carte du Parti travailliste, et nous ne fîmes alors pas un fétiche de la déchirer. Nous étions entrés au départ dans le Labour parce que la taille infime du Groupe *Socialist Review* ne nous permettait pas d'avoir des initiatives indépendantes hors de ce parti. Désormais, nous avions grandi, il n'y avait aucun besoin de rester.

En décembre 1962, le Groupe *Socialist Review* devint le Groupe *International Socialism*.

¹ K Marx, *Thèses sur Feuerbach*, in K Marx et F Engels, *L'idéologie allemande*, Ed. Soc. (Paris, 1970), p142.

² *British Industry Week*, 3 octobre 1967.

³ Une très bonne histoire de notre groupe a été écrite par Ian Birchall et appelée *The Smallest Mass Party in the World*. Le titre est une citation de moi datant des années 70 en référence au groupe. Elle est composée de trois articles, deux écrits en 1975 et publiés dans *International Socialism* 1:76 et 1:77 la même année. Le troisième, où l'histoire va jusqu'en 1979, a été écrit en 1981. Dans l'introduction de la brochure, Birchall commentait : « les lecteurs pourront... remarquer certaines différences de style et de perspective entre les deux premiers articles et le troisième ». Il avait raison. Les deux premiers avaient connu une longue période de gestation, avec une réflexion sur les événements des années après qu'ils se soient produits, alors que le troisième n'avait pas cet avantage et souffrait ainsi, je pense, d'impressionnisme.

⁴ I Birchall, *op cit*, p5.

⁵ *Ibid.*, p.6.

⁶ V I Lénine, *Oeuvres complètes*, vol 5 (Moscou, 1965), pp19-20.

⁷ K Marx et F Engels, *Le manifeste communiste*.

⁸ *International Socialism*, Automne 1960.

⁹ T Cliff, *State Capitalism in Russia* (Londres, 1988), p276.

¹⁰ I Deutscher, *Heretics and Renegades* (Londres, 1955), pp204-205.

¹¹ I Deutscher, *The Prophet Outcast* (Londres, 1963), p419.

¹² I Deutscher, *Russia After Stalin* (Londres, 1953), p173.

¹³ I Deutscher, *Stalin* (Oxford, 1949), p294.

¹⁴ *Ibid*, pp. 360-361.

¹⁵ *Universities and Left Review*, vol 1, no 1, p10.

¹⁶ I Deutscher, *The Prophet Unarmed* (Oxford, 1959), p462.

¹⁷ I Deutscher, *Heretics and Renegades*, *op cit*, p20.

¹⁸ Repris in T Cliff, *Neither Washington Nor Moscow*, *op cit*, pp166-191.

IV : Le tournant vers l'industrie, les étudiants, et la création de *Socialist Worker*

Même si le mouvement de jeunesse était au centre de l'arène pendant cette période, les *International Socialists* (IS) ne relâchèrent jamais leur intérêt pour la lutte industrielle. IS recrutait davantage de travailleurs, même s'ils rejoignaient en tant qu'individus sur la base de la politique générale plutôt que dans le cadre d'une stratégie industrielle. En tout état de cause, la plupart d'entre eux étaient trop jeunes pour avoir une influence décisive sur leur lieu de travail. Mais ils fournirent la base d'un nouveau cadre industriel pour l'avenir.

L'orientation industrielle était aussi encouragée par le lancement en 1961 d'un nouveau journal, *Industrial Worker*, rapidement rebaptisé *Labour Worker*, qui était destiné à se tourner davantage vers l'agitation, vers les luttes industrielles en cours, que ne l'avait été *Socialist Review*.

Il était clair pour nous qu'avec l'arrivée au pouvoir du Labour sous la direction d'Harold Wilson, une offensive contre les travailleurs et les syndicats allait se produire. La Grande Bretagne perdait du terrain sur ses concurrents. Pendant que la production industrielle britannique croissait de 40% entre 1951 et 1962, celle de la France doublait, celles de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Italie augmentaient de deux fois et demi, et celle du Japon quadruplait. Les exportations anglaises augmentaient de 29%, celles de la France de 86%, l'Allemagne 247%, l'Italie 259% et le Japon 378%. Le revenu national britannique tomba au-dessous de celui de l'Allemagne et de la France¹.

En 1963, Harold Wilson proposa une vision d'un capitalisme moderne renaissant grâce à un patronat dynamique. Il promit une planification économique basée non plus, comme c'était la tradition dans le mouvement travailliste, sur la nationalisation de l'industrie, mais sur une politique nationale des revenus, c'est-à-dire l'imposition du contrôle des salaires. Immédiatement après sa victoire, Wilson introduisit un blocage des salaires de six mois, qui devait être suivi d'une autre période de six mois de « restrictions sévères ».

Harold Lever, l'expert économique des parlementaires travaillistes, plaidait pour la confiance des milieux d'affaires : « *Clause 4 ou pas, la direction travailliste... sait aussi bien que tout homme d'affaires qu'un moteur qui fonctionne au profit ne peut tourner plus vite sans un apport de carburant... (Les profits, donc) devront, sur une longue période, croître de façon significative... Pour leur part, les hommes d'affaires devraient montrer moins de sensibilité et plus de bon sens. Il est temps qu'ils réalisent qu'un slogan politique sonore est souvent utilisé pour satisfaire les irréductibles ou comme un anesthésique pendant qu'une chirurgie doctrinale est en cours* »².

La politique des revenus travailliste fut présentée comme plus juste pour les pauvres, mais c'était totalement faux. La preuve en est que l'hebdomadaire conservateur *The Economist* soutint un Parti travailliste « *soucieux des profits* » lors de l'élection de 1964³. L'économiste tory Sam Brittan recommandait aussi le vote travailliste parce que « *paradoxalement, l'un des arguments les plus forts en faveur d'un gouvernement travailliste est que, sous des couches de velours, il est sans doute mieux préparé à faire face à une épreuve de force dans ses rapports avec les syndicats* »⁴.

Pour que la politique des revenus soit efficace, Wilson devait affaiblir les syndicats. Dès 1963, un tract fabien expliquait : « *L'acceptation d'une politique des revenus a également des implications en ce qui concerne le droit de grève. Il est clair que pour pouvoir fonctionner, une telle politique ne peut avoir suspendue au-dessus d'elle la menace d'une grève de la part d'un syndicat mécontent* »⁵. Deux ans plus tard, *The Economist* disait la même chose : « *Le prix d'une politique des revenus sûre en Grande Bretagne sera un consentement à s'opposer aux grèves* »⁶, ajoutant plus tard, « *très clairement, les briseurs de grèves doivent à nouveau devenir respectables* »⁷.

Par dessus tout, Wilson désirait affaiblir le pouvoir des délégués d'entreprise (*shop stewards*). Ils étaient les principaux instigateurs des hausses de salaires et reflétaient la force et la confiance d'une classe ouvrière qui avait connu des conditions de boom économique et de plein emploi pendant deux décennies. Quelques exemples émanant de nos camarades illustreront ce point.

Un jour le massicot de notre imprimerie se cassa. Nous avions besoin d'une nouvelle pièce pour le réparer. Roger Cox accepta de la fabriquer. Il travaillait à l'époque à CAV, une usine d'accessoires automobiles. Il n'était pas très rapide et cela lui prit des jours pour produire la pièce nécessaire, mais un jour elle arriva. Je lui demandai comment il faisait. Le contremaître ne vérifiait-il pas tout ce qui se passait ? La réponse de Roger fut que le contremaître savait peut-être qu'il faisait de la « perruque », mais qu'il n'aurait pas osé faire de commentaires.

Geoff Carlsson, comme je l'ai dit, était le président des délégués de ENV, les ateliers mécaniques du nord de Londres. Un nouveau dirigeant fut nommé. Il convoqua une réunion des délégués dans son bureau et leur expliqua que désormais, « nous sommes une famille heureuse ». Un moment plus tard il alla aux toilettes. A son retour, il trouva Geoff assis à sa place, les pieds sur le bureau. Il était furieux. Geoff répondit : « Mais vous venez de dire que nous étions une famille heureuse. A la maison je fais toujours cela ». Et il ajouta, en guise d'avertissement : « Je me suis débarrassé de plus de directeurs que je n'ai fait de repas chauds ». C'était le genre de pouvoir que les travailleurs ordinaires ressentaient dans les conditions de prospérité des années 50 et du début des années 60.

Pendant des années les accords nationaux entre les syndicats et les employeurs se bornaient à fixer le minimum salarial. A cela s'ajoutaient les suppléments – l'augmentation du revenu par les négociations d'entreprise sur les primes de productivité et autres bonus divers. Les accords obtenus par des délégués puissants servaient de norme pour d'autres travailleurs à l'intérieur et à l'extérieur de la branche d'industrie⁸. Il était clair que la politique des revenus devait affaiblir les syndicats dans les négociations nationales et les délégués dans les négociations d'entreprise. Et c'est exactement ce que Barbara Castle, la secrétaire à l'emploi du gouvernement Wilson, essaya de faire avec son livre blanc « Dans un lieu de conflit », sorti le 17 janvier 1969.

Une telle offensive générale du gouvernement et des employeurs, disions-nous, rencontrera une résistance générale des travailleurs. Jusque là, la physionomie des grèves était celle de mouvements atomisés concernant une usine ou même un atelier de cette usine, conduits par une poignée de délégués, ou même juste un seul. Désormais, les choses allaient changer. Cela devait prendre du temps et serait plus lent sous Wilson que sous Heath (1970-74). Malgré tout, la tendance était déjà visible. Comme Colin Barker et moi-même l'écrivîmes :

La première tâche essentielle qui incombe à tout travailleur est de s'assurer que ses propres organisations immédiates sont en état de combattre ; que chaque usine et lieu de travail a un comité de délégués commun (incluant tous les délégués indépendamment de leur appartenance syndicale et couvrant aussi bien les cols blancs que les OS) ; que chaque société composée de différentes usines est couverte par des comités combinés de délégués pour coordonner les activités et éviter des manœuvres de division de la part des employeurs. Plus généralement, la base doit trouver des formes d'organisation – comités de base de zone, etc.- qui peuvent remplir les tâches ordinairement du ressort des directions syndicales. Seules les nouvelles organisations doivent être basées dans les usines plutôt que sur les lieux de résidence géographiques.

La plupart de ces tendances sont au stade embryonnaire, mais les menaces contre les délégués sont maintenant si précises que l'exécution de ces tâches de base doit être accélérée et réalisée dans un laps de temps assez court, créant les conditions de la formation d'un mouvement national des délégués – une idée qui, depuis la Première Guerre mondiale, n'a existé que dans les esprits de ceux que Harold Wilson appelle «les casseurs » et que nous voyons comme les constructeurs potentiels du plus puissant mouvement socialiste dans l'histoire de la Grande Bretagne⁹.

Des paroles, nous passâmes aux actes. Un chemin d'accès aux syndicalistes m'était offert par le NCLC (*National Council of Labour Colleges*), une organisation de formation au service des trade unions. J'étais formateur bénévole, et fus invité dans différentes sections du syndicat pour parler sur une variété de sujets qui intéressaient les membres. Les conférences les plus utiles portaient sur la politique des revenus, la législation syndicale, le rôle de la bureaucratie syndicale, etc.

Cela dit, notre lien avec ENV était beaucoup plus important. J'étais invité à parler aux délégués dans ce lieu de travail très bien organisé, qui non seulement bénéficiait de salaires supérieurs au niveau du district mais qui avait la réputation d'agir en solidarité avec d'autres travailleurs en lutte. Les délégués prenaient du temps en dehors de leurs heures de travail, une paire d'heures, pour venir m'écouter. Comme je l'ai déjà dit, un de nos membres, Geoff Carlsson, appartenait à l'usine.

Le comité des délégués était dominé par des membres du Parti Communiste. Comme les divergences politiques entre Geoff et les autres étaient bien établies, il n'y avait pratiquement pas de discussion politique entre les deux côtés : « Nous connaissons les arguments, alors pourquoi les répéter ? » De telle sorte que Geoff était isolé politiquement parmi les délégués. Et là, une opportunité se présenta. Les délégués voulaient que je leur explique comment lire un bilan de société. Ayant travaillé en Palestine dans un institut de recherche économique, j'avais de bonnes connaissances sur le sujet. Au lieu de parler de généralités, je décidai de prendre le bilan d'ENV et de l'analyser. Finalement, je prétendis que les profits de la société étaient beaucoup plus importants qu'elle ne le prétendait. Le comité d'usine produisit un tract dans ce sens. La direction réagit en publiant une réponse qui fut placée sur le panneau d'affichage de l'usine. Puis j'écrivis un long article sur le même sujet, qui fut imprimé comme une brochure. Je finissais par un défi lancé par les délégués à la direction, les invitant à la cantine pour un débat sur le sujet en présence de tous les travailleurs et des directeurs. Chaque côté avait le droit de se faire accompagner de ses propres experts. Evidemment, la direction refusa.

Après cet incident, je commençai à venir à l'usine toutes les semaines pour rencontrer certains des délégués et discuter avec eux de différents sujets. Finalement, nous construisîmes un groupe de douze membres à ENV. C'est sur cette base que la cellule IS d'ENV eut la possibilité de prendre une importante initiative. Le *convenor*, Geoff Mitchell, fut impliqué dans un litige légal, et à la suite de l'action organisée pour le soutenir les délégués d'ENV décidèrent de lancer Le Comité de Défense des Délégués Industriels de Londres. La réunion se tint le 16 janvier 1966 et attira environ 200 personnes, les trois quarts d'entre eux ouvriers industriels, de 23 syndicats différents.

Les orateurs comportaient deux membres IS d'ENV, Geoff Mitchell et Geoff Carlsson, et un autre militant d'IS, Jim Higgins, de la POEU. Il y avait aussi deux membres du Parti Communiste. L'un d'eux était Reg Birch, un organisateur d'AEU, ancien membre de longue date du PC et, à cette époque, maoïste. L'autre était Jim Hiles, président du Comité intersyndical des travailleurs du bâtiment.

La résolution adoptée à l'unanimité par la réunion était remarquable en ce qu'elle réunissait ce qui devait être les questions principales auxquelles seraient confrontés les travailleurs britanniques dans la décennie à venir :

- Cette conférence de syndicalistes de base est profondément perturbée par l'intervention, prévue et actuelle, du gouvernement dans les négociations salariales établies.
- Nous nous opposons également aux menaces de législation contre les syndicalistes et les militants de base qui ont été les principaux responsables ces dernières années de l'amélioration des salaires et des conditions de travail dans l'industrie.
- Nous sommes opposés à la politique des revenus du gouvernement, qui n'a rien de commun avec la planification socialiste, de la même manière que nous sommes opposés à ces dirigeants syndicaux qui soutiennent le gouvernement sur ces questions.

- Nous sommes persuadés que la soi-disant politique des revenus, les menaces de législation et l'interférence dans les négociations salariales ne peuvent que renforcer les employeurs dans leurs efforts pour briser les mouvements de délégués et de base¹⁰.

Le secrétaire du Comité de Défense des Délégués Industriels de Londres était Geoff Carlsson. Deux mois après sa conférence de fondation, le comité publia un livre, *Incomes Policy, Legislation and Shop Stewards*, écrit par moi-même et Colin Barker, avec une introduction de Reg Birch.

Ce livre posait de façon claire et non sectaire les grandes lignes de l'analyse qu'IS avait développée durant les deux années précédentes. Il commençait par des considérations générales sur la situation économique qui avait amené les classes dirigeantes à commencer à imposer la politique des revenus. Puis il traitait de la situation existante sur le front des salaires, et montrait en particulier l'importance du phénomène de la dépréciation des salaires dans la période précédente. Il mettait en opposition le rôle des délégués avec celui des permanents syndicaux, dénoncés comme de plus en plus conservateurs et impuissants. Enfin, il jetait un regard aux grèves de la période passée, dans lesquelles la force de la classe ouvrière était reflétée par la prédominance de grèves courtes, non officielles et généralement couronnées de succès, et prédisait qu'avec l'introduction de la législation antisyndicale la situation devrait changer. Le livre se terminait par un appel à l'action, insistant sur la nécessité d'une « réponse politique aussi bien qu'industrielle ».

Le livre se vendit comme des petits pains. 15.000 exemplaires furent achetés essentiellement par des ouvriers d'usine. La douzaine de membres d'IS d'ENV passa une semaine à faire le tour des usines du nord de Londres pour faire la promotion du livre (l'organisation des délégués de l'usine était assez forte pour empêcher la direction de les discipliner ou même de déduire de leur paye le temps passé à faire le tour des usines). Beaucoup d'autres membres de IS firent de même. Chanie passa trois mois avec les chômeurs, faisant de même. Au bout du compte, nous ne vendions plus des exemplaires individuels, seulement en gros. Approcher les délégués de l'extérieur, à la fois aux grilles de l'usine et aux réunions du syndicat, marchait très bien.

Les effectifs d'IS augmentèrent de façon significative. Ian Birchall écrit :

A la fin de 1967 les effectifs avaient augmenté lentement mais sûrement – 400 au lieu de 200 – lorsque les travaillistes vinrent au pouvoir. Ce qui est plus important, c'est que c'étaient des effectifs qui n'étaient pas basés sur l'argumentation mais sur l'intervention, quoique habituellement au niveau le plus bas, et qui se mettaient au service des luttes en cours. Sans la base et, encore plus important, l'orientation établie au cours de cette période, les avancées de 1968 n'auraient pu avoir lieu¹¹.

Pour lancer le livre, un meeting fut tenu au Hanson Hall, à Willesden, avec deux orateurs, Reg Birch et moi. Il y avait environ 300 personnes dans la salle, en grande majorité des mécaniciens de l'énorme zone industrielle de Park Royal.

La lutte dans les universités

La même période vit le développement de *sit-ins* de lycéens massifs, de grèves et de manifestations dans le monde entier, à Berkeley en 1964, Berlin en 1966-67 et à Paris en 1968. Les étudiants de Tokyo étaient engagés dans un militantisme à grande échelle. Les étudiants britanniques commencèrent à se mettre en mouvement lorsque les élèves de la London School of Economics (LSE) organisèrent un *sit-in*.

1968 fut une année d'événements extraordinaires. En janvier, le Front National de Libération vietnamien lança l'Offensive du Têt, remportant de grandes victoires sur les forces militaires bien supérieures des USA. En mai, la plus grande grève générale de l'histoire éclata en France, avec l'occupation des usines, déclenchée par un mouvement de rébellion massif des étudiants. En août, l'invasion russe de la Tchécoslovaquie provoqua de profonds remous au sein des partis stalinien du monde entier. Certains d'entre eux se dissocièrent de Moscou pour la première fois de leur histoire.

Le rôle des étudiants dans la société a changé radicalement au cours des deux dernières générations. Jusque là, l'image la plus forte des étudiants parmi les militants ouvriers en Grande Bretagne restait celle de ceux d'Oxford et Cambridge jouant les briseurs de grève pendant la Grève Générale de 1926. Trotsky avait depuis longtemps rejeté le potentiel révolutionnaire des étudiants. En 1910 il écrivait :

L'intensification de la lutte entre le travail et le capital empêche l'intelligentsia de rejoindre le parti des travailleurs. Les ponts entre les classes sont coupés et pour traverser il faudrait sauter au-dessus d'un abîme qui s'approfondit chaque jour... cela signifie finalement qu'il est plus difficile de gagner l'intelligentsia aujourd'hui que cela ne l'était hier, et que demain cela sera plus dur encore qu'aujourd'hui¹².

En 1968, les étudiants jouèrent un rôle complètement différent de celui envisagé par Trotsky.

L'explication du changement d'humeur des étudiants depuis l'article de Trotsky et depuis la Grève Générale de 1926 est par dessus tout enracinée dans le changement de la composition sociale des étudiants. A la suite des changements dans le capitalisme et dans l'emploi des intellectuels, la majorité des étudiants ne sont plus formés comme futurs membres de la classe dirigeante, ou même comme agents des patrons dans des fonctions de supervision, mais comme employés « cols blancs » de l'Etat et de l'industrie, et sont donc destinés à faire partie intégrante du prolétariat.

Un aspect central de la « troisième révolution industrielle » est l'intégration du travail manuel et mental, des besoins intellectuelles et de la production : l'élément intellectuel devient crucial pour le développement de l'économie et de la société. Mais cette force productive entre de plus en plus en conflit avec la nature irrationnelle du capitalisme. Le conflit s'exprime dans la vie universitaire comme une contradiction entre l'exigence d'un formatage dicté par les besoins immédiats de l'industrie et le besoin d'autoriser une certaine liberté intellectuelle. Ceci s'applique particulièrement aux

sciences sociales, qui doivent « résoudre » les problèmes sociaux du capitalisme – selon la théorie de la classe dirigeante – et en même temps comprendre, jusqu'à un certain point, ce qui génère la révolte contre le capitalisme.

Comme disait Marx, sous le capitalisme une marchandise possède à la fois une valeur d'usage et une valeur d'échange. La première est naturelle et intrinsèque à la marchandise, la deuxième est spécifique à l'ordre capitaliste de la société. A l'université, cela se reflète comme une contradiction entre l'idéal de développement intellectuel illimité, libre, d'une part, de toute contrainte sociale, politique et idéologique, et les garde-fous intellectuels stricts imposés par le capitalisme, d'autre part. Le but réel de l'éducation entre en conflit avec son contenu capitaliste.

Comme les étudiants – ou, encore plus, les diplômés qui ont quitté l'université – sont de plus en plus essentiels pour le développement et le sauvetage de tous les pays capitalistes avancés, il est de plus en plus crucial pour ces pays de s'assurer que les étudiants et les technologues remplissent le rôle qui leur est assigné. Ce qui signifie que toute tentative, de la part de ces groupes, de mettre en avant des exigences qui leur sont propres et qui entrent en conflit avec les besoins du capitalisme va inévitablement rencontrer une résistance de la part de la classe dirigeante. La concurrence internationale croissante et le rétrécissement des marges de profit se combinent avec la nécessité de produire davantage de diplômés. Moyennant quoi la pression est forte dans le sens de la réduction des dépenses par étudiant, ce qui impose un plus grand formatage des cursus, un renforcement des normes, et un raidissement de la résistance aux revendications des étudiants.

Un autre facteur de révolte parmi les étudiants est le sentiment d'insécurité sur ce que les lendemains de diplôme vont amener dans leurs vies personnelles. L'étudiant d'une autre génération savait à l'avance dans quelle niche il allait se caser – dans les couches supérieures de la société. Ce n'est pas le cas de l'étudiant d'aujourd'hui. Ils ne trouvent pas à l'université le type d'éducation auquel ils s'attendaient, et après le diplôme il devient de plus en plus difficile de trouver le genre d'emploi qu'ils avaient été amenés à attendre. Le sentiment d'instabilité, d'incertitude, crée un malaise qui se combine facilement avec d'autres facteurs pour créer une combustion révolutionnaire.

Le sentiment d'insécurité chez les étudiants était évident en 1967-68 lorsque je passai plusieurs semaines à parler aux étudiants de la LSE. Un nerf à vif était régulièrement touché lorsque je disais « je vois devant moi un certain nombre de bacheliers sans emploi, ou de bacheliers ratés ». Je connaissais très bien la dernière catégorie, dont je faisais partie (je n'obtins jamais de diplôme, ayant été arrêté en 1939 à la veille de mes examens finaux à l'Université Hébraïque de Jérusalem. Qui sait, si j'avais eu mon diplôme peut-être qu'Alex Callinicos n'aurait pas été le seul professeur du Comité Central du SWP).

Un autre élément important de nature à encourager la rébellion étudiante est que les étudiants sont de plus en plus concentrés dans les mêmes zones. C'était particulièrement le cas à Nanterre, où 12.000 étudiants étaient rassemblés dans les mêmes bâtiments, beaucoup d'entre eux vivant sur le campus toute l'année.

« Le médium particulier dans lequel l'étudiant est formé – théoriser et généraliser – facilite la synthèse des différents éléments de malaise et de rébellion »¹³.

Une autre caractéristique significative des étudiants est leur jeunesse. Nulle part ailleurs dans la société capitaliste des jeunes gens ne sont ainsi séparés et rassemblés de la même façon. Aucune usine n'emploie seulement des jeunes travailleurs. Mais le capitalisme tardif concentre des nombres croissants d'étudiants dans des institutions spéciales. Cela comporte de nombreux désavantages pour le développement à long terme d'un mouvement étudiant – isolé de la masse de la population, il peut facilement subir la répression des autorités sans recevoir d'aide extérieure, et il est par lui-même incapable de causer de vrais dommages à la classe dirigeante en attaquant ses profits. Il lui manque aussi la tradition de lutte continue qu'ont certaines sections des travailleurs. Mais ce manque de traditions signifie aussi manque d'inhibitions dus à des modes de lutte surannés ou à des défaites passées. Lorsque de jeunes travailleurs se mettent à l'occasion en lutte pour leurs propres intérêts (comme dans la grève des apprentis), eux aussi font montre de cette initiative et de cette capacité à apprendre rapidement. Cependant c'est seulement dans les universités (colleges) que ces qualités sont vraiment concentrées. C'est la raison pour laquelle les étudiants ont été les premiers à répliquer sans inhibition aux désenchantements bien plus larges envers les formes politiques du passé¹⁴.

En 1966, la *Socialist Society* de la LSE, qui comptait parmi ses membres Chris Harman, John Rose et Laurie Flynn, publiait un magazine intermittent, *Agitator*, et tenait des réunions sur la Rhodésie, la politique des revenus et la grève des marins¹⁵. En octobre 1966, *Agitator* organisa une campagne contre la nomination de Walter Adams, ancien directeur du University College en Rhodésie, comme directeur de la LSE. Cela avait fait scandale parce que la LSE était un *college* multiracial. En mars 1967, un sit-in eut lieu en protestation à la nomination de Walter Adams.

Les camarades IS de la *Socialist Society* de la LSE étaient partie prenante de la fondation du Comité d'Action des Locataires de GLC, formé pour lutter contre les hausses de loyer qui avaient provoqué une grève des loyers ; ils étaient aussi impliqués dans le soutien actif apporté aux ouvriers du bâtiment dans l'affaire Barbican¹⁶.

Les activités étaient entremêlées de très sérieuses discussions d'idées. Je passais plus de cinq heures par jour à la cafétéria pendant des semaines. Le nombre de tasses de thé que j'ai bues a probablement fait fonctionner une plantation de Ceylan.

Les camarades IS de la LSE et d'autres facs étaient « connus... pour leur politique consistant à amener des étudiants aux piquets de grève et aux portes des usines »¹⁷. IS, et plus tard le SWP, étaient plus souvent qu'à leur tour accusés d'« ouvriérisme », ou de mépris pour les idées, à cause de notre insistance sur la centralité de la classe ouvrière. Mais l'accusation était déplacée, et l'orientation incomprise. Ce serait la chose la plus stupide pour un étudiant que de prétendre être un ouvrier. C'était une question de circonstances sociales qui nous portait vers la direction que nous suivions. Du fait de leur vécu, les travailleurs tendent à aller du particulier – les salaires et les conditions de travail – aux questions plus générales. Les intellectuels partent des idées. La chose la plus importante pour le développement des

étudiants (aussi bien que pour notre implantation dans la classe ouvrière) étaient qu'ils puissent apprendre par un contact direct avec le mouvement ouvrier.

En 1896 les circonstances sociales de la Russie étaient, jusqu'à un certain point, comparables. Lénine dut passer du travail dans les cercles marxistes à la propagande économique. Kroupskaïa décrit un ouvrier lui disant que Lénine était pire que deux patrons parce qu'il posait toujours tant de questions. Ils produisit quatre exemplaires manuscrits d'un tract d'usine. Deux avaient atteint les ouvriers, les deux autres avaient été saisis par les employeurs. Mais Lénine ne voulait pas que le parti se limite à des intérêts économiques immédiats, et deux ans plus tard il dut attaquer l'étroitesse de l'« économisme », qui avait mené l'organisation trop loin dans une direction. Cela serait un danger pour nous aussi – que l'orientation vers la classe ouvrière mène à un culte des limites imposées par l'idéologie dominante à de nombreux travailleurs. Pour donner un exemple, il fut un temps où le Groupe Socialist Review était un groupuscule de 25 à 30 membres. Un travailleur voulait rejoindre. Il aimait notre programme, mais il pensait que notre opposition au contrôle de l'immigration empêcherait d'autres travailleurs d'adhérer. Je lui dis alors : « Tu ne rejoindras le groupe que sur mon cadavre ».

Des occupations étudiantes se produisaient dans de plus en plus de facs, de Manchester à Bristol, du Hornsey Art College à Hull et Essex¹⁸. Cela dit, le point de focalisation le plus important pour l'activisme étudiant était bien entendu la guerre du Vietnam. Les cellules IS dans les localités contribuèrent à la préparation de la manifestation d'octobre 1967. Le résultat fut 30.000 personnes à Grosvenor Square (devant l'ambassade américaine), une confrontation avec la police, et le nom de la Campagne de Solidarité avec le Vietnam fermement établi sur la carte politique (deux manifestations, plus massives, suivirent en mars et en octobre 1968)¹⁹. La veille de la manif du 27 octobre, la LSE fut occupée pour fournir hébergement et premiers soins à des milliers de participants.

La manifestation fut un test très important. Trois groupes trotskystes étaient présents, mais chacun d'eux avait une position différente. La *Socialist Labour League* (SLL) de Gerry Healy ne venait à la manifestation que dans un seul but – distribuer un tract dont le titre était « Pourquoi la SLL ne manifeste pas ». L'argument était que la manif n'était pas dirigée par des marxistes et que sa composition n'était pas ouvrière : « *La SLL refuse... de participer à la manifestation. Notre tâche est d'amener tous les jeunes travailleurs et étudiants à considérer sérieusement la théorie et le rôle du trotskysme et de la Quatrième Internationale dans la construction du parti révolutionnaire* »²⁰.

Ensuite, il y avait l'*International Marxist Group* (IMG), dont la caractéristique était de négliger le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière et de rechercher ailleurs les agents du socialisme : le mouvement national dans les colonies, la paysannerie, et maintenant « l'avant-garde étudiante ». Le discours était qu'il fallait transformer les universités en « bases rouges ».

Le « marxisme » orthodoxe mais ossifié de la SLL considérait que la question de la façon dont les étudiants se comporteraient en 1968 était résolue par leur comportement pendant la grève générale de 1926 ou par l'article de Trotsky de 1910. Dans ce cas on n'a pas besoin de théorie, seulement de mémoire.

Pour le « marxisme » impressionniste de l'IMG, de l'autre côté, les choses changent complètement. Il n'y a que du changement, pas de continuité. Donc il n'est pas possible d'avoir une théorie puisqu'on ne peut pas généraliser. Les idées de Marx, formées dans les années 1840, sur la centralité de la classe ouvrière dans son auto-libération et dans la libération de la société, n'avaient aucune pertinence en ce qui concernait 1968.

Les militants d'IS étaient profondément enracinés dans la théorie marxiste, mais nous ne vivions pas dans une tour d'ivoire. Nous étions donc tout à fait conscients des changements intervenus. Il était clair pour nous que les étudiants ne pouvaient être un substitut à la classe ouvrière, mais pouvaient seulement aider cette classe dans sa libération. Nous avons toujours considéré le mouvement étudiant comme un détonateur.

Lors de la manifestation du 27 octobre 1968, IS distribua un tract dont le but était de faire le lien entre la lutte antiguerre et la lutte des classes dans le pays :

... la bataille contre le gel des salaires, les coupes dans les budgets sociaux, les logements insalubres et les hausses de loyer, la dégradation des hôpitaux et des écoles, la politique raciste du gouvernement est la même que la bataille contre la guerre du Vietnam... Dans les usines les travailleurs luttent contre le gel des salaires et le chômage. Dans les immeubles locatifs les résidents résistent aux hausses des loyers. Si nous voulons aider les Vietnamiens nous devons continuer, après Grosvenor Square, dans le sens de ces luttes. « Un coup porté au patron est un coup porté à la guerre du Vietnam ».

Aujourd'hui dimanche nous manifestons contre la guerre du Vietnam. Que ferons-nous lundi ? Nous devons aller dans les usines, sur les docks, dans les dépôts de bus, pour nous relier à la lutte des travailleurs.

Des trois groupes trotskystes – SLL, IMG et IS – seul IS construisit à partir de la manifestation.

La déclaration de mépris de la SLL pour la manifestation n'aurait encouragé personne parmi les manifestants à les rejoindre. L'IMG ne disait rien qui soit de nature à provoquer le désaccord des manifestants, mais ils n'argumentaient pas pour les convaincre d'aller au-delà du point où ils étaient au début de la journée. Dire « FNL vaincra » était évident pour tous ceux qui étaient là.

On peut tirer des parallèles avec l'intervention dans une situation de grève. Par exemple, vous êtes sur un piquet de grève, et à côté de vous il y a un travailleur qui tient des propos racistes. Trois comportements sont possibles. Vous pouvez dire : « Je ne reste pas sur ce piquet de grève. Je rentre à la maison parce que je ne supporte pas le discours raciste ». C'est du sectarisme, parce que si « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », il faut rester sur le piquet de grève contre le patron.

L'autre possibilité est de regarder ailleurs. Quelqu'un fait une remarque raciste et vous faites comme si vous n'aviez pas entendu. « Beau temps, n'est-ce pas ? » C'est de l'opportunisme.

La troisième position consiste à argumenter avec la personne contre le racisme, contre les idées dominantes de la classe dirigeante. Vous argumentez inlassablement. Si vous arrivez à convaincre, excellent. Mais même si vous échouez, vous restez là, et lorsque les briseurs de grève arrivent vous faites front avec les autres, bras dessus bras dessous, pour les empêcher de passer, parce que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Vous ne pouvez pas choisir entre l'activité et la discussion. L'activité seule est aveugle. La discussion seule est futile. Les deux doivent être combinés dans une unité dialectique, l'une avec l'autre. Pour donner une direction il faut aller avec le courant pour les trois quarts et contre le courant pour un quart.

Nos tracts ne convainquirent pas les 100.000 manifestants, mais ils ont dû en impressionner quelques milliers, leur donner à penser. IS était avec les manifestants tout en argumentant avec eux.

Tariq Ali était plus connu et populaire que n'importe quel membre d'IS dans la manifestation. Mais il n'argumentait pas de façon convaincante sur la nécessité de rejoindre l'IMG. Le leadership est un dialogue, et le dialogue est fait d'accords et de désaccords. Nous avons fait adhérer des centaines de personnes à IS lors de la manifestation et aussitôt après. Les étudiants que nous avons recrutés dans la campagne du Vietnam l'ont été sur la base de l'orientation vers la classe ouvrière.

A la fin de 1974, il y avait environ 90 sociétés étudiantes IS. La conférence de fondation de la *National Organisation of the IS Societies* (NOISS, qui ensuite changea son nom en *Socialist Worker Student Society – SWSS*), qui se tint à Leeds en novembre 1974, comprenait des délégués de 28 universités, 11 *polytechnics*, 6 *colleges of education*, et 6 *colleges of further education et technical colleges*. Son journal, *Agitator*, était édité à 3.000 exemplaires²¹.

Ian Birchall écrit :

IS avait grandi de façon extraordinaire pendant l'année 1968. Nous avons commencé l'année avec 447 membres et la finissons à plus de mille (le rythme de recrutement et le turnover étaient si rapides qu'il est difficile d'avoir des chiffres précis). Le mensuel *Labour Worker* avait laissé la place à l'hebdomadaire *Socialist Worker*, avec une distribution largement accrue. Un certain nombre de permanents étaient employés aussi bien pour le journal que comme organisateurs régionaux. Le rythme de croissance prit tous les militants par surprise²².

C'étaient essentiellement des étudiants recrutés en 1968 et dans les deux années suivantes qui construisirent les ventes de *Socialist Worker* dans les usines, qui recrutèrent des travailleurs dans l'organisation, et qui jouèrent un rôle crucial dans l'établissement de cellules d'usine et de groupes de base.

La lutte contre la montée du racisme

Lorsque, en avril 1968, Enoch Powell fit son infâme discours raciste, évoquant des « rivières de sang », des milliers de dockers londoniens firent une journée de grève et manifestèrent pour le soutenir. Le Parti Communiste, qui avait une influence considérable sur les docks, refusa de l'utiliser pour combattre Powell. Danny Lyons, un des militants les plus en vue du PC, avait si peu confiance qu'il amena avec lui deux ecclésiastiques, un catholique et un protestant, pour essayer de dissuader les dockers.

IS n'avait qu'un seul docker dans l'organisation, Terry Barrett. Il prit une position anti-raciste très forte. J'eus avec lui une très longue discussion toute la nuit au sujet de la tactique qu'il voulait adopter. Il était convaincu qu'il devait traverser le piquet des powellistes et aller travailler. Je pensais que, même si ses sentiments étaient admirables, la tactique qu'il suggérait était incorrecte. S'il violait la décision démocratique, aussi mauvaise soit-elle, de ses camarades de travail, et touchait sa paye du jour, que pourrait-on dire lorsque dans d'autres grèves – et elles étaient bien plus nombreuses – un autre docker déciderait de travailler. Nous parvînmes finalement à un accord. Terry distribua un tract, avec d'autres camarades d'IS, parmi eux des étudiants, aux dockers qui soutenaient Powell. Ils se firent copieusement insulter, mais je suis encore aujourd'hui très fier de ce tract, qui argumentait contre Powell sur une ligne de classe :

Qui est Enoch Powell ? C'est un conservateur de droite opportuniste qui ne reculera devant rien pour aider son parti et sa classe. Il est l'un des directeurs de l'importante National Discount Company (au capital de 224 millions de livres) qui lui verse un salaire supérieur aux 3.500 £ qu'il gagne comme parlementaire.

Il vit dans le quartier chic de Belgravia et s'adonne à la versification grecque.

En quoi croit-il ?

- plus de chômage. Il s'est constamment fait l'avocat d'un taux de chômage de 3%.
- des coupes dans les budgets sociaux. Il veut un ticket modérateur plus élevé, moins de HLM, des droits d'inscription pour l'éducation nationale et des indemnités de chômage plus basses.
- des licenciements massifs sur les docks. Il n'a cessé de proclamer que les docks étaient en « grossier sureffectif »²³.

Malheureusement, Powell avait un impact dans le pays. Le microbe raciste se répandait rapidement. Pour en revenir à Terry Barrett, il reçut beaucoup de soutien des étudiants de la LSE au moment où il en avait besoin pour lutter contre le powellisme. Terry le leur rendait bien. Il venait régulièrement à la LSE pour parler avec eux de politique révolutionnaire.

Le mouvement des droits civiques en Irlande

J'étais relié à certaines personnes qui jouèrent un rôle-clé dans le mouvement des droits civiques en Irlande du Nord en 1968-69. L'un d'eux était Gerry Lawless et son vieux Irish Workers' Group qui, malgré certaines tares, avait pour membres Michael Farrell, personnalité dirigeante de People's Democracy (PD) à Belfast, et Eamonn McCann à Londonderry, qui y joua un rôle central d'octobre 68 à août 69. Par l'intermédiaire de McCann, nous pûmes mettre en place des liens étroits avec Bernadette Devlin. Elle devint célèbre lorsque, élue à la Chambre des Communes comme militante des droits civiques (le 17 avril 1969), elle traversa les travées pour aller gifler Reginald Maudling, le ministre tory. L'Etat britannique ne croit pas à la répression. Il ne s'attend pas à ce qu'on s'oppose à lui dans sa propre maison. Bernadette Devlin fit avec nous une tournée de meetings, qui étaient toujours bien remplis.

Nous avions avec Michael Farrell une proximité dans la période 1969-70. Il parlait dans nos conférences. Nous faisons des souscriptions pour PD. Je me souviens d'une discussion que j'ai eue avec lui et d'autres personnes chez moi au début de 1969. C'était juste après la marche de Burntollet, où les marcheurs des droits civiques avaient été attaqués et frappés par plusieurs centaines de bigots loyalistes, parmi lesquels un certain nombre de ces intermittents de la police qu'étaient les B-Specials. A cette époque Farrell et Devlin, de même que McCann, étaient fermement engagés dans l'idée de construire un mouvement révolutionnaire non-sectaire en Irlande du Nord, mais ils étaient très confus sur les choses à faire. Ceci est démontré par une interview qu'ils firent pour la *New Left Review*. Ils ne semblaient pas, par exemple, désireux de s'exprimer sur la frontière. J'échouai à convaincre Farrell d'en parler, pour trouver un moyen d'argumenter contre la partition qui fasse le lien entre les questions nationale et ouvrière, de façon à pouvoir construire un soutien chez les travailleurs du Sud et ainsi trouver un pont avec les travailleurs protestants du Nord.

Pour qu'une stratégie révolutionnaire puisse fonctionner, ces questions ne pouvaient être esquivées. Superficiellement, il est vrai que les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs du Sud – mauvaises conditions de travail, logements insalubres, services sociaux délabrés – n'ont pas de relation directe avec la présence des troupes britanniques au Nord. Il apparaît également, toujours superficiellement, que la lutte pour les droits civiques des catholiques du Nord ne se relie pas à la lutte quotidienne des travailleurs du Sud. Pourtant les questions relatives à la frontière et à la politique de classe sont inextricablement liées dans la mesure où l'emprise de la réaction dans le Sud est renforcée par le nationalisme Vert. Dans le Nord, la division sectaire entre travailleurs catholiques et protestants nuit aux intérêts des deux groupes.

Moyennant quoi le nationalisme Vert n'a aucun attrait pour les travailleurs protestants du Nord, qui ne voient pas pourquoi ils devraient aspirer à une Irlande unie. Les travailleurs protestants de Belfast n'ont aucune raison de soutenir les conservateurs Verts au pouvoir à Dublin, ce qui les porte à identifier leurs intérêts avec l'Etat britannique et ses symboles comme la monarchie. Dans le Sud les travailleurs sont aussi maintenus dans un état d'arriération. Lorsque je vivais à Dublin (1947-1952) je me souviens d'avoir visité un certain nombre de locaux syndicaux, et j'étais profondément choqué de voir dans l'entrée une statue de la vierge avec l'enfant Jésus. Comment un travailleur protestant, ou bien athée ou encore agnostique, pourrait-il se sentir chez lui dans un tel endroit ?

Le mouvement des droits civiques ne pouvait réussir tout en évitant ces questions. La revendication des droits civiques pour les catholiques, en d'autres termes l'égalité entre catholiques et protestants en termes d'accès à l'emploi, de logement, etc., ne peut convaincre les travailleurs protestants à s'unir aux catholiques si la seule perspective est le partage de la même misère. Dans de telles conditions, une avancée pour les travailleurs catholiques semble se produire au détriment des travailleurs protestants.

Pour briser les murailles du ghetto catholique du Nord, il fallait mobiliser les travailleurs du Sud sur des bases de classe mettant en accusation les *Green Tories* et l'église catholique. L'itinéraire reliant la Route de Shankill (*Shankill Road*) à la Route de Falls (*Falls Road*) traverse Dublin (*Shankill Road* est le centre de la classe ouvrière protestante de Belfast, alors que *Falls Road* est au milieu des travailleurs catholiques de la même ville).

Michael Farrell était marxiste en paroles, parlant de classe ouvrière et de la nécessité d'unir les travailleurs catholiques et protestants. Hélas, dans les faits, il n'allait pas plus loin que le mouvement des droits civiques du Nord. Ce mouvement n'était en soi qu'un mouvement réformiste qui, en fin de compte, ne pouvait briser les murs du ghetto pour unir les travailleurs catholiques et protestants, ceux du Sud et ceux du Nord.

Un parti révolutionnaire n'est bien sûr pas une secte, et par conséquent il participe aux mouvements progressistes. Mais il doit être une entité distincte et séparée. Deux exemples ont déjà été mentionnés : en même temps que les membres du Groupe Socialist Review participaient à la marche de CND à Aldermaston en 1958, formant un contingent de 50 individus dans une foule de 50.000 personnes, ils portaient une banderole avec laquelle la majorité des supporters de CND n'auraient pas été d'accord. Elle disait : « Grève contre la bombe. Stoppons la bombe. Stoppons les bases » (*"Industrial action against the bomb. Black the bombs. Black the bases"*). Dix ans plus tard, en octobre 1968, à l'occasion de la manifestation de VSC (*Vietnam Solidarity Campaign*), nous produisîmes un tract qui proclamait : « *Un coup porté au patron est un coup porté à la guerre du Vietnam* ». Dans cette dernière campagne, nous étions porteurs d'une position de classe tout à fait claire.

L'indépendance du parti révolutionnaire est aussi une question de survie. Il ne peut pas se permettre de se dissoudre dans de tels mouvements. Un mouvement connaît une progression et un recul : CND monta, puis déclina, de même que la VSC. Si la frontière entre le parti révolutionnaire et le mouvement est floue, le déclin du mouvement ne peut que mener à une crise profonde, susceptible de causer la désintégration de l'organisation révolutionnaire. C'était une grosse erreur de la part du PD de Farrell que de s'immerger complètement dans le mouvement des droits civiques.

Mon échec à convaincre Farrell était sans doute lié à la taille respective de nos organisations. IS comptait un millier de membres, alors que le mouvement des droits civiques du Nord était composé de dizaines de milliers et faisait les premières pages. Farrell ne comprit pas que dans de telles conditions PD était voué à monter comme une fusée mais à retomber comme une bûche deux ans plus tard. Cela dit, la stratégie que je recommandais n'était pas dénuée de bases.

Eamonn McCann, dans son brillant ouvrage *War and an Irish Town* (La guerre et une ville irlandaise), fait état de nombreuses occasions, dans l'histoire du Nord, où les travailleurs catholiques et protestants unirent leurs forces. C'était au temps où « ils avaient quelque chose pour quoi se battre ensemble »²⁴.

En 1973, McCann écrivit les lignes suivantes sur le mouvement des droits civiques de 1969 :

Il n'y eut jamais la moindre possibilité, pour un mouvement revendiquant le « traitement égal » (« *fair play* ») pour les catholiques d'Irlande du Nord, de recueillir le soutien, ou même la neutralité, des travailleurs protestants. En termes strictement économiques, le seul programme susceptible de briser le sectarisme aurait consisté à lier les revendications de distribution équitable des marchandises à celles ayant pour objet d'accroître de façon absolue le nombre des emplois et des logements disponibles... En bref, il aurait impliqué l'élaboration d'un programme clairement anti-capitaliste et non pas seulement anti-Unioniste.

Si un seul groupe s'était battu de façon consistante... pour un tel programme, l'alliance catholique sans distinction de classe, qui est ce qu'est devenu le mouvement des droits civiques, n'aurait pas pu tenir. Et un tel programme... n'aurait pas seulement recueilli un soutien de masse immédiat ; mais il aurait pu permettre à ceux d'entre nous à Derry au moins de continuer à parler aux protestants ... en 1969²⁵.

Hélas, le PD ne construisit pas une véritable organisation. C'était un regroupement informe. Farrell, Devlin et McCann dirigeaient un mouvement de masse, mais ils n'avaient pas d'organisation digne de ce nom. McCann écrit au sujet du Comité d'Action pour le Logement (*Housing Action Committee*) de Derry :

Nous appelâmes à une réunion des « organisateurs locaux » le mardi soir au City Hotel. Notre chaos politique et organisationnel était tel qu'ayant appelé à la réunion nous n'étions pas sûrs d'avoir le droit d'y assister. A l'époque, ça ne paraissait pas très important. On se débrouillerait toujours... Dans ce contexte il n'y avait aucun mécanisme par lequel notre groupe informe puisse se réunir et parvenir à des attitudes communes²⁶.

Le PD avait des positions totalement incohérentes. McCann écrit :

C'était une organisation informe, sans cartes de membre, porteuse d'une idéologie incohérente comportant le libéralisme petit-bourgeois, le pacifisme d'Aldermaston et une croyance en la spontanéité inspirée par la Sorbonne.

... tout en maintenant une existence séparée le PD... fut longtemps immergé dans le courant général de l'agitation sur les droits civiques, s'établissant non pas comme une organisation au programme qualitativement différent de celui des « modérés », mais comme un groupe vivant et agressif dans le mouvement large. Pour la masse du peuple, il était clair que le PD de Belfast et White, Finbar Doherty, moi-même et d'autres à Derry étions plus militants que la NICRA (Northern Ireland Civil Rights Association) ou le Comité d'action citoyen de Derry. Ce qui était moins clair, c'était ce pour quoi nous militions²⁷.

Après le décès du mouvement des droits civiques, McCann tira la bonne conclusion :

Nous avons appris que l'« influence » de masse ou l'implication de premier plan dans l'agitation de masse est, malgré les apparences, sans contenu et sans effet si l'on n'est pas en train de forger l'instrument politique nécessaire pour mener une telle agitation à la victoire sur les forces opposées. Nous avons appris qu'il est impossible de le faire si l'on n'est pas équipé d'une analyse de classe cohérente de la situation, sur laquelle se base un programme clair²⁸.

En bref, nous avons besoin de construire un parti marxiste révolutionnaire de masse²⁹.

McCann finissait son livre sur les mots suivants :

L'avenir de l'Irlande repose sur les forces, faibles mais en progression constante, du marxisme. Pour faire la révolution il nous faut un parti révolutionnaire³⁰.

Il est triste de voir que 20 ans plus tard, en 1993, dans la préface de la nouvelle édition de son livre, McCann admet qu'il n'avait pas fait grand chose pour parvenir à ce but :

J'ai terminé le livre, en 1973, en suggérant que l'avenir reposait sur les forces, faibles mais en progression constante, du marxisme. C'était un peu une bravade, car à l'époque je ne faisais pas grand chose pour encourager cette progression. Ce n'est qu'en 1983 que je rejoignis une organisation marxiste³¹.

McCann adhéra au *Socialist Workers Movement*, l'organisation sœur du SWP britannique.

Le mouvement des droits civiques se désintégra et fut absorbé dans deux organisations distinctes : les Républicains, d'une part, et, de l'autre, le SDLP.

Les Républicains ne peuvent pas unir les travailleurs catholiques et protestants, puisque pour eux la lutte pour une Irlande unie n'a rien à voir avec les revendications alimentaires. L'équivalent irlandais du Parti travailliste et les dirigeants syndicaux voient eux aussi les choses de façon compartimentée. Ils ne sont pas concernés par la question nationale, étant les médiateurs entre les patrons et l'Etat. Ils adoptent la couleur verte dans le Sud et une nuance orange dans le Nord. De telle sorte que la lutte pour l'unité de l'Irlande reste essentiellement confinée au ghetto catholique du Nord, ce qui convient parfaitement aux Républicains.

People's Democracy, composé comme il l'était d'étudiants influencés par le mouvementisme, n'alla pas plus loin que de se proclamer au service de la classe ouvrière. Une organisation révolutionnaire doit être orientée vers la classe ouvrière. Bien qu'elle soit la tribune des opprimés, elle doit aussi se tourner vers d'autres sections de la société. Hélas, les discussions avec la direction de DP n'ont pas donné de résultats durables.

Quand la catastrophe s'abattit sur l'Irlande du Nord, avec les attaques armées contre les catholiques, notamment le pogrom de Belfast en août 1969, nous fîmes de notre mieux pour aider PD en imprimant des textes pour eux, etc. Il y avait cependant de sérieux problèmes, comme McCann l'a expliqué plus tard dans *War and an Irish Town*. Les dirigeants de PD furent capables, à un certain moment, de se porter à la tête d'un mouvement massif. Ils prirent la parole dans des meetings gigantesques. Bernadette Devlin fut élue à la Chambre des Communes. Mais ce n'est pas la même chose que de donner une direction. Ils n'arrivèrent jamais à construire quelque chose de semblable à une organisation stable, capable d'évaluer ce qu'elle faisait et mettant en avant une politique socialiste cohérente en tant qu'alternative à la poussée du simple nationalisme. Il n'y avait même pas de lien organisationnel entre les socialistes de Derry et ceux de Belfast, pour ne pas parler d'organisation socialiste dans le Sud.

Après août 1969 ils furent assez rapidement marginalisés par le SDLP, d'une part, et, chose plus importante, par les Républicains qui paraissaient moribonds en 1968. Ils avaient suscité une avalanche mais ils ne savaient plus quoi faire, même pas comment s'organiser. C'est ainsi qu'à la longue ils dérivèrent vers les Républicains ou l'inactivité, à l'exception d'Eamonn McCann, qui défend toujours une ligne socialiste révolutionnaire.

Quand les troupes britanniques intervinrent en Irlande du Nord en 1969, IS fut confronté à un dilemme. Nous insistions sur le fait que l'impérialisme britannique était à la racine des problèmes de l'Irlande du Nord. Mais les partisans de Paisley étaient ceux qui vociféraient le plus fort « les troupes dehors », ce qui signifiait « laissez les RUC, les B-Specials et les Orangemen tuer les catholiques ». Il y eut même des échanges de coups de feu entre les soldats et les Orangemen à Shankill Road. En même temps, la population nationaliste était au début favorable aux soldats. Il nous fallait trouver un moyen de mettre en avant des revendications anti-impérialistes sans être confondus avec les Orangemen. C'est ce que nous fîmes dans *Socialist Worker* avec le titre : « Restez sur les barricades », et en proclamant avec force que les gens ne devaient pas s'en remettre aux soldats pour les défendre. Un éditorial de *Socialist Worker* du 21 août 1969 portait le titre suivant :

Les barricades doivent rester

✂ jusqu'à ce que les B-Specials soient dissous

✂ les RUC désarmés

✂ la loi des pouvoirs spéciaux abrogée

✂ les prisonniers politiques libérés

L'éditorial de *Socialist Worker* du 11 septembre 1969 disait :

Défendez les barricades !

Pas de paix tant que Stormont n'est pas parti

Le répit accordé par la présence des troupes britanniques est court mais vital. Ceux qui appellent à un retrait immédiat des soldats avant que ceux qui sont derrière les barricades puissent se défendre invitent à un pogrom.

Au moment où la lune de miel entre les soldats et la population catholique prit fin, au début de 1970, alors nous fîmes du slogan « Troupes dehors » une revendication centrale.

L'activité concernant la question irlandaise était tout à fait centrale pour nous dans les années 1968-1972 – la campagne de solidarité avec les droits civiques irlandais, la ligue anti-internement, et les énormes manifestations après le Bloody Sunday. Mais après 1972 il devenait difficile d'amener plus de gens que nos propres membres dans les manifestations et les protestations. Cela était dû au fait que les bombes irlandaises en Grande Bretagne avaient pour effet que la population irlandaise de ce pays adoptait un profil bas, en particulier après la Loi sur la prévention du terrorisme (fin 1974). Les bombes empêchèrent fâcheusement l'argument sur l'oppression des catholiques du Nord et les problèmes causés par la partition d'avoir un impact sur les autres travailleurs.

Problèmes de croissance

On a toujours à combattre l'inertie conservatrice qui affecte même les organisations les plus révolutionnaires.

Comme je l'ai dit, entre avril et octobre 1968 les effectifs de notre organisation passèrent de 400 à 1000. Cette croissance rapide apporta une crise sérieuse dans l'organisation. Nous fûmes forcés de tenir trois conférences nationales dans l'année. La première, au printemps (avant les événements de mai), fut tenue au Centre Africa, et 200 personnes environ y participèrent. La seconde fut organisée au Beaver Hall en octobre avec à peu près 300 camarades présents.

Il y avait de profondes divergences, et en abondance. Nous avions recruté des centaines d'étudiants dans les mois précédents et ils avaient toutes sortes d'idées. Au surplus, l'effet des événements de mai était de créer un énorme spontanéisme et des illusions sur les possibilités révolutionnaires immédiates (je me souviens d'Akiva Orr, qui venait de nous rejoindre et devait nous quitter peu après, disant, à la manière de CLR James : « le socialisme existe déjà dans les usines ». Il n'était pas le seul à être attiré par de telles idées – Ian MacDonald et trois personnes qui avaient travaillé

avec nous sur des questions d'anti-racisme et d'associations de locataires étaient très influencés par des idées similaires).

Si les camarades avaient attendu quelques semaines ils auraient bien vu que la révolution n'avait pas gagné en France, que le capitalisme avait survécu à l'action spontanée des masses.

Il est exact que le 20 mai débuta la plus grande grève générale de l'histoire. Un million de personnes manifestèrent à Paris. Mais les staliniens français contrôlant la bureaucratie syndicale ne disparurent pas. Effrayés à l'idée que les étudiants révolutionnaires puissent se mêler aux travailleurs, ils insistèrent sur la nécessité de séparer les deux groupes en créant un cordon de 20.000 permanents au coude à coude. Bien sûr, dix millions de travailleurs s'étaient mis en grève, mais les comités de grève n'étaient pas élus. Ils étaient nommés par la bureaucratie syndicale. Il est vrai que des millions de travailleurs occupèrent les usines, mais dès le début des occupations, les bureaucrates insistaient sur le fait que seule une minorité des ouvriers devaient rester dans les usines et les autres rester à la maison. Si les travailleurs étaient restés dans les usines occupées la grève aurait pu être active. Elle demeura passive.

De façon tragique, il n'existait pas d'organisation révolutionnaire assez importante pour triompher de la bureaucratie. En Russie en mars 1917, le Parti bolchevik avait 23.600 membres, et ce nombre passa en août à 250.000. La classe ouvrière industrielle française de 1968 était incomparablement plus importante que la classe ouvrière russe de 1917. S'il avait existé une organisation révolutionnaire de quelques dizaines de milliers de militants, elle aurait pu imposer que les groupes d'ouvriers dans les manifestations ne soient pas séparés des étudiants. Elle aurait pu appeler à l'élection démocratique des comités de grève et convaincre les millions qui occupaient les usines de rester dans les usines, créant une force collective bien plus forte que lorsque ces mêmes travailleurs étaient seulement un agrégat d'individus. Hélas, le nombre total des révolutionnaires en France se comptait par centaines.

Dès lors il ne fallut pas longtemps au gouvernement pour amener les syndicats à accepter un compromis avec les employeurs sur des hausses de salaire. L'occupation des usines cessa, la reprise fut décidée, et le terrain fut préparé pour le retour du président, le général de Gaulle. Quand les usines furent occupées, de Gaulle était tellement démoralisé qu'il s'enfuit du pays pour se réfugier auprès des troupes françaises stationnées en Allemagne de l'Ouest. Et là, il était de retour. Le 30 mai, une manifestation droitière d'un demi-million de personnes défila dans Paris. La police reprit les stations de radio et de télévision, expulsa les travailleurs qui occupaient les usines, attaqua sauvagement les manifestations, allant jusqu'à tuer deux ouvriers et un lycéen. A de nombreuses reprises en 1968, le potentiel révolutionnaire, qui aurait pu aller loin, connut la défaite. Et ceci a été le schéma de bien d'autres révolutions.

Les débats lors des conférences de IS en 1968 furent houleux. Symptomatique des extrêmes auxquels étaient portés les libertaires, une résolution fut proposée par une section de l'organisation selon laquelle les titres de *Socialist Worker* devaient être déterminés par des délégués de toutes les cellules de Londres. A présent, c'est Chris Harman et le reste du comité de rédaction de *Socialist Worker* qui en décide. Chaque cellule a une composition différente et agit dans différentes situations. Si les titres devaient être soumis au débat de 30 ou 40 cellules chaque semaine le journal ne paraîtrait jamais.

De l'autre côté, et symétrique à la tendance libertaire, se tenait le « bolchevisme-hochet » (*toy bolshevism*). Un certain nombre d'anciens – et j'utilise ce mot sans rigueur pour décrire des gens qui étaient dans l'organisation depuis quatre ou cinq ans – commencèrent à se plaindre amèrement de la « dilution » de nos rangs. A la conférence de Beaver Hall, ils proposèrent une résolution introduisant le stage probatoire. Le président de séance appela une personne soutenant la motion, puis un contre, et ainsi de suite. J'étais le dernier intervenant. Lorsque le président demanda un camarade en faveur de la motion je levai la main. Les camarades étaient stupéfaits. Je dis alors : « *Je suis partisan d'introduire le stage probatoire pour tous ceux qui sont membres depuis quatre ou cinq ans. Il est dangereux qu'ils fassent montre d'inertie conservatrice. Ils devraient être mis à l'épreuve, et exclus s'ils échouent* ». J'étais le dernier intervenant et nous gagnâmes le vote de façon massive contre l'introduction du stage probatoire. Un révolutionnaire ne vit pas sur son passé ou ses promesses pour l'avenir. Ce qui est décisif, c'est ce qu'il ou elle fait cette semaine, la semaine prochaine, et ce qu'il ou elle a fait la semaine dernière. Le bolchevisme-hochet est un danger qui menace les petites organisations révolutionnaires qui deviennent impatientes et trop dures.

La conférence d'octobre 1968 dura plusieurs jours. Je ne m'exprimais pas du tout sur les questions fractionnelles, parce que si j'en avais parlé cela n'aurait abouti qu'à unir toutes les fractions dans leur colère et leur frustration contre une direction qui ne donnait pas les résultats que les camarades, dans leur inexpérience, avaient escomptés. Ce qu'il fallait, c'était consolider le groupe. Par conséquent la question du centralisme démocratique (plutôt que chacun pour soi dans son coin) était très importante. La démocratie qui ne débouche pas sur l'action commune résulte en anarchie bureaucratique, dans laquelle c'est celui qui crie le plus fort qui domine, ou il y a des actions qui vont dans tous les sens et s'annulent mutuellement.

L'intervention la plus impressionnante de cette conférence fut celle de Duncan Hallas. Les camarades ne le connaissaient pas, parce qu'il avait quitté l'organisation en 1954 et faisait sa réapparition. Les camarades qui argumentaient contre le centralisme démocratique léniniste en disant que le léninisme avait mené au stalinisme étaient tous très jeunes et inexpérimentés. Par conséquent Duncan Hallas, qui avait la quarantaine, parla avec une véritable autorité, et fut réellement impressionnant. Ce qu'il dit fut court et incisif, incluant la question : « *Si le léninisme a mené au stalinisme, pourquoi Staline a-t-il tué tous les léninistes ?* » Son discours fut absolument fascinant. Malgré tout il fut hué par quelques délégués.

L'atmosphère de la conférence me conduisit à proposer son ajournement pour deux mois. Finalement, la question de la direction et du centralisme démocratique ne fut pas réglée avant ce qui fut en fait la troisième conférence de l'année (à nouveau à Beaver Hill), où nous gagnâmes le débat sans aucune scission. Pour contribuer à huiler les rouages, j'écrivis un court document sur le centralisme démocratique.

Il n'était peut-être pas très bien argumenté, mais j'étais un peu paniqué par la situation. Qu'est-ce qu'il y avait de si important dans le centralisme démocratique ? D'abord, il est important de comprendre pourquoi nous avons besoin de démocratie. Si vous voulez aller de Londres à Birmingham, vous avez besoin d'un bus et d'un chauffeur. Vous n'avez pas besoin de discussion démocratique, parce que la route a déjà été faite et tout ce qui est nécessaire, c'est un bon bus et un bon conducteur. Le problème, c'est que la transition du capitalisme au socialisme est quelque chose que nous n'avons pas déjà fait. Nous ne connaissons pas les problèmes qui vont se poser sur le chemin et ce que le parti aura à faire pour que la lutte continue.

Quand on ne sait pas, il n'y a qu'une façon d'apprendre – en étant enraciné dans la classe ouvrière et en apprenant d'elle. Cela ne revient pas à dire que la démocratie par en bas résout tous les problèmes. Le marxisme, en tant que science, n'a pas besoin de revisiter toutes les découvertes de Marx et de débattre de chacun des concepts contenus dans ses livres. Si vous voulez savoir s'il y a une tendance à la baisse du taux de profit, si Marx a raison, voter ne sert à rien. La même chose s'applique à des questions de principe telles que l'anti-racisme. Cela dit, il y a une autre catégorie de choses qui doivent être soumises au vote. Tout ce qui concerne notre lutte doit être mis à l'épreuve, tout simplement parce que nous ne connaissons pas les bonnes réponses. Si l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, la classe ouvrière, à travers sa propre expérience, nous enseignera, et cela doit s'exprimer dans les débats de parti et modeler la stratégie qui s'ensuit.

Il y a une belle description de la façon dont Lénine a appris de la classe en 1917. Il décrit ce qui s'est passé lorsqu'il se cachait après les journées de Juillet 1917. Le Parti bolchevik était illégal et sa presse avait été détruite. Les bolcheviks étaient accusés d'être des agents allemands. Lénine ne savait pas jusqu'à quel point le pouvoir de la réaction avait été consolidé. Il était en train de manger avec un ouvrier avec lequel il se cachait. L'ouvrier lui donna du pain et lui dit : « *Le pain est bon. La classe capitaliste a peur de nous et n'ose pas nous donner du mauvais pain* ». Lénine écrit : « *Au moment même où je l'entendis je compris le rapport de forces entre les classes. Je compris ce que les ouvriers pensaient réellement – les capitalistes ont toujours peur de nous. La victoire de la contre-révolution n'est pas complète* ».

Si vous voulez savoir si les travailleurs ont confiance, vous ne pouvez pas décider par en haut. Comment le savez-vous ? Vous ne pouvez pas faire un sondage dans la presse – elle n'en fournit pas la possibilité. Vous ne pouvez pas enquêter auprès de tous les individus. Pour une révolution de la classe ouvrière, il vous faut une démocratie profonde. Et le sens de la révolution, c'est d'élever la classe ouvrière pour qu'elle devienne la classe dominante, c'est de créer le système le plus démocratique de l'histoire. A la différence du capitalisme, où vous élisez tous les cinq ans quelqu'un qui va mal vous représenter (parce qu'il est totalement dominé par le capital), nous avons là quelque chose de complètement différent. Sous le capitalisme, vous élisez les députés, mais pas les patrons. Sous le capitalisme on ne vote pas pour ou contre la fermeture d'une usine. Nous n'élisons pas les officiers de l'armée ou les juges. Dans un Etat ouvrier, tout est sous le contrôle des travailleurs. C'est la forme la plus extrême de démocratie. Par conséquent il doit y avoir à l'intérieur du parti révolutionnaire un débat démocratique qui reflète l'expérience des camarades, qui font eux-mêmes partie ou sont liés à la classe ouvrière.

Si tout cela est vrai, pourquoi avons-nous besoin de centralisme ? D'abord, l'expérience est inégale. Les travailleurs ont des expériences différentes. Il faut rassembler cette expérience. Même dans le parti révolutionnaire, les militants sont influencés par diverses pressions. Ils sont influencés par la situation générale et par la section des travailleurs à laquelle ils appartiennent. Comme je l'ai écrit en 1968 : « *Marx expliquait que du fait que l'idéologie dominante sous le capitalisme est l'idéologie de la classe dirigeante, la politique révolutionnaire ne reflète pas les idées courantes dans la classe ouvrière* »³². Il doit y avoir une image claire de l'état présent de la conscience de classe, mais le rôle du parti est de surmonter le sectionisme, l'expérience étroite. Il est nécessaire de centraliser toute l'expérience.

En plus, le centralisme est nécessaire parce que la classe dirigeante est hautement centralisée. Si l'on n'est pas symétrique à son ennemi en force d'organisation il n'est pas possible de vaincre. Je n'ai jamais été pacifiste. Si quelqu'un utilise un bâton contre moi, il me faut un bâton plus gros. Je ne crois pas qu'une citation du *Capital* arrêtera un chien enragé qui m'attaque. La puissance de notre organisation doit être symétrique à celle de nos ennemis. C'est pourquoi je ne comprends pas les anarchistes lorsqu'ils viennent nous dire qu'après la révolution nous abolirons immédiatement l'Etat. Les capitalistes de partout auront encore un Etat. Comment maintenir le pouvoir des travailleurs face à une opposition capitaliste organisée sans un Etat pour les travailleurs ? Les anarchistes ont toujours nié la question de l'Etat. Pourtant, pendant la Guerre Civile espagnole, lorsqu'ils se sont trouvés confrontés à l'Etat de Franco, ils ont immédiatement rejoint l'Etat bourgeois qui s'opposait à lui. Ils auraient mieux fait de s'opposer à Franco à l'aide d'un Etat ouvrier.

Le centralisme démocratique implique donc le débat et la discussion les plus libres sur la manière de conduire la lutte, basés sur une estimation des possibilités du moment et combinés à une exécution centralisée des décisions prises. Entre les congrès, le comité central est responsable de la direction. Dans les partis bourgeois on demande rarement aux dirigeants de rendre compte de leurs actes. Les députés ne peuvent pas être révoqués entre les élections. Les gouvernements accusent « l'économie mondiale » ou des « forces économiques au-delà de notre contrôle » d'être responsables de leurs échecs. Ils se reposent sur la passivité des membres de leur parti, qui ne sont là que pour les campagnes électorales ou pour faire la claque. Le comité central du SWP rend compte de sa ligne politique chaque semaine dans les pages de *Socialist Worker*. Parce que nous sommes une organisation composée de militants, si le comité central prenait une position incorrecte sur un problème les camarades ne tarderaient pas à nous le faire savoir. Chaque semaine, les camarades savent quelle est notre position sur les questions-clé du moment.

J'ai écrit ailleurs :

Il y a une relation dialectique entre la démocratie à l'intérieur du parti et les racines du parti dans la classe. Sans une politique de classe correcte et un parti composé de prolétaires, il n'y a pas de possibilité d'une saine démocratie de parti. Sans une base ouvrière ferme, tout discours sur la démocratie et la discipline

dans le parti est un bavardage dénué de sens. En même temps, sans démocratie de parti, sans auto-critique constante, le développement d'une politique de classe correcte est impossible. Lénine disait : « Nous avons déjà énoncé plus d'une fois nos vues théoriques sur l'importance de la discipline et comment ce concept doit être compris dans le parti de la classe ouvrière. Nous l'avons défini comme : unité dans l'action, liberté de discussion et de critique. Seule une telle discipline est digne du parti démocratique de la classe avancée ». Et encore : « Le prolétariat ne reconnaît pas l'unité d'action sans la liberté de discuter et de critiquer ».

Si la démocratie est essentielle pour assimiler les expériences de la lutte, le centralisme et la discipline sont nécessaires pour mener cette lutte. Une ferme cohésion organisationnelle permet au parti d'agir, de prendre des initiatives, de diriger l'action des masses. Un parti qui ne croit pas en lui-même ne peut pas gagner la confiance des masses. Sans une direction du parti forte, ayant le pouvoir d'agir promptement et de diriger les activités des membres, un parti révolutionnaire ne peut pas exister. Le parti est une organisation centraliste qui conduit un combat déterminé pour le pouvoir. En tant que tel, il requiert une discipline de fer dans l'action³³.

Les arguments, en 1968, n'étaient pas limités au centralisme démocratique en tant que problème isolé ; ils concernaient la réorientation des recrues étudiantes vers l'industrie, avec des ventes du journal aux portes des usines, des bulletins, etc. Le livre que j'ai écrit sur les accords de productivité à l'époque (*The Employers' Offensive : Productivity Deals and How to Fight Them*) faisait partie du même processus. Le tournant vers la classe ouvrière, à la fin des années 60 et au début des années 70, mena à de sérieuses distorsions dans nos activités. Il encouragea l'abandon du travail étudiant, justifié par l'« ouvriérisme » qui était rampant parmi les anciens étudiants. Chris Harman, Alex Callinicos et Simon Turner durent se battre pour que le travail étudiant soit à nouveau pris au sérieux au milieu des années 70. Cette tendance des anciens universitaires à tourner le dos au travail étudiant est toujours rampante parmi nous, dans un certain nombre de groupes, hors de Grande Bretagne, appartenant à la tendance IS.

¹ T Cliff et D Gluckstein, *The Labour Party : A Marxist History* (Londres, 1988), p. 279.

² *The Observer*, 7 mars 1966.

³ *The Economist*, 3 octobre 1964.

⁴ S Brittan, *The Treasury under the Tories 1951-1964* (Londres, 1965), p. 276.

⁵ M Stewart et R Winsbury, *An Incomes Policy for Labour*, Fabian Tract 350 (octobre 1963), p. 18.

⁶ *The Economist*, 5 juin 1965.

⁷ *The Economist*, 4 septembre 1965.

⁸ Voir T Cliff et C Barker, *Incomes Policy, Legislation and Shop Stewards* (Londres, 1966), pp. 59-62.

⁹ *Ibid.*, p. 136.

¹⁰ I Birchall, *op cit*, p10. Depuis bien avant la venue au pouvoir des travaillistes, IS avait pris une position ferme d'opposition inconditionnelle à toute politique des revenus sous le capitalisme. Cette position nous laissait presque complètement isolés du reste de la gauche. Par exemple, lors d'une conférence organisée par l'*Institute for Workers' Control* en avril 1964, les deux membres de IS présents étaient les seuls à prendre une position ferme contre la politique des revenus. *Ibid.*, p. 9.

¹¹ *Ibid.*, p. 12.

¹² L Trotsky, *The Intelligentsia and Socialism* (Londres, 1966), p. 12.

¹³ T Cliff et I Birchall, France: *The Struggle Goes On* (Londres, 1968), pp.11-13.

¹⁴ C Harman, D Clark, A Sayers, R Kuper, M Shaw, *Education, Capitalism and the Student Revolt* (Londres, 1968), pp. 48-49.

¹⁵ D Widgery, *The Left in Britain, 1956-1968* (Londres, 1976), p. 310.

¹⁶ *Ibid.*, p. 311.

¹⁷ *Ibid.*, p. 313.

¹⁸ *Ibid.*, p. 315.

¹⁹ I Birchall, *op cit*, p. 15.

²⁰ D Widgery, *op cit*, p349. Ce tract était en harmonie avec la publication par la SLL, quelques années plus tôt, de la brochure de Trotsky à laquelle nous avons fait référence, *The Intelligentsia and Socialism*, *op cit*.

²¹ I Birchall, *op cit*, p. 16.

²² A Callinicos et S Turner, 'The Student Movement Today', *International Socialism* 1:75, p. 15.

²³ I Birchall, *op. cit.*, p. 16.

²⁴ E McCann, *War and an Irish Town* (Londres, 1993), p. 32.

²⁵ *Ibid.*, p. 46.

²⁶ *Ibid.*, p. 99-100..

²⁷ *Ibid.*, p. 297.

²⁸ *Ibid.*, p. 311.

²⁹ *Ibid.*, p. 312.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*, préface.

³² T Cliff, *Neither Washington Nor Moscow*, *op cit*, p. 215.

³³ T Cliff, *Lenin*, vol 1, *op cit*, p. 269.

V : La construction dans la montée des luttes

Les groupes de base dans les syndicats

Quand les conservateurs gagnèrent les élections de 1970, la résistance généralisée des travailleurs aux patrons et au gouvernement connut un élan nouveau. L'activisme syndical s'était développé de façon explosive face aux difficultés économiques et aux échecs du gouvernement Wilson. Cet élan fut encore accru par la politique du nouveau gouvernement conservateur dirigé par Edward Heath. La législation sur les relations industrielles, ainsi qu'une détermination à contrôler les salaires du secteur public, produisirent une série d'arrêts de travail. Une loi sur les relations industrielles fut votée en décembre 1970, qui présentait des affinités avec le « In Place of Strife » des travaillistes.

Les dirigeants syndicaux réagirent encore plus durement contre les conservateurs qu'ils ne l'avaient fait contre les travaillistes. La centrale syndicale (TUC : *Trade Unions Council*) tint une série de meetings nationaux, régionaux et locaux, un grand meeting à l'Albert Hall, et de nombreuses manifestations, parmi lesquelles la marche du 21 février, forte de 140.000 participants. Le TUC demanda aux syndicats de ne pas reconnaître la loi, et pratiquement tous les syndicats d'une certaine taille répondirent favorablement. Tous les syndicats reprirent la clause suggérée par le TUC pour les accords collectifs, déclarant : « Cet accord n'est pas légitime ».

Malgré tout, même quand le Labour n'est pas aux affaires les bureaucrates syndicaux ne changent pas fondamentalement. Le TUC continuait à rejeter le recours à l'action. Malgré cela, des grèves de protestation de vingt-quatre heures eurent lieu. Elles étaient organisées par la base et comptaient 600.000 travailleurs le 8 décembre 1970, 180.000 le 12 janvier 1971, et environ 1.250.000 à la fois le 1^{er} et le 18 mars 1971.

Un des points d'orgue de la lutte se produisit à l'occasion des licenciements à UCS (*Upper Clyde Shipbuilders* – les chantiers navals de la Clyde supérieure). Dans l'après-midi du 24 juin 1971, plus de 100.000 travailleurs de Glasgow cessèrent le travail à cause de la crise annoncée des chantiers. La moitié d'entre eux manifestèrent dans la ville. C'était la plus importante protestation venue de la Clyde depuis la grève générale (de 1926 – NdT). Un mois plus tard John Davies, secrétaire à l'Industrie, annonça que les emplois d'UCS passeraient de 8.500 à 2.500. Le lendemain, les salariés d'UCS prenaient le contrôle des quatre chantiers.

Le 10 août, une réunion de plus de 1.200 délégués de l'Ecosse et du Nord de l'Angleterre approuvèrent à l'unanimité le plan de refus des licenciements, appelant à un soutien financier pour les travailleurs d'UCS. Le 18 août, environ 200.000 travailleurs écossais posèrent les outils, et près de 80.000 d'entre eux partirent en manifestation. Le choc fut considérable pour le gouvernement. David McNee, chef de la police de Strathclyde, appela Downing Street et fit savoir clairement qu'il ne pouvait pas prendre la responsabilité de l'ordre public si le gouvernement ne réouvrait pas UCS. Heath comprit le message et fit volte-face.

En juillet 1972, cinq dockers de Londres furent emprisonnés à Pentonville pour avoir enfreint la loi sur les relations industrielles. La totalité des 44.000 dockers du pays se mit en grève sans préavis. Fleet Street suivit, et un certain nombre de travailleurs de la métallurgie se joignirent au mouvement. Il semblait que la bureaucratie syndicale risquât de perdre le contrôle si elle ne passait pas à l'action. Le 26 juillet, le conseil général du TUC appela à une grève de 24 heures pour le 31 juillet. Le gouvernement prit peur et, le jour même où le conseil général publiait son appel, la Chambre des Lords prit l'initiative dramatique d'amender la loi pour tirer Heath d'affaire. Les hommes furent libérés immédiatement, et le TUC annula l'appel à la grève générale.

Il y eut entre 1972 et 1974 plus de 200 occupations de chantiers navals, usines, bureaux et ateliers. Les travailleurs remportèrent d'importantes victoires sur le front des salaires. Les plus significatives furent les magnifiques grèves des mineurs de 1972 et de 1974.

La première de celles-ci résultait d'une importante activité à la base et de solidarités industrielles qui culminèrent dans la « bataille de Saltley Gates ». Des milliers de mineurs, rejoints par quelque 20.000 métallos en grève, fermèrent un très important dépôt de coke des Midlands, assurant en cela le succès de la grève. La seconde grève des mineurs, durant l'hiver 1973-74, même si elle était plus passive que la précédente, précipita la chute des conservateurs et imposa les élections générales qui virent le retour des travaillistes au pouvoir.

Une attaque généralisée du gouvernement avait conduit à une défense élargie des travailleurs, dans laquelle l'économie et la politique fusionnaient. Les travailleurs eux-mêmes avançaient vers la généralisation, pensant en termes de classe plutôt qu'en termes corporatistes.

Tout cela donna un élan massif à l'émergence des groupes syndicaux de base organisés par les militants de IS. Rétrospectivement, la nature de notre intervention d'alors est claire. D'une certaine manière, l'idée de mouvement de base fait partie de la continuité du mouvement ouvrier britannique qui, dans ses moments d'apogée, a su créer ce type d'organisation, comme pendant la Première Guerre mondiale (bien que cet exemple ne fût pas au premier plan dans nos esprits). Le concept fait irruption, non pas tant du fait de la mémoire que des conditions qui se répètent et génèrent les mêmes réponses.

La classe ouvrière britannique est l'une des plus organisées du monde en termes de syndicalisme. Elle souffre par conséquent des effets inévitables de la bureaucratisation.

Le pouvoir de la bureaucratie syndicale est tel que pour faire avancer la lutte au delà de limites strictes il est nécessaire que l'action soit organisée en dehors des responsables. Dans les années 50 et 60, la confiance des travailleurs ordinaires était si élevée que ce type d'action était commun. Mais cela ne débouchait pas sur un mouvement organisé du fait que, la période étant prospère, les employeurs étaient prêts à faire des concessions. L'action isolée (ce que nous appelions à l'époque le « *do it yourself reformism* ») suffisait. Avec le retour de la crise économique, et l'offensive

politique et idéologique orchestrée par Wilson, puis par Heath, il fallait aller au-delà de l'action ponctuelle pour pouvoir gagner.

Les militants de IS s'impliquèrent dans l'organisation à la base, non seulement parce que nos camarades travailleurs étaient amenés à cette conclusion sous la pression des événements, mais aussi du fait de l'accent général que nous mettions sur l'idée que « l'émancipation des travailleurs est l'acte de la classe ouvrière » - le fil rouge se reliant aux leçons de la théorie du capitalisme d'Etat et, au delà, à Marx.

Une orientation à la base signifiait organiser autour des délégués (*shop stewards* – ou leur équivalent dans les syndicats non industriels). A la fin des années 60 les *shop stewards* combinaient trois choses : ils faisaient normalement partie du personnel (avant leur incorporation au milieu des années 70) ; ils étaient les dirigeants de base élus de ce personnel ; et ils constituaient l'échelon le plus bas de l'organisation syndicale.

Une approche particulière de cette question était celle du Parti Communiste, qui se hâtait de jeter par dessus bord ses réalisations du passé. Comme l'écrit Alex Callinicos :

Le PC avait avec l'organisation des *shop stewards* une relation ambivalente. D'un côté, de nombreux *stewards* dirigeants étaient membres du parti, et le PC, avec sa tendance *Broad Left* (gauche large), présente dans de nombreux syndicats et localités, agissait en un réseau reliant les meilleurs militants. De l'autre côté, le parti cessa, après 1928, de poursuivre une réelle stratégie à la base... La stratégie des communistes consistait à gagner des positions officielles dans les syndicats en coopérant avec les travaillistes de gauche. Au début des années 70, le PC se retrouva virtuellement paralysé par les contradictions croissantes entre la bureaucratie syndicale et la base qui recoupait ses propres rangs. Ainsi, en même temps que son front industriel, le Comité de Liaison pour la Défense des Syndicats, organisait en 1969 deux grands arrêts de travail sans préavis contre les propositions antisyndicales du gouvernement Wilson, suivis par deux autres en 1970-71, il ne fit aucun effort pour organiser les militants de base dans la lutte, bien plus importante, qui suivit¹.

Si le PC mettait l'accent sur le rôle des *shop stewards* dans l'appareil syndical, cherchant à les utiliser comme un canal pour la bureaucratie dirigeante, il pouvait aussi y avoir le danger contraire, consistant à voir les *shop stewards* en termes de syndicalisme indépendant. Bien qu'il n'y ait pas eu d'organisation présente depuis les années 1910-1914 (à l'exception du petit groupe *Solidarity*), l'idée de syndicalisme indépendant revient continuellement à la surface dans les luttes industrielles. Elle pose en principe l'activité autonome et l'indépendance des travailleurs, mais évite la question « divisante » de la politique. Et c'est régulièrement un désastre, parce que cela empêche les luttes d'aller au delà des questions immédiates de salaires et de conditions de travail. A la fin des années 60, elle aurait été particulièrement déplacée. Le cadre de la lutte était posé par les tentatives conscientes de l'Etat (que le gouvernement fût travailliste ou conservateur) d'attaquer la classe ouvrière. Notre première brochure sur la question montrait déjà comment IS cherchait à éviter l'écueil du syndicalisme indépendant, son titre étant *Incomes Policy, Legislation and Shop Stewards* (Politique des revenus, législation et *shop stewards*).

Nous argumentions longuement et durement sur la nécessité de construire des organisations de base.

Dans son *Histoire de la révolution russe*, Trotsky explique comment la révolution avait vaincu : « Le Parti mettait les soviets en mouvement, le soviét mettait en mouvement les ouvriers, les soldats et jusqu'à un certain point les paysans. Ce qui était gagné en masse était perdu en vitesse. (On peut) se représenter l'appareil dirigeant comme un système d'engrenages »². Même dans une situation non révolutionnaire, l'analogie s'applique. La classe ouvrière a besoin de trois engrenages. Le parti révolutionnaire et les syndicats constituent deux d'entre eux. Mais, pour les connecter, il nous en faut un troisième – l'organisation à la base. Dans un article écrit après la libération des Cinq de Pentonville, intitulé « La bataille est gagnée mais la guerre continue », j'écrivais :

Trois engrenages : le mouvement syndical, avec ses 11 millions de membres et ses 250.000 *shop stewards*, est un puissant rouage, qui comporte les plus importantes organisations d'usine de la classe ouvrière du monde entier.

Supposons que nous ayons dans ce pays un parti socialiste révolutionnaire, une organisation de combat, trempée dans la lutte et instruite dans l'art des stratégies et tactiques tendant au renversement du capitalisme. Supposons que nous, *International Socialists*, tout en construisant une telle organisation, ayons un effectif de 50.000 membres.

Il est incontestable que cela constituerait un engrenage puissant. Malgré tout, un tel rouage ne saurait mettre en mouvement celui des 11 millions. S'il essayait, il serait voué à se briser. Il est nécessaire d'avoir entre les deux un rouage intermédiaire.

Celui-ci est l'organisation de militants dans différents syndicats et industries qui s'unissent autour de questions spécifiques, plus larges que celles affectant un petit groupe de salariés sur leur lieu de travail, mais qui ne vont pas jusqu'à considérer l'émancipation complète de la classe ouvrière par le renversement du système capitaliste.

Les militants de IS participent à la construction de cet engrenage sous la forme d'organisations de base autour de journaux comme *Carworker* (le travailleur de l'automobile), le *Collier* (le mineur) et *Rank and File Teacher* (l'enseignant de base). Le but de ces organisations est d'influencer la politique des syndicats.

Le conflit grandissant montrera aux travailleurs l'importance de la lutte, élargira leur horizon, et contribuera à clarifier leurs idées. Il est très important que les membres de IS s'efforcent de recruter des militants dans

notre organisation politique tout en renforçant toutes les organisations de base, industrielles et syndicales, qui existent.³

La classe capitaliste utilise deux armes pour défendre ses intérêts, l'une économique et l'autre politique. Le pouvoir économique des capitalistes réside dans leur capacité d'embaucher et de licencier des salariés, d'ouvrir des usines et de les fermer, etc. L'arme politique est constituée par le pouvoir d'Etat – l'armée, la police et les tribunaux – et la propagande par la presse, la télévision et la radio. Les travailleurs doivent aussi utiliser les deux armes, leurs puissances économique et politique. *Socialist Worker* reproduisait ainsi mon intervention à la Conférence Industrielle de IS du 11 novembre 1973, à laquelle assistaient 2.800 personnes :

Construire une nouvelle direction – avec une politique socialiste

Nous avons besoin d'un nouveau type de direction, enraciné dans la base...

Mais Cliff martela le message selon lequel la lutte à venir concernait bien plus que l'organisation à la base. « Pour mobiliser des millions de personnes, nous avons besoin d'un fort mouvement de base – plus un rouge central pour les relier entre eux ».

Ce rouage, c'est la politique socialiste. « Nous avons besoin d'une vision socialiste », déclara-t-il, « pour que les militants pensent : je suis d'abord socialiste, ensuite mineur, d'abord socialiste, ensuite docker », etc.

« Les journaux de base créés ces dernières années n'auraient pas survécu sans la politique de IS – même si nos militants sont minoritaires dans les comités de rédaction ».

Il termina par un vibrant appel qui provoqua des applaudissements prolongés : « Nous sommes engagés dans une bataille politique. Nous avons besoin d'un parti des travailleurs ».⁴

Le premier journal de base initié par des militants de IS fut *Rank and File Teacher*. Jusqu'au début des années 70 il était le seul journal de base à paraître régulièrement. Il y eut deux éditions de *Dock Worker* en 1968-69, et deux publications irrégulières : *Grading* et *Contracting sparks* (électriciens), et la brochure sur la grève de Barbican (1967) écrite par Paul Foot et intitulée *Anti-Cameron Report*. En mars 1973, 16 journaux de base étaient publiés régulièrement :

Journaux de base, mars 1973⁵

| | |
|--|--------|
| Carworker | 6.000 |
| Collier | 5.000 |
| Hospital Worker | 6.000 |
| Platform (autobus) | 3.000 |
| Textile Worker | 1.500 |
| Case Con (travailleurs sociaux) | 5.000 |
| Journalists Charter | 2.000 |
| NALGO Action News | 6.000 |
| Rank and File Teacher | 10.000 |
| Redder Tape | 3.000 |
| Scots Rank and File | 2.000 |
| Dock Worker | 5.000 |
| GEC Rank and File | 8.000 |
| Building Worker | 2.000 |
| Electricians Special | 2.000 |

Parmi d'autres journaux de base non mentionnés dans la liste ci-dessus, on trouvait *Steelworker*, *Post Office Worker*, *Printworker*, et quelques autres.

La conférence d'IS de mars 1973 vota la résolution suivante : « Nous devons travailler pour réunir une conférence de base en automne/hiver, qui serait dans l'idéal parrainée conjointement par tous les journaux de base sur lesquels nous avons quelque influence ». Par la suite, une conférence de base fut effectivement tenue à Birmingham le 30 mars 1974.

Le rapport industriel de la conférence d'IS de 1974 déclarait :

La conférence de base tenue à Birmingham le 30 est à l'évidence l'opération la plus importante que nous ayons jamais entreprise... 318 corps syndicaux s'y sont inscrits : une vraie récompense pour les trois mois d'agitation intense menée dans les cellules et les départements industriels. Pour ces 318 organisations syndicales qui ont été gagnées à la conférence il y en a probablement autant, sinon davantage, dans lesquelles nos camarades ou nos contacts ont été battus, le plus souvent par une combinaison d'éléments droitiers et du Parti Communiste. Il est clair qu'une importante proportion de nos membres industriels (cols bleus et cols blancs) ont pris la conférence très au sérieux.

Environ 500 délégués de 270 organisations ont effectivement participé à la conférence. Parmi ceux-ci, près des deux tiers étaient des travailleurs manuels, et seulement la moitié étaient membres de IS. Ces chiffres sont éloquentes en ce qui concerne le développement de IS au cours de l'année écoulée – en mars 1973 une telle réponse n'aurait pas été à l'ordre du jour. C'est en particulier un tribut à l'établissement des cellules d'usine, au renforcement des fractions, et au travail des journaux de base. Cela démontre en même temps le caractère fondamentalement correct de notre orientation. L'accent que nous avons mis sur un mouvement de base, national et démocratique, luttant pour une politique de classe indépendante, correspond effectivement à la conscience des militants⁶.

Le rapport était tout à fait satisfait de l'état du Mouvement National de Base (*National Rank and File Movement*) : « *Le NRFM est une authentique courroie de transmission, opérant à un niveau très modeste au sein de la classe ouvrière* ».

L'autodestruction du Parti Communiste nous avait de plus en plus laissé le champ libre. Jamais les militants ouvriers ne nous ont été aussi ouverts qu'en 1970-74 sous le gouvernement Heath – ni avant ni depuis. Tout ces progrès étaient dus au processus de généralisation en cours dans la classe ouvrière. Dans la lutte, les travailleurs étaient en train de changer.

Pourquoi cela s'était-il produit ? Prenons l'exemple d'un piquet de grève. Ce ne sont pas les travailleurs qui y prennent l'initiative de la violence. C'est lorsque la police et les jaunes essaient de passer au travers qu'ils se défendent. Les travailleurs cherchent la ligne de moindre résistance. Aussi longtemps que la voie de la réforme est ouverte celle de la révolution est fermée. C'est seulement quand le bricolage ne marche plus que les gens se portent vers les extrêmes. Et c'est finalement une révolution, qui n'est pas un pique-nique. C'est un risque énorme et un sacrifice, et les masses n'iront dans ce sens que lorsqu'il n'y aura pas d'autre chemin. Aussi longtemps que des luttes fragmentées obtiennent des résultats, les travailleurs ne généralisent pas. Mais lorsque, confrontés à la crise, les employeurs ne font plus de concessions et que les travailleurs doivent élever le niveau de la lutte, alors ils passent de la démarche corporatiste à une lutte de classe plus large, et ainsi changent eux-mêmes. Cela signifie qu'un nombre important de travailleurs apprennent comment l'Etat est organisé pour défendre le capitalisme, comment les médias couvrent les grèves, comment les parlementaires réformistes se tiennent sur la touche, etc.

Quelques semaines après la victoire de la grande grève des mineurs de 1972, je me rendis à Barnsley pour rencontrer les trois membres d'IS de la *National Union of Miners* (NUM). Je m'attendais à ce qu'ils amènent trois ou quatre contacts. Je fus stupéfait de voir arriver une centaine de mineurs, parmi lesquels un membre de l'exécutif national de NUM, Peter Tait, et Arthur Scargill, à l'époque membre de l'exécutif de NUM-Yorkshire. La réunion nous convainquit du besoin et de la possibilité d'un journal de base dans le syndicat des mineurs. John Charlton rapporte qu'à la conférence base des mineurs, appelée par IS en mars 1972, avaient assisté 56 mineurs venus de diverses parties du pays « à la suite de quoi nous pouvions compter sur une croissance rapide du mouvement de base autour du nouveau journal, *Collier*, qui avait été très bien reçu. Un certain nombre de mineurs dirigeants ont maintenant rejoint IS »⁷.

Nous tîmes une réunion à Grimethorpe, un village de mineurs. Nous n'y avions aucun membre. La réunion, tenue sous les auspices de IS, avait pour thème « la grève des mineurs et la lutte pour le socialisme » : 500 personnes y assistèrent.

Quand les cinq dockers de Pentonville furent emprisonnés pour avoir violé la loi sur les relations industrielles en 1972, le *London Port Shop Stewards' Committee* (comité des délégués du port de Londres) voulut imprimer une affiche protestant contre l'arrestation. Ils contactèrent l'imprimerie du parti Communiste, qui refusa de faire le travail parce que c'était le week-end et que l'imprimerie était fermée. La réticence de l'imprimerie du PC à sortir l'affiche était le symptôme d'un malaise général. Le PC et sa vitrine industrielle, la LCTDU, étaient plus ou moins inactifs parce qu'ils emboîtaient le pas à leur amis de gauche dans la bureaucratie.

Notre imprimerie, une chose minuscule à l'époque, fut contactée. Notre camarade imprimeur m'appela et me demanda : « C'est OK si on travaille tout le week-end ? » Ma réponse fut : « Certainement. Si besoin est il faut y travailler même la nuit ». L'affiche, qui disait « *One docker in the dock, all dockers out of the docks* » (un docker dedans, tous les dockers sont dehors), fut imprimée et généreusement collée.

Les dockers étaient très amicaux avec nous avant même l'arrestation des cinq de Pentonville. C'est Laurie Flynn qui, dans *Socialist Worker*, avait donné l'information selon laquelle la *Midland Cold Storage Company*, dont le piquet de grève illégal comprenait les cinq dockers emprisonnés, loin d'être la petite société innocente dont le journaux avaient fait le portrait, était possédée par la puissante famille Vestey, à la richesse fabuleuse.

Quelques jours après la libération des Cinq de Pentonville, IS tint un meeting de victoire des dockers à Stratford, East London, pour les accueillir. Trois des cinq dockers de Pentonville – Tony Merrick, Connie Clancy et Derek Watkins – étaient sur notre podium. Deux autres dockers étaient aussi à la tribune – Mickey Fenn et Tony Delaney. J'étais un des intervenants⁸. A l'époque, le nombre total des dockers de IS était égal à un ! Peu après, Mickey Fenn et Eddie Prevost – un docker très sérieux – nous rejoignirent. Mickey Fenn est malheureusement mort, et Eddie est toujours un membre actif de notre organisation, même s'il ne travaille plus sur les docks.

Autre cas : le TUC appela à un rassemblement devant le parlement le 2 novembre 1972 pour exiger une augmentation des retraites. Tout l'énorme site de construction de Anchor Steelworks à Scunthorpe cessa le travail dans l'après-midi, et 2.000 travailleurs marchèrent du site au stade de football municipal pour un meeting de masse revendiquant une augmentation des retraites. Ils étaient soutenus par des ouvriers du site de distribution d'électricité de Drax ainsi que par des délégations de syndicats de tout le Yorkshire. Près de 5.000 travailleurs y participèrent. J'étais l'une des personnes invitées à parler.

Je me souviens avoir commencé mon intervention par quelque chose comme : « J'avais le choix. J'aurais pu aller au rassemblement devant le parlement ou venir ici. Par respect pour les morts, je ne suis pas allé au parlement, je suis venu ici vers les vivants et ceux qui se battent ».

Je déclarai que j'étais fier d'être présent à « une journée de l'histoire du mouvement de la classe ouvrière. Les larmes de Jack Jones me brisent le cœur. Mais elles n'apporteront pas une augmentation des retraites », ajoutai-je dans de bruyantes acclamations, « Nous sommes l'armée de la classe ouvrière. Je pense que le mouvement de base est assez fort, en termes de puissance industrielle, pour augmenter les retraites maintenant. Je pense que la base, en termes de puissance industrielle, peut briser ce gouvernement conservateur »⁹.

De façon significative, immédiatement après le meeting, je fus invité par le comité des *shop stewards* d'Anchor Steelworks à participer à une session de formation des *shop stewards* pour débattre avec eux sur les accords de productivité (voir plus loin sur ce sujet).

Entre 1968 et 1974, les réunions auxquelles j'assistais dans tout le pays rendaient impossible toute vie de famille. « Pourquoi n'ai-je pas eu de papa entre quatre et dix ans ? » demandait ma fille Anna. Du fait que la politique avait toujours été le thème dominant de nos conversations à la maison, et que nous suivions les informations radiophoniques et télévisées pratiquement 24 heures sur 24, les enfants étaient saturés de politique. Mais assez souvent ils comprenaient les choses à l'envers. Un jour, Chanie, Donny et moi passions en voiture près du marché de Camden. Chanie dit : « Allons au marché ». Donny demanda : « C'est ça, le marché commun ? ». Nous rîmes. Ce fut plus gênant lorsque Chanie et moi allâmes voir le piquet de grève des ouvriers du bâtiment de South Bank, en 1958, en compagnie de Donny. Lorsque la police bouscula les travailleurs, Donny, âgé de quatre ans, annonça d'une voix perçante : « Papa, je veux être policier ! ». Autre anecdote : pendant la grève des mineurs de 1972, les informations télévisées proclamèrent que les mineurs prenaient le pays en otage. Notre fille Anna éclata en sanglots, terrifiée par ce qui pouvait lui arriver. Ce n'était pas une attitude « politiquement correcte » !

Parfois ces plaisanteries familiales pouvaient être de quelque utilité. Une exemple concerne Donny, qui devait être un petit garçon assez stupide. Nous lui donnâmes un bulbe à planter dans le jardin. Un jour, Chanie le vit retirer le bulbe de la terre, et lui demanda pourquoi. « Je fais ça tous les jours, dit-il, je veux voir s'il pousse bien ». J'ai raconté cela à des camarades qui montraient des signes d'impatience face à une absence de résultats politiques visibles d'une dépense considérable de temps politique et d'efforts. On ne moissonne pas là où on n'a pas semé.

Des conditions de croissance favorables

La défaite électorale des conservateurs en 1974 fut le point culminant d'une puissante avancée de la classe ouvrière. En ce qui concernait nos attentes pour IS, elles étaient en vérité très élevées. Les quelques années précédentes avaient été très bonnes pour l'organisation.

A la conférence de Pâques 1970, IS totalisait 880 membres. A Pâques 1972, nous avions atteint 2.351, et en 1974, 3.310. La composition sociale s'était aussi radicalement améliorée. En 1970, IS était composé essentiellement d'étudiants et de cols blancs, avec une poignée de travailleurs manuels. Les étudiants, alors et plus tard, jouèrent un rôle très important en vendant *Socialist Worker* à la porte des usines et en essayant de recruter des travailleurs.

Le rapport industriel de la conférence de 1974 donnait le tableau suivant :

Effectifs et composition sociale¹⁰

| | Mars 1972 | Mars 1973 | Mars 1974 |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Ouvriers et employés | 613 | 746 | 1.155 |
| Etudiants | 381 | 617 | 591 |
| Femmes au foyer | 58 | 87 | 146 |
| Chômeurs | 109 | 106 | 94 |
| Lycéens | 51 | 41 | 49 |
| « National members » | | 100 | 54 |
| Divers | 314 | 144 | 120 |

Composition syndicale¹¹

| Fractions travailleurs manuels | Mars 1973 | Déc 1973 | Juin 1974 |
|--------------------------------|-----------|----------|-----------|
| AUEW (métallus) | 200 | 235 | 275 |
| Bus | 25 | 35 | 37 |
| Docks | 3 | 6 | 7 |
| EETPU | 40 | 60 | 90 |
| Mécaniciens | | 150 | 180 |
| NUM | 50 | 67 | 70 |

| | | | |
|---|----|-----|-----|
| POEU | | | 15 |
| Aciéries | | | 20 |
| UPW | | | 30 |
| Travailleurs manuels et employés | | | |
| Santé | 30 | 100 | 130 |
| APEX | | | 30 |
| ASTMS | | 120 | 160 |
| ATTI | | 150 | 150 |
| AUEW (TASS) | 30 | 50 | 70 |
| Fonctionnaires | 40 | 46 | 56 |
| NUT | | 260 | 230 |
| NUJ | | 37 | 48 |
| NALGO | | 120 | 360 |

En mars 1974, sur les 2.000 bulletins d'adhésion analysés, 200 camarades étaient des *shop stewards* travailleurs manuels, 125 étaient des délégués du personnel employés, 250 avaient des positions dans leur section syndicale, et 92 étaient dans les comités de district ou de division. Une proportion significative (10 à 15%) avait des responsabilités dans le mouvement ouvrier au sens large, et c'est vers eux que nous devons de plus en plus nous tourner pour la direction aux niveaux local et national¹².

Lénine disait que dans le parti révolutionnaire il n'y a pas de militants de base – chacun est un dirigeant. Au contraire des partis réformistes, dans lesquels les dirigeants considèrent les adhérents comme des moutons qu'il s'agit de mener, le parti révolutionnaire a pour but de pousser la classe à agir dans le sens de ses propres intérêts, et cela signifie intervenir dans les débats sur « *Que faire ?* » à tous les niveaux. On ne peut par conséquent être un dirigeant si on n'est occupé que de la vie intérieure du parti. La question est de savoir comment l'organisation se relie aux non-membres. C'est là que réside le test d'une direction.

J'en ai souvent discuté avec des camarades qui n'étaient pas d'accord, mais une demie heure après je pouvais les entendre répéter mes arguments à des non-membres de façon efficace. Cela met en évidence à la fois les frictions et les accords qui sont nécessaires pour diriger dans une situation concrète. La direction est un dialogue, et il n'y a pas de dialogue possible avec des gens qui sont d'accord à 100% avec ce que vous dites. Diriger, c'est argumenter avec des gens qui sont d'accord avec vous à 50%, et par la discussion vous arrivez à élever le niveau à 60% ou plus.

Socialist Worker joua un rôle crucial. En septembre 1968 le journal fut lancé comme hebdomadaire.

Il avait quatre pages, coûtait deux anciens pence et avait l'air un peu minable. Il fut lentement amélioré. Il passa à six pages en 1969, huit en 1970, 12 en 1971 et 16 en 1972. La vente passa de 8.000 en août 1969 à 21.000 en juillet 1972, et à 31.000 en octobre 1974.

Le rapport industriel de la pré-conférence de 1974 déclarait : « *En juin de l'an dernier nous avons décidé d'utiliser Socialist Worker pour tester l'opportunité d'une conférence syndicale générale. Nous avons appelé à une conférence des travailleurs industriels sous l'égide de Socialist Worker en novembre. Ce rassemblement montrait sans l'ombre d'un doute que notre périphérie était substantielle, sérieuse et ouvrière* ». Près de 2.800 personnes, membres de IS et contacts, remplirent le Belle Vue Hall de Manchester, et l'expérience acquise en termes d'organisation fut substantielle.

Politiquement, le rassemblement indiquait aussi que *Socialist Worker* véhiculait l'implication de beaucoup de travailleurs qui n'étaient pas (encore) membres de SI. L'augmentation spectaculaire du nombre de travailleurs contribuant à *Socialist Worker* depuis avril était une indication qu'au moins une partie de ce développement avait été couronné de succès. Mais il était encore trop tôt pour que nous puissions argumenter avec certitude sur les conséquences de ce changement.

Le tournant vers les cellules d'usine

Malgré son orientation sur l'industrie, et sa croissance impressionnante, en 1972 la structure organisationnelle de IS était toujours de nature géographique. On appartenait à une cellule selon l'endroit où on habitait. A la fin de 1971 je me convainquis que cette structure était devenue inadaptée à un fonctionnement correct de l'organisation. L'établissement sur une base géographique convenait à la politique électoraliste ; pour une organisation qui prend pour base la lutte sur le lieu de travail, elle était inadéquate. La cellule ENV était la seule cellule d'usine qui existât en 1966. Elle n'existait d'ailleurs même plus, l'usine ayant fermé. Lors de la conférence de Pâques 1972, je déposai une résolution en faveur de la construction de cellules d'usine. Après une chaude discussion, elle fut rejetée par la conférence. L'opposition avait deux sources : ceux qui étaient contre les cellules d'usine, par principe, et ceux qui pensaient que leur construction était prématurée.

Une organisation, pour survivre, a besoin d'inertie. Plus elle est développée, plus elle a derrière elle une longue existence, plus l'inertie est présente. C'est une source de force mais, dialectiquement, le revers de la médaille est qu'elle génère des faiblesses. Une des raisons pour lesquelles les hommes ont survécu alors que les dinosaures ont disparu, c'est que ces grands sauriens avaient développé jusqu'à un point extrême certaines caractéristiques les empêchant de

changer lorsque les circonstances se modifiaient. L'humain est une misérable petite créature – il n'a pas de fourrure pour se protéger du froid, alors il met un pardessus. Mais si le temps change ils peuvent enlever son manteau. Un humain n'est ni carnivore ni végétarien, mais il peut être les deux. Pour une organisation révolutionnaire le danger de rigidité existe – il était naturel que les camarades, ayant consacré tant d'efforts à construire l'organisation, fussent perturbés par le changement, par la peur de voir les effectifs se diluer, ou les cellules d'usine mener à l'économisme ou au syndicalisme pur. Dans de telles conditions nous dûmes « tordre le bâton » vigoureusement. L'expression est de Lénine, qui répéta plus d'une fois qu'en tordant le bâton on pouvait aller trop loin. Mais il corrigeait toujours le problème lorsqu'il avait conquis sa position.

Finalement, l'idée de former des cellules d'usine l'emporta, et la façon dont cela fut réalisé est instructive. L'art de la direction comporte un certain nombre d'éléments, parmi lesquels la prise en considération de la conscience contradictoire. Si les travailleurs étaient convaincus que le capitalisme doit être aboli, la direction ne serait pas nécessaire – cela se produirait immédiatement. Si les travailleurs pensaient qu'il n'y a rien à faire contre le capitalisme, la direction serait encore une fois sans nécessité parce qu'elle serait futile. C'est parce que les travailleurs ont une conscience contradictoire, qui comprend les deux éléments, que le besoin d'un parti révolutionnaire se fait sentir. Cela dit, dans le parti révolutionnaire aussi il y a une conscience contradictoire et inégale, car il y règne un mélange d'inertie destinée à maintenir l'organisation et de volonté d'avancer, d'occuper de nouveaux terrains dans la lutte pour gagner la classe ouvrière au socialisme. Dans cette approche de la direction, Lénine suivait le précepte de Napoléon : « *On s'engage et puis on voit* » (en fr.). Bien sûr, cette méthode mène à des erreurs, mais en même temps elle est nécessaire si on veut aller de l'avant, opérer des bonds vers de nouvelles façons de faire les choses. C'était le cas pour les cellules d'usine. Les camarades n'en avaient pas fait l'expérience, et la seule façon de savoir si elles marcheraient était d'essayer.

Pour résumer l'expérience initiale des cellules, en septembre 1973 j'écrivis une brochure qui déclarait :

Le pouvoir des travailleurs réside essentiellement dans les usines, les docks et autres lieux de travail. Une organisation socialiste révolutionnaire doit être construite non pas comme une addition de cellules locales mais comme l'union de cellules d'usine. Elle peut prendre la direction de sections décisives de la classe ouvrière si elle possède de fortes cellules du parti dans les usines, surtout les grandes unités de production. La cellule d'usine sera responsable de la transmission de la politique du parti aux travailleurs de cette usine sur toutes les questions en cours, aussi bien que du programme à long terme du parti, assurant de la sorte l'unité entre ses buts immédiats et finaux.

La cellule d'usine devrait être la force motrice de l'élévation de la conscience de classe des travailleurs autour d'elle, développant leur éducation politique, leur organisation, leur initiative, leur enthousiasme et leur combativité, afin qu'à partir de l'usine ils soient amenés à la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble. Les cellules d'usine devraient organiser l'avant-garde de la classe ouvrière dans le cadre de la production. L'usine est le meilleur centre d'organisation des travailleurs en lutte, non seulement dans l'usine elle-même mais autour d'elle. La cellule d'usine devrait être constituée de membres du parti employés au même endroit, représentant le parti en tant que totalité. La cellule n'est pas seulement une addition d'individus qui ont les mêmes opinions, qui se bornent à se réunir pour discuter de questions qui les intéressent. Ils ont collectivement la responsabilité, sur leur lieu de travail, de gagner les salariés à la politique du parti dans son ensemble¹³.

Il est nécessaire que les camarades des cellules d'usine saisissent la part du lion dans les comités de district. Cela renforcera la direction du district en même temps que cela renforcera les cellules d'usine en élargissant leur vision, considérant la lutte de la classe ouvrière en termes plus vastes et évitant l'écueil d'un point de vue étroitement industriel¹⁴.

La brochure résumait le guide général des cellules d'usine de la façon suivante :

En premier lieu, les cellules d'usine doivent unir les socialistes révolutionnaires, les militants de l'usine...

Deuxièmement, la cellule d'usine reliera ces socialistes avancés à la majorité des travailleurs... La cellule IS, par la voie de tracts, de bulletins et des journaux de base de l'industrie concernée, essaieront d'influencer la masse des travailleurs de l'usine.

Troisièmement, la cellule d'usine doit tenir des réunions régulières pour discuter de la manière dont les militants doivent se battre pour des résolutions et des orientations politiques décidées par les organisations nationales...

Quatrièmement, la cellule doit se réunir régulièrement pour débattre de la façon dont les militants peuvent s'y prendre pour devenir *shop stewards* et occuper d'autres responsabilités dans l'usine et au nom de l'usine.

Cinquièmement, la cellule doit tenir des réunions politiques, pour discuter d'un programme de formation politique de base ainsi que des événements en cours, des titres de *Socialist Worker*, ceux d'*International Socialism* et d'autres publications d'IS.

Au surplus, « *un thème de travail central de la cellule d'usine doit être la tentative de gagner la direction des travailleurs de l'entreprise* ». Une partie importante de la tâche était que « *chaque cellule d'usine doit produire un programme pour l'entreprise* ». Le but fondamental de la cellule IS d'usine était de faire, dans

les cas spécifiques, ce que IS faisait en général, à savoir « *élever le niveau de conscience, l'activité autonome et l'organisation des salariés sur le lieu de travail* »¹⁵.

La décision la plus significative de la conférence de l'année suivante, 1973, était le projet de construire au moins dix cellules d'usine dans l'année. Les résultats furent bien plus impressionnants que l'objectif des dix. Lors de la conférence de 1974, le rapport indiquait : « *Nous avons maintenant 38 cellules sur les lieux de travail, fortes d'au moins 300 membres* »¹⁶, soit une moyenne de huit militants par cellule – un résultat très satisfaisant.

Dans le groupe Leyland nous avons désormais six cellules d'usine, chez Ford et chez Chrysler nous en avons trois. A Lucas nous en avons deux, et à ICI, aux aciéries et à RTZ, nous en avons une dans chaque usine, ainsi qu'un certain nombre de camarades isolés et de contacts¹⁷.

Ce qu'il y avait d'excitant dans nos cellules d'usine, c'est qu'elles ne se limitaient pas au combat contre leurs propres patrons, mais sortaient de l'usine pour mener des batailles sur des questions générales, sociales et politiques. C'était essentiel. Lénine avait toujours insisté sur le fait que les bolcheviks n'étaient pas seulement des combattants de la cause des travailleurs mais également « la tribune des opprimés ». De la même manière qu'il était essentiel pour les étudiants de s'échapper de la théorie abstraite pour intervenir, il était vital pour les travailleurs de voir au delà des limites des idées syndicalistes ou ouvriéristes. Je donnerai deux exemples de la façon dont cela se passait dans la pratique.

Dans le Yorkshire, à Ossett, nous avions une bonne cellule dans une entreprise qui produisait des accessoires automobiles. Ils avaient appris que dans l'école locale l'organisation des repas était extrêmement injuste : les enfants qui payaient pour leur repas attendaient dans une queue, alors que ceux qui avaient des repas gratuits étaient dans une file séparée. Chacune comportait une carte colorée différente à présenter. Notre cellule d'usine réussit à convaincre le personnel de faire une grève de protestation. Ils remportèrent une rapide victoire : le maire de Bradford se précipita à l'usine pour annoncer que les autorités locales avaient annulé l'organisation des repas litigieuse.

Un autre exemple : après les attentats à la bombe dans les pubs de Birmingham en 1974, une vague de haine anti-Irlandais se répandit dans les lieux de travail. Evidemment, nous étions opposés à l'idée de mettre une bombe dans un pub fréquenté par des travailleurs, parmi lesquels des Irlandais. Ce n'était pas une installation militaire. En même temps, nous étions pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord, pour mettre fin au rôle de l'impérialisme anglais dans cette région. Nous avions à l'époque à Birmingham cinq cellules d'usine, dont une très forte à Longbridge et une autre à Lucas. Les camarades appelèrent à une réunion pour discuter de ce qu'il fallait faire. Plus de 50 métallos y assistèrent, et une stratégie très claire et efficace y fut adoptée. Ils décidèrent d'organiser une journée de deuil pour les victimes de l'attentat atroce. Par respect pour les morts, aucune affiche, aucun slogan n'était accepté, et la marche devait se faire dans un silence total. Elle devait commencer avant l'heure d'ouverture des pubs et finir après leur fermeture pour empêcher toute dérive éthylique. L'itinéraire de la marche évitait les quartiers irlandais.

La lutte contre les accords de productivité

En 1970, dans mon livre *The Employers' Offensive : Productivity Deals and How to Fight Them* (L'offensive patronale : les accords de productivité et comment les combattre), j'expliquais que le fait que la politique des revenus de Harold Wilson n'ait pas réussi à empêcher des hausses de salaires notables avait amené les patrons et le gouvernement à utiliser un angle d'attaque plus indirect – le piège des négociations de productivité. Les managers et le gouvernement en vinrent à conclure que le paiement au résultat (ou aux pièces) était la force motrice majeure à l'œuvre derrière la dérive salariale et la hausse des niveaux de rémunération.

En 1968, l'Association des Employeurs du District de Coventry publia une étude extrêmement intéressante intitulée *Working Party Report on Wage Drift, Work Management and Systems of Payment* (Rapport de la division de travail sur la dérive salariale, l'organisation du travail et les systèmes de paiement, plus connu sous le nom de Livre Bleu de Coventry). Ce rapport expliquait que la rémunération aux résultats était une arme puissante entre les mains des travailleurs pour obtenir des hausses de salaires et réduire les marges de profit. En plus, elle remettait en cause la prérogative des directions qui était de diriger :

Lentement mais sûrement, elle arrache à la direction un espace de contrôle qui est essentiellement une fonction managériale, au point que les dirigeants d'unités de production ont peu ou pas de contrôle, et les salariés ont dès lors la possibilité de décider de leur taux de rémunération par la négociation, et travaillent au taux qui leur convient le mieux¹⁸.

La bataille sur le travail à la tâche illustre l'argument de Marx selon lequel la lutte des classes ne connaît aucune interruption, que ce soit sous une forme ouverte ou cachée. Les taux horaires avaient été très répandus, mais les patrons avaient décidé que cela encourageait l'unité des salariés du fait que chaque travailleur gagnait la même chose. Le paiement à l'heure, pensaient-ils, n'encourageait pas les gains de productivité, puisqu'on gagnait autant que l'on travaille dur ou pas. Le paiement au résultat était destiné à diviser les travailleurs et à augmenter la production. C'était la carte maquillée des patrons. Mais entre les mains d'un mouvement de la classe ouvrière bien organisé, leur stratégie fut émuée, pour finalement devenir une arme pour les salariés. L'initiative créatrice de la classe ouvrière se manifestait une fois de plus.

L'argument principal contre le paiement au résultat fut répété par Allan Flanders, avocat des nouveaux agréments de productivité à la raffinerie de Fawley. Pour Flanders, un des buts primordiaux des accords de productivité était de mettre fin à « l'abrogation de la direction par la direction ».

Voici l'aspect des négociations de productivité sur lequel je veux particulièrement mettre l'accent. J'imagine difficilement comment le désordre accumulé, qui est l'héritage des deux décennies de croissance d'après-guerre dans le système officieux des négociations collectives, peut être neutralisé sans l'aide des accords de productivité. Le rétablissement de l'ordre et du contrôle est central dans l'idée des négociations de productivité, parce qu'à long terme cela peut être bien plus important que les gains immédiats réalisés sous forme d'augmentation de la productivité du travail¹⁹.

Il concluait que les négociations de productivité étaient « *un premier pas logique vers un système moderne et viable de contrôle et d'effort managérial* »²⁰.

Les accords de productivité signifiaient aussi un système permettant de contraindre les salariés à travailler davantage. Un aspect central de pratiquement tous les accords de productivité est la flexibilité croissante de l'appel à la main d'œuvre. Cette flexibilité de la main d'œuvre aboutit à ce qu'un travailleur doit faire le travail de deux²¹. En plus, dans les accords de productivité furent introduites des études de temps et de mouvement et d'accélération²².

Les accords de productivité, en remplaçant le travail aux pièces par des accords nationaux ou d'usine, minaient le pouvoir des shop stewards. Ils arrachèrent ainsi aux *shop stewards* leur fonction la plus fondamentale – celle de négocier les taux de rémunération. Ils accrurent inévitablement le rôle des permanents. Comme je l'ai écrit :

Une tendance particulièrement insidieuse apparue ces dernières années est l'accroissement du nombre des permanents, délégués d'atelier, permanents adjoints, membres des comités d'usine, etc., qui passent des périodes de plus en plus longues loin de leur travail désormais théorique. Dans de nombreuses usines le travailleur ordinaire qui est élu *shop steward* se retrouve très rapidement (s'il représente correctement ses hommes) éloigné de son lieu de travail. Puis il bénéficie d'un travail « facile », permettant à la direction de le déplacer sans dommages pour la production. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup se retrouvent complètement coupés de leur base. Avec les permanents d'usine, cela est ressenti fortement. Souvent, le seul contact qu'ils ont avec les salariés, c'est lorsqu'ils viennent les voir pour tenter de les convaincre de ne pas faire grève sur une revendication²³.

L'impact global des accords de productivité sur l'activité du mouvement ouvrier ne devait nous apparaître en toute clarté qu'après 1974. Ainsi, l'optimisme du rapport industriel de la conférence d'IS de 1974 était sans nuage. Il avait d'ailleurs, à raison, toutes les raisons d'être fier des interventions de l'organisation dans les luttes des travailleurs : « *La liste des conflits dans lesquels IS, les organisations de base qui nous soutiennent et les camarades d'IS ont joué un rôle important et se sont distingués, se lit comme une histoire contemporaine de la classe ouvrière : le conflit du personnel non soignant des hôpitaux, le conflit de GEC, de Fine Tubes, les grèves de Chrysler, le conflit de Perkins, les luttes impliquant des travailleurs noirs à STC et des femmes à GEC, Con-Mech, Shrewsbury, les pompiers de Glasgow, les ambulanciers, les mineurs, Strachans, le conflit des enseignants de Londres, la solidarité avec le Chili, les luttes des infirmières sur les seuils de salaires* »²⁴

¹ A Callinicos, 'The Rank and File Movement Today', International Socialism 2:17 (automne 1982), pp. 20-21.

² L. Trotsky, *The History of the Russian Revolution* (Londres, 1977), p.1.130.

³ *Socialist Worker*, 5 août 1972.

⁴ *Socialist Worker*, 17 novembre 1973.

⁵ International Socialism, Internal Bulletin, p. 26.

⁶ *Ibid.*, p. 13.

⁷ *Socialist Worker*, 8 avril 1972.

⁸ *Socialist Worker*, 5 août 1972.

⁹ *Socialist Worker*, 2 décembre 1972.

¹⁰ International Socialism, Internal Bulletin, Pre-Conference Issue, 1974, p. 14.

¹¹ *Ibid.*, pp. 28-29.

¹² *Ibid.*, pp. 51.

¹³ *Ibid.*, pp. 54-55.

¹⁴ *Ibid.*, pp. 56.

¹⁵ *Ibid.*, pp. 56-57.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 16.

¹⁷ *Ibid.*, pp. 27.

¹⁸ Cité in T. Cliff, *The Employers' Offensive: Productivity Deals and How to Fight Them* (Londres, 1970), p. 45.

¹⁹ Cité *ibid.*, pp. 51-52.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*, pp. 58.

²² *Ibid.*, pp. 99-112.

²³ *Ibid.*, pp. 205.

²⁴ *Ibid.*, pp. 13..

VI : Les reculs

D'un radieux printemps à un hiver glacial

Les années 1970-1974 ont été les plus belles de ma vie. Comme nous venons de le voir, la classe ouvrière remportait alors d'éclatantes victoires : deux grèves des mineurs victorieuses – la première, en 1972, nous débarrassa de la politique des revenus conservatrice, la seconde, en 1974, nous débarrassa des conservateurs ; les cinq dockers de Pentonville avaient été libérés à la suite de la grève nationale des docks ; la grève des travailleurs de Fleet Street ; et une grève massive dans l'industrie mécanique, se transformant presque en grève générale. Les 8.000 travailleurs occupant UCS remportèrent une victoire glorieuse, suivie par quelque 200 autres occupations d'usines. IS s'était bien comporté. Notre croissance était impressionnante. Beaucoup de nos camarades étaient *shop stewards*, et autour de nos militants se rassemblait un nombre bien plus grand de travailleurs, organisés en groupes de base.

Pourtant, après tout cela l'offensive ouvrière se transforma en une retraite que nous appelâmes « un déclin de la lutte des classes ». Pour comprendre l'effondrement de l'activisme, il faut prendre en considération des facteurs économiques et politiques, et assimiler la relation dialectique entre les deux éléments.

En 1964, la « Déclaration d'intention sur la production, les prix et les revenus » d'Harold Wilson n'avait pas pu étouffer l'activité montante. Ted Heath, durant son passage aux affaires de 1970 à 1974, avait essayé sans succès d'imposer la politique des revenus. Et là c'était la même chose, pendant le terme de Wilson commencé en 1974, qui allait être introduite volontairement au moyen du Contrat Social, avec la bénédiction des dirigeants syndicaux.

Le Contrat Social était fortement soutenu par les dirigeants de gauche des syndicats, Hugh Scanlon du syndicat des mécaniciens et Jack Jones de la TGWU. Inscrit au programme pré-électoral du Parti Travailleuse de 1973, ce « Contrat Social avancé entre les travailleurs et le gouvernement » était planifié de telle sorte qu'il pouvait être renouvelé tous les ans lorsque des circonstances ou des opportunités nouvelles se présenteraient. Ce que Heath n'était pas parvenu à faire par une politique agressive, Wilson et Callaghan espéraient le réaliser avec leur approche veloutée.

Ainsi, lorsqu'en octobre 1974 le Labour remporta la deuxième élection générale de l'année, la politique de Heath, qui avait été d'affronter les syndicats, fut remplacée par la nouvelle stratégie, qui comportait un certain nombre de concessions aux syndicats. Pour faciliter la collaboration avec les syndicats, Harold Wilson prit dans son gouvernement des hommes qui avaient une réputation de gauche : Michael Foot, Tony Benn et Eric Heffer. Les mineurs gagnèrent leur revendication salariale. De façon générale, les salaires s'élevèrent de 16% pendant la première année du gouvernement Wilson, alors que les prix montaient de 8%.

Michael Foot, ministre du travail, entreprit d'abroger la plupart des articles de la Loi sur les Relations Industrielles des conservateurs en réaction à une grève de tous les membres d'AEU contre la saisie judiciaire de leurs actifs. Le « crime » d'AEU avait été de soutenir la grève de la petite entreprise de mécanique Con Mech, dans le Surrey.

Les travailleurs continuant à se battre contre les fermetures et les licenciements, Tony Benn, ministre de l'industrie, promit une aide aux coopératives de travailleurs de Triumph Meriden, KME à Kirby, et du *Scottish Daily News*.

En juillet 1975, Healey imposa la première étape de la politique de contrôle des salaires du Labour, et introduisit des limites aux dépenses publiques. C'était la première manifestation de ce qu'on allait plus tard appeler le *thatcherisme*. Puis, le 1^{er} août 1976, vint la deuxième étape : une augmentation des salaires de 4,5% alors que l'inflation était de 16,5%, débouchant sur une baisse sérieuse des salaires réels. Pas un seul dirigeant syndical ne s'y opposa.

Par la suite, il devint clair qu'il y avait des limites à ce que la base pouvait endurer. A la troisième étape, des conférences syndicales cruciales – celles des mécaniciens, de TGWU, NUM et bien d'autres – décidèrent de s'opposer à une troisième année de modération salariale. A partir de l'été 1977, le gouvernement fut contraint de lui-même à adoucir cette phase. Malgré tout, les dirigeants syndicaux poursuivaient leur collaboration tacite. Un seul syndicat résista à la troisième étape au moyen de la grève – celui des pompiers, qui engagea, en novembre 1977, un conflit de huit semaines pour une revendication d'augmentation salariale de 30%. Le gouvernement travailliste mobilisa contre eux toutes ses forces, allant jusqu'à faire usage des troupes. Malgré un vaste soutien public, les pompiers connurent la défaite. Quand le gouvernement essaya d'imposer la quatrième étape en août 1978 – une limite de 5% aux augmentations de salaire – les digues se rompirent. Le résultat fut l'« Hiver de mécontentement ». Malgré tout, Wilson et Callaghan pouvaient se frotter les mains. Ils avaient réussi à obtenir la coopération des syndicats sur la politique des revenus pendant une longue et dure période, de 1975 à 1978. Leur stratégie avait réussi à transformer la grande avancée de la classe ouvrière dans les années du gouvernement Heath en retraite catastrophique.

Les principaux architectes du désastre dans le camp syndical, Scanlon et Jones, étaient eux-mêmes soutenus sans réserve par les militants du Parti Communiste, qui avaient une forte influence au sein de la base. L'un des résultats de tout cela fut la collaboration des syndicats avec les employeurs, sous le nom de « participation ». L'influence de la « participation » sur l'activisme ouvrier fut pernicieuse.

C'est là que la carotte travailliste montrait ses avantages sur le bâton conservateur. Govan, nouveau nom des trois anciens chantiers d'UCS (le quatrième devenant Marathon) était un pionnier dans le champ de la « participation des salariés ». Les *stewards* siégeaient dans un comité syndicat-direction qui mit au point un accord de productivité très dur. Ils signèrent une convention en 31 points qui contenait des clauses anti-grève élaborées et des concessions massives sur les pratiques donnant à la direction le droit d'imposer des heures supplémentaires.

Quand les ouvriers des chantiers navals de Swan Hunter, sur la Tyne, rejetèrent une convention très dure liée à la construction d'un navire polonais, Govan joua les briseurs de grève. Jimmie Airlie, permanent communiste de Govan, avait dirigé l'occupation d'UCS en 1971, disant à l'époque : « Les autres chantiers vont-ils accepter nos commandes et

laisser affamer nos hommes ? ». Mais en 1978 il chantait une tout autre chanson : « *Si Newcastle perd six navires à cause des conflits, nous les construirons. Si ce n'est pas nous, c'est les Japonais qui le feront* ».

La participation fit rage également dans l'industrie automobile. Elle rendit les briseurs de grève respectables à Longbridge, la plus grande usine de British Leyland, qui était depuis des décennies la fabrique la plus militante de l'industrie automobile. En 1975, des *stewards* responsables acceptèrent un système de participation sur trois tiers accompagné par l'annonce de 12.000 licenciements. Désormais, au lieu de sept *stewards* à plein temps, Longbridge en avait plus de 50. Un écart s'installa entre eux et les membres. Le *Financial Times* publiait de vibrantes louanges des *stewards* de Longbridge.

Derek Robinson, le secrétaire de section de Longbridge, président du Comité de British Leyland ainsi que membre dirigeant du Parti Communiste, était plus enthousiaste, dans son engouement pour la « participation » que quiconque. Il parlait de plus en plus en tant que partenaire de la direction. « *Nous n'avons pas encore réussi à faire passer l'idée, dans les larges masses du peuple au travail, qu'elles ont tout autant que nous intérêt à être efficaces. C'est un de nos problèmes... si nous arrivons... à faire de Leyland un succès comme entreprise publique, il est évident que ce sera une victoire politique majeure.* »

Sous le règne de Robinson, les comités d'atelier de Longbridge, au lieu de servir de courroie de transmission aux revendications des travailleurs vers le haut, en vinrent à servir les intérêts des employeurs, transmettant leurs ordres vers le bas. La « participation » affaiblissait l'organisation à la base, aggravait le corporatisme et faisait finalement du recours aux jaunes une tactique officielle. En février 1977, 2.365 ouvriers de l'outillage de British Leyland firent une grève d'un mois pour des droits de négociation séparés et la restauration des différentiels. Lorsque le gouvernement menaça de les licencier, le président du syndicat des mécaniciens, Hugh Scanlon, déclara que ce licenciement avait « l'entier soutien de tous les syndicats ». Robinson opina et encouragea tous les travailleurs à traverser le piquet de grève de l'outillage.

Les années de participation firent des dégâts considérables. Le gouvernement nomma à la tête de British Leyland un patron de combat, Michael Edwardes, qui annonça 12.500 licenciements en janvier 1978. Des meetings de protestation massifs furent tenus, mais très rapidement la majorité des *stewards* et des permanents syndicaux décidèrent d'accepter. En novembre, une grève à laquelle avait appelé le comité des shop *stewards* de Longbridge contre la limite de 5% fixée par le gouvernement à l'augmentation des salaires tourna court sans un murmure. Le 10 septembre 1979, Edwardes, avec le soutien de la direction des syndicats des chantiers navals et de la mécanique, exploita l'éloignement entre les shop *stewards* et leur base pour organiser une consultation par dessus la tête des shop *stewards*. Celle-ci demandait simplement aux salariés : « Etes-vous favorables au plan de survie de Leyland ? » sans même faire semblant d'expliquer ce que cela signifiait. Le résultat du vote fut de sept contre un en faveur du « oui ».

Désormais Edwardes n'avait plus besoin de la « participation ». Le 19 octobre, il licencia Robinson. Malgré tout, Longbridge restait solide, et 57.000 ouvriers posèrent les outils dans l'ensemble de British Leyland. Mais les piquets étaient petits, et peu d'efforts furent faits pour étendre la grève ailleurs. Le 27 octobre, les dirigeants syndicaux de la mécanique appelèrent à la reprise, et Robinson lui-même s'inclina, abandonnant sa base à une terrible démoralisation. En bref, la vigueur des travailleurs organisés de Longbridge, qui avait joué un rôle clé dans la solidarité avec les mineurs en 1972, s'était désastreusement atrophiée.

En ce qui concerne les mineurs, la mesure mise en oeuvre pour neutraliser leur combativité fut une espèce d'accord de productivité proposant des revenus très différents selon les bassins houillers, et même selon les différents puits. En septembre 1974, le *National Coal Board* (organisation patronale) et les représentants des syndicats de mineurs soumièrent des éléments d'un projet d'accord. Le vote des membres du NUM le rejeta à 61,53 %.

Mais le gouvernement, représenté par le Secrétaire à l'énergie Tony Benn, ainsi que le *National Coal Board* maintinrent la pression. Le président du NUM, Joe Gormley, leur fit une fleur en organisant un nouveau vote au mépris des statuts du syndicat. Il espérait annuler la première décision, mais une fois de plus la majorité (55,6%) rejeta le plan. Dès lors, l'exécutif du NUM permit à des zones séparées de négocier leur propres accords locaux, ce que le Nottinghamshire et d'autres régions s'empressèrent de faire. C'est cela, plus que tout le reste, qui créa les profondes divisions qui furent si néfastes en 1984-1985. Les graines du sabotage de cette grève avaient été semées par le gouvernement travailliste en 1977.

Le gouvernement travailliste alla plus loin que le simple encouragement à briser les grèves. Lorsque les éboueurs de Glasgow cessèrent le travail en mars 1975, le gouvernement envoya la troupe pour briser la grève, et l'armée fut à nouveau utilisée, contre les pompiers cette fois, au cours de l'hiver 1977-1978.

Le lien entre le Labour et les syndicats avait pour conséquence que la bureaucratie syndicale pouvait être utilisée pour discipliner la classe ouvrière, et ce beaucoup plus efficacement que les tribunaux de Heath et tout l'appareil de l'Etat n'avaient pu le faire¹.

L'activité militante s'effondra dans toute l'industrie minière : le nombre de journées de grève « perdues » - plus de 10 millions en 1972 et plus de 5 millions en 1974 – tombèrent à 52.000 en 1975, remontant à 70.000 en 1976, 88.000 en 1977 et 176.000 en 1978².

Un autre aspect de ce processus (dont j'avais averti dans mon livre de 1970, *L'offensive des employeurs*) vint au premier plan à ce moment-là. Les accords de productivité aboutissaient à ce que les shop *stewards* étaient exclus des négociations salariales, en même temps que les convenors devenaient des permanents à plein temps, accroissant ainsi le pouvoir de la bureaucratie syndicale sur la base. Le nombre de convenors à plein temps avait récemment augmenté dramatiquement, comme le montrait clairement une étude publiée en 1978. Celle-ci était basée sur une enquête dans 453 lieux de travail employant 330.000 travailleurs manuels de GMWU, dans un large éventail d'industries et de

services. Du nombre total des travailleurs de l'échantillon, 73% étaient dans l'industrie manufacturière et 23% dans le service public (principalement gaz, eau, électricité, santé, et administration centrale et locale).

Cette étude montrait que dans l'industrie manufacturière, 62% de toutes les usines employant plus de 500 salariés avaient des *convenors* à plein temps, pour la mécanique le chiffre était de 69% et pour le secteur public 21%. Elle estimait qu'il y avait désormais quatre fois plus de *convenors* à plein temps qu'en 1966 – près de 5.000 dans les établissements manufacturiers (en plus, il y en avait encore deux milliers dans d'autres lieux de travail). Ainsi, le nombre des *convenors* était deux fois et demie plus élevé que celui des permanents syndicaux³.

Evidemment, la position des *convenors* n'est pas la même que celle des permanents syndicaux. Mais il y a assez souvent plus de similitudes entre ces deux catégories qu'entre l'une ou l'autre et les travailleurs de base.

Les années 1974-79 confirmèrent les analyses contenues dans *L'Offensive des employeurs*, mais avoir raison était une bien piètre consolation. Il était triste de constater que les membres de IS/SWP avaient beaucoup moins d'influence que le PC.

L'augmentation massive du chômage entama aussi la confiance des travailleurs dans leur capacité de combat. L'augmentation du chômage peut avoir deux effets : mater les travailleurs ou les inciter à lutter. Les forces politiques qui dominaient le mouvement ouvrier firent pencher la balance dans le sens de la retraite. En janvier 1975, il y avait 678.000 personnes privées d'emploi ; en décembre, le chiffre avait grimpé à 1.129.000 ; en décembre 1976, il était de 1.273.000 et en septembre 1977 de 1.609.000⁴.

Face à l'importante augmentation du chômage, de 678.000 en janvier 75 à 1.273.000 en septembre 77, nous décidâmes de lancer la *Right to Work Campaign* (campagne pour le droit au travail). Hélas, le succès de cette campagne dans la lutte contre le chômage fut impuissant à conjurer la retraite générale de la classe ouvrière.

L'étendue de cette retraite devient claire si l'on suit ce qui se passait au niveau des rémunérations. « *Jamais, depuis la II^e Guerre mondiale, les salaires réels n'ont autant décliné que sous le gouvernement travailliste de 1974-1979* »⁵. Il y eut des luttes sous ce gouvernement, mais elles étaient radicalement différentes de celles de la période précédente. Les conflits étaient plus durs et plus longs ; les employeurs étaient bien plus agressifs et très souvent résolus à ne rien concéder, sinon à l'issue d'une longue bataille ; les lock-outs étaient de retour de façon décuplée ; et la proportion des conflits dont l'issue étaient la défaite, totale ou partielle, des travailleurs était bien plus grande que dans les années précédentes.

Last but not least, la retraite des travailleurs en 1974-79 était due aux idées politiques dominantes à gauche. Comme je l'ai écrit ailleurs :

... dans les années 68-74 il y avait un équilibre instable entre la généralisation politique du côté des employeurs – politique des revenus et législation sur les relations industrielles – et l'activisme industriel du côté des travailleurs. Une telle situation ne peut perdurer. L'équilibre instable peut avoir deux résultats : soit la généralisation politique au sein de l'activisme industriel, soit le déclin du militantisme à la base. En fait, l'équilibre instable fut, dans les années suivantes, détruit par la politique dominante la classe ouvrière britannique – le travaillisme – dont la nature est bien résumée par la bannière de NUM du Kent, représentant un mineur devant le puits, regardant vers le Parlement. C'est là l'essence de ce que représente le travaillisme dans les relations entre l'action industrielle et la politique. La logique de cette dichotomie entre l'économie et la politique, c'est que si les revendications des travailleurs les dressent contre un gouvernement conservateur, il y a l'alternative d'un gouvernement travailliste. Mais si leur lutte les oppose à un gouvernement travailliste, il n'y a pas d'autre solution que la retraite⁶.

Dans les années 1950, mon ami Jabra Nicola, ancien rédacteur en chef du journal stalinien légal en Palestine qui avait rejoint notre groupe trotskyste, vint en visite en Angleterre. Nous comparâmes le sort de l'Empire Britannique avec celui de la France. Il le formula très bien : les Français avaient connu des explosions massives dans leurs colonies d'Indochine et en Algérie, de telle sorte que les capitalistes français avaient perdu pratiquement tous leurs investissements. A l'inverse, les Britanniques s'étaient retirés d'Inde et du Moyen-Orient sans perdre un penny et en conservant intacts leurs investissements. Jabra expliquait la différence très clairement : lorsque la pression montait, les Français disaient : « Nous ne reculerons pas », et serraient la vis. Finalement toute la structure explosa. Les dirigeants britanniques avaient plus d'expérience et de souplesse, et lorsque la pression montait ils desserraient la vis. Quand la pression décroissait, ils serraient à nouveau. Wilson et Callaghan furent incomparablement plus efficaces dans leur mise en oeuvre de la politique capitaliste, avec leur approche en douceur, que Heath avec sa confrontation directe avec les syndicats.

En relisant le premier jet de ce livre, j'ai eu la forte impression que le lecteur devait se demander : pourquoi autant d'espace est-il consacré aux tournants et aux changements sur la scène économique, sociale et politique, et dans l'équilibre des forces de classe ?

En tant que disciple de Lénine, j'ai appris que la stratégie et la tactique doivent changer en fonction des changements dans la situation objective. Le conducteur d'une automobile sur une route de montagne tortueuse doit être vigilant s'il veut éviter un accident. Pour un révolutionnaire, il est beaucoup plus difficile de s'adapter à la situation objective que pour un automobiliste. Imaginez une route submergée par un brouillard réduisant fortement la visibilité, et vous aurez une idée de la difficulté de la tâche qui consiste à se rendre compte, pour un révolutionnaire, des changements dans la réalité économique, sociale et politique. Nous devons apprendre de Lénine qu'un révolutionnaire n'est pas quelqu'un qui ne se trompe jamais, mais qui admet ses erreurs et les corrige rapidement. Si, au cours des trente dernières années, nous n'avions pas assimilé les changements continuels dans la situation objective de la lutte des classes, nous aurions connu un triste sort. Nous aurions dérivé soit vers l'opportunisme droitier (pensant que la révolution ne viendra jamais et

que de petites réformes sont la seule chose possible) soit vers l'ultra-gauchisme (pensant que la révolution peut être faite immédiatement).

Le danger de l'opportunisme est évident. En ce qui concerne le gauchisme, on peut être un révolutionnaire pur et dur et en même temps totalement inutile. Si on est complètement isolé des travailleurs, on peut facilement adopter une position extrême, mais qui n'a pas de sens. Si je voulais acheter une voiture, il me faudrait calculer combien d'argent je peux y mettre, et je trouverais sans doute que je ne peux acquérir qu'une Ford d'occasion des années 70. Si je voulais seulement rêver d'avoir une voiture, je ne me dirais certainement pas : « J'aimerais avoir une Ford des années 70 ». Je dirais : « J'aimerais avoir une Rolls-Royce en or massif ». Plus les révolutionnaires sont éloignés de la classe ouvrière, moins leurs positions peuvent être corrigées par les travailleurs en lutte, et plus grand est l'attrait pour les slogans extrêmes et creux. Il n'y a que la pratique qui peut réaffirmer la théorie.

On peut toujours dire que ce qui précède concernant les changements dans la lutte des classes est du rabâchage. Ce qui s'est passé n'est-il pas évident ?

Avec le recul une vision de 10/10 est facile à obtenir. Mais en écrivant l'histoire ou une biographie on doit développer le thème de façon chronologique, en se mettant dans la peau de quelqu'un qui était actif à l'époque. Décrire comment je me suis débattu avec les problèmes de la forme de la lutte des classes à l'époque est d'une valeur éducative bien plus grande que de me borner à dire au lecteur ce qui est évident avec le recul du temps.

Il y a trente ans, de nombreux groupes se proclamaient révolutionnaires, trotskystes et maoïstes. IS n'était pas le plus important de ces groupes. Aujourd'hui nous sommes le seul qui existe vraiment, que ce soit en termes d'effectifs ou d'influence. C'est notre compréhension des tours et détours de la lutte des classes qui a été le facteur déterminant pour cela.

J'ai appris de Lénine que dans tout changement radical dans la lutte des classes on doit voir clairement le chaînon clé de la chaîne du développement et s'en saisir. Mais nous ne pouvions assimiler l'approche de Lénine qu'à travers notre propre lutte pour analyser la réalité contemporaine. Nous avons beaucoup emprunté à Lénine à cet égard, mais ce que nous en faisons dépendait de notre propre expérience et de notre propre pensée. Cela dit, ce n'était pas le seul élément en cause. En même temps, dans les zigzags que nous avons effectués, nous aurions pu facilement perdre de vue la destination ultime si nous ne nous étions pas tenus clairement et passionnément à la théorie générale que nous ont donnée Marx, Engels, Lénine, Trotsky et Luxemburg.

De grandes attentes erronées

La Conférence de 1974 d'IS avait de grands espoirs pour l'avenir. Non seulement la montée des luttes dans l'industrie devait-elle continuer, mais aussi la croissance et l'influence d'IS, les cellules d'usine et le Mouvement de Base. Le rapport industriel de la conférence déclarait : « Nous devrions nous donner comme objectif 5.000 membres pour la conférence annuelle de 1975, parmi lesquels 2.000 devraient être des travailleurs manuels »⁷. Rappelez-vous qu'à la conférence de 1974 les effectifs se montaient à 3.310. La cible des cellules d'usine était de doubler leur nombre en une année pour atteindre 80 cellules en octobre 1975⁸.

Rétrospectivement, il est clair que nos pronostics concernant la forme de la lutte des classes, et donc notre destin, étaient radicalement faux. Une réflexion profonde et prolongée sur nos erreurs de jugement me porte à penser que nous n'aurions pas pu aboutir à l'époque à une meilleure analyse. On se réfère inévitablement aux années passées pour établir les perspectives des années à venir. Il était impossible de l'éviter. Hélas, si l'histoire se répétait nous n'aurions pas besoin de la théorie – la mémoire suffirait. D'autre part, si l'histoire ne se répétait jamais on ne pourrait pas généraliser – et dès lors la théorie serait impossible. Plus la rupture de continuité est brusque, moins il est facile d'établir des pronostics valables. Ainsi, lors de tous les points de rupture du passé nous trouvons les meilleurs marxistes dans l'erreur.

Par exemple, après la fin de la révolution de 1905, au début de juin 1906, Lénine écrivait : « *Il est tout à fait évident que nous passons aujourd'hui par une période très importante de la révolution. Des signes de regain du large mouvement de masse contre l'ordre ancien sont visibles depuis longtemps. Aujourd'hui ce renouveau atteint son apogée* »⁹. Et en juillet il voyait toujours la révolution dans une phase ascendante : « *La possibilité d'une action simultanée dans toute la Russie progresse. La probabilité de la fusion des soulèvements partiels en un seul progresse. L'inévitabilité d'une grève politique et d'un soulèvement prenant la forme d'une lutte pour le pouvoir est ressentie de façon plus intense que jamais par de larges sections de la population* »¹⁰.

En réalité, c'est une sanglante contre-révolution qui se produisit.

De même, on se souvient que Marx écrivait après la révolution de 1848 que la crise du capitalisme de 1847 avait déclenché la révolution de 1848, et que la prochaine crise économique mènerait donc à une nouvelle révolution. En 1857, il y eut une récession, mais elle ne déclencha aucune révolution. Je persiste à penser que nous n'aurions pas pu parvenir à de meilleures conclusions au début du gouvernement Wilson-Callaghan. Notre véritable crime a consisté en ceci que rectifier les erreurs nous a pris beaucoup trop de temps.

L'impact du recul sur IS/SWP

Certaines activités d'IS/SWP furent plus affectées que d'autres par le recul. Les cellules d'usine, dépendantes de la confiance des travailleurs de base contre les patrons, furent les plus touchées, et le plus rapidement. Les Groupes de Base étaient moins affectés mais devenaient des machines à fabriquer des résolutions, se concentrant sur le vote de motions dans des comités, et s'éloignant de la base. La campagne pour le Droit au Travail fut encore moins touchée. Pour utiliser à nouveau l'analogie de Trotsky, au lieu d'un système d'engrenages transmettant l'énergie du petit rouage

du parti pour mettre en mouvement le grand rouage de la classe, la retraite des travailleurs exerça une pression contraire sur le parti à travers les grands rouages intermédiaires. IS/SWP, même s'il restait actif dans tous les autres domaines, reçut des signaux contradictoires selon qu'ils provenaient des cellules d'usine, du Mouvement National de Base (*National Rank and File Movement*), de la campagne pour le Droit au Travail (*Right to Work Campaign*) ou de l'*Anti-Nazi League* (je développerai plus loin sur ce dernier point).

Les cellules d'usine déclinerent très rapidement. Lors du rapport industriel de la conférence d'IS de 1974, on nous annonça que nous avions 38 cellules d'usine avec environ 300 membres, ce qui faisait en moyenne huit membres par cellule¹¹. Deux ans plus tard, tout au plus trois ou quatre des cellules d'usine survivaient, avec en moyenne deux ou trois membres chacune.

Le recul affecta les cellules d'usine de la façon la plus directe. Une cellule d'usine est soumise à des tests quotidiennement. Si les travailleurs manquent de la confiance nécessaire pour s'opposer aux patrons, la cellule s'avérera impuissante et ses membres seront gagnés par la démoralisation. Dans une période de montée, la force de la base de l'usine donne une impulsion à la cellule d'usine. Dans un recul, les travailleurs exercent une pression sur les membres de la cellule et les démoralisent.

Les organisations de base, n'étant pas confrontées au test quotidien de leur capacité à agir face aux patrons, étaient moins exposées que les cellules d'usine à la pression du recul. Les militants et les dirigeants de IS/SWP étaient conscients depuis longtemps de l'affaiblissement de l'organisation de base. Mais nous souffrions de schizophrénie : « Oui, les choses vont mal dans toutes les sections, mais si nous les regroupons ensemble tout ira bien ». Cela rappelle l'histoire du boulanger auquel on demande : « Combien gagnez-vous sur un pain ? – Je perds un centime sur chaque pain que je vends. – Alors comment gagnez-vous votre vie ? – Je vends beaucoup de pains ».

La dépolitisation affectait sévèrement les groupes de base. Du fait du recul de la lutte des classes, soit ils disparaissaient, soit ils devenaient des squelettes ou se dépolitisaient complètement.

Après 1974, l'introduction du Contrat Social (*Social Contract*), soutenu par dessus tout par les dirigeants syndicaux de gauche Jack Jones et Hugh Scanlon, émoussa la combativité à la base qui s'était emparée de la classe ouvrière sous le gouvernement Heath. Le Parti Communiste et son organisation, la Gauche Large (*Broad Left*) syndicale, suivaient Jones et Scanlon. Ceci provoqua une importante dérive droitière dans le mouvement. L'un des produits de cette situation était une démoralisation dans des sections significatives de nos effectifs. Certains quittèrent l'organisation sans aucune déclaration de désaccord (comme Mike Kidron et Peter Sedgwick), mais certains, comme l'ancien secrétaire national Jim Higgins et l'ancien rédacteur en chef de *Socialist Worker* Roger Protz, conduisirent une scission de 150 membres. C'était la scission la plus importante dans l'histoire de notre organisation.

Ils nous accusaient de gauchisme parce que nous argumentions en faveur d'un tournant à gauche. Même si nous ne comprenions pas le recul, nous reconnaissons, dès 1975-76, l'importance d'une opposition politique claire au Contrat Social. Un groupe de mécaniciens de Birmingham, qui avait joué un excellent rôle dans la bataille de Saltley en 1972, précisément parce qu'il était enraciné dans l'organisation des shop stewards, ressentit le tournant à droite de la bureaucratie syndicale de gauche beaucoup plus fortement que d'autres sections de notre organisation. Il ne fait aucun doute, rétrospectivement, que notre tournant à gauche nous a sauvés de la dérive droitière générale qui engouffra non seulement le Parti Communiste mais aussi beaucoup de révolutionnaires comme l'IMG (qui devait se dissoudre dans le processus). Il est assez instructif de constater qu'aucun des 150 membres qui suivirent Higgins et Protz n'est aujourd'hui actif politiquement.

Le 26 novembre 1977 eut lieu à Manchester une conférence du Mouvement National de Base. Plus de 200 délégués représentaient 200 corps syndicaux. La conférence vota unanimement une résolution appelant à une journée d'action en soutien aux pompiers en grève le 7 décembre 1977¹². Le jour venu, ce fut un pétard mouillé. Je n'ai pas entendu parler d'un seul lieu de travail qui ait posé les outils (j'ai eu vent d'une école dans laquelle il y eut une heure de grève, mais je ne sais pas si c'est vrai). Et il n'y eut aucune grève de soutien aux pompiers jusqu'à la fin de leur mouvement en janvier 1978, dont ils sortirent battus.

Les délégués de la conférence de base de Manchester étaient sans aucun doute honnêtes. On est étonné, rétrospectivement, que Ian Morris, le shop steward du syndicat des mécaniciens de Heathrow, ait pu voter une résolution appelant à une journée de grève alors qu'il sortait d'une très sérieuse défaite un an auparavant. Les 4.000 membres du syndicat des mécaniciens avaient fait grève, pendant que les 16.000 membres de TGWU traversaient le piquet sur instruction syndicale et tous les autres syndiqués faisaient de même.

Je ne connais qu'un délégué de la conférence de Manchester qui ait refusé de voter la résolution, Terry Rogers, de CA Parsons à Newcastle. Il ne parla pas à la conférence, mais à la fin il confia à Dave Hayes, qui est aujourd'hui membre du comité central du SWP : « Je ne pouvais pas voter la résolution parce que je savais que je n'arriverais pas à convaincre les copains de poser les outils ».

L'échec de la journée de grève en soutien aux pompiers votée par la conférence de Manchester eut un effet très démoralisant dans l'ensemble du mouvement. Une déclaration du comité central de 1978 indiquait : « *Notre manque de muscle industriel était clairement illustré par le dilemme de la conférence de base : que pouvons-nous faire, concrètement, pour soutenir les pompiers ? Qu'est-ce qu'on peut vraiment réaliser ? La réponse fut en fin de compte, en termes d'action industrielle opposée au travail de solidarité au niveau le plus bas, d'une efficacité nulle* ».

Un nouveau slogan fut créé pour essayer de coller à la réalité, qui avait été si longtemps niée, de l'état de la lutte des classes et des organisations de base : « Plus c'est petit, plus c'est joli (*small is beautiful*)... Attention méticuleuse au détail... Concentration sur les petits problèmes : cette fraction, cette cellule d'entreprise, et même cet individu ou celui-ci. En bref, un effort soutenu pour réaliser de petits gains, s'attacher seulement aux problèmes immédiatement solubles dans le travail industriel et syndical d'abord, mais aussi le travail des noirs, des femmes, etc. »¹³

Le problème, c'est que le concept même de mouvement de base consiste à penser les choses en grand : au-delà de l'atelier dans l'usine, et même au-delà de l'entreprise elle-même. Désormais la cible était complètement modifiée. Qu'est-ce que cette nouvelle orientation avait à voir avec le concept d'organisation de base en tant qu'arme pour lutter contre les patrons et le gouvernement et agissant indépendamment des bureaucraties syndicales ?

La relation entre le recul et la campagne pour le Droit au Travail est intéressante. Cette campagne avait deux parents : d'abord, la montée du chômage, et, ensuite, l'échec du mouvement de base. Le rôle du premier est évident.

Le second était plus complexe. L'échec du Mouvement de Base National était crucial dans l'émergence de la campagne pour le Droit au Travail, parce que, comme le déclarait le comité central du SWP en mai 1977 :

Presque aussitôt après la fin des travaux de la conférence de base à la fin de 1974, le comité d'organisation qu'elle avait élu se trouva isolé et paralysé – de façon inévitable, le niveau des luttes industrielles baissant année après année.

Dans une tentative pour maintenir sensible la présence du comité d'organisation, diverses initiatives furent prises : le travail de solidarité avec le Chili, une série de formations sur la santé et la sécurité. De petits résultats positifs étaient obtenus, mais les tâches centrales – l'organisation de la solidarité, le développement des réseaux à la base – ne pouvaient plus être remplies.

C'est dans ces circonstances que nous prîmes le tournant – au début de 1976 – vers la campagne pour le Droit au Travail. Cette campagne fut un succès et ajouta beaucoup à notre crédibilité dans le mouvement. Mais l'enfant avala le parent. Le NRFOC (comité d'organisation) disparut dans la RTWC (campagne Droit au Travail). Ce n'était pas que nous ayons « abandonné la perspective à la base », comme le proclamaient certains à l'intérieur et en dehors d'IS/SWP. C'était la pression des circonstances – le NRFOC était impuissant et la RTWC était viable¹⁴.

Après que l'enfant, la RTWC, ait remplacé le parent, le NRFOC, elle entra à son tour dans un déclin terminal.

La campagne Droit au Travail commença bien. Sa première manifestation eut lieu à Manchester fin février 1976. Après avoir défilé toute la journée dans la ville, argumentant avec les travailleurs dans des meetings aux portes des usines, les manifestants firent un rassemblement au Lesser Free Trade Hall.

Quatre cent personnes exprimèrent leur enthousiasme dans des vagues successives d'applaudissements, les intervenants à la tribune soulignant l'importance de la manifestation. Le vétéran Harry McShane, après l'un des meilleurs discours dans une vie d'agitation socialiste, fut salué par une ovation prolongée.

John Deason, secrétaire de la campagne Droit au Travail, déclara que la manifestation n'était pas une marche de la faim. « C'est davantage un piquet mobile », dit-il. « Notre tâche n'est pas seulement de rappeler aux travailleurs la plaie que constitue le chômage. Elle est aussi d'encourager ceux qui ont en emploi à mettre leurs forces dans une politique pouvant mettre fin au chômage ».

Quatre vingt chômeurs marchèrent 340 miles de Manchester à Londres. Cette marche était parrainée par 400 corps syndicaux, parmi lesquels 70 comités de *shop stewards*.

Cette campagne devait être basée sur l'action directe aussi bien que sur la propagande. Elle devait montrer que des initiatives, même à petite échelle, étaient possibles sur le court terme immédiat. La première marche de la campagne Droit au Travail fut significative non pas tant pour le soutien qu'elle reçut que par le style qu'elle adopta. Tout au long de son cours, les marcheurs se joignaient à des piquets de grève et même pénétraient dans des usines menacées de licenciements pour encourager les travailleurs à lutter contre le chômage. Cela marquait un grand pas en avant par rapport aux « marches de la faim » des années 30, qui avaient de grandes difficultés à entrer en contact avec des syndicalistes employés et ne parvinrent que très rarement à pénétrer sur des lieux de travail.

Le succès de la première marche fut démontré, non seulement par les 5.500 personnes qui l'accueillirent à l'Albert Hall, mais aussi par le fait qu'elle avait suffisamment irrité les tenants de « la loi et l'ordre » pour que la police l'attaque dès son entrée dans Londres. A Staples Corner, dans Londres, les policiers, faisant un usage généreux de leurs matraques, chargèrent sans provocation à quatre reprises. 35 marcheurs furent arrêtés, parmi lesquels neuf syndicalistes locaux qui faisaient partie d'une délégation¹⁵. Un certain nombre de marcheurs furent condamnés à des peines de prison, mais la campagne contre la répression devait fournir dans les mois qui suivirent un point de focalisation important pour la campagne Droit au Travail. Les charges les plus sérieuses, notamment contre le secrétaire John Deason, furent abandonnées après de grands rassemblements devant le tribunal.

Spontanément, les supporters de Droit au Travail qui s'étaient rassemblés devant l'Old Bailey (Palais de Justice de Londres, NdT) célébrèrent l'acquittement en se rendant à l'usine Grunwick, dans le Nord de Londres, et en organisant ce qui devait être le premier piquet de masse dans l'histoire de cette usine. Ainsi, une lutte en allumait une autre.

Malheureusement, après un début impressionnant, la trajectoire de la campagne Droit au travail fut ensuite continuellement descendante. La première marche, de Manchester à Londres, en mars 1976, comportait 570 participants. La suivante, de Liverpool à Blackpool et la TUC (conférence des trade unions) en Septembre 1977, en avait 700¹⁶. La troisième, de Liverpool à Londres (13 juin 1978) en comptait 50¹⁷. La quatrième, devant la conférence du Parti Conservateur à Blackpool en octobre 1979, n'en avait plus que 40¹⁸.

Ayant absorbé le mouvement national de base, la campagne Droit au Travail s'éteignit à son tour.

Le recul, l'effondrement de l'activisme, eut moins d'impact sur le SWP que sur le mouvement national de base. Le SWP était aussi engagé dans l'Anti-Nazi League (ANL) et dans la propagande générale, vendant des journaux, etc. Il avait ses

oeufs dans plusieurs paniers, et devait donc être moins affecté par le déclin de l'un de ses secteurs d'activité. Néanmoins la crise de l'activisme l'affecta très profondément.

Un document du comité central intitulé « Construire la périphérie – document de discussion », de novembre 1979, était très réaliste et en vérité très lugubre : « L'image dans son ensemble suggère que nous nous relions à moins, et non davantage, de gens ».

Nous décidâmes de présenter des candidats aux élections législatives dans des partielles. La décision initiale de nous présenter à Walsall North reflétait une perspective exagérément optimiste basée sur la supposition que les gains que nous commencions à réaliser dans notre activité antiraciste de 1976 marquaient le début d'une désaffection des travailleurs de gauche vis-à-vis du Labour de nature à fournir une base politique à nos candidatures.

Pour stopper la démoralisation dans nos rangs, nous en arrivâmes à présenter des candidats à des élections partielles. Cela vaut la peine de dresser le tableau des problèmes généraux en cause avant de se tourner vers la situation concrète de 1976. Les réformistes font de la participation et du succès aux élections législatives un de leurs principes absolus. Ils considèrent, à tort, que l'accès au parlement est l'alpha et l'oméga de la politique. Mais le parlement est impuissant à s'opposer à la richesse et à la puissance immenses des capitalistes ou de leur Etat. Les leçons sanglantes du Chili, et de gouvernements travaillistes successifs, sont là pour le démontrer. Les marxistes n'insistent ni sur la participation aux élections ni sur l'abstention. Pour nous, c'est une question tactique, et pas spécialement importante. Lénine, par exemple, écrivait :

Les bolcheviks considèrent la lutte directe des masses... comme la forme la plus élevée du mouvement, et l'activité parlementaire sans l'action directe des masses comme la forme la plus basse du mouvement¹⁹.

Avec une telle approche, il pouvait argumenter à la fois pour un boycott actif des élections à la Douma de décembre 1905 et à la participation à celles de juin 1906.

Par conséquent la question de notre candidature aux élections de 1976 doit être jugée d'un point de vue tactique : la tactique fut-elle ou non un succès ? En septembre 1976, le comité central publia une déclaration :

Candidats aux législatives – campagne des élections partielles

Comment nous entendons construire

Beaucoup de militants actifs sont aujourd'hui déçus par la façon dont ce gouvernement a attaqué la classe ouvrière. Leur colère et leur rancune les éloignent du Parti Travailliste.

Dans presque toutes les régions du pays, on trouve des militants travaillistes qui déclarent carrément : « Je ne peux pas faire partie d'une organisation qui cause le chômage et attaque les pauvres et les malades ».

Ils s'éloignent du Labour Party sans aller vers le Parti Communiste. Le PC fait partie de l'ordre établi et n'offre aucun moyen de lutter pour changer les choses. Ces militants et activistes sont à la recherche d'une alternative socialiste.

Ce ne sont pas seulement les militants qui sont déçus par le parti travailliste. Nous allons présenter des candidats à Walsall North et à Stechford.

L'espoir était :

... que dans tout le pays les militants prennent note de notre campagne aux élections partielles et soient attirés vers nous ; que nous réaliserons des gains pour l'organisation au niveau national de la même façon que nous aurons fait des gains dans les zones concernées, pour que nous sortions²⁰ de la campagne plus forts et avec une périphérie plus large.

Ce plan s'avéra complètement faux. Nous présentâmes un candidat à Walsall North en promettant de présenter 50-60 candidats aux prochaines élections législatives. Le résultat de l'élection partielle de Walsall North n'était pas très encourageant : 574 voix, soit 1,6% du total, alors que le National Front faisait quatre fois et demie notre score. A Newcastle Central nous eûmes 184 voix, 1,9% du total. Et cela alla de mal en pis. Aux élections de Stechford, le 31 mars 1977, le SWP obtint 377 voix, Socialist Unity (IMG) 494, et le National Front plus de 3.000. Le candidat du SWP était notre camarade sans doute le plus populaire, Paul Foot. Aux élections partielles suivantes, à Ladywood, Birmingham, en août 1977, nous fîmes encore pire. Le candidat du SWP obtint 152 voix, le candidat de Socialist Unity 534, et le candidat nationaliste noir 336.

La menace croissante des Tories, menés désormais par l'extrême droite Margaret Thatcher, poussa y compris des travaillistes très critiques envers le gouvernement à resserrer les rangs avec le Labour. Dans de telles élections, le vote SWP apparaissait comme un gâchis. Notre politique, avec son accent sur l'activité autonome des travailleurs, pouvait influencer beaucoup de gens autour de tactiques spécifiques dans la lutte, par exemple l'activité anti-nazi. Mais elle ne payait pas aussi bien sur le terrain électoral. Par dessus tout le recul, l'effondrement de l'activisme, ne s'arrêtait pas à l'entrée des bureaux de vote. Malgré tout, le comité central continuait à argumenter en faveur de candidatures aux élections.

Pourquoi un tel entêtement ? L'une des raisons était l'idée que « si vous battez en retraite, si vous changez d'avis, vous faites montre de faiblesse ». Quelle contre-vérité ! L'entêtement aveugle est le signe d'une personnalité faible. La vérité libère. Nous ne sommes pas des mandarins chinois qui craignent de perdre la face.

Il y avait d'autres facteurs. Malgré les résultats électoraux archi-catastrophiques de Stechford, l'immense majorité des membres du SWP persistait à soutenir la continuation des candidatures. En août 1977, le Comité consultatif national

(*National Advisory Committee*) vota le renversement de la majorité du comité central, dirigée par moi et Jim Nichol, qui voulait mettre un terme à la tactique électorale, et soutint la minorité favorable à sa continuation. Cette politique fut réaffirmée à la conférence de 1978 et ne fut abandonnée qu'au début de 1979. Cela reflétait la confusion générale de la période et la tendance à penser en grand. La dispute au sujet des élections vint juste après le triomphe de l'ANL à Lewisham et la publicité massive dont le parti avait bénéficié. Nous nous étions développés rapidement dès avant Lewisham, essentiellement sur la base d'une activité antifasciste et antiraciste (j'avais repris le travail de secrétaire à l'organisation). La tentation était d'extrapoler à partir de cette tendance. Mes arguments en faveur de l'arrêt des candidatures étaient de peu de poids face à cela. Il faut aussi se rappeler que ceci se produisit avant que je ne commence à formuler clairement l'analyse du recul, de telle sorte que la proposition d'abandonner la tactique électorale apparaissait comme un argument « empirique » étroit. En fait, j'avais raison, mais nous étions alors plus aux prises avec des symptômes qu'avec de véritables causes. Comme je le dis plus loin, la situation était contradictoire – lutte ouvrière déclinante plus Lewisham et l'ANL. Il faut faire attention à ne pas présenter le processus d'ajustement au recul comme plus cohérent et rationnel qu'il ne le fut.

Il était très difficile de garder quelqu'un qui avait été recruté pendant la campagne électorale. Le comité central déclarait : *« L'évidence de toutes les élections partielles est qu'il est plus difficile de garder des membres gagnés dans les élections que ceux recrutés sur d'autres terrains, parce qu'il y a une tendance pendant les campagnes électorales, pour ceux qui sont impliqués dans le travail, à être euphoriques quant aux résultats attendus »*.

Je me souviens que j'étais à Grimsby quelques jours avant l'élection partielle, et l'euphorie parmi nos membres, nouveaux et anciens, était stupéfiante. C'était naturel. Paul Foot était interviewé sur la BBC, de même que Margaret Renn. Le meeting public du SWP tenu par Paul Foot attira davantage de gens que celui du Labour Party tenu par Michael Foot. Après l'annonce du score pathétique que nous avions réalisé, la démoralisation fut extrême. Des 50 nouveaux militants que nous avions recrutés pendant la campagne, pas un seul ne parut à la réunion de cellule qui se tint deux jours après le scrutin. Des cinq membres originaux, deux partirent immédiatement, et peu de temps après la cellule disparut.

Le but de la présentation de candidats aux élections législatives partielles était de stopper la démoralisation dans les rangs. Le résultat ? Elle l'aggrava. Aujourd'hui, dans des circonstances différentes, le SWP présente à nouveau des candidats dans certaines élections. Non seulement les scores sont meilleurs, mais le résultat est plus positif.

Pour en revenir aux développements de 1977, je changeai d'avis sur les candidatures aux législatives dès l'annonce des résultats de Walsall North et Newcastle Central, et ma conviction se renforça après le scrutin de Stechford. En regardant les résultats à la télévision, j'étais très en colère contre moi-même et la situation dans laquelle le parti se trouvait. Je fis peu attention au vote travailliste, conservateur ou National Front, et ne m'inquiétai que du fait que l'IMG avait fait mieux que nous. Je pensais de façon complètement sectaire. Le triomphalisme injustifié et le sectarisme sont les deux faces de la même médaille.

Il est clair que le résultat misérable de l'élection législative était un argument de plus en faveur du recul. C'était une leçon douloureuse, mais cependant importante, parce que, comme dit Lénine, après *« avoir appris comment attaquer... ils durent réaliser qu'une telle connaissance doit être enrichie par celle de savoir comment faire retraite en bon ordre »*²¹.

Cela me prit à peu près deux ans pour convaincre le SWP de la réalité du recul dans la lutte industrielle. Si cela a pris si longtemps, ce n'est pas à cause de la complexité de l'argumentation, mais du fait de la résistance émotionnelle à accepter la réalité crue.

Malgré tout, l'art de la politique révolutionnaire, comme nous l'enseigne Lénine, consiste à changer de stratégie et de tactique en fonction d'une situation changeante. Le plus grand danger pour les révolutionnaires est de persister dans une tactique qui, bien qu'elle ait été correcte à un moment, a cessé de l'être. Une fois que nous eûmes compris la réalité objective, il nous fallait apporter des changements radicaux à notre activité. Nous devions battre en retraite au niveau des cellules d'usine, des organisations de base, de la campagne Droit au Travail. Le danger était que la retraite ne se transforme en déroute. Nous devions par conséquent être très clairs au sujet des activités des cellules et des membres individuels.

En 1979, même après avoir formellement reconnu qu'un changement radical était intervenu dans l'équilibre des forces de classe, cela nous prit encore trois années pour changer la façon de fonctionner du parti. Lors de la conférence de 1982 c'était chose faite, avec l'abandon de toute prétention à construire un mouvement de base dans la période nouvelle :

Au lieu de cela nous avons mis l'accent sur ce qui suit : 1) La politique est centrale dans notre capacité à construire. Sans une claire compréhension marxiste de la société, les camarades ne peuvent pas survivre dans un monde hostile. 2) La cellule basée géographiquement doit être la principale unité du parti. Les individus livrés à leur propre volonté dérivent vers la droite. D'où la nécessité d'assister à des réunions hebdomadaires pour développer une compréhension plus claire du monde et pour bénéficier d'une direction politique de la part d'autres camarades sur la façon d'intervenir dans les lieux de travail. 3) *Socialist Worker* est la clé de la construction d'une périphérie, fournissant le moyen d'identifier ceux et celles qui sont intéressés par nos idées²².

L'accent était mis sur la théorie, sur la nécessité d'une propagande généralisée. Lorsque je parle de propagande, j'utilise le terme dans le sens que lui a donné Plékhanov, le père du marxisme russe. La propagande consiste à proposer une quantité d'idées à peu de gens, alors que l'agitation réside dans la présentation d'une ou deux idées à un certain nombre de travailleurs, dans le sens de l'action.

Mais le désengagement des cellules d'usine et des groupes de base nous exposait à des dangers, dont le moindre n'était pas le sectarisme, l'isolement du mouvement ouvrier. Sans racines dans la classe ouvrière, sans relations de routine avec les travailleurs, il y a un vrai danger de distorsion des idées et des activités.

Pour lutter contre le sectarisme, il nous fallait faire de notre propagande quelque chose de très concret. Que signifie ce terme ? La propagande abstraite, telle que « le capitalisme est mauvais, le socialisme est bon », ne se relie pas aux préoccupations immédiates des travailleurs. La propagande concrète cherche à relier les concepts généraux du marxisme aux besoins immédiats des travailleurs. Nous insistions sur le fait que notre tâche était d'influencer les travailleurs, en grand ou en petit nombre. La vie de la branche géographique était tournée vers le soutien aux membres individuels du parti qui se trouvaient isolés sur leur lieu de travail du fait de l'impact du recul sur le moral de la majorité des travailleurs. Mais la cellule du SWP n'est pas un refuge pour ceux qui fuient la dure réalité, mais un soutien pour les camarades luttant pour changer cette réalité.

Il y avait deux pièges à éviter : l'opportunisme et le sectarisme. Après l'échec du Bennisme, le danger de s'adapter à la gauche du Labour était moins sérieux, mais le danger du sectarisme était grand. Nous pouvions faire une propagande socialiste abstraite sur les avantages du socialisme par rapport au capitalisme, mais c'était le chemin vers une impasse sectaire, un chemin souvent emprunté par la gauche britannique, remontant à l'époque de la Fédération Social Démocrate des années 1900. Nous devons relier notre propagande au vécu des travailleurs engagés dans la lutte, même s'ils constituaient seulement une minorité, voire une petite minorité.

La propagande devait être concrète. Elle devait répondre à la question : « Quel mot d'ordre convient à la question sur laquelle les travailleurs se battent ? » Ainsi, pendant la grève des mineurs de 1984-85, notre propagande s'attachait, de façon absolument correcte, au besoin pour les dockers, les cheminots et autres de venir à la rescousse des mineurs. Mais ce n'était pas suffisant. Une explication devait être donnée de la raison pour laquelle cette solidarité ne se manifestait pas : le rôle de la bureaucratie syndicale et de la direction du parti travailliste. Arthur Scargill appelait à la solidarité des travailleurs avec les mineurs, mais il n'a jamais expliqué pourquoi elle ne s'est pas matérialisée. Il ne citait jamais de noms – Neil Kinnock, la direction de TGWU, le syndicat des mécaniciens, etc. Scargill était au Conseil Général du TUC et il était lié par les règles de la bureaucratie syndicale.

Par dessus tout, nous devons expliquer les causes politiques de la trahison des mineurs par la dirigeants syndicaux et Neil Kinnock. Non seulement nous devons argumenter sur la façon de gagner, mais aussi expliquer à la minorité de la classe pourquoi les choses avaient mal tourné. La propagande que nous avions à faire était qualitativement différente de celle des années 1970-74.

Le 2 novembre 1972, je parlais devant des milliers de travailleurs à l'usine métallurgique d'Anchor. L'essentiel de ce que je disais concernait le besoin d'action industrielle en soutien aux retraités. Pendant la grève des aciéries de 1980, je ne parlai qu'une fois aux ouvriers, lors d'une réunion organisée par le Rotherham Trades Council, devant une centaine d'entre eux. Il n'était évidemment pas question de répéter le discours de 1972. Cela devait être une explication plus approfondie des raisons de la maigreur de la grève, et quelle politique en était responsable.

Nous nous étions préparés à la traversée du désert, essentiellement en comprenant le recul. J'ai écrit ailleurs :

Le *Socialist Workers Party* a essayé de faire face à la situation nouvelle en réévaluant constamment le véritable équilibre des forces de classe et en y adaptant son activité. La reconnaissance du recul après 1974 n'a pas été un processus simple, et le débat a été long et difficile. Seule l'expérience peut établir si un éternuement est le prélude à une pneumonie ou à un rhume banal. C'est d'autant plus le cas en ce qui concerne le processus moléculaire reliant les développements au niveau de l'atelier, la politique générale et la conscience de la classe ouvrière. Avec le recul, il est clair qu'une appréciation correcte de la situation après 1974 a permis au SWP de continuer comme force socialiste révolutionnaire autonome. Hélas, de nombreux groupes socialistes indépendants, fuyant l'amère réalité de la période, se réfugièrent dans le Labour Party pour s'y trouver confrontés à l'offensive du Kinnockisme²³.

Notre propagande doit être une arche connectant deux piliers. Elle doit 1) se relier aux luttes en cours, mais aussi 2) mener la bataille d'idées, la lutte pour le socialisme.

Nous devons combiner argumentation et action ; l'action seule pouvait conduire à l'adaptation de nos camarades à la droite. La discussion seule pouvait isoler nos membres et nous transformer en secte.

Le recul et les « mouvements »

En même temps que le mouvement ouvrier battait en retraite, il se produisait un afflux vers les soi-disant « mouvements » dirigés vers des questions séparées comme l'oppression des femmes, des noirs, des gays et lesbiennes, etc. Ils finirent tous par se fragmenter et se désintégrer.

La montée des luttes accroît l'unité et la généralisation, le déclin mène à la fragmentation – entre travailleurs de différents lieux de travail, différents travailleurs, hommes et femmes, noirs et blancs.

Le déclin de la lutte des classes renforça massivement la tendance au séparatisme. L'exemple le plus clair est celui du séparatisme féminin. Dans la lutte gréviste, le besoin d'unité et de solidarité de tous les travailleurs, hommes et femmes, est toujours évident.

La croissance des mouvements séparatistes s'accéléra après le déclin du mouvement benniste et la chute des luttes industrielles. La féministe Bea Campbell dénonçait les piquets de grève comme « militantisme macho ». Le mouvement des femmes acceptait désormais la théorie du patriarcat, mettant en perspective deux luttes, l'une contre le capitalisme,

l'autre contre la domination masculine, débouchant sur leur discours sur le pouvoir mâle, selon lequel tous les hommes bénéficient de l'oppression des femmes et défendent par conséquent le statu quo.

En même temps que le séparatisme engendré par le déclin de la force des travailleurs se manifesta une tendance, de la part de certaines femmes, de s'engager plus avant sur le chemin des compromis avec le capitalisme. Ce qui s'exprima par le recul de la lutte contre le capitalisme et le repli, inspiré par des dirigeantes du mouvement, sur le mode de vie.

Le SWP n'était pas à l'abri de la pression et une lutte dut être conduite pour maintenir intacte l'organisation. D'une part, nous devions garder à l'esprit l'idée léniniste du parti comme « tribune des opprimés », mais ne pas oublier que la libération finale dépend du succès de la classe ouvrière dans le renversement du capitalisme.

Nous n'aurions pas rendu service aux femmes, aux noirs, aux gays et lesbiennes si le parti s'était liquidé lui-même dans ces mouvements. Il existe deux approches habituelles des mouvements ou des campagnes indépendants de l'organisation. L'une consiste à ne pas y intervenir parce qu'ils n'acceptent pas le programme révolutionnaire et la centralité de la classe ouvrière. L'autre se ramène à la position de « *cheer leaders* », criant hurra ! à tout ce qu'ils font. Nous devions nous relier à leurs luttes en évitant le piège de penser que la spontanéité sans conscience pouvait être plus efficace que la spontanéité avec conscience. La vapeur sans un piston qui organise la pression est pire que la vapeur avec un piston qui dirige cette énergie.

Women's Voice

Women's Voice fut une entreprise significative dans laquelle le SWP était engagé. Nous publiâmes un magazine sous ce titre à partir de 1972. En 1977, il fut décidé d'établir des groupes autour de cette publication.

Malheureusement, même si je faisais partie de la direction du SWP, je ne fus jamais autorisé à m'impliquer dans l'activité de *Women's Voice*. Je ne parlai jamais dans une réunion, ni n'écrivis une ligne pour le magazine. Je parlais aux femmes, et souvent, mais seulement parce qu'elles étaient ouvrières, travailleuses hospitalières, enseignantes, étudiantes, etc.

La raison reposait sur un désaccord fondamental que j'avais avec les camarades regroupées autour de *Women's Voice*. J'étais stable dans mon insistance sur la tradition bolchevique qui proclame que les travailleurs hommes et femmes ont un intérêt commun. Les travailleurs mâles ne bénéficient pas de l'oppression des femmes. Imaginez un travailleur écrivant à un de ses amis : « J'ai de bonnes nouvelles pour toi. Ma femme gagne un salaire de misère. Pour ajouter à ma joie, il n'y a pas de crèche pour les enfants. Et pour remplir la coupe du bonheur, ma femme est enceinte, nous voulons un avortement mais ce n'est pas possible ».

Les bolcheviks se sont toujours opposés au séparatisme féminin de la même façon qu'ils s'opposaient à l'existence séparée de l'organisation juive, le Bund – les travailleurs juifs et russes devaient appartenir au même parti.

Kroupskaïa a écrit :

Les femmes de la bourgeoisie proclament leur « droit des femmes » spécial, elles s'opposent toujours aux hommes et adressent leurs revendications aux hommes. Pour elles, la société contemporaine est divisée en deux catégories principales, les hommes et les femmes. Les hommes possèdent tout, ont tous les droits. Le but consiste à obtenir des droits égaux.

Pour la travailleuse, la question se pose d'une façon tout à fait différente. La femme politiquement consciente voit que la société contemporaine est divisée en classes. Ce qui unit la travailleuse au travailleur est plus fort que ce qui les divise... « Tous pour un, un pour tous ». Ce « tous » signifie les membres de la classe ouvrière – hommes et femmes.

Anne Bobroff, une historienne critique du bolchevisme, se plaint de ce que Lénine insistait sur la nécessité, pour la direction du parti, de contrôler les activités féministes. Elle écrit : « *Les femmes bolcheviques qui dirigeaient Rabotnitsa (la Femme travailleuse) travaillaient en étroite association avec Lénine. Et bien que la rédaction soit constituée uniquement de femmes, le rédacteur en chef du Sotsialdemokrat – Lénine – avait voix prépondérante en cas de partage.* » En plus, dit-elle, l'égalité des voix entre les Russes et les rédactions étrangères était un procédé destiné à « *garantir le contrôle majoritaire de la politique éditoriale par Lénine et les femmes qui étaient en contact étroit avec lui* »²⁴.

On peut trouver un exemple frappant dans ce qui se passa au Congrès International des Femmes à Berne en mars 1915 :

Lénine était en train de boire du thé dans un restaurant voisin pendant que le congrès des femmes était en session... Les femmes bolcheviques, agissant d'après les instructions de Lénine, introduisirent une résolution qui... appelait à une rupture immédiate avec les majorités des partis socialistes et travaillistes existants et à la formation d'une nouvelle Internationale. Malgré l'opposition massive de toutes les autres déléguées, les représentantes bolcheviques refusèrent de retirer leur motion. Comme la démonstration d'une unité internationale parmi les socialistes était désespérément désirée à ce stade, Clara Zetkin négocia finalement avec les femmes russes et Lénine dans une pièce séparée, et Lénine finit par accepter un compromis²⁵.

Rabotnitsa était bien intégré, politiquement et organisationnellement, au Parti bolchevik. Après la Révolution d'Octobre, le parti publia un journal nommé *Kommunistka* (La Femme communiste). Sa rédaction incluait Nicolas Boukharine²⁶.

Comme j'étais extérieur à *Women's Voice*, je ne peux dire que peu de choses à son sujet. Mais c'était un aspect important de notre travail général, et comme je prenais une position dure sur le sujet, éviter cette question dans une autobiographie serait une erreur. Mais je ne peux pas écrire sur des choses dont j'ai une connaissance limitée. J'ai donc

demandé à Lindsey German, actuelle rédactrice en chef de *Socialist Review*, d'écrire quelque chose sur ce sujet. Voici ce qu'elle a écrit :

Quand je suis arrivé à IS (fin 72, début 73), il y avait un magazine de femmes que nous vendions avec *Socialist Worker* à la porte des usines, etc. Ce que défendait *Women's Voice* n'a jamais été totalement clair, mais en même temps il était lié à l'organisation et se consacrait aux luttes des femmes de la classe ouvrière et à leurs problèmes, comme par exemple l'égalité de salaire, mais aussi la montée des prix et des loyers. Nous avions des articles sur les femmes des ouvriers de l'automobile de Coventry, par exemple (et cela, bien sûr, bien avant qu'une tradition de soutien des épouses se construise pendant la grève des mineurs de 1984-85). A l'époque, on supposait que les femmes étaient moins politisées et on essayait de s'opposer à cela dans *Women's Voice*.

Le journal continua pendant plusieurs années sans véritablement trouver une niche. La lutte des classes montait en 1974, il y avait quantité de grèves de femmes ; cela dit, la montée du mouvement des femmes depuis la fin des années 60 était sa véritable motivation, du fait que beaucoup de femmes dans IS proclamaient que nous devions montrer que nous nous préoccupions aussi des problèmes des femmes. Tant que la lutte fut haute, ces confusions paraissaient sans importance. Après le retour du réformisme et la crise de la gauche révolutionnaire au milieu des années 70, elles devinrent potentiellement dangereuses et devaient mener à des divisions politiques qui subsistèrent plusieurs années.

Le débat concernant *Women's Voice* ne peut être compris que dans le contexte d'une désorientation générale. Les années 1968-1975 ont vu la gauche révolutionnaire avancer à l'échelle internationale. Pour la plupart des socialistes révolutionnaires, la situation semblait devoir se développer indéfiniment. Quand elle cessa, cela mena à ce qu'on a appelé une crise du militantisme – un sentiment que la lutte et l'organisation de ces années avait démontré sa futilité. Cette crise du militantisme donna une impulsion aux organisations réformistes qui se réaffirmèrent sous le gouvernement travailliste. Cela boosta aussi le féminisme. Les femmes qui avaient été prises dans l'élan d'enthousiasme d'après 1968, mais qui commençaient à réaliser que la lutte pour le socialisme serait longue et difficile, avec des reculs aussi bien que des avancées, regardèrent du côté du féminisme comme une nouvelle façon de s'organiser qui pouvait apporter quelque chose dans l'ici et maintenant.

Ce processus était le plus avancé en Italie, où la gauche révolutionnaire devait se désintégrer sur la question du féminisme au milieu des années 1970. Mais en Grande Bretagne aussi, beaucoup de féministes abandonnèrent les groupes de gauche et développèrent un « bon sens » selon lequel une telle politique était par nature mâle, autoritaire, et ne pouvait intégrer les revendications de libération des femmes. Beaucoup acceptèrent l'idée que les femmes ne pouvaient pas faire confiance à ces organisations pour prendre en charge leurs exigences et devinrent réticentes à s'engager. C'était là l'argument en faveur de la formation de groupes autour de *Women's Voice* qui fut décidée par le SWP en 1977. Dès 1976, un article de *Women's Voice* déclarait que « *comme les travailleurs hommes, et peut-être même plus, les femmes sont réticentes à l'égard des groupes d'extrême gauche* ».

La décision d'avoir des groupes géographiques organisés autour d'un magazine mensuel provoqua une crise. Il y avait au moins trois interprétations différentes de la décision. L'une d'entre elles – celle de Joan Smith, Linda Quinn et, il faut le dire, la majorité du comité de direction de *Women's Voice*, était que cela constituait un pas vers une organisation totalement séparée de *Women's Voice*, appelant les femmes à s'organiser sur la base de l'oppression. La seconde – soutenue par moi – était que le journal devait être relié plus clairement et plus étroitement au SWP et que c'était notre intervention dans le mouvement des femmes. La troisième – soutenue par la plupart des dirigeants – était que les groupes avaient peu de chances d'être viables dans l'avenir. Lors d'une série de réunions au cours de l'année 1978, la seconde ligne elle-même fut imposée au nom de la discipline du parti aux membres qui n'étaient pas d'accord avec elle.

Je fus nommée organisatrice des femmes en 1979, contre l'opposition de la direction. A partir de ce moment, il devint de plus en plus clair que les groupes ne pouvaient pas fonctionner politiquement et pouvaient, en fait, constituer une porte de sortie du parti plutôt qu'un moyen de recrutement.

Comme je l'ai écrit dans *Sex, Class and Socialism*, « *la raison qui sous-tendait la création de Women's Voice était une adaptation à l'organisation autonome* ». Ceci était démontré dans un certain nombre de campagnes prises en charge par *Women's Voice*, comme par exemple *Reclaim the Night* ou contre les tampons toxiques. En pratique, c'était un éloignement des revendications de classe générales ou de celles qui unifiaient les femmes et les hommes.

Bien que, lors de la conférence de 1979, ceux qui argumentaient en faveur de liens plus étroits avec le SWP l'emportèrent, il y avait encore des débats houleux 18 mois plus tard. Les groupes traversaient une mauvaise passe, beaucoup de femmes du SWP votant avec leurs pieds et poursuivant d'autres tâches politiques. Lors de la conférence du parti de 1981, une claire majorité vota pour la dissolution des groupes. Le magazine suivit un an plus tard.

Bien que les pertes que nous avons subies aient été relativement minimes, beaucoup de celles qui étaient les plus impliquées dans *Women's Voice* partirent – la plupart très en colère contre le SWP. Malgré tout, la plupart des femmes restèrent, et même si l'expérience de la construction des groupes a été fondamentalement négative, elle nous a appris beaucoup. Nous nous développons théoriquement sur la question féminine, ce qui était très important. Le livre de Cliff, *Class Struggle and Women's Liberation* et le mien parurent tous deux dans les années 80, ainsi que divers articles de Chris Harman et d'autres. Une partie de l'attrait de *Women's Voice* était la justification supposée théorique de Joan Smith dans ses articles sur la famille qui furent sans contradiction pendant longtemps – ce qui montre à quel point peu de femmes se sentaient assez assurées pour écrire sur la question à l'époque. Mon articles sur les théories du patriarcat pour *International Socialism* était, pensais-je, relativement peu polémique, mais ils causèrent une grosse dispute parce qu'il rejetait théoriquement les arguments selon lesquels les hommes bénéficiaient de l'oppression des femmes. Ces argumentations théoriques nous permirent finalement de remporter la discussion sur les groupes.

Ces discussions ont aussi été importantes dans la réorientation de l'organisation au début des années 80. Nous étions aidés par la trajectoire de la plus grande partie de la gauche et de nombreux féministes dans le parti travailliste, et leur adaptation croissante au statu quo. (On peut en voir le résultat chez les femmes parlementaires aujourd'hui) L'accusation selon laquelle nous refusions de prendre en charge les questions féminines et de développer un cadre féminin s'est avérée totalement fautive et nous avons aujourd'hui une très bonne réputation sur ces questions, en même temps qu'une capacité de populariser notre théorie au sein de la classe ouvrière. A une époque où le féminisme est souvent un cheval de Troie pour la droite, et où beaucoup de féministes acceptent les idées « post-féministes », cela nous met dans une position brillante lorsque des questions auxquelles sont confrontées les femmes remontent à la surface.

Rétrospectivement, les erreurs que j'ai commises sur les questions soulevées par *Women's Voice*, ainsi que sur le journal noir, *Flame*, apparaissent clairement. Je me suis toujours opposé à chacun d'eux, mais sans prendre en charge les questions qu'ils soulevaient en considérant la situation dans son ensemble. J'ai rédigé une analyse générale du sujet dans mon livre, *Class Struggle and Women's Liberation* (Londres, 1984), longtemps après que les groupes de *Women's Voice* aient été dissous et le magazine arrêté. Jusque là, je n'avais publié que de courts textes de discussion, comme mes articles sur Clara Zetkin²⁷ et Alexandra Kollontai²⁸. Par dessus tout, je n'ai pas argumenté par écrit sur le lien dialectique entre l'exploitation et l'oppression.

Lisant les lignes ci-dessus dans le premier jet de cette autobiographie, John Rees fit le commentaire suivant : « Je trouve étrange que tu dises que tu n'étais pas impliqué dans le débat sur *Women's Voice*. D'une certaine façon je comprends ce que tu veux dire, mais cela aurait été considéré comme faux par n'importe quel militant actif du parti à l'époque. Peut-être que tu n'as pas écrit autant que tu penses aujourd'hui que tu aurais dû le faire, mais les articles d'*International Socialism* étaient très importants. Et les débats dans le parti ont duré longtemps. Je me souviens de la réunion sur Kollontai lors de Marxism 1981, où tu t'adressas à 200 personnes, et qui fut un débat houleux. » Terry Carver, un universitaire que nous avons invité au débat, resta à la réunion et déclara au milieu : « C'est à ça que devaient ressembler les bolcheviks et les mencheviks en 1903 ! »

L'oppression des femmes aggrave l'exploitation des femmes de la classe ouvrière. La richesse et le pouvoir des femmes riches émusse leur oppression. De plus, les femmes riches bénéficient de l'oppression des femmes de la classe ouvrière – elles paient de bas salaires à la cuisinière, à la nourrice, à la femme de ménage. Ainsi, aucune femme ouvrière ne pourrait appeler Margaret Thatcher sa sœur. Après la défaite de la Commune de Paris, les pires tortionnaires des communardes étaient les femmes riches qui visaient de leurs ombrelles les yeux de ces pauvres femmes.

Le séparatisme noir

Les mêmes arguments que ceux concernant le féminisme et la classe ouvrière s'appliquaient à la question du mouvement noir, avec sa tendance au séparatisme. Lorsque se posa la question de notre journal noir, *Flame*, je fis encore pire, au début, qu'avec *Women's Voice*. Je n'écrivis rien. J'aurais dû faire ce qu'a si bien fait Alex Callinicos dans son livre *Race and Class*. La question de savoir si j'aurais fait aussi bien que lui est hors sujet. La leçon serait qu'une crise importante dans la classe et dans le parti révolutionnaire exige que nous dressions un tableau d'ensemble, que nous développions une théorie générale.

Le séparatisme noir affecta négativement notre travail. L'absence de succès de *Flame* nous fit nous précipiter dans de plus en plus de choses sans réfléchir soigneusement à ce que nous faisons. L'incapacité de faire face à la réalité nous amena à une frénésie donquichottesque de production de magazines. Nous entrâmes dans une course de papier.

Les publications du SWP se répandirent comme des champignons : un journal punjabi appelé *Chingari*, un journal urdu appelé *Chingari*, un journal bengali appelé *Pragati*, un journal pour les travailleurs noirs, *Flame* ; et un journal de jeunesse, *Fight*.

Bien sûr, cela aurait été génial si on avait pu maintenir des journaux en punjabi, urdu ou bengali pour nous relier aux travailleurs de ces communautés ne lisant pas l'anglais. Mais, pour cela, nous devions d'abord avoir de sérieux cadres dans ces communautés. Lénine a dit et répété que le parti révolutionnaire ne peut pas exister sans théorie révolutionnaire. Nous n'aurions pas pu fournir des versions punjabi, urdu ou bengali de *Socialist Review* ou *International Socialism*. Sans cela, nous aurions construit sur du sable. Marx disait que sous le capitalisme il y a un fétichisme de l'or. Nous souffrions d'un fétichisme du papier ; si vous ne pouvez pas agir – publiez !

Flame était rédigé en anglais, malgré tout il s'avéra totalement impuissant à construire IS/SWP parmi les travailleurs noirs. L'expérience fut totalement négative.

J'étais plus prudent sur les femmes lorsque la situation devint extrêmement délicate et complexe. Je pense que si j'avais exprimé mon opinion sur *Women's Voice* de façon plus dure en 1977-78, j'aurais été tout à fait isolé. Mais sur la question de *Flame*, il était clair pour moi, depuis fin 1977, qu'il était ridicule d'avoir trois organisateurs noirs à plein temps pour une poignée de membres noirs. En fait, je poussai l'argumentation sur la relation entre exploitation et oppression de façon plus dure et plus confiante sur la question raciale que sur la question féministe. Attirant à moi un groupe de membres noirs – en particulier Mort Mascarenhas et Bruce George – la position était au moins à moitié gagnée lors de la conférence de 1979.

¹ Voir T Cliff et D Gluckstein, *op cit*, pp. 328-331.

- ² T Cliff, '*The Balance of Class Forces Today*', *International Socialism* 2:2, p5.
³ *Ibid*, p. 33.
⁴ T Cliff et D Gluckstein, *op cit*, p. 332.
⁵ T Cliff, '*The Balance of Class Forces Today*', *op cit*, p. 12.
⁶ T Cliff, '*Patterns of Mass Strike*', *International Socialism* 2:29, p4. 8.
⁷ *Ibid*, p. 14.
⁸ *Ibid*, p. 22.
⁹ V I Lénine, *Collected Works*, vol 11 (Moscou), p. 17.
¹⁰ *Ibid*, p. 130..
¹¹ *International Socialism*, Internal Bulletin, Pre-Conference Issue, 1974, p49.
¹² *Socialist Worker*, 3 décembre 1977.
¹³ SWP Internal Bulletin, janvier 1978, pp. 2-3.
¹⁴ SWP Internal Bulletin, mai 1977, p. 3.
¹⁵ *Socialist Worker*, 6 mars 1976.
¹⁶ *Socialist Worker*, 10 septembre 1977.
¹⁷ *Socialist Worker*, 17 juin 1978.
¹⁸ *Socialist Worker*, 13 octobre 1979.
¹⁹ V I Lénine, *Collected Works*, vol 16 (Moscou), p. 32.
²⁰ SWP Internal Bulletin, septembre 1976, p. 5.
²¹ V I Lénine, *Collected Works*, vol 31 (Moscou), p. 38.
²² SWP Conference 1984 Discussion Bulletin, n° 1, p.5.
²³ T Cliff et D Gluckstein, *op cit*, p. 365.
²⁴ A Bobroff, *The Bolsheviks and Working Women 1905-1920*, *Soviet Studies*, octobre 1974.
²⁵ A Balabanoff, *My Life as a Rebel* (Bloomington, 1973), pp. 132-133.
²⁶ *Ibid*, p. 144.
²⁷ *International Socialism* 2:13 (Eté 1981).
²⁸ *International Socialism* 2:14 (hiver 1981).

VII : Repenser la situation

L'organisation en grand désarroi

Une partie de notre problème, c'est qu'il y avait encore des signes de continuité du radicalisme, qui s'opposaient à l'idée d'un recul. Comme je l'ai déjà montré, Lénine aussi avait fait une fausse évaluation de la situation après que la révolution de 1905 ait connu son sommet. Pourquoi ? Deux signaux contradictoires se présentaient à lui : la croissance rapide et continue des effectifs du Parti bolchevik, d'une part, et le déclin catastrophique du mouvement grévistes dans la classe ouvrière, d'autre part.

A l'époque du Quatrième congrès du Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie (avril 1906), les bolcheviks comptaient 13.000 membres ; en 1907 le chiffre s'éleva à 46.143¹. Quelle était la nature du mouvement gréviste au même moment ?

| Année | Nombre de travailleurs en grève (en milliers) | Pourcentage de tous les travailleurs |
|------------------|--|--|
| 1895-1904 | 431 | 1.46-5.10 |
| 1905 | 2,863 | 163.8 |
| 1906 | 1,108 | 65.8 |
| 1907 | 740 | 41.9 |
| 1908 | 176 | 9.7 |
| 1909 | 64 | 3.5 |
| 1910 | 47 | 2.4 |

Rétrospectivement, il est facile d'expliquer les courants contradictoires. Lorsqu'un caillou tombe à l'eau, les ondes peuvent continuer à grandir alors même que le caillou a cessé de bouger. La révolution de 1905 avait eu un tel impact que des milliers de travailleurs rejoignirent le Parti bolchevik bien après la défaite de la révolution, alors que la réaction régnait sans partage.

Bien sûr, le recul en Grande Bretagne à partir des pics de 1971-74 était modéré comparé à l'effondrement catastrophique du mouvement ouvrier en Russie sous les coups de la contre-révolution après 1905. Malgré tout, l'analogie avec les pronostics erronés de Lénine en 1906 et notre égarement complet dans les années du gouvernement Wilson-Callaghan peut nous aider à faire face à la réalité et à la surmonter. Il ne faut pas pour autant tomber dans le piège qui consisterait à minimiser nos erreurs : toutes les filles sans bras ne sont pas la Vénus de Milo.

Nous devons nous rappeler comment les bolcheviks ont apprécié la véritable situation de la classe ouvrière. Ce ne fut ni facile ni sans heurts. La direction du parti s'y désintégra.

Lénine savait que, pour se préparer aux grandes batailles révolutionnaires à venir, un parti révolutionnaire doit apprendre à traverser la période de réaction, avec les masses, au premier rang, sans se dissoudre parmi eux ni s'en détacher. C'est aussi la période pendant laquelle des cadres endurcis peuvent être formés et trempés. La formation ne peut, malgré tout, se faire dans le vide, dans l'isolement vis-à-vis des luttes, même si leur échelle et leur profondeur sont très limitées.

Pendant une longue période, nous ne nous sommes pas rendus compte du déclin de la lutte des classes. Deux exemples démontrent notre retard à faire face à la réalité. Le premier concerne mon livre *The Crisis : Social Contract or Socialism*, publié en 1975. Selon les chiffres de *Socialist Worker*, peu après la publication 20.000 exemplaires avaient été vendus². Malgré tout, l'impact réel du livre fut à peu près nul. Non que sa qualité ait été très différente de *Incomes Policy, Legislation and Shop Stewards*, publié en 1966, ou de *The Employers' Offensive*, de 1970. C'est le moment choisi pour la publication de *The Crisis* qui était terriblement inapproprié – après la fin de la montée des luttes alors que le recul n'était pas encore clair. Dans la politique révolutionnaire, le timing est d'ordre essentiel. Il est plus significatif que le temps des verbes en grammaire. Cela rappelle l'histoire du type qui se plaint auprès d'un de ses amis : « J'ai joué une très belle musique, et ils m'ont hué - Quelle musique as-tu jouée ? – Une marche nuptiale – Imbécile ! C'était un enterrement ». Quelques jours plus tard, le même se plaint à nouveau d'avoir été chahuté : « J'ai joué une musique vraiment belle, et ils m'ont hué – Quelle musique as-tu jouée ? – Une marche funèbre – Imbécile ! C'était un mariage ».

Un autre exemple se trouve dans un article que j'avais écrit pour *Socialist Worker* en septembre 1977 :

Construire le *Socialist Workers' Party* sur le lieu de travail.

Pour commencer, nous devons nous efforcer à faire paraître des bulletins d'établissement. Dans toutes les usines, les puits de mine, les docks, les hôpitaux, les écoles et les bureaux, où les travailleurs sont ensemble et où il y a des militants du SWP, ou des sympathisants, un bulletin spécifique au lieu de travail devrait être produit...

Un parti socialiste révolutionnaire ne se construit pas comme une addition de cellules locales, mais comme une unité de cellules d'usine...

La production généralisée de bulletins doit poser les fondations de la construction généralisée de cellules d'usine du SWP. C'est là que réside le pouvoir des travailleurs³.

J'ai du mal à croire que j'aie pu écrire ces lignes à cette époque. Mais je l'ai fait. C'était d'autant plus intolérable qu'au cours des deux années précédentes nos cellules d'usine soit avaient disparu corps et biens, soit s'étaient desséchées sur pied. J'avais une expérience personnelle qui aurait dû m'avertir. Au début des années 70, j'allais une fois par mois à Coventry pour parler à nos mécaniciens et à leurs contacts. Il y avait de 60 à 80 personnes dans la salle. Mais depuis fin 75 début 76 je n'avais plus été convié à une réunion.

Le moment de vérité

Bien sûr, une transition n'est jamais claire et nette. La montée ne dure pas jusqu'au mercredi et devient un recul le jeudi, ou se poursuit jusqu'à fin janvier et s'écroule le mois suivant. Ainsi, pendant un certain temps, on reçoit des signaux contradictoires. La discussion sur le recul dura des mois, et l'organisation connut une crise profonde pendant deux ans. Diriger, c'est prévoir, et si vous ne pouvez prévoir vous ne pouvez pas diriger.

Enfin, je me rendis compte du recul. Un élément clé de cette compréhension fut l'échec de la conférence de base nationale appelée en soutien aux pompiers. Je me demandais les raisons de cet échec. Les camarades qui avaient parlé pour soutenir la résolution et qui avaient voté pour elle étaient de sincères révolutionnaires. Ils devaient être encore sous l'influence euphorisante des événements de l'année précédente.

Cela prit du temps à notre groupe pour accepter la situation réelle de la lutte des classes – la baisse de la combativité, le recul. Je présentai pour la première fois l'argument lors du Comité Consultatif National de février 1978, puis dans une interview publiée dans le premier numéro du nouveau *Socialist Review*. Au début, les seuls membres du Comité central qui étaient d'accord avec moi étaient Alex Callinicos, Duncan Hallas et Jim Nichol. Cela nous prit pas loin de deux ans pour gagner l'organisation à notre point de vue.

Initialement, ma position n'obtint qu'un soutien minoritaire parmi les cadres ; en partie parce qu'elle était interprétée cyniquement comme fournissant une description de nature à justifier notre renoncement à présenter des candidats aux élections législatives, et en partie parce qu'elle contrariait la tendance à extrapoler à partir de nos succès des années 77-78 avec l'ANL.

Je comprenais la difficulté qu'avaient les camarades à accepter l'idée du recul. C'était beaucoup moins séduisant que l'inverse. Si on a le choix entre deux prévisions météo, l'une disant demain il fera beau et l'autre annonçant du vent et de la grêle, ce à quoi les gens préféreront croire ne fait aucun doute. C'est ce qui se passa à la première suggestion qu'il y avait un recul de la lutte industrielle.

Je me demandais pourquoi j'en étais venu à cette conclusion plus clairement et plus tôt que d'autres camarades. Il y a là un certain nombre de raisons très importantes. Un membre individuel de l'organisation voit bien évidemment ce qui se passe dans son lieu de travail – école, hôpital, usine, etc. Mais il n'a aucun moyen de savoir si cela s'intègre dans une tendance plus générale. Après tout, des causes accidentelles peuvent jouer un rôle, par exemple, dans le manque de combativité des enseignants cette année par rapport à l'an passé. Les organisateurs de districts, dans l'ensemble, se reposent sur les informations glanées auprès des membres individuels. Cela s'applique également aux camarades de la rédaction de *Socialist Worker*.

D'une certaine manière, j'étais dans une position unique pour apprécier cette situation. Pendant les années de montée des luttes je parlais dans de grandes réunions de travailleurs. J'ai mentionné plus haut mes interventions devant des milliers de métallos à Scunthorpe. Je parlais à des centaines de mineurs à Grimethorpe et lors de bien d'autres réunions de mineurs. Je parlais à des centaines de dockers, à la fraction des ouvriers du bâtiment à Bristol, comptant plus de cent personnes, à des dizaines de mécaniciens à Coventry un samedi par mois. Je pourrais continuer la liste. Toutes ces réunions prirent fin au milieu des années 70. Il m'était impossible de ne pas m'en rendre compte.

Il y avait une autre raison. Le passé retentit toujours sur le présent. Même lorsque j'étais très jeune, en Palestine, j'avais eu à prendre des positions décisives. J'avais eu à faire de même plus tard sur la question du capitalisme d'Etat, alors que je n'avais que trente ans. L'audace était essentielle dans toutes ces situations. En 1946-47 j'étais très troublé par la définition de la Russie et de l'Europe de l'Est comme Etats ouvriers, alors j'ai pris la responsabilité d'élever la voix. Cette fois, l'organisation ne comptait pas seulement une poignée d'individus, mais plusieurs milliers. Mais là encore, la peur de mal juger la situation me força à nouveau à prendre mes responsabilités.

Un recul dans la lutte des classes a un impact contradictoire sur un parti révolutionnaire, à la fois négatif et positif. Il peut affaiblir le parti, mais en même temps il endurecît ses membres et les prépare à de futurs événements.

Ici encore, l'expérience russe est instructive. Les luttes de classe massives de l'année 1905 ouvrirent des opportunités pour les révolutionnaires regroupés dans le Parti bolchevik, mais aussi gommèrent les différences entre le bolchevisme et le menchevisme réformiste. Ces derniers, à l'époque, étaient composés essentiellement d'éléments centristes, intoxiqués par les événements. Le biographe de Martov, Getzer, écrit que, comme les bolcheviks, les mencheviks

se préparaient à la prise du pouvoir et à l'établissement d'un gouvernement provisoire révolutionnaire.

Comme Dan l'écrivait à Kautsky : « *Man lebt hier wie in Taumel, die revolutionäre Luft wirkt wie Wein* » (on vit ici comme dans un délire, l'air révolutionnaire agit comme du vin)⁴.

Trotsky écrit qu'à ce moment

le comité central bolchevik, avec la participation de Lénine, passa une résolution unanime selon laquelle la scission (entre bolchevisme et menchevisme) était seulement le résultat des conditions de l'exil à l'étranger, et que les événements de la révolution avait ôté tout fondement à la lutte fractionnelle⁵.

Malgré tout, pendant la période de réaction qui suivit, les mencheviks virèrent massivement à droite. C'est seulement à ce point que les bolcheviks étaient capables de démontrer le schisme politique qui existait entre révolution et réforme en

s'en tenant à leurs principes. Désormais le bolchevisme était trempé, ayant passé avec succès les temps les plus difficiles.

Pendant la période de montée des luttes sous le gouvernement Heath, le Parti travailliste fit usage de la rhétorique la plus radicale. Par exemple, Denis Healey disait à la conférence de 1973 du Labour :

Notre tâche est de prendre le pouvoir, et nous rejoignons la bataille armée du programme le plus radical et le plus total que nous ayons eu depuis 1945. Son but, honnêtement déclaré, est de provoquer un renversement fondamental et irréversible dans l'équilibre du pouvoir et de la richesse en faveur des travailleurs et de leurs familles (applaudissements)... Nous allons introduire un impôt sur la richesse. Nous allons transformer les droits fonciers en véritable impôt... Je vous avertis, il va y avoir des hurlements d'angoisse parmi les 80.000 riches⁶.

Plus tard, ayant réussi à détourner la lutte des classes vers le canal indolore du parlementarisme sous le gouvernement travailliste de 1974-79, Denis Healey était Chancelier de l'Echiquier. Désormais le langage était complètement différent. Healey imposa un gel des rémunérations, et pour la première fois depuis la guerre les salaires réels baissèrent.

Pendant la période benniste, les dirigeants de la gauche du Parti travailliste crachaient le feu. Quelques années plus tard, à de rares exceptions près, ils avaient massivement viré à droite (Neil Kinnock, Tony Blair, David Blunkett, Claire Short et Jack Straw étaient membres du comité national). Neil Kinnock a même collaboré avec le SWP lorsqu'il était au comité de coordination de l'Anti Nazi League. Nous savons où ils sont aujourd'hui. Le zigzag le plus extrême a été exécuté par Tom Sawyer, secrétaire général du Parti travailliste, qui avait dirigé des manifestations contre la politique de modération salariale de James Callaghan, est qui est maintenant sous-directeur d'une société qui ne reconnaît pas les syndicats !

Le SWP voyait clair dans le radicalisme de façade du tournant à gauche travailliste. L'une des conséquences a été que nous avons pu émerger du recul comme une organisation révolutionnaire indépendante et crédible. Beaucoup d'autres groupes de gauche ont été trompés par les succès apparents du bennisme et poussés par les conditions difficiles du recul à intégrer le Labour party, mais pour être anéantis par une chasse aux sorcières.

Bien sûr, le SWP a subi des dommages du fait de la baisse des luttes industrielles. Mais il a aussi bénéficié du test le plus sévère : les membres mûrirent, avec une meilleure compréhension du marxisme, et, par dessus tout, avec la capacité d'utiliser le marxisme comme un guide pour l'action dans les sphères économique, politique et idéologique.

La montée du National Front nazi

Le recul, la retraite de la classe ouvrière face aux patrons et au gouvernement eut un impact très contradictoire sur le fonctionnement de IS/SWP. Il nuisit considérablement à notre intervention dans l'industrie et les syndicats, au recrutement dans l'organisation, et aux ventes de *Socialist Worker*. Cela dit, comme disait Marx, « les hommes font l'histoire mais pas dans les circonstances de leur choix », et cela s'applique aussi bien aux mauvais moments qu'aux bons. Ainsi, en même temps qu'une des conséquences de la retraite de la classe ouvrière sous le gouvernement travailliste de 1974-79 fut la montée du *National Front*, cela mena, à son tour, au lancement d'une nouvelle organisation qui devait connaître un impact considérable : l'*Anti Nazi League* (ANL).

L'aggravation des conditions des masses provoquait une frustration qui bénéficia aux nazis. Comme je l'ai écrit :

Dans les cinq années entre 1974 et 1979, les travaillistes ont transformé la plus importante avancée de la lutte des travailleurs depuis cinquante ans en retraite. En démoralisant la classe ouvrière, le Labour party a facilité la progression idéologique de la droite...

Le chômage de masse, les coupes dans les dépenses sociales, le déclin des salaires réels et l'aggravation généralisée des privations sociales dans les années 1975-78 ont créé les conditions de l'épanouissement du *National Front* néofasciste...

Le National Front a réalisé des gains électoraux substantiels en 1976. Dans les élections locales de Blackburn, le *National Front* et le *British National Party* ont obtenu ensemble une moyenne de 38% des suffrages ; à Leicester, le NF a fait 18,5%. A Deptford (Lewisham), lors d'une élection municipale partielle en juillet 1976, les deux partis ont réalisé ensemble 44% des voix (sans doute la moitié du vote des blancs) – davantage que le gagnant, le candidat travailliste, crédité de 43%⁷.

Chanie, dans son excellent article « *Labour and the Fight Against Fascism* », donne l'information suivante : dans les élections au *Greater London Council* en mai, ils ont présenté des candidats dans 85 des 92 circonscriptions, obtenant 119.063 voix (5% - comparés aux 0,5% de 1973) et battant les *Liberals* à la troisième place dans 33 circonscriptions. Une étude de l'Université d'Essex suggère que des élections législatives à la proportionnelle auraient donné à cette époque 25 députés au *National Front*⁸.

Le NF tenta, avec un certain succès, de construire une base dans les syndicats. Ils firent des incursions chez les postiers, fortement démoralisés après leur défaite de 1971. Les travailleurs de la poste divisionnaire de Londres Nord d'Upper Street, Islington, qui étaient contrôlés par le *National Front*, collectèrent des fonds pour la caution électorale des circonscriptions de Hackney South et de Shoreditch pour les élections de 1979. Ils obtinrent un tel soutien qu'ils furent capables de payer les cautions de huit autres candidats NF. Aux élections locales de 1979, un grand nombre de postiers soutinrent le *National Front*. Certains portaient des badges au travail. Pourtant en 1977 c'est un délégué travailliste à la conférence syndicale des postiers qui déposa une résolution appelant à des contrôles de l'immigration plus sévères. A cette époque, heureusement, le mouvement antifasciste avait étendu son influence parmi les travailleurs. Seuls 25 des 5.000 délégués votèrent la résolution.

Le *National Front* essaya de fonder une Association des Cheminots du National Front au printemps 1977 et avait une présence dans l'ASLEF, le syndicat des routiers. Il y avait une demi-douzaine de *shop stewards* du *National Front* aux usines Leyland de Longbridge, qui avait la branche du NF la plus importante du pays – 70 membres. Ils étaient même présents dans la NUM (à Barnsley)⁹.

Le NF étant ainsi devenu un mouvement significatif et grandissant, il décida d'organiser une marche de provocation. Elle devait avoir lieu au cœur du quartier noir, Lewisham, dans le Sud de Londres, le 13 août 1977. Comme on l'a vu plus haut, aux élections locales de l'année précédente le *National Front* et le *National Party* avaient fait ensemble 44% des voix. Dans la plus pure tradition hitlérienne, Tyndall proclama : « Je pense que nos grandes marches, avec tambours, drapeaux et banderoles, ont un effet hypnotique sur le public et un énorme impact sur la solidification de l'allégeance de nos partisans, de telle sorte que leur enthousiasme se trouve alimenté ».

Quelques mois auparavant, la police de Lewisham avait monté ce qu'elle appelait Opération 39PNH. PNH signifiait *Police Nigger Hunt*. A la suite de descentes matinales, des jeunes Noirs étaient raflés sur des charges factices de vol organisé. Ils formèrent le Comité de défense du 21 décembre, qui fut attaqué par le *National Front* et la police pendant plus de deux mois. Un des buts de la marche de Lewisham était de le briser¹⁰. Dès cette époque, les forces antifascistes, dirigées par le SWP, s'étaient confrontées physiquement aux réunions et aux défilés du NF de façon constante, de telle sorte qu'il leur était pratiquement impossible d'organiser sans craindre une attaque. La protection et l'assistance de la police était pour eux le seul moyen de se montrer. Les candidats à leurs défilés s'étaient par conséquent raréfiés. Au début de 1976, ils pouvaient mobiliser 1.000 personnes. Plus tard, lors de la première manifestation où ils firent face à une opposition de masse unifiée – Wood Green dans le Nord de Londres – ils étaient descendus à 1.000 ; à Lewisham ils étaient à peine 500¹¹.

A Lewisham, deux contre-manifestations furent organisées contre la marche du NF. L'une était organisée par le *All London Committee Against Racism and Fascism* (Alcaraf) et conduite par les trois principaux partis politiques, avec le maire Godsif et l'évêque de Southwark, Mervyn Stockwood, en tête. Elle se dispersa à plus d'un kilomètre de la marche du *National Front*. L'autre était appelée par le SWP, la *Right to Work Campaign* et des membres individuels du Parti travailliste et du Parti communiste. Elle devait se former au point de rassemblement du *National Front* avant qu'ils ne soient arrivés¹². Notre attitude sur la question était qu'il ne devait y avoir « Aucune tribune pour les fascistes ! » A ceux qui proclamaient que cela consistait à dénier les droits démocratiques nous répondions que la nazisme existe dans le but de détruire les droits démocratiques des autres. Il utilise la liberté de défiler pour intimider et dénier la liberté en général. Une cellule cancéreuse a-t-elle les mêmes droits à se reproduire dans le corps humain qu'une cellule normale ?

Les deux tiers de la manifestation de l'Alcaraf répondirent à l'appel du SWP à se confronter avec le NF. Un grand nombre de jeunes Noirs locaux, des membres du Labour et du PC, même des vétérans de *Cable Street*, constituaient les troupes. Ils traversèrent deux fois les lignes de police et coupèrent les marcheurs terrifiés du *National Front* en deux. La marche fut rapidement dispersée sous la protection de la police. Les policiers attaquèrent ensuite violemment les antifascistes dans une bataille qui fit rage pendant plusieurs heures. Il y eut 214 arrestations.

La presse et le Parti travailliste traitèrent le NF et le SWP avec une égale fureur. Le *Daily Mirror* disait que le SWP était « aussi mauvais que le *National Front* ». Le délégué travailliste de Lewisham East à la conférence du parti n'avait aucune idée de ce qui s'était passé sous son nez : « La loi – que ce soit celle sur l'ordre public ou celle sur les relations raciales – doit être amendée (pour la renforcer contre le NF), en particulier dans la région de Londres. Il est certain qu'on pourrait dire : « la réponse n'est pas dans une confrontation violente avec le *National Front* » et demander : « Qui l'a emporté le 13 août à Lewisham ? Seulement le *National Front* »¹³.

Sid Bidwell, député travailliste de Southall, qui avait assisté à certains des plus violents affrontements avec le *National Front*, pouvait déclarer : « Je n'ai pas de temps à consacrer aux hooligans (du NF) ... ni à ces aventuriers de pacotille auxquels il reste encore à prendre leurs responsabilités dans le véritable mouvement ouvrier. Nous ne pouvons pas les contrer avec une stratégie consistant à être plus voyou que les voyous du *National Front*, parce que nous avons la capacité d'agir autrement »¹⁴. Michael Foot, alors vice-premier ministre, disait : « On ne stoppe pas les nazis en lançant des bouteilles ou en agressant la police. Le moyen le moins efficace de combattre les fascistes est de se comporter comme eux »¹⁵. Ron Hayward, secrétaire général du Labour Party, exhortait ses membres à se tenir à distance des organisations d'extrême gauche et d'extrême droite. Il ne voyait que peu de différence entre les manifestants violents (entendre : le SWP) et les « fascistes du NF »¹⁶. Le candidat travailliste qui remporta le siège lors de l'élection partielle de Ladywood cinq jours après Lewisham proclamait : « Les cinglés de droite et de gauche ne sont pas les amis du Labour » et n'étaient que des « guerilleros urbains qui se prennent pour des politiciens ». L'organisateur du Parti travailliste des West Midlands continuait dans la même veine contre le SWP après une manifestation antifasciste à Birmingham le 15 août 1977 : « Ce ne sont que des fascistes rouges ; ils souillent le nom même de socialisme démocratique »¹⁷. Tom Jackson, dirigeant des postiers, ajoutait : « Il n'y a pas à choisir entre le SWP et le *National Front*. Ils sont tous deux un ramassis de nervis politiques »¹⁸.

La réalité était très différente. Un des signes de l'efficacité de l'intervention du SWP dans la bataille de Lewisham peut être trouvé dans la réaction du *National Front*. Quelques jours plus tard notre local fut incendié. Personnellement, en tant que membre dirigeant du SWP et en tant que Juif, j'avais de bonnes raisons de craindre une vengeance du NF. Nous transformâmes immédiatement notre domicile en forteresse. D'abord, la porte d'entrée fut blindée, la boîte aux lettres supprimée. Les fenêtres, aussi bien devant que derrière la maison, furent renforcées de grilles métalliques. J'étais soumis à un harcèlement. Ainsi, de nombreux coups de téléphone nous questionnaient sur une annonce dans l'*Evening Standard* concernant une Jaguar à 5 Livres, et quelques jours plus tard nous reçûmes la facture de l'annonce. Nous expliquâmes les circonstances, et le journal n'insista pas. Pendant quelques jours, au milieu de la nuit ou tôt le matin, un taxi s'arrêtait devant chez nous, expliquant qu'il avait reçu un appel pour charger quelqu'un. Je dus utiliser des déguisements pour passer inaperçu – comme casquettes, et autres.

Nous recevions aussi des appels d'insultes au téléphone. J'ai eu au bout du fil une personne, et Chanie une autre, déversant sur nous le langage le plus ordurier, nous menaçant de toutes sortes de choses, notamment de mort, tout au long de la nuit. Il est arrivé que le danger soit plus proche que l'autre bout du fil. Lorsque Chanie travaillait près de la campagne électorale de Grimsby, elle demanda à nos enfants de ne pas mettre d'autocollants du SWP sur la voiture parce qu'il y avait des fascistes dans le secteur. Mais, étant des enfants, ils n'écoutaient pas, et sans savoir que le côté de la voiture en était couvert, elle pénétra dans une impasse au bout de laquelle se trouvait un pub. Il devint très vite évident que c'était un lieu de réunion du NF. Au début, ils lancèrent des boulettes de papier, puis des cailloux. Il y avait un policier en moto qui regardait. Chanie baissa sa vitre et lui demanda de l'aider. Il jeta un coup d'œil à la voiture et s'en alla. Finalement, Chanie traversa la foule hurlante en marche arrière.

Le pire moment fut un jour où j'allai à Leicester pour une réunion publique. Le camarade qui m'avait amené de Londres me déposa devant l'immeuble où la réunion devait se tenir, et alla s'acheter un sandwich. Dès qu'il fut parti, je vis deux hommes jeunes solidement bâtis qui criaient : « Nous voulons Gluckstein ! ». Je devinai qu'ils n'étaient pas amicaux. Je ne savais pas s'ils me reconnaîtraient, il faisait presque nuit, je pris donc une décision rapide : je me précipitai vers l'entrée en passant entre les deux, utilisant mes coudes pour les écarter, et parvins à entrer dans le local. Quelques minutes plus tard, un policier se présenta dans la salle de réunion et me dit qu'une plainte avait été déposée contre moi pour coups et blessures. Je leur répondis en riant : « J'ai 61 ans, et je suis un homme de petite taille. Les deux hommes qui ont porté plainte sont jeunes, grands et costauds. C'est eux qui ont usé de violence ». Le policier décida de laisser tomber.

Mon expérience de travail en milieu difficile en Palestine me fut probablement de quelque utilité à cette époque. Elle m'avait servi auparavant. Je me souviens qu'en 1940 les trotskystes britanniques voulaient envoyer de la littérature à des camarades en Tchécoslovaquie vivant sous la dictature stalinienne. Ils se disposaient à l'envoyer par courrier ordinaire. Je leur dis : « Vous êtes fous. L'envoyer comme ça, c'est signer leur mandat d'arrêt ». Il n'était pas venu à l'esprit des camarades anglais, vivant dans une démocratie bourgeoise occidentale, que la police ouvrirait les lettres et les colis. Pendant la période de l'ANL, les camarades apprirent rapidement la nécessité de précautions élémentaires (comme celle consistant à ne pas avoir sur soi de listes de noms et d'adresses) et agissaient de façon disciplinée et coordonnée, que ce soit dans les manifestations antifascistes ou généralement.

L'ANL naquit de l'expérience de Lewisham. C'était une illustration de la tactique du front unique ouvrier proposée par l'Internationale communiste dans les années 20. Nous aurions pu, assistant à la montée du NF, déclarer que puisque les réformistes avaient une position fautive sur le capitalisme, nous nous opposerions au NF comme une organisation révolutionnaire isolée, sans nous unir avec des forces plus larges. Cela aurait été une erreur sectaire, et du fait de notre petite taille, aurait ouvert au FN une voie royale.

Nous aurions pu aussi dire que nous étions prêts à nous allier avec les réformistes dans une campagne antiraciste vague et générale sans activités spéciales, et qui aurait consisté à passer de belles résolutions dans des assemblées locales, conférences syndicales et autres. Cela aurait abouti à une boutique à parolotes qui aurait fourni au Labour Party une caution de gauche et nous aurait réduits à un groupe centriste sans contenu. Cela aurait été pareillement fatal, menant à une impasse politique et, là encore, abandonnant la rue aux nazis.

L'ANL fut donc organisée comme un front unique combinant le SWP, avec Peter Hain et le député travailliste Ernie Roberts, et, entre autres parlementaires, Neil Kinnock, Audrey Wise et Martin Flannery, qui appartenaient à la gauche du parti. Paul Holborow, du SWP, était l'organisateur, et Nigel Harris, également un camarade, était au comité de coordination. Le SWP était incontestablement la force motrice à l'œuvre dans l'action, l'organisation et les idées.

L'ANL était typiquement une campagne sur un thème unique. Nous n'essayions pas d'imposer à ses membres un programme général de revendications révolutionnaires, ce qui aurait été sectaire, pas plus que nous ne nous contentions de phrases ronflantes d'opposition au fascisme. Elle était ciblée avec précision, comme l'indiquait son nom. En novembre 1977, lorsque le comité central du SWP discuta du lancement d'une organisation s'opposant au *National Front*, nous débattîmes du nom qu'il convenait de lui donner : « Antiraciste ? » - Trop mou ! - « Antifasciste ? » - Pas assez percutant ! - « Antinazi ? » - Oui ! Après tout, Hitler était allé beaucoup plus loin que Mussolini dans la bestialité.

Ainsi, la cible était le racisme dur du NF, qui, s'il lui était permis de se développer, pouvait transformer les bien plus nombreux racistes doux existant dans la société britannique en cadres d'un mouvement fasciste de masse. L'ANL unissait des révolutionnaires et des réformistes qui étaient en désaccord sur beaucoup de questions générales, mais qui étaient d'accord sur la nécessité de stopper le NF par l'action directe autour du mot d'ordre « Pas de tribune pour les nazis ».

L'ANL devint un mouvement extrêmement populaire. Pour donner un point de ralliement contre le NF à la jeunesse – le groupe d'âge le plus impliqué – l'ANL organisa son premier festival (*carnival*) à Londres à la fin d'avril 1978, avant les élections municipales. Son succès dépassa toutes les espérances, avec une marche de 80.000 personnes de Trafalgar Square au festival musical de Victoria Park à dix kilomètres de là. En coopération avec *Rock Against Racism*, d'énormes carnivals furent organisés à Manchester (35.000), Cardiff (5.000), Edinburgh (8.000), Harwich (2.000), Southampton (5.000), Bradford (2.000) et Londres à nouveau (100.000). Le vote NF dans les élections qui suivirent s'effondra. A Leeds, il déclina de 54%, à Bradford de 77%. Même dans sa place forte de l'East End londonien, il perdit 40%. Il ne fait aucun doute que l'ANL était largement responsable de cet état de faits. Des groupes ANL se développèrent dans tout le pays. Par exemple, en une semaine au cours du mois de mai 1978, Oxford fonda un groupe ANL lors d'un meeting de 450 personnes, Bath 100, Aberdeen 100, Swansea 70. Du 22 avril au 9 décembre les groupes ANL suivants furent organisés : *Schoolkids Against the Nazis* (SKAN), étudiants, ouvriers de Ford, de Longbridge, fonctionnaires, cheminots, pompiers, chauffeurs de bus, enseignants (qui tinrent un meeting de 1.000 personnes), mineurs (avec une conférence de 200 délégués), le syndicat NUPE, deux discothèques d'Halifax, les *Footballers Against the Nazis*, et bien d'autres.

L'ANL était largement soutenue. Dès la mi-avril 1978, avant le festival, il y avait 30 sections et districts de AUEW, 25 *trade councils*, 11 zones de NUM, de six à dix sections de TGWU, CPSA, TASS, NUJ, NUT et NUPE, 13 comités de shop stewards de grandes usines, et 50 sections locales du Parti travailliste. Ces chiffres augmentèrent après le *Carnival*¹⁹. Celui-ci rassembla autant que le CND ou la *Vietnam Solidarity Campaign* l'avaient fait à leur point culminant.

Un incident majeur dans l'histoire de l'ANL fut le meurtre de Blair Peach lors d'une manifestation à Southall. Le NF avait annoncé qu'il tiendrait une réunion électorale à la mairie d'Ealing. Le conseil municipal local, conservateur, lui en donna l'autorisation. Un recours auprès du ministre de l'intérieur du gouvernement travailliste pour interdire le meeting fut ignoré. Cette réunion était une provocation, la zone d'Ealing était majoritairement peuplée d'Asiatiques (*Asians* : cette catégorie inclut les Indiens, Pakistanais et autres - NDT). L'ANL organisa une contre-manifestation. Blair Peach, enseignant d'East London, membre du SWP et de l'ANL, vint à Southall participer à la manifestation. Une importante force du *Special Patrol Group* attaqua la manifestation de l'ANL avec une brutalité extrême, et la matraque d'un policier fractura le crâne de Blair Peach, causant sa mort. Les funérailles de Blair Peach furent massives : près de 10.000 personnes. Des délégations syndicales de toute la Grande Bretagne envoyèrent des messages. « Il y avait 13 bannières syndicales nationales et le président de la TUC (confédération syndicale), Ken Gill, parla près de la tombe, avec Tony Cliff du SWP »²⁰.

A la fin des années 70, le NF britannique était pratiquement anéanti. Mais quelques années plus tard, il commença à se regrouper, cette fois sous la bannière du *British National Party* (BNP). A la même époque, le vote nazi augmentait de façon sensible en Europe. A la fois en Europe de l'Est et en Allemagne, Belgique, Norvège et Autriche, mais surtout en France, les nazis gagnaient des voix et de la respectabilité.

Le 4 avril 1989, le BNP installa son quartier général à Welling. Les agressions racistes dans le voisinage augmentèrent de 210%, avec les meurtres de Rolan Adams, Rohit Duggal et Ruhallah Aramesh. Face à cette situation l'ANL fut réactivée en janvier 1992. Le besoin s'en faisait tristement sentir, le 22 avril 1993 Stephen Lawrence était assassiné à Eltham, et quelques mois plus tard (le 16 septembre) Derek Beackon, du BNP, était élu conseiller à Tower Hamlets. Son élection fut suivie d'une augmentation de 300% des agressions racistes recensées dans Londres Est. En fait, une semaine avant son élection, Quddus Ali, âgé de 17 ans, fut trouvé dans le coma après avoir été attaqué par huit racistes sur une route nationale près de l'Isle of Dogs.

L'ANL ne resta pas passive dans cette situation. Le dimanche suivant le succès électoral du BNP, leur vente de presse fut expulsée de Brick Lane par une forte manifestation de l'ANL. C'était la seule vente régulière du BNP. Depuis la protestation de l'ANL, il n'y a plus eu aucune vente de presse publique du BNP où que ce soit en Grande Bretagne. Le 16 octobre 1993, une manifestation de 60.000 personnes exigeait la fermeture du local du BNP à Welling. Elle fut accueillie par une attaque policière coordonnée après laquelle 14 antinazis furent condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Mais notre campagne continua. Le 19 mars 1994, une manifestation antiraciste du TUC défila dans tout East London, grosse de 50.000 personnes. Une campagne « Ne votez pas nazi » fut lancée début 1994 et Beackon fut délogé du conseil aux élections du 5 mai de la même année. Le 28 mai 1994, 150.000 personnes participèrent à la manifestation et au festival de l'ANL à Brockwell Park.

Le sort du NF britannique a été très différent de celui du Front National français. Au début, le FN était beaucoup plus petit que le NF britannique. Lors des élections de 1974, le FN n'obtint que 0,74% des voix, et deux ans plus tard, en 1977, encore moins, 0,33%. C'est cette année-là que le nazi français Le Pen vint en Angleterre pour bénéficier de l'expérience du National Front. Depuis, la situation a été inversée.

Avec l'élection du socialiste Mitterrand à la présidence en 1981 les choses ont changé radicalement. La déception fut énorme : le chômage doubla. Le FN se développa comme un champignon. En 1984, il faisait 11% des voix, près de 2 millions de suffrages. Lors des élections législatives de mars 1986, il remporta 35 sièges – autant que le Parti Communiste. Depuis, le système électoral a changé et le FN n'a plus de députés, mais il a plus de 1.000 conseillers municipaux, et il contrôle quatre villes moyennes dans le sud de la France. Lors de l'élection générale de juin 1997, le FN obtint 5 millions de voix, soit 15% du total.

En Grande Bretagne, lors des élections locales de 1997, le nombre total des voix du BNP, du NF et de Third Way – les trois organisations fascistes – n'était que de 3.000.

Pourquoi la courbe va-t-elle vers le bas en Grande Bretagne et vers le haut en France ? On ne peut l'expliquer par des différences dans les situations objectives respectives de la France et du Royaume-Uni. La proportion de noirs en Grande Bretagne est du même ordre que celle de la France – 5 à 6 %. Les taux de chômage ne sont pas différents. Le niveau des luttes a été bien plus élevé en France qu'en Grande Bretagne, où il y a eu le plus long et le plus profond recul de la lutte industrielle.

Pour trouver une explication, il nous faut nous tourner vers l'élément subjectif – par dessus tout l'existence d'une organisation socialiste révolutionnaire comme le SWP qui comprend l'importance de la tactique du front unique, la nature du fascisme et de sa croissance, et les moyens de le combattre en lui interdisant les rues. Et parce que le SWP avait une taille lui permettant de travailler sérieusement avec le *Labour Party* réformiste, il a été capable de lancer l'ANL.

En France il n'y a pas d'organisation comme le SWP. La principale organisation contre les nazis a été SOS Racisme, une organisation pendue aux basques du PS. Son dirigeant, Harlem Désir, se prononce contre la « confrontation » avec le FN, proclamant que cela « fait le jeu de Le Pen ». Il se tourne vers l'opinion publique pour éradiquer le racisme et s'attend à des contributions égales de la part des organisations de droite et de gauche. Même si SOS Racisme appelle à des manifestations, elles ne sont pas destinées à la confrontation physique avec le FN. Le rôle de Mitterrand dans la castration de SOS Racisme a été central.

Il faut se souvenir que Mitterrand était membre du gouvernement du maréchal Pétain pendant la guerre, un gouvernement qui a collaboré avec les nazis, envoyant 70.000 Juifs dans les chambres à gaz. Plus tard, Mitterrand entra

dans la Résistance. Il est difficile de savoir la vérité, qui est complexe et contradictoire, et il est tout à fait possible qu'il ait joué les deux camps. Mitterrand était un réformiste classique – pragmatique, opportuniste et principalement concerné par son pouvoir personnel. En tant que président, il a aidé le FN à gagner de la crédibilité en introduisant la représentation proportionnelle comme stratégie pour diviser la droite parlementaire et par là affaiblir l'opposition à son gouvernement. En même temps, il encourageait SOS Racisme pour attirer les antiracistes dans l'orbite électorale du Parti Socialiste et empêcher l'extrême gauche de prendre la tête de l'activité antiraciste. La conséquence, bien évidemment, fut la montée du FN, de plus en plus d'agressions contre les Arabes, etc. Ce n'est pas que Mitterrand fût un raciste fanatique lui-même, mais tout simplement il n'en avait cure. Il n'était intéressé que par des manoeuvres parlementaires pour se maintenir au pouvoir.

L'expérience de l'ANL fut d'une extrême importance. Nous réussîmes à mobiliser des centaines de milliers de gens contre le National Front et le BNP. Cette expérience fut très positive pour le SWP. Malgré tout, elle avait également des aspects négatifs.

L'adaptation à l'ANL mène à des conflits aigus sur la forme de *Socialist Worker*

Aussi longtemps que nous n'étions pas clairs sur la situation réelle de la classe ouvrière, nous n'étions pas capables de saisir la nature de l'audience de *Socialist Worker*. Parce que nous n'étions pas du tout clairs sur l'arrivée au pouvoir des travaillistes en 1974 et le changement radical dans la situation objective, nous commençâmes à nous quereller sur la direction que devait prendre *Socialist Worker*. Imaginez un groupe de gens qui ont voyagé pendant des années dans l'Underground londonien et qui se retrouvent transportés par magie dans le Métro parisien, sans qu'ils sachent ce qui s'est passé. Bien sûr, ils vont se disputer tout le temps, parce que le plan qu'ils ont dans les mains ne leur permet pas d'arriver à la Gare du Nord.

Je sentais que cela n'allait pas du tout. Tous les secteurs de notre activité – avec l'importante exception de l'Anti Nazi League – étaient en déclin. Je recherchais un raccourci pour sortir des difficultés en adaptant simplement *Socialist Worker* à l'audience de l'ANL. J'argumentais fortement sur cela au cours de l'automne et de l'hiver de 1977, alors qu'il devenait clair que les perspectives, aussi bien pour le SWP que pour la classe ouvrière, étaient bien pires que ce que nous avions imaginé.

Avec quelques camarades dirigeants, parmi lesquels Paul Foot, le rédacteur en chef de *Socialist Worker*, et Jim Nichol, le secrétaire national, je suggérai que si nous voulions que ça marche, il nous fallait simplifier *Socialist Worker*. Certains camarades ont appelé cela, très pertinemment, « le SWP transformé en édition du *Sun* ». Nous avions tous trois un certain standing dans le parti. J'étais un membre fondateur, Paul et Jim étaient membres depuis 15 ans, et leur prestige était grand. Malgré tout, lors d'une réunion du Comité National, sur une centaine de camarades, seulement cinq soutinrent notre résolution. Dieu merci ! Les camarades avaient un bon instinct en rejetant notre résolution, parce que le journal que nous proposons n'aurait aucunement servi les besoins intellectuels de nos membres.

Il nous faut comparer l'expérience de la *Pravda* de Trotsky, qui paraissait à Vienne dans les années 1908-1912, avec celle de la *Pravda* de Lénine, publiée à Pétrograd à partir de 1912. Trotsky entendait s'adresser à des « travailleurs ordinaires » plutôt qu'à des hommes de parti formés politiquement, et « servir, non diriger » ses lecteurs. Le commentaire d'Isaac Deutscher sur cette déclaration est que le langage simple de la *Pravda* de Trotsky, et le fait qu'elle prêchait l'unité du parti, lui assura une certaine popularité, mais aucune influence politique durable²¹. Il en allait différemment de la *Pravda* de Lénine, qui joua un rôle clé dans l'éducation du parti bolchevik, lui assurant une influence décisive en 1917.

Il y avait beaucoup de récriminations sur le caractère ennuyeux de *Socialist Worker*, en particulier en ce qui concernait les échos industriels. Quand les gens sont déprimés, des histoires simples de grèves ne suffisent pas. Face à ce problème, je recherchai une solution journalistique, au lieu de demander pourquoi les échos industriels étaient ennuyeux. Le compte rendu d'une lutte ouvrière massive et victorieuse est excitant. Un rapport sur un petit groupe de travailleurs qui ont perdu leur bataille ne peut être que déprimant. Bien sûr, tout le monde était excité par la lecture des échos des grèves des mineurs de 1972 ou de 1974. Mais l'histoire d'une petite grève se terminant en défaite ne peut que répandre la morosité. Encore une fois, le fait que les travailleurs écrivent sur leurs luttes peut être revigorant, mais cela peut aussi générer la démoralisation, selon le type d'expérience²².

L'argument que je mis en avant lors de la réunion du Comité Consultatif National de décembre 1977 était en faveur d'une simplification du journal et son orientation vers une audience de jeunes sans grande expérience des luttes syndicales ou d'intérêt pour elles, mais qui étaient très en colère, antiracistes et rebelles. Le débat sur *Socialist Worker* se trouva mélangé avec le débat sur la présentation de candidats aux élections, *Women's Voice*, *Flame*, et le déclin. En même temps que, j'en suis convaincu, j'avais raison sur les trois dernières questions, j'avais tort sur la première. Heureusement qu'il y a eu dans le SWP une forte résistance à mon intention de transformer *Socialist Worker* en ce qu'on a appelé un journal punk. Après de grands chamboulements, parmi lesquels de nombreux changements de rédacteur en chef, le jeu des chaises musicales s'arrêta. La dernière personne à prendre en charge la responsabilité de rédacteur en chef fut Chris Harman, qui s'était opposé avec ténacité à mes efforts pour simplifier le journal. En cela nous avons eu beaucoup de chance. Cela fait 17 ans que Chris Harman démontre quel excellent rédacteur en chef il est.

La même erreur que celle qui avait été faite pour *Women's Voice* – sans entrer dans les détails – fut commise, ce coup-ci par moi, dans la discussion sur *Socialist Worker*.

Il ne faut pas sous-estimer les dommages causés par la dispute sur le journal. Elle affecta la disposition des gens à m'écouter sur d'autres sujets – par dessus tout, le déclin et *Women's Voice*. Je me souviens très bien comment quelqu'un qui m'était aussi loyal que Roger Cox était outragé par le « journal punk ». De la même manière, Dave Hayes expliqua clairement qu'il avait honte de vendre le journal dans l'usine chez Caterpillar.

La confusion fut immense. J'avais raison sur le déclin, mais cette analyse était contredite par la perspective du « journal punk ». Quel était l'intérêt d'un journal plus populaire lorsque la classe était en retraite ? Cela souligne un problème plus général. Personne ne pouvait dire clairement quelles étaient les implications pratiques de l'analyse du reflux. Notre slogan de l'époque - « *Small is beautiful* » - était bon, mais nous ne l'appliquions pas nécessairement dans les faits. Il fallut attendre 1981 pour abandonner la perspective de construction de groupes de base. Nous débouchâmes sur la démarche propagandiste – accent mis sur la théorie, grosses cellules géographiques, recrutement individuel – de façon empirique, en généralisant à partir de l'expérience de ce que faisait Andy Strouthous comme organisateur de Manchester en 1981-83.

Des leçons amères mais nécessaires

Les conditions du recul provoquèrent une désorientation complète dans le parti pendant deux ans. Nous n'étions pas clairs sur la situation objective. Et quand je dis la situation objective, je ne veux pas seulement parler des conditions économiques dans lesquelles vivent les travailleurs, pas seulement le monde matériel, mais aussi la matière grise dans la tête des travailleurs – pour nous cela est aussi un facteur objectif.

Sans clarté sur les questions fondamentales, les problèmes secondaires pouvaient prendre des proportions sans rapport avec leur réalité. C'est trop facile de discuter sur la disposition des meubles à bord du Titanic lorsqu'on n'est pas conscient de l'iceberg. Comme rien ne marchait et que nous ne savions pas pourquoi, les discussions devenaient de plus en plus chaudes. Les attaques personnelles et les insultes ne font qu'aggraver le conflit. Cela ne signifie pas pour autant que le débat sur l'organisation et le conflit doivent être évités, si c'est nécessaire pour avancer. Comme l'écrit Lénine, « *Aucune lutte de principe mettant aux prises des groupes dans le mouvement social-démocrate partout dans le monde n'est parvenue à éviter un certain nombre de conflits organisationnels et personnels. Des personnalités agressives peuvent recourir de façon délibérée à des expressions « conflictuelles* ». Mais seuls des dilettantes aux nerfs fragiles issus des « sympathisants » peuvent être gênés par ces conflits, les rejeter avec mépris ou désespoir, comme pour dire : « quelle foire d'empoigne ! »²³. Dès que, par le débat et l'argumentation, la situation objective nous apparaît clairement, la cohésion du parti et de sa direction est rétablie, et sur des fondations plus solides que jamais.

La crise de l'organisation dura environ trois ans, 1976-1979. Il est important de voir quelles leçons nous pouvons retirer de la façon dont nous l'avons réglée. Bien sûr, l'histoire ne se répète pas, mais des situations similaires apparaîtront dans l'avenir. Je voudrais tirer un bilan de mon effort pour régler la crise.

Du côté positif, ma position s'avéra juste sur la question du reflux de la lutte de classe, sur *Women's Voice* et sur *Flame*. Pour comprendre pourquoi la crise a été malgré tout si longue et si profonde, il faut jeter un coup d'oeil de l'autre côté du bilan, là où j'avais tort.

D'abord, j'ai été beaucoup trop lent à constater le déclin. Il est vrai que mon livre, *The Employers' Offensive...*, publié en 1970, pointait vers des éléments cruciaux du reflux qui devaient apparaître clairement au milieu des années 70. C'était la disparition du pouvoir des *shop stewards* de négocier les termes d'embauche et l'usage répandu de *convenors* à plein temps. Je fus trop lent à en tirer les conclusions. Pourtant j'étais dans une meilleure situation pour juger la situation que les autres camarades, qui pour la plupart n'avaient pas d'autre expérience que celle d'une période de montée des luttes. Le concept de déclin, ou de reflux, ne faisait pas partie de leur vocabulaire. Révolutionnaire depuis les années 30, j'avais moins d'excuses pour ne pas voir ce qui se produisait sous nos yeux.

En jetant un regard en arrière sur les années 1968-79, on voit une image très composite : cela n'a pas été que des pleurs et des grincements de dents, ni un bonheur chaque jour plus grand. Si l'on prend ces 11 années ensemble, notre organisation s'est améliorée radicalement. En avril 1968 nous étions 400. A la fin de 1979, nous étions 4.000. En 1968, nos effectifs étaient composés de façon massive d'étudiants, avec quelques cols blancs. En 1979, nous avions essentiellement des travailleurs. Notre position dans le mouvement était complètement différente en 1979 de ce qu'elle était en 1968.

En 1968, nous n'étions pas plus connus que l'IMG ; en fait, Tariq Ali était la personne la plus connue de l'extrême gauche. En 1968, nous étions dans la même catégorie que l'IMG et la SLL. En 1979, l'IMG n'existait plus, et la SLL, son nom changé en WRP, n'avait pas plus d'importance que le SPGB qui existait depuis 1904.

En 1979, notre organisation avait des cadres trempés qui pourraient dans l'avenir aller contre le courant, survivre aux dures années 80, et être prêts à saisir l'opportunité de la montée des luttes à venir.

¹ T Cliff, *Lenin*, vol 1, *op cit*, p. 353.

² *Socialist Worker*, 8 février 1975.

³ *Socialist Worker*, 24 septembre 1977.

⁴ I Getzer, *Martov* (Londres, 1967), p. 110.

⁵ L Trotsky, *My Life*, p. 182.

⁶ Cité in T Cliff et D Gluckstein, *op cit*, p. 313.

⁷ T Cliff et D Gluckstein, *op cit*, pp. 332-333.

⁸ C Rosenberg, 'Labour and the Fight against Fascism', *International Socialism* 2:39, p. 72.

⁹ *Ibid*, pp. 73-74.

¹⁰ *Ibid*, pp. 74-75.

¹¹ *Ibid*, pp. 75.

¹² *Ibid*, pp. 75-76.

¹³ *Labour Party Annual Report 1977*, pp. 310-311.

¹⁴ *Ibid*, pp. 314..

¹⁵ *Socialist Worker*, 4 octobre 1986.

¹⁶ *The Times*, 17 août 1977.

¹⁷ *Morning Star*, 17 août 1977.

¹⁸ C Rosenberg, *op cit*, pp. 77-78.

¹⁹ *Ibid*, pp. 80-81.

²⁰ *Socialist Worker*, 24 avril 1979.

²¹ *Pravda*, Vienna, n°1, cité in I Deutscher, *The Prophet Armed*, *op cit*, p193.

²² Bien plus tard, en 1984, Chris Harman, dans un article intitulé 'The Revolutionary Press', *International Socialism* 2:24 (été 1984), traitait en profondeur de la discussion de 1978 sur *Socialist Worker*, et en tirait la conclusion, correcte, que nous avions tous tort.

²³ V I Lénine, *Collected Works*, vol 18 (Moscou), pp. 181-182.

VIII : Le temps de l'écriture

Les biographies de Lénine et Trotsky

J'ai beaucoup plus écrit dans la période postérieure à 1975 que jamais auparavant : quatre volumes d'une biographie de Lénine (publiée de 1975 à 1979), quatre volumes d'une biographie de Trotsky (publiée de 1989 à 1993), *Class Struggle and Women's Liberation* (lutte de classe et libération des femmes) et, en collaboration avec Donny Gluckstein, *Marxism and Trade Union Struggle*, *The General Strike of 1926*, et *The Labour Party : A Marxist History*.

Dans la décennie précédente, j'avais écrit trois brochures en relation avec les affaires courantes : *Incomes Policy*, *Legislation and Shop Stewards*, *The Employers' Offensive : Productivity Deals and How to Fight Them*, et *The Crisis : Social Contract or Socialism*.

Le changement dans la situation objective – le déclin de la lutte des classes – me laissa beaucoup de loisirs. Je porte mon regard avec nostalgie sur la période précédente.

Lorsqu'on écrit une biographie, elle vous dit des choses non seulement sur son sujet, mais aussi sur l'auteur. Je ne m'étendrai pas sur mes biographies de Lénine et Trotsky, sauf pour indiquer de quelle façon elles ont éclairé mon passé politique.

Le premier volume de la biographie de Lénine avait pour sous-titre : *Building the Party* (construire le parti). J'avais lu les œuvres de Lénine depuis le début des années 30, mais c'est seulement à partir des années 70 que j'ai commencé à saisir vraiment, me semble-t-il, de nombreux éléments des écrits de Lénine sur le parti.

Pendant très longtemps je n'avais pas été membre d'un parti révolutionnaire, mais d'un cercle marxiste ou, au mieux, d'un petit groupe propagandiste. Ceci s'applique à mes 13 années d'activité politique en Palestine, à la période où je vécus à Dublin, et à la période située entre 1950 et le début des années 1970. Le marxisme, étant non seulement une science, mais aussi un art, ne peut être correctement assimilé que si on le pratique. Un apprenti peintre sérieux regarde un Rembrandt et essaie de le copier, non pas parce qu'il cherche à faire un faux ou croit qu'il peut réaliser la même chose que Rembrandt. Il fait cela parce que la pratique consistant à essayer de suivre les traces de Rembrandt va influencer ses capacités de peintre et les élever au niveau le plus haut qui lui soit accessible.

Lire Lénine n'est pas suffisant pour assimiler ses idées. Ce qui est important n'est pas seulement ce qui est emprunté, mais *qui* procède à cet emprunt. Et cela dépend du vécu et de l'expérience de l'emprunteur, et des activités dans lesquelles il a été engagé jusque là.

Seul le premier volume de ma longue biographie empoigna vraiment la théorie de Lénine et ses applications pratiques dans l'activité quotidienne. Cela parce que dans les années 70, 80 et 90 nous étions impliqués dans la construction d'un parti révolutionnaire. Les autres volumes, le tome 2, *All Power to the Soviets*, le tome 3, *Revolution Besieged*, et le tome 4, *The Bolsheviks and World Revolution*, traitaient de territoires politiques que je n'avais jamais visités personnellement.

En ce qui concerne mes quatre volumes sur Trotsky, ce que j'ai dit sur les trois derniers tomes du *Lénine* s'applique également aux trois premiers tomes de mon *Trotsky* – ils couvrent des régions qui me sont complètement inconnues.

La biographie de Lénine

Un argument clé de Lénine était que, le chemin entre le capitalisme et le socialisme n'était pas une ligne droite lisse, les révolutionnaires devaient apprendre à changer leur tactique, à être flexibles. Mais c'est seulement lorsqu'on a des principes profondément enracinés que l'on peut se permettre de changer de tactique sans devenir un opportuniste. J'ai résumé la position de Lénine de la manière suivante :

Sans comprendre les lois du développement historique, on ne peut mener une lutte prolongée. Pendant les années d'effort et de déception, d'isolement et de souffrance, les révolutionnaires ne peuvent survivre sans la conviction que leurs actes sont adaptés au mouvement de l'histoire. Pour ne pas être perdu dans les détours de la longue route, il faut être ferme idéologiquement. Le scepticisme théorique et l'activité révolutionnaire ne sont pas compatibles. La force de Lénine résidait en ceci qu'il se liait toujours théoriquement au processus du développement humain. Il jugeait de l'importance de chaque notion théorique en liaison avec les besoins pratiques. De la même façon, il testait toute démarche pratique dans son lien avec la théorie marxiste. Il combinait la théorie et la pratique à la perfection¹.

Pour éviter d'être perdu dans une situation très compliquée, Lénine insistait toujours sur le fait que l'étape critique était de commencer par mettre en évidence les éléments fondamentaux, de les comprendre correctement, en accordant moins d'attention, au départ, à des facteurs secondaires. Ainsi, l'une des caractéristiques principales de Lénine – et il ne s'en excusait pas – était de tordre le bâton.

Cette leçon s'appliquait à la construction d'un parti révolutionnaire en Grande Bretagne. Les parallèles étaient évidents, pas seulement dans la situation externe, mais aussi dans les stratégies de base nécessaires pour s'orienter dans cette situation.

En 1898, Lénine proclama que l'unilatéralisme de la *kruzhkovshchina* (les cercles d'études marxistes qui mettaient l'accent sur la théorie avant tout) devait être corrigé. Mais, dans l'agitation industrielle qui suivit, cela mena à un unilatéralisme opposé – « l'économisme » . Lénine fit cette nouvelle correction en 1902, dans sa brochure *Que faire ?*. Comme je l'ai écrit :

Malgré le caractère unilatéral de l'agitation dans les usines à l'époque, Lénine a toujours considéré cette période comme très importante, une étape nécessaire dans le développement de la social-démocratie russe. Il était prêt à admettre à la fois son rôle progressif et les dangers qui y étaient inhérents...

A chaque étape de la lutte, Lénine recherchait ce qu'il considérait comme le chaînon clé dans la chaîne du développement. Il se mettait alors à répéter avec insistance l'importance de ce chaînon, auquel tous les autres devaient être subordonnés. Après l'évènement, il disait : « Nous avons exagéré. Nous avons tordu le bâton trop loin », mais il ne voulait pas dire pour autant qu'il avait eu tort de le faire. Pour remporter la grande bataille du jour, la concentration de toutes les énergies sur la tâche était nécessaire.

Le développement inégal des divers aspects de la lutte rendait nécessaire dans tous les cas la recherche du chaînon clé dans chaque situation concrète. Lorsqu'il fallait étudier, poser les fondations des premiers cercles marxistes, Lénine mettait l'accent sur le rôle central de l'étude. A l'étape suivante, lorsqu'il fallait dépasser la mentalité du cercle, il répétait inlassablement l'importance de l'agitation industrielle. Au tournant suivant de la lutte, lorsque « l'économisme » devait être battu, Lénine s'y employait de plus fort. Il expliquait toujours clairement quelle était la tâche du jour, répétant ce qui était nécessaire à l'infini dans les formules les plus simples, les plus lourdes, les plus martelées par une seule idée. Ensuite, il retrouvait son équilibre, redressait le bâton, puis le tordait dans une autre direction. Si cette méthode a ses avantages pour surmonter des obstacles ponctuels, elle contient aussi des problèmes pour ceux qui désirent utiliser les écrits de Lénine sur les questions de tactique et d'organisation comme source de citations. L'autorité par la citation n'est nulle part moins justifiée que dans le cas de Lénine. Si on le cite sur une question de tactique ou d'organisation, il faut en même temps établir de façon absolument claire les problèmes concrets auxquels le mouvement était confronté à l'époque.

Une autre caractéristique de Lénine, déjà présente à un stade antérieur de son développement, est une attitude envers les formes d'organisation comme étant toujours déterminées historiquement. Il n'adoptait jamais des schémas abstraits et dogmatiques d'organisation, et il était prêt à changer la structure organisationnelle du parti à tout nouveau développement de la lutte des classes².

En 1902, Lénine proclamait que le parti devait être composé de révolutionnaires professionnels. Avec le déclenchement de la révolution de 1905, il tordit le bâton avec le slogan : « *Ouvrons les portes du parti* ». Cela dit, il en trouva la réalisation difficile parmi les gens qu'il avait lui-même organisés et formés. La loyauté organisationnelle des hommes de comités, que Lénine avait cultivée et qu'il appréciait au plus haut point, se transforma en fétichisme d'organisation et devint un sérieux handicap pour le bolchevisme³. « *Herbert Spencer, le naturaliste bien connu, observait avec sagesse que tout organisme est conservateur en proportion directe avec sa perfection. Lénine, qui savait comment recruter, former et conserver la loyauté des hommes des comités, dut s'opposer à leur conservatisme pendant la révolution de 1905* »⁴.

La condition préalable fondamentale d'une politique révolutionnaire consistante, indépendamment des tours et des détours de la route, est que la théorie marxiste domine toutes les actions du parti. Comme je l'ai écrit :

Une compréhension scientifique claire des contours généraux du développement historique de la lutte des classes est essentielle pour un dirigeant révolutionnaire. Il ne parviendra pas à conserver ses repères et sa confiance dans les tours et détours de la lutte s'il ne possède pas une connaissance générale de la politique et de l'économie. Par conséquent Lénine répéta à de nombreuses reprises que la stratégie et la tactique devaient être basées « sur une appréciation exacte de la situation objective » tout en étant « modelées après avoir analysé les rapports de classe dans leur totalité ». En d'autres termes, elles doivent être basées sur une analyse théorique claire et confiante – sur la science.

Lénine croyait à l'improvisation. Mais pour ne pas dégénérer en zigzags quotidiens, elle devait être incluse dans une perspective générale basée sur une théorie mûrement pensée. La pratique sans théorie mène à l'incertitude et aux erreurs. D'autre part, étudier le marxisme en dehors de la lutte aboutit à le divorcer de sa source essentielle – l'action – et à créer d'inutiles rats de bibliothèque. La pratique est clarifiée par la théorie révolutionnaire, et la théorie est vérifiée par la pratique. Les traditions marxistes ne sont assimilées dans l'esprit et le sang des hommes que par la lutte⁵.

Une des choses les plus tristes qu'ait connu Lénine a dû être les ruptures répétées de dirigeants du parti avec le bolchevisme à chaque tournant brusque. A de nombreuses reprises il y eut des changements de personnel rapides dans la direction. Pourquoi ?

Le processus même de sélection des gens qui dirigent le parti comporte des dangers en ce sens que leurs méthodes de travail, leur pensées et leur comportement tendent à être modelés en fonction des besoins immédiats de l'époque. Le mouvement révolutionnaire russe a connu de nombreux changements de cap du fait des changements dans la lutte des classes. Un dirigeant qui s'adaptait aux besoins immédiats d'une étape se trouvait dépassé lors du tournant suivant. Par exemple, Bogdanov, Lounatcharsky et Krassine convenaient à la période de la montée de l'orage révolutionnaire de 1905. Mais ils ne purent s'adapter à la période de réaction et de progression lente qui a suivi. Zinoviev et Kamenev ont appris à la dure que c'était une erreur d'exagérer les possibilités révolutionnaires immédiates, qu'il fallait entreprendre le travail lent et systématique d'organisation et d'agitation en période de réaction, et la période suivante d'actions de faible envergure – l'activité à la Douma, la campagne sur l'assurance, etc. Quand les événements tempétueux de 1917 se présentèrent, Zinoviev et Kamenev n'étaient pas au rendez-vous⁶.

Les tournants de la lutte des classes étaient extrêmement abrupts en Russie : une révolution en 1905 suivie par une contre-révolution sanglante qui réduisit à néant le mouvement ouvrier, suivi par une remontée en 1912, une pause dans cette remontée occasionnée par le déclenchement de la guerre mondiale, puis les deux révolutions de 1917 suivies par la guerre civile et l'invasion étrangère. Passer d'une étape à une autre fut un test sévère pour la direction des bolcheviks.

Le seul dirigeant bolchevik à conserver sa position de 1903 à 1917 fut Lénine. Pourquoi Lénine a-t-il survécu à tous les tours et détours ? La réponse est à trouver dans sa flexibilité combinée à son orthodoxie marxiste. Il avait complètement assimilé la dialectique, qui conteste et rejette le marxisme dogmatique, parce qu'il était clair pour lui que l'abstrait ne devait pas se substituer au concret. Marx l'a dit différemment : la théorie est grise, la vie est verte.

Il est intéressant de noter que dans les cadres inférieurs du parti – les hommes des comités – le changement était bien plus restreint : « Les hommes des comités n'avaient pas à prendre des décisions politiques essentielles, à l'inverse de la direction du parti. Par conséquent, plus un dirigeant était haut placé dans le parti, plus il était susceptible de s'adapter aux circonstances immédiates et plus il devenait conservateur »⁷.

En 1922, un recensement du parti bolchevik couvrant 22 *gubernias* et *oblasts* montrait que 1085 membres avaient adhéré au parti avant 1905. Une estimation sommaire évalue au double le chiffre pour les zones exclues du recensement. En considérant le fait qu'un nombre important des membres du parti ont perdu la vie pendant la révolution et la guerre civile, on voit une continuité considérable des effectifs entre 1905 et 1922. C'étaient là les cadres qui donnaient au parti sa stabilité. Pour un parti agissant dans un cadre illégal, dans un pays où le prolétariat industriel ne dépassait pas deux millions et demi, la survie d'un cadre organisationnel de plusieurs milliers pendant de nombreuses années est une réalisation admirable⁸.

La stabilité relative du bolchevisme dans les conditions les plus dures, dépendant essentiellement des racines profondes qu'il avait dans la classe ouvrière, était remarquable. Il est vrai que le parti révolutionnaire doit enseigner aux travailleurs. Mais qui enseigne aux enseignants ? demandait inlassablement Lénine. La réponse était : la classe ouvrière. Un exemple majeur réside dans la façon dont les ouvriers russes ont réglé le problème de l'Etat et de la révolution en mettant en place des soviets. Ce n'était pas une proposition des bolcheviks, mais une mesure développée par les masses elles-mêmes.

Etant un disciple de Lénine, je pense que j'ai suivi de façon consistante son enseignement en construisant un modeste parti révolutionnaire en Grande-Bretagne. En se tenant sur les épaules d'un géant, on peut voir loin.

La biographie de Trotsky

J'étais aussi éloigné du vécu de Trotsky dans les années 1879 à 1927 que je l'étais des chartistes ou de la Commune de Paris. Mais le quatrième volume, *The Darker the Night the Brighter the Star* (Plus la nuit est noire plus l'étoile est brillante) (1927-1940), couvrait largement une période dans laquelle j'étais devenu actif comme révolutionnaire.

Le centre de gravité de mes volumes sur Lénine était le premier. J'étais relié aux questions qui y étaient posées de façon à la fois théorique et pratique. Dans le cas de la biographie de Trotsky, le centre de gravité est le quatrième tome. Il touchait en moi des régions sensibles et influait sur moi d'une manière différente de l'expérience de Lénine dans la construction du parti bolchevik. Le courage moral de Trotsky m'inspirait plus que tout. Ce fut de loin l'expérience la plus douloureuse que d'écrire ce volume du fait que je gardais toujours à l'esprit les victimes du nazisme et du stalinisme.

Les 13 dernières années de la vie de Trotsky avaient été un enfer. Quand Trotsky déclarait en 1927 que « la vengeance de l'histoire (était) plus forte que le plus puissant des secrétaires généraux », il n'avait pas la moindre idée des horreurs que le secrétaire général allait infliger à lui-même et à sa famille.

Ses quatre enfants, de même que sa première femme, Alexandra Sokolovskaia, furent assassinés sur l'ordre de Staline. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont été assassinés, et le mouvement ouvrier a un grand nombre de martyrs. Mais le cas de Trotsky est unique. Il n'a pas été assassiné une fois, mais à plusieurs reprises. Ses souffrances et son courage sont sans égaux. Prométhée était enchaîné à un rocher et l'aigle dévorait son foie, mais il ne capitula jamais ou n'eut jamais aucun doute sur sa position. Le 4 avril 1935, Trotsky écrivait dans son journal : « *Il (Staline) est assez intelligent (...) pour comprendre qu'en ce moment je n'échangerais pas ma place pour la sienne* »⁹. Rien ne venait soulager la souffrance, mais il n'y avait pas d'apitoiement ou de faiblesse, mais une combinaison de clarté de pensée, de passion et de volonté intraitable.

L'évènement le plus décisif de ces 13 années fut la victoire de Hitler en Allemagne.

C'était l'époque du pire effondrement économique dans l'histoire du capitalisme, et où le nazisme était en marche. Trotsky écrivit les articles, les essais et les livres les plus brillants sur les développements en cours en Allemagne. Ce qui est particulièrement impressionnant, c'est que l'auteur était très éloigné du théâtre des événements. Il parvint malgré tout à suivre les rebondissements quotidiens. Lorsqu'on lit les écrits de Trotsky des années 1930-33, leur caractère concret donne l'impression que l'auteur devait vivre en Allemagne plutôt que sur l'île lointaine de Prinkipo, en Turquie. Ces écrits sont sans égaux dans l'utilisation qui y est faite de la méthode du matérialisme historique, dans leur description des interactions complexes entre les changements économiques, sociaux, politiques et idéologiques, les rapports entre la psychologie de masse des différentes sections de la société allemande, du prolétariat, de la petite bourgeoisie et du sous-prolétariat, au rôle de la psychologie d'un individu tel que Hitler. Ces écrits sont de la classe des meilleurs écrits historiques de Karl Marx – *Le Dix-huit Brumaire* et *Les luttes de classe en France*. Non seulement Trotsky analysait la situation, mais il proposait aussi une ligne d'action claire pour le prolétariat. En termes de stratégie et de tactique, ils constituent de précieux manuels révolutionnaires, comparables aux meilleurs écrits de Lénine et Trotsky pendant les quatre premières années du Comintern.

Malheureusement, les idées ne deviennent des forces matérielles que lorsqu'elles adoptées par des millions d'hommes. Les écrits de Trotsky ne parvinrent pas à ce résultat. Son appel était comme un cri dans le désert. Très peu en Allemagne l'écoutèrent, ou même l'entendirent¹⁰.

A la veille de la victoire d'Hitler, le nombre total des trotskystes organisés à Berlin était de 50, alors que le parti stalinien comptait 34.000 membres¹¹. En France, pendant les journées exaltées de Juin 1936 – avec la grève générale et l'occupation des usines – le nombre total de trotskystes avoisinait les deux cents, contre les 278.000 adhérents du Parti Communiste !¹² En Espagne en 1938, au point culminant de la guerre civile, il y avait, d'après le rapport de la Conférence de Fondation de la Quatrième Internationale, entre 10 et 30 militants dans l'organisation, pendant que les staliniens avaient un million de membres¹³.

Trotsky fit preuve d'un courage sans égal. Ses souffrances furent extrêmes. En même temps qu'il ne fut jamais tenté de s'apitoyer sur lui-même, il ressentit comme une crucifixion le meurtre de son fils Sedov, en 1938, au milieu de la période la plus terrible de sa vie. Cela se ressent dans la nécrologie qu'il écrivit quatre jours après sa mort, sous le titre : « Léon Sedov – Fils, ami, combattant ».

En même temps que j'écris ces lignes

Jeune en années, il semblait malgré tout notre contemporain.

L'article se termine sur des mots de remords de n'avoir pas été capable de sauver son fils :

Sa mère – qui était plus proche de lui ...

Mais nous ne fûmes pas capables de te protéger.

Malgré ces épreuves, le courage et la clarté de pensée de Trotsky n'étaient pas entamés. Il ne perdit jamais la volonté de lutter quelles que soient les chances. Il ne comprit jamais la signification du mot pessimisme. Ainsi écrivait-il le 3 février 1937 dans une lettre à Angela Balabanoff :

Indignation, colère, répulsion ? Oui, et même un abattement temporaire. Tout cela est humain, trop humain. Mais je ne veux pas croire que vous avez succombé au pessimisme... cela équivaldrait à prendre ombrage passivement et plaintivement de l'histoire. Comment peut-on faire cela ? L'histoire doit être prise comme elle est, et lorsqu'elle se permet des outrages extraordinaires et répugnants, il faut lui répondre avec ses poings.

La confiance de Trotsky dans l'avenir demeura intacte, et son esprit, sa volonté et son énergie étaient dirigés vers lui. Jeune homme de 22 ans, il écrivait :

Dum spiro, spero ! Tant que je respire, j'espère – aussi longtemps que je respire je combattrai pour l'avenir, cet avenir radieux dans lequel l'homme, fort et beau, deviendra le maître du courant spontané de son histoire et le dirigera vers les horizons sans limite de la beauté, de la joie et du bonheur... *Dum spiro, spero !*

Avant son assassinat, dans son testament, Trotsky répétait son optimisme pour l'avenir :

Ma foi dans l'avenir communiste....

Peu de temps après, il fut assassiné. Dans la biographie j'écrivais que

nul ne personnifiait le triomphe et la tragédie du mouvement révolutionnaire des travailleurs plus que Léon Trotsky. Le porteur de torche de ses triomphes était tombé victime de sa tragédie¹⁴.

Il ne fait aucun doute que dans ma vie politique c'est le courage moral de Trotsky qui m'a le plus inspiré. Souvent, j'ai fait des erreurs, j'ai souvent hésité devant des questions particulières, mais je n'ai jamais, même pour un court instant, envisagé d'abandonner la lutte. Bien sûr, je n'ai jamais été confronté au test vraiment dur, comme Trotsky. Si la vie d'un de mes enfants avait été en danger à moins que je ne renonce à mon activité politique, aurais-je succombé ? Je ne sais pas. Mais je n'ai à ce jour eu aucun doute sur l'avenir.

Ma ténacité a gagné de la ténacité révolutionnaire de Chanie. Elle est dure comme un roc. Un incident en rapport avec ma rédaction de la biographie de Lénine me vient à l'esprit. J'avais travaillé pendant un mois sur la structure du livre : les sections, les chapitres, les sous-chapitres, etc. En plus, j'avais fait une liste des différentes sources bibliographiques dont j'avais besoin pour chaque section. C'était beaucoup de travail. Je l'avais fini le soir de Noël. Un jour ou deux plus tard, je voulais commencer à travailler sur le livre, mais je n'arrivai pas à trouver mon plan. Nous le cherchâmes partout, pour conclure qu'un de nos enfants avait dû jeter le manuscrit. J'étais si déprimé que je suis resté au lit pendant trois jours. C'était compter sans Chanie. Elle s'exclama : « Ca suffit ! Arrête de t'apitoyer sur toi-même ! ». Je savais qu'elle avait raison, alors je suivis ses ordres et réécrivis mon plan.

Collaboration littéraire avec Donny

En 1986 fut publié le livre *Marxism and Trade Union Struggle : The General Strike of 1926* (Marxisme et lutte syndicale : la grève générale de 1926), suivi en 1988 par *The Labour Party : A Marxist History* (Le parti travailliste : une histoire marxiste). Chacun de ces livres était écrit en collaboration avec Donny. C'était un véritable partenariat, aucun de nous deux n'était l'auteur principal et l'autre son assistant. Nous avions des parts égales dans l'affaire.

La collaboration était très facile. Nos styles sont pratiquement semblables – si l'on néglige le fait que je fais encore des erreurs de grammaire et de syntaxe. La façon dont nous construisons une argumentation est pratiquement la même. Si le style c'est l'homme, alors nous sommes des jumeaux, bien que je sois né en 1917 et Donny en 1954.

Les conditions du recul nous fournirent le temps et l'espace pour documenter et écrire les deux livres.

Les sujets des deux ouvrages soit étroitement connectés. En passant, je doit mentionner un autre membre de notre famille qui a joué un rôle significatif dans la documentation de *Marxism and Trade Union Struggle* – Chanie. Elle a beaucoup travaillé à la bibliothèque de la Confédération des Trade Unions et au Public Records Office. C'est un peu gênant de mentionner tout cela, car j'ai l'air de perpétuer la tradition juive des affaires familiales. Un produit accessoire de ce travail a été sa courte brochure *1919 : Britain on the Brink of Revolution* (1919 : La Grande Bretagne au bord de la révolution), qui est une sérieuse contribution à l'histoire de la classe ouvrière britannique.

Ce n'est pas ici le lieu de présenter l'argumentation des deux livres, mais je vais néanmoins mentionner quelques points. Les syndicats sont des organisations de défense des travailleurs dans le cadre du capitalisme. Les syndicats unissent les travailleurs mais aussi ils les divisent. Le fait qu'ils s'appellent *Trade Unions* en Grande Bretagne signifie qu'ils organisent des métiers spécifiques mais pas l'ensemble de la classe ouvrière. Un professeur ne peut pas adhérer au syndicat des mineurs, et un mineur ne peut être membre de la National Union of Teachers.

Les syndicats, même les plus actifs, ne sont pas des organisations socialistes. Leur but est d'améliorer les salaires et les conditions de travail et non d'abolir le système du salariat. Rappelons-nous les mots de Marx : « *Notre but n'est pas un bon salaire pour un bon travail* », mais l'abolition du salariat.

Un parti socialiste ne comporte que des socialistes. Un syndicat, pour être efficace, doit accueillir tout travailleur désireux d'y adhérer, sans exclure les membres des partis conservateurs.

Aussi démocratique que soit un syndicat, il possède une bureaucratie dont la fonction première est de négocier avec les employeurs. Les bureaucrates syndicaux ne sont ni des travailleurs ni des capitalistes. A la différence des travailleurs, les bureaucrates ne sont pas exploités par des capitalistes et ne sont pas menacés de licenciement. En même temps, ils ne sont pas non plus capitalistes, n'employant pas de salariés. Rodney Bickerstaffe, secrétaire général de UNISON, le plus important Trade Union du pays, n'emploie pas les membres de son syndicat. Les bureaucrates syndicaux, en tant que médiateurs entre les travailleurs et les patrons, vacillent entre les deux classes.

Bien sûr, il y a des différences entre dirigeants syndicaux de droite ou de gauche, mais la différence entre travailleurs et bureaucrates est plus fondamentale. Si cela n'est pas clair, il y a toujours un danger que les militants s'adaptent à la bureaucratie syndicale, ou du moins à sa section la plus à gauche. Ainsi, par exemple, pendant la grève générale de 1926, le Parti Communiste lança le mot d'ordre « Tout le pouvoir au conseil général » de la TUC. Ce faisant, il abandonnait un rôle révolutionnaire indépendant et laissait l'initiative à des éléments de gauche de la TUC comme A J Cook. Cook était le dirigeant enflammé et résolument à gauche des mineurs, et suivait d'autres gens de gauche de la TUC comme Alfred Purcell, George Hicks et Alonzo Swales. Ces trois dirigeants syndicaux suivaient Jimmy Thomas, le dirigeant droitier du National Union of Railwaymen (Syndicat National des Cheminots), qui collaborait avec le premier ministre tory, Stanley Baldwin, et devait plus tard, en 1931, rejoindre les conservateurs dans le Gouvernement National. Le résultat, c'est que la grève générale fut trahie alors qu'elle jouissait d'un soutien massif et croissant.

L'attitude révolutionnaire envers tous les dirigeants syndicaux devrait suivre la ligne exposée par le Comité des Travailleurs de la Clyde en novembre 1915 : « *Nous soutiendrons les dirigeants aussi longtemps qu'ils représenteront correctement les travailleurs, mais nous agirons immédiatement de façon indépendante s'ils les représentent mal* »¹⁵.

Trotsky lui aussi le disait bien lorsqu'il écrivait : « *Avec les masses – toujours ; avec les dirigeants vacillants – parfois, mais seulement aussi longtemps qu'il sont à la tête des masses* ». Il est nécessaire d'utiliser les dirigeants hésitants pendant que les masses les poussent en avant, sans abandonner un seul instant une attitude critique envers ces dirigeants¹⁶.

Le deuxième livre, sur le Labour Party, était étroitement lié à celui sur les syndicats.

La première question que nous devons poser en ce qui concerne le Parti travailliste est de savoir si c'est un parti ouvrier. Lénine répondait à la question en l'appelant un « parti ouvrier capitaliste ». C'est un parti capitaliste parce que sa politique n'est pas de renverser le capitalisme mais de le préserver. Alors pourquoi est-il un parti ouvrier ? Ce n'est pas seulement parce que les travailleurs votent pour lui. Quand Lénine traita le sujet, au Deuxième congrès de l'Internationale communiste, les travailleurs étaient plus nombreux à voter Tory que Labour. Et Lénine n'aurait jamais appelé le parti conservateur un « parti ouvrier capitaliste ». C'est un parti ouvrier parce qu'il reflète le désir collectif des travailleurs de lutter contre le capitalisme.

Même si la politique des travaillistes est souvent difficile à distinguer de celle des conservateurs, les militants de base et les sympathisants du Labour Party expriment des aspirations totalement différentes de celles des militants et électeurs conservateurs. Il n'est que de voir les reportages télévisés des deux congrès pour se rendre compte des énormes différences. Au congrès Tory, les délégués sont souvent à droite de la tribune. Ils applaudissent très fort quand les syndicats sont attaqués, ou les noirs, ou les « profiteurs », ceux qui vivent des allocations de chômage. Dans les congrès travaillistes, les vrais applaudissements se font entendre à l'occasion de déclarations contre la pauvreté, le chômage, le racisme, les patrons, pour les droits syndicaux, etc. La conscience contradictoire de millions de travailleurs, acceptant à la fois les idées dominantes dans la société, les idées de la classe dirigeante, mais rejetant un grand nombre de leurs conséquences, caractérise les partisans du Labour : « Oui, je crois au profit. L'économie ne pourrait pas marcher sans le profit, mais je déteste mon patron parce qu'il en veut toujours plus », « Bien sûr les salaires élevés sont mauvais, parce qu'ils provoquent l'inflation, mais ... mon salaire est vraiment trop bas ».

La conscience contradictoire des ouvriers travaillistes explique les liens étroits entre le Labour Party et la bureaucratie syndicale. Lors du Deuxième congrès du Comintern déjà mentionné, un délégué britannique, William MacLaine, décrivait le parti travailliste comme l'expression politique des trade unions. Lénine intervint dans la discussion, disant que MacLaine avait tort : « *Le Labour Party est l'expression politique de la bureaucratie syndicale* ». Nous en tirons la conclusion que

la bureaucratie syndicale est un élément médiateur entre les travailleurs et les employeurs. Le parti travailliste est aussi un élément médiateur, mais éloigné de la lutte directe au niveau de la production. De plus, si les dirigeants travaillistes ont souvent à gouverner le vaisseau de l'Etat, les responsables syndicaux ne se voient jamais confier la direction des entreprises¹⁷.

Tony Blair a besoin de Rodney Bickerstaffe pour arrêter les grèves. Bickerstaffe a besoin de Tony Blair pour justifier l'arrêt des grèves. Il y a ainsi une relation symbiotique entre les directions syndicales et travaillistes qui constitue un lien puissant entre eux et milite contre les travailleurs en lutte.

Je ne dispose pas ici de l'espace qui serait nécessaire pour donner une bonne idée de ces deux livres. Ils tentaient de fournir une analyse de la question des rapports entre les trade unions et le Labour Party, d'un côté, et les luttes industrielles lorsqu'elles connaissent un changement dynamique, de l'autre. Il y a une interaction entre les conditions du capitalisme (il connaît des périodes de prospérité et de récession), les pressions idéologiques du système et les pressions inverses de la lutte des classes, de même que la position du Labour vis-à-vis de l'Etat (qu'il soit au pouvoir ou non). Tout ceci produit des changements constants.

Même chose pour la gauche travailliste qui, même si elle est incapable de diriger ce parti réformiste dans une lutte fondamentale contre le capitalisme, joue cependant un rôle important. Elle peut être un moyen de détourner une véritable lutte de classe vers l'impasse du parlementarisme, ou un point de ralliement pour les aspirations des travailleurs contre l'aile droite du parti. Dans les deux cas son rôle doit être clairement compris dans les circonstances concrètes.

Il ne fait aucun doute que les loisirs qui m'ont permis d'écrire ces deux livres étaient liés au recul de la lutte des classes. Je persiste à préférer la participation aux efforts pour changer l'histoire que l'écriture de l'histoire.

¹ T Cliff, *Lenin*, vol 1, *op cit*, p. 256.

² *Ibid.*, pp. 66-68.

³ *Ibid.*, pp. 179.

⁴ *Ibid.*, pp. 170.

⁵ *Ibid.*, pp. 255-256.

⁶ *Ibid.*, pp. 357.

⁷ *Ibid.*, pp. 358.

⁸ *Ibid.*

⁹ L Trotsky, *Journal d'exil*, Gallimard (Paris, 1960 et 1977), Coll. Folio, p. 97.

¹⁰ T Cliff, *Trotsky*, vol 4, *op cit*, pp. 215-216.

¹¹ *Ibid.*, p. 155.

¹² *Ibid.*, p. 223.

¹³ *Ibid.*, p. 286.

¹⁴ *Ibid.*, p. 379-381.

¹⁵ Tract du Comité des Ouvriers de la Clyde in Beveridge Collection, British Library of Political and Economic Science, section 3, item 5.

¹⁶ L Trotsky, *Writings on Britain*, vol 2 (Londres, 1974), p. 191.

¹⁷ T Cliff et D Gluckstein, *op cit*, p. 2.

IX : Contre-indications

Le nouveau politique

L'effondrement catastrophique de la lutte à partir du milieu des années 70 avait eu un effet collatéral particulier. Elle allait de pair avec un nouveau politique qui s'exprimait dans l'apparition d'un nouveau courant de gauche puissant dans le Labour, centré autour de la personne de Tony Benn. Celui-ci avait été ministre dans les gouvernements travaillistes des années 60 et 70 et représentait un cas unique d'évolution politique. A l'inverse d'une tendance bien établie chez les politiciens réformistes, il avait évolué non pas à droite mais à gauche. Le Bennisme reflétait le fait que beaucoup de militants, confrontés au manque de confiance des travailleurs pour lutter sur le lieu de travail, recherchaient une solution politique en dehors de ce lieu de travail. Ils se tournaient vers un sauveur venu d'en haut – le Labour Party.

Après la défaite électorale des travaillistes en 1979, le parti connut son plus important tournant à gauche en une génération. La conférence spéciale de janvier 1981, tenue à Wembley, dans laquelle le Bennisme dominait, plongea le parti dans l'extase. Pour citer certains de ses journaux :

Tribune : « Une ligne de partage pour la démocratie du Labour Party »¹

Militant : « Wembley a été une grande victoire pour la base du Labour... Le vote groupé des délégations syndicales à la conférence du Labour Party deviendra une courroie de transmission vitale pour les revendications d'une classe ouvrière réveillée et mobilisée »².

Socialist Challenge : « Quelle journée à Wembley... Une grande victoire pour le mouvement ouvrier »³.

Morning Star : « C'est une décision très importante dans la lutte, non seulement pour le retour du Labour au gouvernement aux prochaines élections, mais aussi pour s'assurer qu'un gouvernement travailliste fera la politique des travailleurs »⁴.

Pratiquement tous ceux qui se situaient à la gauche du parti, de l'IMG et de *Socialist Organiser* aux groupes féministes, furent attirés dans le camp de Benn et dans le Labour Party. En ce qui concerne ce dernier, j'écrivais :

L'afflux de féministes de la classe moyenne dans le Labour Party s'est produit alors que le mouvement des femmes connaissait un déclin rapide et que les défaites industrielles poussaient le mouvement ouvrier vers la droite. Si l'argument général du Nouveau Réalisme était que les grèves ne payaient pas, il prit une forme particulière au sein des féministes. Pour des gens comme l'eurocommuniste Bea Campbell, les grèves et les piquets étaient machos, typiques d'un mouvement ouvrier « anti-femmes » et « dominé par les mâles ». Le centre d'intérêt n'était plus collectif, mais axé sur la femme individuelle considérée comme victime des hommes : sur le viol et autres violences envers les femmes. La théorie du patriarcat – que l'ennemi de la femme est l'homme, que les hommes bénéficient de la subordination des femmes – en vint à dominer. Désormais le mouvement féministe se concentrait sur des solutions personnelles, sur des relations et des modes de vie alternatifs. Ceci exerçait naturellement un attrait sur les femmes de la classe moyenne : les femmes de la classe ouvrière ne pouvaient s'en offrir le luxe.

La recherche de solutions individuelles a mené à la fragmentation et à l'effondrement du mouvement féministe, de telle sorte que ses vestiges passèrent de la politique des mouvements à la politique institutionnelle, en grande partie en direction du Parti travailliste. Protestant contre l'oppression des femmes, produit du capitalisme, sans combattre le capitalisme dans son ensemble, elles convenaient très bien au travaillisme, qui, en même temps qu'il exprime l'opposition des travailleurs au statu quo, émusse cette opposition⁵.

Les élections législatives de 1983 firent un trou dans le ballon benniste. Le Labour ne relégua la coalition SDP-libéraux en troisième place que par un écart minime (27,6% des suffrages contre 25,4%). Malgré tout Benn continuait à s'illusionner, considérant les élections comme un triomphe :

Pour la première fois depuis 1945, un parti politique porteur d'un programme ouvertement socialiste a reçu le soutien de huit million de personnes... le socialisme est réapparu sur la scène nationale... Le manifeste travailliste de 1983 s'est acquis la loyauté de millions d'électeurs, et une tête de pont socialiste démocratique a été établie, à partir de laquelle des avancées plus importantes dans la compréhension et le soutien du public peuvent être réalisées⁶.

Les paroles de Benn n'eurent pas un grand impact, y compris parmi ses partisans. Le Labour avait obtenu sa fraction des suffrages la plus basse depuis 1918. Et comme il y avait moins de candidats travaillistes en 1983, le résultat par candidat de 1983 fut le plus bas jamais réalisé. Et ces résultats étaient la suite de quatre années d'augmentation du chômage de masse et d'attaques sur la protection sociale.

Le moment de vérité, pour la gauche benniste, ne pouvait tarder plus longtemps. Le déclin des luttes avait provoqué un essor politique, mais bientôt le niveau politique du mouvement devait se trouver affecté par le bas niveau de la lutte des classes. Les bennistes étaient obsédés de résolutions, de procédures formelles. Cette obsession faisait le jeu de la droite. Les militants politiques considéraient comme une perte de temps et d'énergie de se relier à la masse des travailleurs qui n'assistaient pas aux meetings où les résolutions étaient votées. Ils tombèrent dans le piège substitutiste consistant à croire qu'ils parlaient au nom des votes groupés qui s'étaient portés sur eux à Wembley. En même temps que les bennistes pouvaient se compter en dizaines de milliers, ils n'avaient pas obtenu un accord actif avec eux de la part des millions de membres. Cette fausse prétention les rendait vulnérables aux coups des médias et de l'aile droite.

La conférence du Labour de 1982 fut le théâtre d'un déclin massif du bennisme. Comme l'a écrit *Socialist Worker* après la conférence :

La gauche travailliste est en retraite – une retraite qui peut fort bien se transformer en déroute. Le contraste avec la conférence du Labour Party de cette année et celle de l'an passé ne pourrait être plus grand. L'été dernier tout tournait autour de Tony Benn. Sa campagne pour la direction du parti commençait à prendre l'allure d'une procession triomphale, de congrès syndical en congrès syndical, de ville en ville.

En 1981 son vaisseau avait le vent en poupe. Des milliers de personnes affluaient à ses meetings. La droite travailliste, assaillie d'un côté par le «Gang des Quatre» et de l'autre par la gauche, paraissait usée et affaiblie. Beaucoup commençaient à croire – ce que beaucoup désiraient croire – que le Labour Party pouvait vraiment être changé. A la fin de 1982 on pouvait lire dans *Socialist Worker* :

Un an plus tard le paysage est renversé. On parle aujourd'hui de chasse aux sorcières. La discussion est de savoir qui sera épargné au sein de la gauche. L'aile droite est toute en sourires et confiance...

Ceux qui remplissaient l'an dernier les meetings (de Benn) restent aujourd'hui à la maison. La bulle a éclaté⁷.

La dérive à droite alla encore plus loin à la conférence suivante, en 1983. *Socialist Worker* disait :

Hattersey, le candidat ouvertement droitier à la direction, non seulement a bénéficié de 67% des suffrages, ce qui est massif, mais il a même eu plus de la moitié des voix dans les assemblées locales. Pourtant, il y a à peine deux ans, celles-ci votaient à quatre contre un pour Tony Benn⁸.

La conférence du Labour Party de 1983 consacra le complet effondrement du camp benniste. Le candidat de gauche au poste de *deputy leader* était cette fois Eric Heffer. Il réalisa seulement 6,6% des voix des délégués des *constituencies*, 1,6% des voix des trade unions et 17% du Labour Party parlementaire.

Malgré tout la gauche continuait à vivre sur un nuage rose. Elle ne remarqua pas que l'attaque contre Militant était le cheval de Troie qui ouvrait la voie à la défaite du bennisme. Ils ignorèrent la chasse aux sorcières et se réfugièrent dans un monde de fantaisie. Après la conférence de 1985, *Tribune* déclarait : « *La gauche n'a jamais été aussi forte et la perspective d'un gouvernement travailliste de gauche radicale n'a jamais été plus grande* ». Militant écrivait : « *La conférence, constituée par des délégués représentant près de 10 millions de travailleurs, est restée ferme sur la politique socialiste radicale* »⁹.

La charge sauvage de la folle enragée

En 1974, beaucoup de patrons avaient applaudi la victoire électorale du Labour. En 1979, ils se réjouissaient de sa défaite. Le gouvernement travailliste avait réussi à les protéger de la combativité des travailleurs, ils voulaient désormais un nouveau gouvernement moins dépendant des syndicats. Ils n'avaient plus besoin d'un bouclier défensif derrière lequel se réfugier, mais d'une épée pour lancer l'offensive contre les travailleurs.

Mais Thatcher faisait très attention à la façon dont elle maniait son épée. En 1978, Nicholas Ridley, son confident et conseiller, avait écrit un important document stratégique. Le «Plan Ridley» expliquait que Ted Heath avait fait une erreur grossière en attaquant tous les syndicats en même temps. Ce qu'il fallait, c'était une tactique par tranches – une série de confrontations limitées soigneusement préparées, destinées à briser le pouvoir de syndicats essentiels, en commençant par les industries où le syndicalisme était faible, puis en attaquant des groupes de travailleurs plus puissants, pour finalement se jeter sur les mineurs et les dockers. C'est là la politique que devait suivre Thatcher après son accession au pouvoir en 1979.

La loi devait aussi être utilisée avec précaution, en affaiblissant les syndicats au moyen d'amendes pour persuader les dirigeants de coopérer avec les employeurs et de faire la police dans leurs rangs pour le compte des patrons et du gouvernement. Le plan était une attaque par étapes, avec des sanctions légères au début, suivies par des mesures plus sévères. L'approche progressive devait augmenter la démoralisation des travailleurs, qui avait bien commencé sous le gouvernement travailliste de 1974-1979.

Ce ne fut pas pour le gouvernement une victoire facile. En 1984, une grève des mineurs éclata, et ils combattirent bravement pendant une année entière. Hélas, la longue période du déclin de la combativité eut raison de la grève. Contrairement aux grèves de 1972 et 1974, où il n'y avait pas un seul jaune et donc pas de raison de former des piquets, la situation des puits était complètement différente.

La sectorisation qui avait été encouragée par le gouvernement travailliste en 1977 isolait les mineurs des autres travailleurs. En 1984-85 au moins 10% des mineurs étaient actifs dans les piquets et, contrairement à 1972, ils consacraient une grande partie de leur temps à empêcher les briseurs de grève de passer.

Cette fois-ci, il y avait peu de solidarité des autres travailleurs. L'ampleur des dégâts était évidente. Par exemple, en 1972 les salariés des centres de distribution électrique (*power stations*) s'étaient organisés en comités de base dans toute l'industrie ; ils étaient impliqués dans une campagne de revendication pour leurs propres salaires, et ainsi toutes les *power stations* soutenaient les mineurs. En une quinzaine de jours 12 *power stations* étaient complètement fermées, et 1.400.000 ouvriers avaient dû être mis au chômage technique dans l'industrie. En 1984-85, par contre :

Aucune réunion n'était organisée par la TGWU et la GMBATU entre les *shop stewards* des *power stations* et les représentants des mineurs. La première réunion entre Arthur Scargill (le dirigeant des mineurs –

NdT) et les *shop stewards* des *power stations* du Yorkshire eut lieu seulement au bout de dix mois et demi de grève – le 16 janvier 1985 !

Le 11 avril 1984, les syndicats de la distribution électrique signaient un accord de 13 mois pour une augmentation salariale de 5,2%. Aucun ouvrier ne fut mis en chômage technique pour défaut d'électricité pendant les 12 mois de la grève des mineurs.

Dans tous ces conflits les membres du SWP se jetèrent dans la bagarre. Malgré tout, du fait du manque d'assurance à la base, la bureaucratie syndicale contrôlait tout et n'était pas prête à lancer l'action nécessaire pour gagner. Cela ne signifie pas que les militants acceptaient simplement les limitations. Une anecdote illustre la situation. Au début de la grève des mineurs de 1984-85 la NUM (syndicat national des mineurs, NdT) ne surveillait pas les livraisons de charbon à la sidérurgie comme elle l'avait fait dans des conflits précédents. En Ecosse, par exemple, le syndicat disait qu'il ne fallait pas empêcher les livraisons aux aciéries de Ravenscraig parce que cela aurait porté préjudice à « l'industrie écossaise ». Du coup, la grève des mineurs avait peu d'effets visibles. Des camarades actifs dans les charbonnages de Loth, près d'Edinburgh, firent circuler une lettre ouverte à Mick McGahey, le dirigeant écossais de la NUM, exigeant qu'il appelle à contrôler les fournitures de charbon à Ravenscraig. C'était très difficile d'obtenir des signatures parce que les gens étaient inquiets du fait de l'emprise importante que McGahey et le Parti Communiste avaient encore sur le syndicat. Finalement 18 mineurs signèrent. McGahey était suffisamment gêné par la lettre pour commencer à mettre en place des piquets à Ravenscraig. Malgré tout, nos camarades n'étaient pas en mesure d'influencer la taille ou le développement des piquets après cela, de telle sorte que cette initiative ne déboucha pas sur une amélioration de la tactique gréviste. Malgré nos efforts, le rôle du SWP se réduisit finalement pour l'essentiel à collecter des fonds pour les mineurs. C'était nécessaire pour continuer la grève, mais à l'évidence pas suffisant pour la gagner.

Le dépôt de coke d'Orgreave, près de Sheffield, aurait dû être le Saltley des années 80, mais l'appel du dirigeant des mineurs Arthur Scargill à y rééditer la victoire de 1972 resta sans effet. En 1972, les ouvriers mécaniciens de Birmingham étaient venus au secours des mineurs. En 1984, ceux de Sheffield (qui est beaucoup plus proche du bassin houiller que Birmingham) restèrent passifs. A Saltley, en 1972, les mécaniciens avaient rejoint la ligne de piquet en masse à son cinquième jour. A Orgreave, le piquet commença le mercredi 24 mai 1984 avec un millier de mineurs environ. Les écrans de télévision du pays montrèrent plusieurs milliers de mineurs de la ligne de piquet matraqués par la police les 27 mai, 29 mai, 31 mai et 18 juin. Le 30 mai, Scargill était arrêté, et le 18 juin il fut blessé et dut être hospitalisé¹⁰. Mais il n'y avait toujours aucun signe de mouvement du côté de Sheffield. Pourquoi ? Pour répondre à cela, il faut considérer la situation des mécaniciens de Sheffield. La *Department of Employment Gazette* indiquait qu'à Sheffield il n'y avait pas eu d'arrêts de travail importants en 1981, un en 1982 (contre les licenciements) et à nouveau un en 1983 (aussi sur les licenciements)¹¹.

La défaite d'Orgreave n'était pas, malgré tout, liée seulement à la faiblesse des mécaniciens de Sheffield. Elle résultait aussi du rôle joué par les dirigeants locaux de la NUM – en particulier Jack Taylor dans le Yorkshire – qui bloquaient les initiatives de Scargill et des militants. A la différence de 1972 et 1974, il n'y eut aucune grève de solidarité. Les grèves des années 70 étaient brillantes. Je me souviens qu'en 1972 quelques mineurs habitaient chez nous à Hackney. Ils allèrent former un piquet à la station de distribution électrique locale, et immédiatement les salariés de la station bloquèrent les fournitures de charbon et de carburant, et la distribution électrique s'arrêta complètement. Un autre exemple : en 1972, une banderole tendue sur un pont au dessus de la voie ferrée, disant « piquet officiel de la NUM » suffisait pour que les trains s'arrêtent et ne la franchissent pas. Les dockers aussi bien que les chauffeurs de poids lourds refusaient à l'époque de transporter du charbon.

Les travailleurs qui manquent de la confiance en eux-mêmes pour s'opposer à leurs propres patrons ne sont en général pas très efficaces lorsqu'il faut agir en soutien d'autres travailleurs. C'était là la cause fondamentale de la tragédie d'Orgreave.

Le manque de succès de la grève des mineurs après des mois de lutte eut son effet sur les membres du parti. Les premiers mois, il y avait l'espoir que, même si la grève n'était pas solide, la victoire sur Thatcher n'était pas trop loin. A cette époque nos camarades étaient très actifs parmi les mineurs dans la tâche politique immédiate qui consistait à construire le soutien pour organiser des piquets de masse. Mais après huit mois et quelque, sans victoire en vue, la ligne à suivre était moins claire. La question de la simple survie pour les familles de mineurs – essentiellement la nourriture – commençait à se poser.

Pour certains de nos jeunes camarades les plus impliqués, c'était une dérive de l'élan politique principal. Ils déversèrent quantité de mépris sur les collectes de nourriture. A leurs yeux, les boîtes de haricots devaient servir de projectiles contre la police. Quelques camarades, surtout parmi les plus vieux et les plus expérimentés, commençaient à se sentir mal à l'aise avec les mots d'ordre exclusifs de piquets de masse et se rendaient compte qu'il y avait besoin d'un soutien financier et matériel pour les mineurs et leurs familles. Un antagonisme se développa entre les « Jeunes Turcs » et les camarades plus anciens. Les premiers ne voyaient pas clairement qu'un parti révolutionnaire doit être à l'écoute des besoins des travailleurs.

Dans ce domaine Chanie fut rapide et pointue. Elle était très proche depuis le début de la grève des mineurs du Kent et du Yorkshire, dont certains habitaient chez nous pendant de longues périodes. Elle prit brusquement conscience du changement dans le genre de soutien qui était nécessaire un soir où elle était chez un mineur du Yorkshire. Celui-ci était assis avec son fils à la table familiale et sa femme apporta à chacun un plat de petits pois. Lorsque le père dit : « Bon ! Maintenant qu'est-ce qu'il y a pour dîner ? », elle répondit : « Tu viens de le manger ». Chanie fut choquée et se rendit compte que pour que la grève continue, il fallait aider les mineurs à survivre. En d'autres termes, des collectes devaient être organisées, non pas pour des piquets de masse, mais pour acheter de la nourriture.

Quelques mois plus tard, à Noël, les plus enragés sur les piquets de masse collectaient des ours en peluche et autres jouets pour les gosses des mineurs, et des colis d'épicerie pour leurs familles. C'était remarquable à voir, et cela

montrait comment la ligne correcte, recoupant les besoins des travailleurs, peut changer même les gens les plus coupés de la réalité. Certains camarades oublient que, en même temps que le parti enseigne aux travailleurs, il doit par dessus tout être à l'écoute, apprendre d'eux.

La réponse du SWP au bennisme

La situation était compliquée et soulevait toute une série de questions. Certains points de référence au passé nous aidèrent dans notre réflexion. L'*Independent Labour Party*, par exemple, avait été créé en 1893, après la défaite de grèves importantes menées par *New Unionism* (comme la grève des Manningham Mills à Bradford). Nous savions que ces mouvements étaient comme les ondes qui persistent longtemps après que la pierre lancée dans l'eau ait atteint le fond. Une fois que l'on savait que c'était les vagues, et non la pierre, on était moins impressionné. Un exemple de nos rapports avec le mouvement benniste était ce qu'on a appelé à tort le « débat de la décennie » qui eut lieu à Westminster et qui, quoique dominé par les bennistes, avait un président appartenant au SWP. Tariq Ali déclara que si le prochain gouvernement travailliste n'avancait pas vers le socialisme alors il y aurait besoin d'un parti socialiste indépendant. Duncan Hallas, de la salle, intervint pour dire : « De quel « si » nous parle-t-on ? Nous avons déjà eu cinq gouvernements travaillistes et aucun n'a fait un pas vers le socialisme ! »

Pour nous le problème fondamental était de dire ce qu'il fallait faire, puis d'expliquer ce qui empêchait que cela se réalise. L'obstacle était le travaillisme, la bureaucratie syndicale et l'influence des deux sur les travailleurs. Cela nécessitait un haut niveau d'argumentation et de théorie. Nous nous concentrions sur les trois R : routine (d'intervention), recrutement et rétention.

C'était très différent de ce que nous avons fait dans les années 60 et au début des années 70. Nous n'avions plus d'attentes élevées, ce qui ne signifiait pas que nous pensions qu'il n'y avait rien à faire. Nous parvînmes à retenir les cadres et à améliorer leur qualité – pour fonctionner dans cette situation difficile ils devaient savoir davantage et engager avec confiance des discussions difficiles. Un exemple du changement pouvait être trouvé dans le poids relatif de la vie à l'intérieur et à l'extérieur des cellules. Pendant la période de montée des luttes, nos réunions de cellule étaient essentiellement des occasions de se retrouver pour organiser nos activités à l'extérieur. Les discussions théoriques, même si elles n'étaient jamais absentes, étaient souvent reléguées dans la deuxième moitié de la réunion, après les interventions essentielles. Désormais les réunions commençaient par des introductions politiques plus lourdes et on parlait des activités dans la seconde moitié, qui tendait à être beaucoup plus courte, concentrée sur la routine des ventes du journal. En fait, la réunion de cellule géographique devint bien plus importante qu'elle ne l'avait été dans la vie du parti.

¹ *Tribune*, 30 janvier 1981.

² *Militant*, 30 janvier 1981.

³ *Socialist Challenge*, 29 janvier 1981.

⁴ *Morning Star*, 26 janvier 1981.

⁵ T Cliff et D Gluckstein, *op cit*, pp. 372-373.

⁶ *The Guardian*, 23 juin 1983.

⁷ *Socialist Worker*, 25 septembre 1982.

⁸ *Socialist Worker*, 8 octobre 1983.

⁹ *Militant*, 12 octobre 1985.

¹⁰ *Ibid*, ch 4.

¹¹ *Department of Employment Gazette*, juillet 1982, juillet 1983 et juillet 1984.

X : Tournés vers l'avenir

Ni essor des luttes ni déclin

Après les élections législatives de 1987 il y eut une modeste remontée de la lutte gréviste, alimentée par le « Lawson boom » et un sentiment général de prospérité. Par exemple, les ouvriers de Ford firent montre en 1988 d'un niveau de combativité qu'on n'avait pas vu depuis des années. L'année d'après, ce fut le tour du secteur public. Dans l'industrie mécanique on vit gagner une campagne pour la réduction des heures de travail. La lutte industrielle, dans les années 1990, a connu un niveau historiquement bas. Pourtant, comme l'a écrit Lindsey German :

En même temps, il est clair que certaines sections de travailleurs ne sont pas autant sur la défensive qu'il y a quelques années. Et même ceux du secteur public, qui subissent une plus grande pression au niveau de la modération salariale et des suppressions de crédits, ont repris du poil de la bête, comme le montrent les ambulanciers ou les employés municipaux¹.

Aujourd'hui la scène industrielle est véritablement très partagée. Elle a l'aspect d'une mosaïque aux couleurs contradictoires. Pour illustrer cela, deux grèves ont récemment éclaté à Londres avec des résultats très différents, celle des électriciens de la ligne de métro Jubilee et celle des employés du traiteur de Lufthansa. Les électriciens ont gagné, arrachant une augmentation substantielle, malgré la volonté des employeurs de dépenser des millions pour les battre. Les employés de Lufthansa ont été licenciés en masse et remplacés par des jaunes. La victoire des premiers était liée à la tension du marché du travail dans leur spécialité ; on ne trouve pas facilement des électriciens hautement qualifiés pour poser les câbles dans le métro. Il n'y a, par contre, aucune difficulté à trouver des gens capables de confectionner des sandwiches. Les résultats différents des deux grèves ne dépendaient pas de la direction du syndicat auquel appartenaient les salariés : les électriciens étaient affiliés à l'AEEU, dont le président est le droitier Ken Jackson, blairiste acharné, alors que les employés du catering appartenaient à la TGWU, dont le secrétaire général est Bill Morris, un homme de gauche. Hélas, il n'y avait pas d'osmose entre la grève de la ligne Jubilee et celle de Lufthansa : la victoire de l'une n'a pas permis de sauver l'autre. Et ce paysage aux couleurs contradictoires est parti pour durer tant que ne se sera pas produite une montée massive de la lutte des classes.

D'une manière générale, on peut dire que le niveau de combativité des travailleurs n'est pas proportionnel avec l'intensité de la colère qu'on trouve dans la classe. Dans de telles conditions, la colère et la frustration doivent tôt ou tard apparaître sous la forme d'une explosion. Le processus moléculaire du changement en cours dans la classe ouvrière se poursuit. Il est difficile de le mesurer et de savoir quand ça va péter. En Grande-Bretagne, les deux dernières décennies sont très évocatrices de la France dans la période qui a précédé la plus grande grève de l'histoire.

En 1968, dix millions de travailleurs français ont posé les outils et occupé les usines. C'était totalement inattendu, parce que la grève générale n'a pas été précédée par une vague montante d'arrêts de travail. Ce n'était pas comme 1905 en Russie, où il y avait des signes avant-coureurs, ni comme en Angleterre en 1972 et 1974. 1968 fut une rupture de la continuité : il y avait des gouvernements de droite depuis dix ans et les travailleurs étaient en reflux. Les syndicats étaient très faibles, mais le ras-le-bol était général. Avec la brutalité de la police à Paris, tout explosa. Il est intéressant de noter que quelques mois avant les « événements de mai » un marxiste français, André Gorz, expliquait dans un docte essai que les grèves de masse n'étaient plus possibles dans les sociétés industrielles avancées.

A la suite des événements français, j'écrivis :

Pendant des dizaines d'années le marxisme a déduit l'état de la conscience des masses de quelques baromètres institutionnels – effectifs des organisations, ventes des journaux, etc. La profonde aliénation des travailleurs à l'égard des organisations traditionnelles a émoussé tous ces instruments de mesure. C'est la raison pour laquelle il n'y avait aucun moyen de détecter l'imminence de mai 68. De plus, chose importante, cela explique la nature extrême, explosive, des événements. Si les travailleurs français avaient été habitués à participer à des réunions syndicales ou à des cellules du Parti communiste, ces institutions auraient servi à la fois d'outil et de stabilisant, empêchant le mouvement de grève de se répandre de façon incontrôlée. L'idée d'apathie, ou de repli sur la vie privée, n'est pas de nature statique. A un certain stade du développement – lorsque le chemin des réformes individuelles se rétrécit ou se referme – l'apathie peut se transformer en son contraire, l'action de masse énergétique. Malgré tout, ce tournant nouveau se produit en tant qu'excroissance de l'étape précédente ; l'épilogue et le prologue se combinent. Les travailleurs qui ont perdu leur loyauté envers les organisations traditionnelles, qui ont paru paralysés pendant des années, sont contraints à livrer leurs luttes de façon extrême et explosive.

Les baromètres traditionnels sont inopérants. La politique des patrons et de l'Etat, de même que celle des bureaucrates syndicaux, est bien moins assurée, plus vacillante, qu'auparavant. Leur réaction, y compris à des situations marginales, peut être inattendue, brutale et apparemment irrationnelle².

Agitateurs idéologiques

Si, pour l'instant, l'action industrielle offre peu de perspectives immédiates à notre activité, il n'en est pas de même de la bataille des idées. Nous avons parlé plus haut de la distinction que faisait Plékhanev entre l'agitation et la propagande. La propagande amène un nombre extensif d'idées à un nombre limité d'individus ; l'agitation apporte une ou deux idées à un grand nombre d'individus, les incitant à l'action. Malgré tout, l'histoire montre qu'il n'y a pas de muraille de Chine entre les deux. En fait, la bataille des idées peut entraîner des masses de personnes.

Cette considération s'applique à l'effondrement du régime stalinien en Russie et en Europe de l'Est aussi bien qu'à la disparition de Thatcher de la scène politique en Grande Bretagne. En ce qui concerne le premier, dès les débuts de notre groupe la définition de la Russie et de ses satellites comme des pays capitalistes étatiques a été cruciale.

Au regard de la seconde, la bataille des idées a été aiguillonnée par la sortie de Thatcher, qui a marqué la fin de la période de recul. Après sa victoire aux élections de 1987, Margaret Thatcher avait introduit la *poll tax*, la baptisant « le vaisseau amiral du gouvernement conservateur ». Seule une personne arrogante, coupée des gens ordinaires, pouvait croire qu'un impôt qui était du même montant pour un duc ou pour une femme de ménage serait populaire. Pourtant les dirigeants travaillistes de l'époque, Neil Kinnock et Roy Hattersley, ont condamné ceux qui refusaient de la payer. En même temps Margaret Hodge, présidente du conseil municipal d'Islington, qui avait proclamé dans sa période benniste qu'Islington était une citadelle du socialisme, ne craignait pas d'envoyer des huissiers pour encaisser la *poll tax*. Malgré toutes ces pressions, 11 millions de personnes refusèrent de payer. Personne ne pouvait sauver la *poll tax*. Et celle-ci battue, personne ne pouvait sauver Thatcher.

La chute de Thatcher signifiait, non pas une montée de la lutte industrielle, mais un coup d'arrêt porté à l'assurance du gouvernement dans la continuation de sa lutte contre les travailleurs. Depuis lors, sans être dans une montée des luttes, nous ne sommes pas dans un recul.

Dans cette crise généralisée des idées, la situation exige que nous produisions des agitateurs idéologiques, un terme très approprié inventé par Sean Venell alors qu'il était l'organisateur de Manchester du SWP.

Les circonstances propres aux années 1990 rendaient ce tournant nécessaire pour le parti. La débâcle de la *poll tax* des conservateurs était le symptôme d'un processus plus profond. Dans les années 90, le gouvernement conservateur se trouva incapable de poursuivre le Plan Ridley, la fameuse « tactique du salami » qui avait si bien marché dans les années 80, attaquant un groupe de travailleurs après l'autre. Dès lors, avec l'approfondissement de la crise économique, les *Tories* ouvrirent un front large, attaquant pratiquement tout le monde en même temps. Les dernières années du gouvernement conservateur virent un changement massif chez les travailleurs britanniques. Non seulement la *poll tax*, mais la Guerre du Golfe et le programme de fermeture de puits de 1992 furent une ligne de partage, suivie par des manifestations de masse contre les nazis et la loi sur la justice pénale (*Criminal Justice Bill*). Cela permit de créer un sentiment de cause commune et d'unité contre les *Tories* au sein de différents groupes de travailleurs, jeunes et moins jeunes.

C'est pendant cette période que le SWP parvint à sortir de la nécessaire priorité donnée à la propagande qui avait été caractéristique des années 1980. Désormais nous étions dans l'action, constituant des groupes anti-*poll tax*, construisant un front unique contre les nazis, faisant campagne dans les syndicats et dans la rue, aux cris de : « C'est pas les mineurs, c'est Major qu'il faut virer ! » Nous sortîmes de cette campagne ayant approfondi notre influence et gagné du respect dans la classe ouvrière, avec une croissance supérieure à tout ce que nous avions connu, doublant nos effectifs de 5.000 à 10.000 et portant le nombre des cellules à environ 300.

Depuis la victoire électorale écrasante du *Labour* en 1997, le balancier est demeuré à gauche. Maintenant la colère est dirigée contre Blair et non plus les *Tories*, et le sentiment d'amertume et de trahison s'approfondit de jour en jour. Tout cela a abouti à un élargissement de l'audience pour nos idées.

C'est dans ce contexte que nous avons appris à être des « agitateurs idéologiques » - une phase qui chevauche un bas niveau de résistance générale et une classe ouvrière se politisant et évoluant à gauche. Quand Engels disait que la lutte des classes se déroule sur trois plans - l'économique, l'idéologique et le politique - cela ne signifiait pas que les trois sont complètement séparés l'un de l'autre, ni qu'ils sont synchronisés, ni même qu'ils vont dans le même sens. Deux exemples peuvent démontrer cela.

Les *trade unions* britanniques virent le jour bien avant les syndicats russes, mais l'idéologie qui les dominait était bien plus conservatrice que chez les Russes. Ainsi l'*Amalgamated Society of Engineers*, fondée en 1852, n'organisait que les travailleurs de sexe masculin. Il a fallu 91 années et deux guerres mondiales, avec des centaines de milliers de femmes embauchées dans la mécanique, pour que le syndicat change d'avis. Ce n'est qu'en 1943 qu'on leur permit d'adhérer au syndicat, mais même alors il y avait une discrimination contre elles ; elle n'étaient pas admises dans les sections normales, mais dans une section spéciale, la n° 5 ! La lutte économique précède, en Grande-Bretagne, la lutte idéologique. En Russie, hommes et femmes étaient organisés ensemble dès le début !

Un exemple de travailleurs allant massivement de l'avant sur le plan idéologique alors que la lutte gréviste est à la traîne peut être trouvé dans la France des années 1934-35. La prise du pouvoir par Hitler en 1933 et la résistance, héroïque mais brutalement réprimée, des travailleurs viennois au fascisme avait affecté l'humeur des travailleurs parisiens. Le même mois qui avait vu se lever les travailleurs autrichiens, il y eut une confrontation sanglante entre, d'une part, les socialistes et les communistes, et les bandes fascistes de l'autre. Un mouvement antifasciste massif se constitua. La conséquence en fut, en mai 36, l'élection du gouvernement Front populaire de Léon Blum sur une vague de gauche. C'est seulement alors, après plusieurs années de montée du niveau de la lutte idéologique, que le mouvement économique fit un pas de géant en avant avec la grève générale et les occupations d'usines.

Bien sûr, un marxiste dogmatique aurait dit aux travailleurs français ou russes : « Tss ! tss ! Vous avez tort d'agir de la sorte. Vous auriez dû commencer par des revendications salariales, et, après seulement, vous préoccuper de lutte idéologique. »

L'agitation idéologique tente de connecter la lutte pour les réformes ici ou là, aussi petites soient-elles, avec les idées générales socialistes. Ces dernières années nous avons réussi à accroître notre influence dans la classe ouvrière, d'abord en étant les meilleurs « combattants des réformes », sachant que chacun d'entre nous fait la différence : lutter contre la privatisation des logements sociaux, empêcher l'expulsion d'un réfugié, défendre un salarié harcelé. Toutes ces

question limitées, localisées, dans lesquelles le parti est continuellement engagé, souvent avec succès, ont approfondi le respect et l'influence de notre organisation au sein de la classe ouvrière.

Nous sommes parvenus à nous enraciner idéologiquement par l'agitation sur les idées, pas seulement en faisant des campagnes sur des questions spécifiques – au moyen de débats publics allant de l'économie et du parti travailliste au postmodernisme.

Grâce aux rassemblements du Premier Mai de *Socialist Worker* le parti a été l'organisation capable de faire revivre la tradition internationaliste. Nous avons réussi à obtenir des parrainages syndicaux significatifs pour ces événements, ce qui reflète à la fois le mouvement à gauche de la classe et l'incapacité de la gauche réformiste à le prendre en compte aujourd'hui. Les rassemblements du Premier Mai étaient également importants pour le parti dans la mesure où ils permettaient de réunir les différents aspects de la période et le travail accompli par le parti à leur égard. Les rassemblements agissaient comme un ciment entre la nature idéologique du moment et les occasions d'agitation qui reflètent la croissance continue du SWP au niveau local, en termes aussi bien quantitatifs que qualitatifs.

Une démonstration importante de notre réussite dans la combinaison de la politique générale avec l'agitation idéologique a été l'organisation de rassemblements aux conférences du parti travailliste en 1997, 1998 et 1999.

Agir comme agitateurs idéologiques prépare les membres du SWP à faire face à l'essor des luttes à venir, qui nécessitera une agitation globale.

Un élan nouveau a été donné à la lutte idéologique par l'arrivée au pouvoir de Tony Blair. Blair est de loin le plus idéologique de tous les dirigeants qu'a eus le parti travailliste. Alors que les dirigeants d'autrefois essayaient de maquiller la contradiction entre les intérêts des travailleurs et le capitalisme, Blair est un enthousiaste du néo-libéralisme, des privatisations, des « créateurs de richesse » (un pseudonyme pour les faiseurs d'argent). Il est entré en guerre avec passion, bombardant l'Irak et la Yougoslavie. Lindsey German écrit :

Tous ceux qui se sont le plus identifiés avec les aspirations travaillistes – pour plus d'égalité et de justice, pour une modération des excès patronaux, pour mettre fin au niveau de pauvreté le plus élevé depuis des générations – sont aujourd'hui déçus par l'absence de changement. Ceux qui sont traditionnellement les plus hostiles au *Labour* – le big business, la presse, les champions de la libre entreprise – sont agréablement surpris de voir que leur richesse et leur pouvoir sont restés intacts et que le *New Labour* est prêt à tout pour plaire à « l'entreprise » et au « marché libre »³.

Une preuve de la profondeur de la déception causée par le *New Labour* et des opportunités qui s'offrent à la gauche révolutionnaire a été fournie par les rassemblements devant les deux dernières conférences du Parti travailliste. En septembre 1997, quatre mois après les élections législatives, 8.000 personnes se sont rassemblées à Brighton devant la conférence du Labour ; un an plus tard, plus de 12.000 personnes encerclaient la conférence de Blackpool. Présent sur les lieux, je commentai : « Une mer de révolutionnaires entoure une île de réformisme. »

Les électeurs travaillistes sont tellement à gauche du gouvernement qu'un vaste espace se trouve créé pour les véritables socialistes. La faiblesse de la gauche travailliste et la disparition des organisations révolutionnaires qui existaient il y a trente ans, à l'exception du SWP, ouvre devant nous un large champ d'activité.

La construction de la Tendance IS au niveau international

Un aspect de ma vie dont je n'ai pas encore parlé est lié au travail international. Bien sûr, j'avais le désir de construire notre tendance en Grande Bretagne, mais aussi dans d'autres pays. Ma contribution la plus importante a été la rédaction et la publication du *Capitalisme d'Etat en Russie*. Il est encourageant de voir que, en dehors de l'anglais, ce livre a été traduit dans un certain nombre de langues telles que l'allemand, le français, le russe, le polonais, l'espagnol, l'italien, le grec, le turc, le farsi (en Iran), l'arabe, le japonais, le coréen et le bengali.

Sur le plan anecdotique, l'odyssée de l'édition russe est intéressante. L'édition anglaise a paru en 1955. En 1956, le KGB, excusez du peu, fit traduire le livre en russe et l'imprima. Il fut conservé dans une section de la bibliothèque sous scellés, et personne ne pouvait y avoir accès sans un permis spécial. J'ai découvert ceci lorsque, sous Gorbatchev, un étudiant photographia le livre avec un appareil tenu dans le creux de sa main. Les deux cents et quelque photos me parvinrent, et, en 1991, alors que les camarades s'apprêtaient à publier le livre de façon normale, il apparut que l'édition du KGB était une excellente traduction, et qu'il n'y avait aucun besoin d'en faire une nouvelle. Je continue à me demander comment diable l'idée est venue au KGB de faire cette traduction !

D'autres de mes écrits ont été traduits dans des langues étrangères. Ainsi, en 1975, après la Révolution portugaise, j'écrivis une grosse brochure, spécialement destinée aux révolutionnaires portugais, intitulée *Le Portugal à la croisée des chemins* (*Portugal at the Crossroads*). Elle fut publiée en portugais, espagnol, français, grec, italien, allemand et anglais. J'ai écrit récemment une brochure spéciale pour des camarades indonésiens, intitulée *Revolution and Counter-Revolution : Lessons for Indonesia* (*Révolution et contre-révolution : leçons pour l'Indonésie*). Produite d'abord en anglais, elle a maintenant été traduite en indonésien⁴.

J'ai souvent écrit des articles pour nos camarades allemands, français et turcs. Mais l'activité littéraire ne me satisfaisait pas complètement.

Le nazisme et le stalinisme ont tellement dévasté le mouvement ouvrier révolutionnaire que nous devons partir pratiquement de zéro. Dans le désert il est nécessaire de prendre soin des semis pendant une longue période. J'aurais aimé faire dans d'autres pays ce que je faisais en Angleterre pendant les longs jours et les longs mois des longues années 1950. J'aurais aimé séjourner quelques mois en France, puis dans d'autres pays. Mais je ne pouvais pas le faire, parce que je n'avais pas de passeport et ne pouvais voyager à l'étranger. De telle sorte que ma participation à la construction de notre tendance internationale a été très restreinte, essentiellement téléphonique.

Il est malgré tout possible de faire le bilan de nos efforts pour construire la Tendance IS à l'échelle internationale. Alex Callinicos, Secrétaire International du SWP, s'en est chargé :

Au départ, une organisation aussi petite que le groupe *Socialist Review* ne pouvait espérer nouer des contacts significatifs à l'étranger, d'autant plus qu'elle rejetait les prétentions de la « Quatrième Internationale ». A la fin des années 60, l'émergence des International Socialists aux Etats-Unis apporta à la Tendance britannique une organisation sœur. Les deux groupes s'étaient cependant développés de façon entièrement indépendante. IS américain était issu de la tradition schachtmanienne, qui considérait les sociétés stalinienne comme des exemples d'une nouvelle forme de société de classe, le collectivisme bureaucratique. Il s'était développé à partir de l'aile du groupe de Schachtman qui rejetait les accommodements progressifs de celui-ci avec l'impérialisme américain, participait aux luttes étudiantes des années 1960, soutenait le mouvement antiguerre, et cherchait un moyen de se relier à la classe ouvrière.

L'essor de la fin des années 60 et du début des années 70 changea dramatiquement la situation. Mai 68 en France, l'automne chaud italien en 1969, la Révolution portugaise de 1974-75, et les luttes qui ont marqué la fin du franquisme en Espagne créaient des conditions favorables pour le développement rapide d'organisations d'extrême gauche dont chacune, comme IS britannique au début des années 1970, comptait des milliers de membres et commençait à gagner une audience dans une minorité croissante de militants ouvriers. Dans certains cas ces groupes provenaient de la tradition trotskyste orthodoxe – comme par exemple les groupes de la Quatrième internationale en France et en Espagne et le groupe français Lutte Ouvrière. Cependant les plus grandes organisations, en Italie et dans la péninsule ibérique, étaient plus ou moins influencées par le maoïsme, qui semblait, en particulier du fait de la Révolution culturelle chinoise de la fin des années 60, représenter une alternative révolutionnaire à la fois aux partis communistes officiels et à la social-démocratie.

Au cours des années 1970, le travail international de IS se développa sur deux axes. D'abord, l'existence même de IS en tant qu'organisation révolutionnaire dynamique et croissante encourageait la formation de groupes ailleurs – notamment en Irlande, Allemagne de l'Ouest, Australie et Canada. Ce n'était pas quelque chose de programmé, mais plutôt le résultat de l'initiative de quelques individus qui avaient vécu un certain temps en Angleterre (ou, dans le cas de l'Australie, un militant de IS américain). L'émergence de ce qui devait être connu plus tard comme la Tendance IS était, dans les années 70, essentiellement confinée au monde anglophone et ne mena pas, à ce stade, au développement de groupes importants ou influents.

Deuxièmement, la direction de IS poursuivait une démarche consciente de développement d'un dialogue politique avec certaines organisations d'extrême gauche européennes. Cette approche était guidée par la recherche de groupes qui, indépendamment de leur politique formelle, semblaient poursuivre dans leur pratique une orientation sérieuse vers la classe ouvrière, en particulier avec les luttes à la base. Cela éliminait plus ou moins les organisations affiliées au Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, alors essentiellement préoccupé par une lutte factionnelle intense entre ses sections américaine et européenne. Un effort pour développer une relation avec Lutte Ouvrière avorta malgré l'approche extrêmement sérieuse de ce groupe vers le travail dans les usines. Son conservatisme théorique (elle était rivée à l'analyse d'après-guerre de la Quatrième Internationale, qui considérait l'URSS comme un Etat ouvrier et l'Europe de l'Est comme capitaliste) et son sectarisme organisationnel en faisaient un partenaire impossible.

Par conséquent, au milieu des années 70, IS consacra l'essentiel de ses efforts à chercher à gagner des organisations issues de traditions non trotskystes. Cela incluait des organisations dites « maoïstes molles » qui semblaient plus ouvertes que les sectes marxistes-léninistes dures et qui faisaient des efforts pour construire une base ouvrière – notamment Avanguardia Operaia (AO) en Italie et Révolution en France, ainsi que PRP-BR (Parti du Proletariat Révolutionnaire – Brigades Révolutionnaires) au Portugal. Ces derniers avaient un passé guévariste mais semblaient sérieux dans leur insistance sur le point que seule la classe ouvrière pouvait s'émanciper elle-même.

Hélas, ces efforts s'avérèrent totalement infructueux. Cela était dû à deux facteurs principaux. D'abord, et le plus important, nous sous-estimions gravement la puissance de la tradition politique. La politique dans laquelle les cadres du PRP et de l'AO avaient été formés était finalement issue du stalinisme. Malgré leurs efforts subjectivement sincères pour briser avec tout cela, ils demeuraient profondément sous son influence, en particulier dans leur démarche politique substitutive – recherchant, en d'autres termes, un agent du changement autre que la classe ouvrière. Par exemple, AO, s'étant investie avec enthousiasme dans la construction de « comités de base » en dehors des syndicats au zénith de la combativité dans les usines au début des années 1970, se mit, en même temps que la vague reflua, à mettre ses espoirs dans une politique électoraliste et dans un gouvernement de gauche conduit par le Parti communiste que, selon eux, l'extrême gauche pouvait influencer.

Nos racines dans le marxisme révolutionnaire nous ont permis de voir les tares de ces tentatives de raccourcis. Dans toute une série de textes traduits en portugais (et parfois dans d'autres langues européennes) nous insistions sur le fait qu'il n'y avait pas de substitut à la tâche ingrate de construction d'une base dans la classe ouvrière à partir de laquelle les révolutionnaires pouvaient commencer à contester le réformisme et obtenir une audience. Mais nous n'avions pas seulement sous-estimé le poids de la tradition. De quelle autorité nos arguments pouvaient-ils se réclamer ? Lorsque les bolcheviks ont lancé la Troisième Internationale, leur prétention à la direction était basée sur le fait qu'ils avaient conduit une révolution socialiste victorieuse. Avec nos trois ou quatre mille membres au milieu des années 70, nous étions plus petits que les plus importantes organisations d'extrême gauche italiennes, qui à cette époque comptaient 30.000 membres et trois quotidiens. Nous étions aussi basés dans un pays qui, malgré les grèves sous le gouvernement Heath, semblait beaucoup moins révolutionnaire que l'Europe du Sud. Lorsque Chris Harman rencontra les dirigeants de l'organisation maoïste espagnole MC, ils lui demandèrent s'il pensait vraiment qu'il pouvait y avoir une révolution en Grande Bretagne, et s'esclaffèrent lorsqu'il répondit : « Oui ».

L'échec de notre orientation vers l'extrême gauche continentale ne signifiait pas que nous avions eu tort de la tenter. Confrontés au développement très rapide de grandes organisations révolutionnaires, nous n'avions pas d'autre alternative que de tenter de les influencer. Nous étions incontestablement naïfs dans notre croyance que cette tentative pouvait porter ses fruits, en particulier dans la situation très mobile du milieu des années 70, et il n'est pas douteux que nous avons fait des erreurs spécifiques diverses et variées, mais nous avons raison d'essayer. La chose la plus importante était de tirer les leçons de l'expérience. Celles-ci furent de deux ordres : d'abord, de grandes organisations porteuses de traditions anciennes sont très difficiles à influencer ; ensuite, la seule base sûre sur laquelle construire un groupe basé sur notre politique consiste à gagner des individus qui comprennent totalement cette politique et sont désireux de la prendre comme base d'action (et même alors, il y a de nombreux pièges).

Le prix de la politique substitutive du PRP et des maoïstes nous a été payé par l'extrême gauche sur tout le continent. Dans tous les pays, les uns après les autres, la bureaucratie réformiste s'est montrée capable de contenir les luttes des travailleurs. En même temps que se succédaient décrues et remontées des luttes, la gauche révolutionnaire européenne entra dans une crise profonde. Toutes les organisations maoïstes molles, sans exception, se désintégrèrent. Les groupes trotskystes orthodoxes se montrèrent plus résistants, mais la plupart connurent un déclin sévère dans leur taille et leur influence.

Malgré notre propre crise interne de la fin des années 70, le SWP fut capable de tenir le coup – grâce à la force intrinsèque de notre tradition et au développement d'une analyse qui comprenait et expliquait le reflux. Cela dit, nous nous trouvons aujourd'hui dans un contexte très différent, où nous sommes l'une des plus importantes organisations d'extrême gauche survivantes en Europe.

Notre travail international reflétait ce changement de situation. Nous commençâmes à nous concentrer beaucoup plus sur la Tendance IS. L'expérience des années 70 encourageait une approche « à l'envers », partant des individus ou des groupes déjà convaincus par notre politique. La Tendance elle-même se développait. En pratique, les différents groupes s'orientaient, de façon très largement indépendante, vers le type d'approche propagandiste que nous avions mis en place au début des années 80.

Il est important de mentionner ici l'ISO (International Socialist Organisation) américaine, formée en 1977 à partir d'une scission dans IS américain (qui avait développé au milieu des années 70 sa propre forme de substitutisme basée sur une politique d'« industrialisation » - construisant une base ouvrière en envoyant des étudiants travailler dans les usines). Après un âpre débat interne en 1983 qui reflétait, en partie, l'influence du SWP britannique, l'ISO développa une approche de construction sur la base d'une propagande et d'une organisation socialistes indépendantes qui la mettaient à part du reste de la gauche américaine, laquelle se dissolvait rapidement dans le Parti démocrate, la bureaucratie syndicale et l'académisme.

A partir de 1984 la Tendance IS commença à tenir des réunions annuelles à Londres. Cela reflétait à la fois la convergence des différents groupes sur une perspective propagandiste commune et des contacts plus étroits issus en particulier de tournées de conférences plus fréquentes de membres dirigeants du SWP. Les discussions dans ces réunions se concentraient sur la clarification de questions politiques particulières et sur des problèmes de construction. S'il y avait un slogan unificateur, c'était la formule de Trotsky parlant d'une « accumulation primitive de cadres » : la lutte des classes étant à marée basse dans les pays capitalistes avancés, la tâche principale était de créer dans autant de pays que possible un noyau organisé de révolutionnaires, enracinés dans notre tradition et capables de se relier à de nouvelles batailles ouvrières lorsqu'elles se développaient.

Collectivement, nous étions assez forts pour surmonter l'impact de l'effondrement du stalinisme et pour répondre avec force à l'éclatement de la Deuxième Guerre du Golfe en 1991. Nos organisations jouèrent un rôle actif dans les mouvements antiguerre massifs qui émergèrent brièvement. Cela a marqué le début d'une période dans laquelle nous cherchions, en tant que Tendance, à nous tourner vers l'extérieur pour recueillir les opportunités offertes par une période dans laquelle l'essor était pour l'essentiel terminé, même si à l'évidence il n'y avait pas de véritable déclin dans les luttes des travailleurs. Cette nouvelle situation était reflétée en particulier par le processus d'intense polarisation de classe en cours en Europe continentale et jusqu'à un certain point dans l'Ontario au Canada au milieu des années 90.

Cette priorité donnée à la Tendance ne signifiait pas que nous ignorions les occasions de nous relier à d'autres groupes d'extrême gauche lorsqu'elles se présentaient. Notre meilleure réussite fut la Grèce. L'Organisation Révolution Socialiste (OSE), aujourd'hui le SEK, avait ses origines dans un groupe d'étudiants grecs basés à Londres à la fin des années 60, où ils subirent notre influence. Mais après leur retour en Grèce avec la chute de la dictature des colonels en 1974, ils étaient aussi attirés par la politique des maoïstes nous de l'AO dans l'Italie voisine. Après que des partisans du SWP aient précipité une scission inopportune, nous perdîmes le contact avec l'OSE pendant la première moitié des années 80.

En 1985 Panos Garganas et Maria Styliou vinrent en Angleterre et renouèrent le contact avec nous. Ils venaient juste de parvenir à réunifier l'OSE, mais c'était un petit groupe d'une quarantaine de membres confrontés à une concurrence sévère de la part des autonomistes et des maoïstes survivants dans un environnement politique dominé par les organisations réformistes – le Parti communiste et le PASOK. De façon remarquable, les camarades d'OSE réussirent à tirer parti de la situation en Grèce, où les luttes des travailleurs étaient, depuis le milieu des années 80, plus intenses que dans le reste de l'Europe occidentale, éclipsant leurs rivaux et construisant une organisation révolutionnaire substantielle. Le SEK, avec ses 1.500 membres, est aujourd'hui en taille la deuxième organisation de la Tendance.

Cela dit, le facteur décisif ne fut pas la situation objective, mais plutôt l'existence d'une direction politique forte, capable de saisir les opportunités offertes par les circonstances – d'abord, les luttes étudiantes, puis la crise dans le Parti communiste, le gouvernement de droite du début des années 90, et plus récemment l'évolution du PASOK dans une direction modernisatrice blairiste. Ce processus avait été accompagné par un rapprochement politique entre l'OSE et la Tendance IS – même si au début il y eut d'âpres désaccords, notamment sur le soutien du SWP à l'Iran contre l'Irak

dans les derniers stades de la première Guerre du Golfe en 1987-88. Les camarades de l'OSE découvraient dans la pratique que la ligne politique et l'expérience du SWP étaient pertinentes pour leur propre situation. Après avoir assisté à nos réunions internationales pendant plusieurs années, ils rejoignirent formellement la Tendance à la fin des années 1980. Leurs contributions aux discussions internes ont été régulièrement d'une grande importance pour la Tendance, de même que l'exemple de leurs succès.

Nous réussîmes, à la fin des années 80, une percée très importante au-delà des pays capitalistes avancés en entrant en contact avec des révolutionnaires sud-coréens. C'était largement accidentel – le fait qu'un Coréen étudiant la théologie en Californie au début des années 80 soit tombé sur des publications de Bookmarks (la maison d'édition du SWP – NdT). L'effondrement des régimes stalinien provoqua dans la gauche sud-coréenne, jusque-là fortement soudée au régime de Kim-Il-Sund au Nord, une crise profonde. Le coup d'Etat manqué de Moscou, en août 1991, joua un rôle décisif dans la décision de certains individus d'exception de construire un groupe basé sur la théorie du capitalisme d'Etat. Ils ont maintenu IS en Corée du Sud à travers des vagues successives de répression qui ont vu de nombreux camarades jetés en prison.

Hélas, pour des succès comme ceux de Grèce et de Corée du Sud, il y a eu plusieurs échecs. Nos discussions prolongées avec Sosyalist Isci en Turquie, par exemple, échouèrent finalement parce que nous étions incapables de briser l'emprise des traditions stalinien de la gauche turque sur certains individus clés qui, tout en souhaitant subjectivement rejeter le stalinisme, montraient l'influence de ces traditions dans leur pratique. Et il y a bien d'autres cas de groupes qui n'ont pas réussi à se développer au delà de petits cercles de discussion ou qui, après avoir semblé dépasser ce stade, sont retombés en arrière. L'accumulation primitive est un processus incertain : certaines firmes deviennent d'énormes multinationales, la plupart restent petites ou font faillite.

L'explication de ces échecs n'est pas d'ordre objectif – le SSK sud-coréen a été capable de construire dans des conditions désespérément difficiles. Ils ne sont pas non plus dus essentiellement à des erreurs commises par la Tendance collectivement ou par le SWP en tant que groupe dirigeant de la Tendance – bien que nous ayons fait notre compte d'erreurs. Notre expérience en Grande Bretagne ou celle d'organisations comme le SEK montre que tout dépend de l'existence d'un noyau dur d'individus enracinés dans la tradition révolutionnaire et ayant la détermination, l'énergie, la capacité et le dévouement pour construire une organisation, quel que soit le temps que cela prend et aussi dure que soit la situation. Lorsque ce noyau existe, il y a une chance raisonnable de succès. Lorsqu'il n'existe pas - et il n'existe pas de moyen simple ou artificiel de le créer – aussi prometteur que soit le contexte, le groupe ne se développera pas.

L'argumentation d'Alex montre que la construction du noyau vital nécessite une quantité de courage moral et, en particulier, de persévérance. Je ne doute pas que, si j'avais pu voyager, j'aurais pu davantage contribuer à ce processus. Jusqu'à un certain point, cela fait de moi un observateur passif, un spectateur – face au concept de Lénine d'une direction active, personnelle. Recevoir une lettre ou un coup de fil de camarades de l'étranger n'est pas la même chose que passer du temps avec eux face à face.

Je ressens de la frustration de n'avoir pu faire davantage. J'étais particulièrement vert de jalousie lorsque Chanie, Donny et des dizaines d'autres camarades partirent au Portugal en 1975, après le renversement du régime fasciste.

L'échec des discussions avec le PRP portugais

Le vieux régime fasciste portugais, après 44 ans de règne, fut renversé par les forces armées le 25 avril 1974. Cela venait essentiellement du fait que l'armée avait mené une guerre interminable aux peuples des colonies portugaises – l'Angola, le Mozambique, et la petite Guinée-Bissau. L'armée ne pouvait pas gagner la guerre, et le coût en était prohibitif. La moitié du budget du pays allait à la guerre coloniale. Le soulèvement des forces armées, le 25 avril, fut suivi par l'irruption des travailleurs sur la scène : une vague de grèves de masse accompagna l'effondrement du régime fasciste.

Des organisations portugaises, celle qui nous était la plus proche était le PRP. Des dizaines de camarades allèrent au Portugal essayer d'influencer ce parti. Hélas, cela s'avéra très difficile. L'organisation était un groupe très fermé de conspirateurs.

Il est vrai qu'il se proclamait partisan de la dictature du prolétariat et de l'auto-activité des travailleurs. Mais c'était une organisation guévariste, centrée sur la lutte armée menée par un petit groupe. Pendant un certain nombre d'années, le PRP-BR avait accompli des actions armées contre l'appareil fasciste et colonial, allant jusqu'à faire sauter une base de l'OTAN, détruisant des camions destinés aux guerres coloniales, et tentant de détruire des lignes électriques le Premier Mai 1973.

L'accent mis, correctement, par le PRP sur l'auto-activité du prolétariat était accompagné d'un manque de clarté sur les rapports entre le parti révolutionnaire et la classe ouvrière.

La lutte armée d'une petite organisation de quelques dizaines ou quelques centaines de membres n'a rien à voir avec l'auto-émancipation des travailleurs les armes à la main. Trotsky dirigea les millions d'hommes de l'Armée Rouge, jamais un groupe terroriste. Les guévaristes avaient beaucoup plus de points communs avec les blanquistes qu'avec les marxistes. Blanqui, le révolutionnaire français du XIXème siècle, ne faisait pas confiance aux ouvriers de la base et pensait qu'eux, la minorité, devait agir pour la majorité : « Nous accomplirons la tâche d'émancipation de la classe ouvrière ». Un exemple classique de blanquisme est la tentative de Blanqui, le 12 mai 1839, de renverser la monarchie à la tête de ses 1.200 hommes armés dans les rues de Paris. Sa proclamation de « gouvernement provisoire » disait :

Aux armes, citoyens !

L'heure fatale a sonné pour les oppresseurs...

Le gouvernement provisoire a choisi des hommes armés pour diriger la lutte.

Ces gens sont issus de vos rangs ; suivez-les – ils vous mèneront à la victoire.

En avant ! Vive la République !

Au début, le coup réussit. Il avait été, sur le plan technique, très bien préparé. Des édifices gouvernementaux cruciaux furent occupés. Mais toute l'opération avait été menée dans le plus grand secret. Aucune préparation politique n'avait été mise en oeuvre. La grande masse de la population laborieuse parisienne ne savait rien du plan de Blanqui. Ils ignoraient complètement, non seulement le plan technique, qui devait être secret, mais aussi les buts politiques et sociaux du mouvement. Ils restèrent inactifs. Le gouvernement réagit, fit appel à la troupe et le soulèvement fut écrasé. Ce n'était pas que les travailleurs parisiens de l'époque fussent incapables d'action révolutionnaire. Loin de là. En 1830, et à nouveau en 1848, ils renversèrent le régime. Mais, dans les deux cas, une fermentation politique dans leur sein avait précédé l'insurrection.

Du fait qu'en avril 1974 l'influence révolutionnaire était plus grande dans les forces armées que parmi les travailleurs, le PRP se tournait vers un groupe d'officiers subalternes organisés dans le Mouvement des Forces Armées (*Movimento das Forças Armadas* – MFA) pour mener l'action. Comme disait le délégué fraternel du PRP à la conférence annuelle d'IS en juin 1975 : « Certains officiers soutiennent ces slogans... pour des conseils révolutionnaires autonomes... les conseils ouvriront la voie à la dictature du prolétariat »⁵.

Cette déclaration est analogue à l'opinion des réformistes de gauche en ce qui concerne la bureaucratie syndicale. Bien sûr, il y a une différence entre dirigeants syndicaux de droite ou de gauche. Hugh Scanlon, le président de gauche de l'AEU dans les années 60 et 70, était différent de son successeur, le droitier Terry Duffy. Mais les socialistes révolutionnaires ne se fient à aucun bureaucrate pour mener la classe ouvrière dans sa lutte émancipatrice. Les soldats du rang de l'armée portugaise avaient encore moins de contrôle sur les officiers que les syndiqués n'en ont sur leurs permanents. S'imaginer que des officiers de l'armée peuvent amener le socialisme est une illusion élitiste encore plus fantaisiste que celle qui consiste à croire que des bureaucrates ou des parlementaires peuvent faire avancer la cause révolutionnaire.

Se concentrer sur les forces armées tout en négligeant la construction d'un parti révolutionnaire de masse parmi les travailleurs mettait la Révolution portugaise en grand danger. Comme je l'ai écrit en octobre 1975 :

La grande faiblesse du mouvement révolutionnaire est la différence de niveau entre les soldats et les travailleurs. Les travailleurs sont à la traîne des soldats... L'influence conservatrice du Parti communiste est incomparablement plus grande chez les travailleurs que chez les soldats. Cette différence ne peut se perpétuer. Si les travailleurs ne se hissent pas au niveau des soldats révolutionnaires, il y a grand danger que le niveau de conscience des soldats ne descende au niveau plus bas des travailleurs... Les soldats vont se fatiguer de marcher en avant eux-mêmes pour se saisir du pouvoir d'Etat. Une insurrection qui n'a pas le soutien de la masse des travailleurs n'aura pour eux aucun attrait⁶.

S'appuyer sur des officiers subalternes progressistes était une grave erreur. Un parti révolutionnaire de masse est testé quotidiennement dans la lutte. Les membres du parti et le parti dans son ensemble peuvent être jugés et trempés. Lénine, qui était destiné à conduire la seule insurrection prolétarienne de masse, expliquait comment l'organisation du parti révolutionnaire est intimement liée aux préparatifs d'une insurrection armée. Il écrivait en 1902 :

Qu'on se représente (...) une insurrection populaire. Tout le monde conviendra sans doute aujourd'hui que nous devons y songer et nous y préparer. Mais comment nous y préparer ? Vous ne voudriez tout de même pas qu'un Comité central désigne des agents dans toutes les localités pour préparer l'insurrection ? Si même nous avions un Comité central et qu'il prit cette mesure, il n'obtiendrait rien dans les conditions actuelles de la Russie. Au contraire, un réseau d'agents qui se serait formé lui-même en travaillant à la création et à la diffusion d'un journal commun, ne devrait pas « attendre les bras croisés » le mot d'ordre d'insurrection ; il accomplirait justement une œuvre régulière, qui lui garantirait en cas d'insurrection le plus de chances de succès. Œuvre qui renforcerait les liens avec les masses ouvrières les plus profondes et toutes les couches de la population mécontentes de l'autocratie, ce qui est si important pour l'insurrection. C'est en faisant ce travail qu'on apprendrait à apprécier exactement la situation politique générale, et, par suite, à bien choisir le moment favorable pour l'insurrection. C'est cette action qui apprendrait à toutes les organisations locales à réagir simultanément en face des problèmes, incidents ou événements politiques qui passionnent toute la Russie ; à répondre à ces « événements » de la façon la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle possible. Car, au fond, l'insurrection est la « riposte » la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle faite par le peuple entier au gouvernement. Cette action précisément qui apprendrait à toutes les organisations révolutionnaires, sur tous les points de la Russie, à entretenir entre elles les relations les plus régulières et en même temps les plus clandestines, relations qui créent l'unité effective du Parti et sans lesquelles il est impossible de discuter ensemble du plan de l'insurrection et de prendre, à la veille de cette dernière, les mesures préparatoires nécessaires, qui doivent être tenues dans le plus strict secret. (V.I. Lénine, *Que faire ?* Œuvres complètes, Vol. 5, Moscou, 1965, pp. 529-530)⁷

Les écrits de Lénine sur le thème du parti révolutionnaire et de l'insurrection auraient dû être un manuel de bataille pour le PRP. Au lieu de cela, le PRP s'est fié au COPCON, un détachement spécial des forces armées utilisé régulièrement pour des besognes de sécurité intérieure, la section la plus radicalisée de l'armée. Le commandant du COPCON était le général Otelo de Carvalho. Le PRP avait de grandes illusions sur Carvalho, négligeant le fait qu'il avait éclaté en sanglots cinq ans plus tôt aux funérailles du dictateur fasciste Salazar.

Chris Harman écrit :

Le PRP donnait aux préparatifs techniques, militaires, de la révolution socialiste beaucoup plus d'importance qu'à la mobilisation politique des masses. Ses membres étaient de plus en plus concernés par le maniement d'armes, en même temps que son journal était, en 1975, tellement négligé qu'il ne paraissait qu'environ toutes les trois semaines – alors que les événements changeaient jour après jour, sinon heure par heure – et était écrit dans un style inaccessible à la plupart des militants ouvriers. Les dirigeants du parti faisaient plus d'efforts pour tenter d'influencer les officiers évoluant à gauche que pour soustraire les travailleurs à l'emprise des partis communiste et socialiste⁶.

Le PRP ne connut qu'une croissance minime entre avril 1974 et novembre 1975. Il resta une organisation de deux ou trois cents membres. Comparez ceci avec les efforts de Lénine pour construire un parti de masse pendant les révolutions de 1905 et de 1917. Au Troisième congrès, au printemps 1905, Lénine proposa une résolution invitant le parti à ouvrir largement ses portes aux travailleurs :

... qui devraient être mis en avant pour y jouer un rôle dirigeant, pour faire tous les efforts pour renforcer les liens entre le parti et les masses de la classe ouvrière en élevant des sections encore plus larges de prolétaires et de semi-prolétaires à une pleine conscience (socialiste révolutionnaire), en développant leur activité ... révolutionnaire, en faisant en sorte que le plus grand nombre possible de travailleurs capables de diriger le mouvement et les organisations du parti soient sélectionnés dans la masse de la classe ouvrière pour être membres des centres locaux et du centre du parti dans son ensemble à travers la création d'un nombre maximum d'organisations ouvrières adhérentes de notre parti, en faisant en sorte que les organisations de la classe ouvrière réticentes ou dans l'impossibilité de rejoindre le parti lui soient au moins associées⁹.

Et le Parti bolchevik se développa massivement. En 1907, il avait 46.143 membres. Pendant la Révolution de 1917, les effectifs connurent une expansion encore plus rapide. Ainsi, par exemple, à Saratov, début mars il y avait 60 membres du parti, à la fin de juillet 3.000 ; à Kiev, les chiffres correspondants sont de 200 et 4.000 ; à Ekaterinbourg, 40 et 2.800 ; à Moscou, 600 et 15.000 ; à Petrograd, 2.000 et 36.000.

Le journal révolutionnaire joua un rôle crucial dans la construction de l'organisation et l'accroissement de son influence dans la classe. Le 4 avril 1912 eut lieu le massacre de la Léna, suivi par une montée massive des luttes de la classe ouvrière. Le 22 avril, les bolcheviks lancèrent leur quotidien, la *Pravda*. Avant la publication de ce journal, ils avaient un hebdomadaire, *Zvezda*, qui très souvent sortait deux ou trois fois par semaine. Lorsque la Première Guerre mondiale éclata, les autorités tsaristes interdirent le journal. Lors de la Révolution de Février, les bolcheviks refirent paraître la *Pravda*, avec en plus un journal pour les forces armées, *Soldatskaïa Pravda*. Comparez cela avec l'attitude cavalière du PRP envers son propre journal, *Revolução*. Formellement, c'était un hebdomadaire, mais, comme on l'a dit, il paraissait bien moins souvent, et cela au beau milieu d'une révolution.

La Révolution portugaise se termina en défaite. Le 24 novembre 1975, Otelo de Carvalho fut démis de son commandement de la région militaire de Lisbonne, un coup non dissimulé contre la gauche. Le 25 novembre, les paras prirent le contrôle de cinq casernes dans la zone de Lisbonne, pendant que d'autres troupes fidèles au gouvernement prenaient le contrôle des stations de radio et de télévision. Cette attaque de la droite ne rencontra pas de résistance sérieuse.

Un révolutionnaire portugais expliquait, deux jours plus tard, pourquoi il y avait eu si peu de résistance :

Il n'y avait aucune coordination, aucune véritable coordination... Un policier militaire me dit que ces soldats étaient préparés et organisés pour une insurrection, pour la révolution socialiste. Dès que les deux commandants disparurent, ils ne savaient plus quoi faire. Il n'y avait personne pour donner des ordres. Même si les soldats refusaient la discipline militaires, ils ne connaissaient aucune autre façon de fonctionner.

Dans les casernes de l'artillerie légère les soldats voulaient faire quelque chose, mais ils n'avaient pas de direction militaire – leur commandant s'était rendu.

Les soi-disant officiers révolutionnaires n'existent plus¹⁰.

Chris Harman écrit :

La gauche révolutionnaire voulait bien résister à la droite, mais elle ne savait pas comment s'y prendre... Son obsession sur l'aspect purement militaire des choses aboutissait à ce qu'elle ne savait pas comment réagir... Les unités de gauche furent désarmées le 25 novembre parce que les travailleurs attendaient des forces armées qu'elles agissent à leur place, et à l'intérieur des forces armées les soldats de base se tournaient vers les officiers progressistes pour qu'ils donnent une direction¹¹.

Il est navrant que nous ne soyons pas parvenus à influencer le PRP. On m'a dit que le délégué du PRP à notre conférence était convaincu de la justesse de nos arguments. Hélas, il fut exclu de la direction lorsqu'il revint au Portugal. Nous n'avions pas de noyau de camarades portugais d'accord avec nous.

Même si j'étais déçu par notre échec, je n'étais pas vraiment surpris. Chanie, de retour du Portugal, me confia : « le PRP a plus de points communs avec l'IRA qu'avec nous ». Etant très sensible aux humeurs des gens, je fus impressionné par son jugement.

Linksrück – une success story

Si le Portugal représentait un échec des efforts du SWP pour exercer une influence internationale, l'Allemagne est l'exemple d'un certain succès. Au début des années 1990, de grandes potentialités s'ouvraient aux révolutionnaires dans ce pays. Il y eut des manifestations massives contre la Guerre du Golfe. Soumis à des pressions économiques croissantes, Kohl attaqua en 1992 le puissant syndicat du secteur public ÖTV et provoqua une grève générale de deux semaines, à laquelle prirent part 400.000 salariés. Pour tenter de circonvenir les troubles sociaux, la droite lança une campagne répugnante contre les demandeurs d'asile. Les effets en furent une terrible vague de meurtres nazis et la montée des fascistes du *Republikaner Partei*. A nouveau, le choc provoqua une réponse déterminée, en particulier dans la jeunesse. Plusieurs millions de personnes descendirent dans la rue pour protester contre la terreur raciste et le fascisme.

Pour le groupe IS allemand, le *Sozialistische Arbeitergruppe* (SAG), une phase d'énormes potentialités s'ouvrit. Pour la première fois depuis des décennies, les révolutionnaires pouvaient briser le mur qui les isolaient, eux et leurs idées, du reste de la société. Malheureusement le facteur subjectif n'était pas capable de se hisser au niveau des opportunités objectives. Depuis le début des années 70, le SAG était un petit groupe. Pendant la longue période de déclin, il s'était presque désintégré. Vers la fin des années 80, il s'était reconstruit jusqu'à compter une centaine de membres, essentiellement au moyen de la propagande théorique. Le SAG était un petit groupe, passif et sectaire.

Au début des années 1990, il devint clair que des changements drastiques étaient nécessaires pour se relier à la situation en cours. Une nouvelle génération descendait dans la rue et certains recherchaient une alternative socialiste combattante. Le SAG réussit à recruter un certain nombre d'individus dans ces mouvements. Mais plus les jeunes rejoignaient l'organisation, plus il était évident que beaucoup d'éléments de la vieille garde étaient un frein au développement d'une nouvelle couche de cadres. Au niveau local, ils voyaient les nouveaux camarades comme une menace contre leurs vieilles habitudes des années de recul, en même temps qu'ils s'opposaient à toute forme de direction déterminée au niveau national. Malheureusement, la direction nationale elle-même n'était pas prête à prendre parti. Au lieu de forcer les vieux cadres soit à s'adapter à la nouvelle combativité, soit à s'en aller, elle vacilla, hésita et tenta de modérer les conflits en cours.

L'effondrement des régimes staliniens en Europe de l'Est, y compris l'Allemagne de l'Est, m'amena à suivre ce qui se passait en Allemagne avec un intérêt plus intense. Lorsque 30.000 personnes quittèrent le SPD en réaction à l'acceptation par le parti d'un projet de loi raciste sur le droit d'asile, je décidai de passer à l'action.

Je tentai de convaincre la direction du SAG qu'elle devait briser avec l'isolement du groupe et construire un pont vers les jeunes socialistes. J'écrivis une lettre au fondateur et alors dirigeant du SAG, Volkhard Mosler, que je connaissais depuis 1966. Je mettais l'accent sur les crevasses qui s'étaient formées à l'intérieur du réformisme, et racontais l'histoire des premières années de IS en Grande Bretagne. Mais à part quelques tentatives sans enthousiasme, vite avortées, d'envoyer quelques camarades dans l'organisation de jeunesse du SPD – *Jungsozialisten* (Jusos) à Munich, la direction ne fit montre d'aucune initiative.

Il était clair pour moi que la passivité du SAG avait mené à son isolement et que l'isolement aggravait la passivité. Pour briser le cercle vicieux, il était nécessaire de franchir une étape décisive pour impliquer les camarades dans la jeunesse. Je fis le choix de *Marxism 1993* (notre semaine annuelle de discussions et de débats à Londres) pour passer à l'offensive.

Ayant perdu toute confiance dans la vieille direction du SAG, je me mis à la recherche d'une alternative et la trouvai dans la personne d'Ahmed Shah, qui avait rejoint le SWP au début des années 80 et s'était installé à Hambourg en 1988. Comme il était rentré récemment à la direction nationale du SAG, je vis la chance de construire une nouvelle direction autour de lui. Ahmed et quatre autres jeunes membres du SAG rejoignirent les Jusos en été 1993 et commencèrent à mettre en place une structure organisationnelle indépendante du SAG.

J'étais en contact très étroit avec Ahmed. Il est dur, mais pas rigide, observateur des changements dans la situation sans être empirique, adaptable sans être opportuniste. C'est vraiment un excellent jeune dirigeant. Bien sûr, il fait des erreurs, mais il les corrige très vite, sans faire d'histoires. En lui parlant, je me sentais capable de saisir la situation en Allemagne, et les forces et les faiblesses du nouveau groupe jeune. Ne pas être Allemand, en quelque sorte un outsider, encourageait Ahmed à voir les éléments essentiels. Plus la situation est compliquée, plus il est nécessaire de voir les chaînons clés dans la chaîne des événements, et Ahmed fait cela très bien.

Florian Kirner, rédacteur en chef du journal *Linksrück*, décrit certains développements initiaux :

Désormais, nous devons nous tenir sur nos propres jambes, hors du SAG et dans un environnement totalement nouveau. Le camp réformiste ! Surmonter l'isolement sectaire, caractéristique non seulement du SAG mais de la masse de la gauche révolutionnaire en Allemagne, était maintenant une question de survie. C'était d'autant plus le cas que nos cinq membres initiaux devaient œuvrer dans une organisation de 135.000 membres officiels (comptant tous les adhérents du SPD en dessous de 35 ans comme Jusos) et quelque chose comme 8 à 10.000 militants actifs.

Pour attirer du monde autour de nous, nous lançâmes un journal appelé *Linksrück* (vers la gauche). Sur le plan formel, les premiers numéros n'étaient pas très impressionnants. Le nombre de fautes d'orthographe était considérable, et la maquette totalement dilettante. Loin de le décevoir, le dilettantisme semblait satisfaire Cliff. C'était une rupture avec la routine passive des dernières années, et cela créait une atmosphère autour du journal de tribune de jeunes rebelles militants. Et ce n'était pas de la fiction ! Tout le monde pouvait écrire dans le journal. Un certain nombre de « vrais » Jusos étaient invités à le faire, et les articles contenaient souvent des idées politiques plus proches de celles du SPD que de la ligne d'IS. De

vrais débats se développaient autour du journal et de nos activités. Et les entristes des *Jusos* avaient pour la première fois à défendre leurs idées contre des critiques réformistes expérimentés, tout en cherchant à convaincre les jeunes éléments porteurs d'idées de gauche confuses. La connexion entre Cliff et Ahmed était dans cette partie un facteur crucial.

Comme première base opérationnelle à l'intérieur des *Jusos* nous créâmes «*Arbeitskreise gegen Rechts* » (cercles ouvriers contre l'extrême droite) à Hambourg, Munich et Berlin. Du fait de nos diverses activités contre les nazis, nous développâmes une réputation de bons militants dévoués. Mais il y avait un effort permanent pour étendre le nombre des domaines d'activité : de l'antifascisme à l'antimilitarisme, à la question des coupes dans les budgets sociaux, en passant par les questions internationales, etc.

Nous commençons à attirer une couche de militants autour de nous et Volkhard se laissa persuader d'envoyer 25 camarades de plus du SAG au Projet *Linksrück*, rendant possible la création de cellules de *Linksrück* dans des endroits comme Francfort et Cologne.

Une routine se développa dans nos cellules autour de la vente du journal, ce qui forma de nouveaux cadres pour amener les comités de branche nouvellement créés à installer une habitude de discipline.

Après avoir formé Ahmed avec succès, Cliff commença à rechercher davantage de contacts avec les gens autour d'Ahmed afin de créer une direction collective.

A partir de là, il est difficile de se faire une idée exacte de la contribution de Cliff. Il faisait tellement partie de la direction, il prenait un intérêt si étroit à tous les détails de notre travail, et s'impliquait avec une telle énergie dans nos débats, que sa plaisanterie récurrente selon laquelle il était « un membre secret de la direction de la coordination fédérale » était souvent proche de la réalité. Pour comprendre pourquoi cette forte intervention de l'extérieur n'a pas développé un sentiment de dépendance dans la jeune direction allemande, il est important de voir comment Cliff intervenait. Nous n'avions jamais le sentiment d'être poussés à prendre une décision. Il nous racontait la bonne histoire au bon moment. Mais c'était toujours notre organisation, nos décisions et nos expériences, que Cliff semblait modifier, approfondir ou interpréter. Il canalisait notre expérience, nos analyses et nos idées dans la bonne direction. Ce n'était jamais comme s'il était le professeur et nous ses étudiants. Sa détermination à apprendre de nous et de notre vécu était toujours apparente. Bien sûr, le rôle de Cliff était absolument crucial, mais c'était une relation dialectique, dans les deux sens, et non dans le sens unique de commander et obéir.

L'émergence d'une véritable direction nationale dans les années 1997-98 eut lieu dans un contexte de tensions sociales et politiques croissantes. La bataille décisive contre le gouvernement Kohl avait commencé.

Après la victoire électorale des conservateurs en Hesse, les patrons poussaient à une offensive dure contre les syndicats. Kohl introduisit le « *Sparpaket* », un ensemble de coupes sévères dans la protection sociale. C'était le commencement de la fin du règne de Kohl. Cela créa aussi une vague qui apporta une vraie croissance de *Linksrück*.

Déjà, en mai 1996, les syndicats avaient organisé un certain nombre de manifestations. Lorsque le vote sur le « *Sparpaket* » fut à l'ordre du jour, il y eut une manifestation nationale à Bonn le 15 juin. A cette époque *Linksrück* avait déjà commencé à grandir. Le 15 juin, nous livrâmes notre première bataille en tant qu'organisation nationale.

Pendant que 350.000 travailleurs descendaient dans les rues de Bonn, *Linksrück* réussit à mobiliser 450 membres et sympathisants. Dans une opération épuisante atteignant un niveau logistique qui nous était inconnu jusque-là, nous vendîmes 2.000 journaux dont la première page appelait à des grèves de masse contre les coupes budgétaires.

Nous avons commencé à entrer en contact avec des salariés. Ce que nous avons vécu avant les manifestations de Bonn mena à des grands débats à tous les niveaux de l'organisation sur la nature de la situation en cours.

L'intensification de la lutte des classes, la crise de la politique réformiste et le développement d'une nouvelle génération de militants étaient désormais inscrits dans l'approche de l'organisation.

En même temps que tout ceci se produisait, nous étions vus et nous voyions nous-mêmes comme *Jusos*, nous appelant dès lors « le courant révolutionnaire dans les *Jusos* ». Mais avec chaque étape réussie dans le monde extérieur, nous mettions plus de poids sur notre jambe indépendante en tant que *Linksrück* et moins sur la jambe *Juso*. C'était aussi le résultat de la pression de l'autre côté, car la bureaucratie des *Jusos* était de plus en plus mécontente de *Linksrück*. Le fait que les *Jusos* prirent une décision nationale excluant *Linksrück* des sections étudiantes rendit nécessaire la constitution de structures de *Linksrück* dans ce milieu. En termes financiers, *Linksrück* avait toujours été indépendant des *Jusos*.

Après la crise de l'été 1996, *Linksrück* commença à vivre une réelle croissance. Le « *Sparpaket* », qui ne put être battu au parlement, provoqua des troubles sociaux massifs en octobre, alors que les employeurs tentaient de réduire les indemnités maladie. Après une grève de trois jours d'IG Metall dans les usines Daimler à Stuttgart, l'offensive des employeurs fut repoussée.

A partir de là le gouvernement Kohl fut paralysé. Il était trop faible pour imposer des coupes substantielles. Chaque offensive de la droite était contrée par une résistance confiante et hargneuse. Les sidérurgistes, les salariés du bâtiment et les mineurs se mirent en grève au cours de 1997. Une manifestation nazie le 1^{er} mars à Munich fut stoppée par un barrage de 25.000 personnes ; des dizaines de milliers de personnes tentèrent d'empêcher des transports de produits nucléaires.

Linksrück participait à toutes les luttes qui étaient à notre portée. La présence de pancartes *Linksrück* dans toutes les manifestations faisait de nous la plus visible des organisations de gauche. Apprenant de notre incapacité à retenir les contacts de l'été 1996, nous regardâmes de plus près le fonctionnement de nos cellules. Une série de meetings nationaux marquant le 80^e anniversaire de la Révolution d'Octobre en 1997 permit aux cellules de faire face convenablement à l'afflux de nouveaux membres. Nous publiâmes *In Defence of October*, de John Rees, vendant 500 exemplaires.

La croissance était visible dans le fait que le tirage du journal passa de 300 au départ à 3.500. Les effectifs atteignirent 500 après les meetings sur Octobre en novembre 1997. Peu après de nouvelles opportunités apparurent. Durant l'hiver 1997-1998 la plus grande grève étudiante de l'histoire allemande éclata. Débutant dans la petite ville de Giessen, le mouvement se répandit en quelques semaines à toute l'Allemagne. Des dizaines de milliers d'étudiants manifestèrent.

Linksrück n'était pas spécialement implanté dans les universités. Mais nous avions une organisation centralisée, essentiellement composée de lycéens, que nous pouvions lancer dans les universités, et au moins les débuts d'un travail étudiant.

Les six mois suivants connurent une véritable montée de *Linksrück*. La grève étudiante fit de nous de loin la plus visible organisation révolutionnaire. Dans certains endroits les camarades purent jouer un rôle crucial dans les grèves. Et quand plusieurs milliers d'étudiants occupèrent la zone interdite autour du Bundestag de Bonn dans une manifestation nationale au début de 1998, ils portaient une forêt de pancartes *Linksrück*.

Nous lançâmes le slogan « *Millionäre besteuern* » ('Taxez les millionnaires') et développâmes un profil d'orientation sur la question sociale et la classe ouvrière. Nous recrutâmes 85 personnes pendant les grèves. Une autre série de meetings suivirent la fin de la grève, sur le thème « Le marxisme est-il encore valable ? » qui attira 750 personnes nationalement. *Linksrück* continua à grandir à l'approche des *Rosa-Luxemburg Tage* (Journées Rosa Luxemburg – similaire à *Marxism* pour le SWP) à Francfort, où nous attirâmes 940 personnes, en recrutant une centaine pendant les 4 jours. Après les *Rosa-Luxemburg Tage* 1998, *Linksrück* avait 800 membres, le tirage du journal atteignait 5.000 exemplaires, pour ne pas parler de la confiance.

Pour résumer, lorsque le projet *Linksrück* a démarré, il y avait 5 membres à *Linksrück* et sur le papier 200 dans la SAG. Cinq ans plus tard, en mai 1999, *Linksrück* atteignit 1.075 membres. Le tirage du journal passa de 300 en 1994 à 6.000 en 1999. La direction nationale passa d'une direction monocéphale en la personne d'Ahmed Shah à un centre de 15 personnes, dont un certain nombre de permanents. La maison d'édition a été capable de publier des pavés comme le livre de 400 pages de Chris Harman, *La révolution perdue : Allemagne 1918-1923*.

Un regard à la liste des cellules en dit plus sur les véritables changements. La SAG n'avait jamais eu plus d'une cellule par ville. *Linksrück* a aujourd'hui cinq cellules à Hambourg, Munich et Francfort, quatre à Berlin et deux à Freiburg et Cologne – sans parler des cellules universitaires. Ce qui en soi démontre le développement d'un cadre confiant. La composition sociale de l'organisation est également transformée. Composé au début uniquement de lycéens, le groupe comptait, parmi les délégués à notre congrès de 1999, 44% d'étudiants et 14% de salariés.

D'une certaine façon, le succès de *Linksrück* me frustra encore plus de ne pas avoir de passeport. Si j'en avais eu un, j'aurais pu, par exemple, aller à Paris un jour ou deux chaque mois. J'aurais pu, sur une période de cinq ou six mois, donner un coup de main aux camarades français, le coût du voyage de Londres à Paris étant à peu près le même qu'entre Londres et Glasgow.

Il faut que je me contrôle si je ne veux pas devenir un vieillard grincheux.

'Ni Washington ni Moscou mais le socialisme international'

C'est là le slogan qui a résumé notre position en tant qu'organisation tout au long de notre existence depuis les débuts en 1950. Pendant longtemps, il a servi de guide à l'activité, essentiellement en Angleterre pour le SWP. Mais aujourd'hui il acquiert une portée plus générale.

L'année 1989 a vu se produire le tremblement de terre le plus massif dans l'ordre social et politique en Europe de l'Est, à une échelle comparable à 1848 et 1917.

Pratiquement tout le monde a vu dans l'effondrement du stalinisme la fin du socialisme. La presse capitaliste avait toujours identifié la Russie avec le socialisme, avec le communisme. En parallèle, la gauche tout entière faisait de même. Et pas seulement les partis stalinien, mais aussi la gauche travailliste en Grande Bretagne. Même les trotskystes « orthodoxes » considéraient le stalinisme comme une forme transitoire entre le capitalisme et le socialisme.

En août 1989, le célèbre Francis Fukuyama, conseiller du Département d'Etat US, déclarait que la chute du bloc soviétique signifiait « la fin de l'histoire » et « la victoire incontestable du libéralisme économique et politique ». Enfin, le rêve américain se réalisait. Hélas, avant que l'encre de l'article de Fukuyama ne soit sèche, l'histoire montrait qu'elle avait plus d'un tour dans son sac.

D'abord, les impérialismes américain et anglais, accompagnés de leurs alliés et satellites, se mettaient à bombarder l'Irak. Saddam Hussein, le tyran créé par l'impérialisme anglo-américain, était devenu leur cible. En 1963, le parti de Saddam Hussein, le Baas, avait renversé Abdul Kassim, l'homme qui, en 1958, avait débarrassé le pays de la monarchie imposée par les Britanniques. Le coup d'Etat aboutit au massacre de 30.000 communistes. En 1974, Saddam Hussein déclencha contre les Kurdes, dans le nord du pays, une guerre qui continue aujourd'hui. Lorsqu'il utilisa ses armes chimiques contre des villages kurdes, la presse occidentale regarda ailleurs. En février 1977, son armée massacra des musulmans chi'ites dans le sud du pays. En 1980, il franchissait la frontière iranienne dans ce qu'on appelé la Première Guerre du Golfe. Pendant les huit années de cette guerre, les Américains et les Britanniques ont soutenu Saddam.

En 1990, la créature qu'ils avaient suscitée commença à agir d'une façon qui mettait en danger les intérêts de son maître : il envoya son armée occuper le Koweït, menaçant ainsi les intérêts pétroliers occidentaux. Une attaque massive sur l'Irak, dirigée par les Etats-Unis, s'ensuivit. Il semble que ni Saddam Hussein, ni le président américain, ni le premier ministre du Royaume-Uni n'avaient lu Francis Fukuyama.

Fukuyama ne nous promettait pas seulement un monde sans guerre, mais aussi un univers délivré des crises économiques. Apparemment, ceux qui président aux destinées du capitalisme mondial n'avaient, eux non plus, pas lu cette partie de l'essai de Fukuyama. Une longue récession planétaire s'installa peu après sa publication. Il n'est donc pas surprenant que depuis 1998 se soient produits des événements encore plus graves : l'effondrement des tigres économiques asiatiques, tant admirés et loués deux ans auparavant par Tony Blair et Peter Mandelson ; la ruine de l'économie russe, et la profonde récession de la seconde économie mondiale – le Japon.

Mais Fukuyama et les autres porte-parole du capitalisme mondial n'étaient pas les seuls à déclarer que 1989 représentait la fin du socialisme et du communisme. En février 1990, Eric Hobsbawm, gourou attitré du Parti communiste britannique pendant des décennies, dut répondre à la question suivante : « Il semble qu'en Union Soviétique les ouvriers soient en train de renverser l'Etat ouvrier. » Il dit : « Il est évident que ce n'était pas un Etat ouvrier, personne en Union Soviétique n'a jamais cru que c'était un Etat ouvrier, et les ouvriers savaient que ce n'était pas un Etat ouvrier »¹². Pourquoi Hobsbawm ne nous a-t-il pas dit cela il y a cinquante ans, ou même vingt ?

Nina Temple, secrétaire générale du BCP, déclarait à la même époque : « Je pense que le SWP avait raison, les trotskystes avaient raison de dire que l'Europe de l'Est n'était pas le socialisme. Et je pense que nous aurions dû le dire depuis longtemps ». En lisant la déclaration de Nina Temple, on ne peut s'empêcher de se demander ce qui se passerait si le pape déclarait que dieu n'existe pas ? Comment l'église catholique survivrait-elle ?

Bon, je ne sais pas si le pape croit vraiment en dieu, mais nous savons que le dirigeant du plus grand parti communiste d'Occident – Massimo D'Alema, premier ministre et secrétaire général du PCI, qui s'appelle désormais Parti de la Gauche Démocratique (PDS) – est plein d'admiration pour le pape. Le 8 janvier 1999, il était reçu en audience au Vatican. L'agence Reuters raconte : « Il s'adressa au pape en l'appelant 'Saint Père', s'inclinant respectueusement devant le dirigeant du milliard de catholiques que compte le monde... D'Alema, qui a l'habitude de présider les meetings les plus imposants d'Europe, reconnut plus tard qu'il s'était senti petit et intimidé devant le pape. « Je dois admettre que j'ai ressenti une grande émotion. Je suis arrivé très tendu mais la tension s'est dissipée du fait du sens extraordinaire qu'a le Saint Père du contact humain direct, » a dit D'Alema aux journalistes »¹³. Tout ceci à propos du pape Jean-Paul, qui a couvert la collaboration de l'église catholique avec l'Allemagne nazie pendant l'extermination des Juifs ! Le comportement de Massimo D'Alema, aussi bien que les mots de Hobsbawm et de Temple, constituent une claire démonstration de la faillite totale de l'idéologie stalinienne.

Dans le monde entier, les partis sociaux démocrates furent également ébranlés par les événements d'Europe de l'Est. Comme eux, les centristes de gauche aussi bien que les trotskystes orthodoxes considéraient la Russie comme communiste, socialiste, ou tout au moins porteuse de certains éléments de ces systèmes.

A l'inverse de tous ces courants, ceux d'entre nous qui déclaraient que la Russie était capitaliste d'Etat, et ce bien avant la chute du régime stalinien, établissaient une tête de pont vers l'avenir et préservaient la tradition marxiste authentique, celle du socialisme par en bas.

Bien sûr, il aurait été plus facile de se laisser porter par le courant. Les idées dominantes sont influencées par le capitalisme, et ce n'est que dans les crises révolutionnaires que nos idées sont massivement acceptées. Mais ce n'est qu'en construisant et en organisant la minorité qui comprend le capitalisme et qui veut le combattre qu'une issue positive peut être apportée à la crise révolutionnaire. Nous avons vu à de nombreuses reprises (par exemple en Espagne en 1936-39, au Chili en 1973, ou au Portugal en 1974) que sans parti révolutionnaire le capitalisme surmonte la crise révolutionnaire et remet en selle son régime d'exploitation.

En conclusion

Les biographies politiques peuvent avoir un intérêt dans la mesure où elles montrent la continuité et le changement entre le commencement de l'histoire et la fin. Il y a une énorme différence et en même temps une continuité entre ma rébellion, à l'âge de 14 ans, contre le fait que les enfants arabes n'étaient pas acceptés dans ma classe, et mon attitude envers l'oppression nationale et sociale dans les années 1990.

Ce n'est qu'avec la mort que le changement s'arrête. Bien sûr, un groupe humain peut mourir intellectuellement tout en continuant à exister physiquement. C'est le sort de toutes les sectes dogmatiques qui mettent l'accent sur ce qui les

différencie des autres. A l'inverse, comme dit Marx, le communiste privilégie ce qui est commun entre lui et le mouvement de masse. Le revers de la médaille du sectarisme est l'opportunisme, l'adaptation au niveau du mouvement, sans s'efforcer à l'aider à aller de l'avant.

La vraie difficulté, dans une biographie politique, c'est de savoir où s'arrêter. Quand j'ai écrit mes biographies de Lénine et de Trotsky, c'était évident : à leur mort. Même si Lénine n'a jamais envisagé d'écrire son autobiographie, ses *Œuvres complètes* sont la somme des actions et des pensées de toute sa vie politique. Mais une autobiographie ne peut pas s'arrêter à la mort de son auteur. De plus, si la biographie est l'élément d'une polémique pour défendre un individu contre la calomnie, il y a aussi un point d'arrêt naturel de la biographie. Trotsky a été contraint d'écrire son autobiographie, *Ma vie*, par la monstrueuse campagne de calomnie orchestrée par les staliniens.

La présente autobiographie n'est pas motivée par les mêmes considérations. Elle tente de montrer la continuité et le changement sur six décennies d'activité révolutionnaire, qui m'ont vu engagé dans une grande variété de situations, y compris dans les différents pays où j'étais actif.

Lorsque je suis devenu trotskyste, le trotskysme était un petit groupe marginal et le stalinisme paraissait omnipotent. Aujourd'hui nos perspectives sont grandes ouvertes tandis que le stalinisme connaît un processus de désintégration, sinon d'agonie. Si j'avais fini le livre sur l'année 1974, alors que la courbe des luttes était ascendante, le livre entier aurait eu une apogée évidente : UCS et 200 usines occupées, les Cinq de Pentonville libérés par une grève nationale des dockers, Fleet Street et les mécaniciens, la grève nationale des mineurs brisant la politique des revenus et faisant tomber le gouvernement conservateur. Si la fin avait été en 1985, le paysage n'aurait pas été moins clair, après la défaite catastrophique des mineurs.

Hélas, nous sommes à présent dans une situation très compliquée. Les plus importants écrits de Lénine sont situés dans des périodes de marées montantes et descendantes de la lutte des classes, et c'était aussi notre thème principal : (1) décrire et analyser la situation objective ; (2) ce que doit faire la classe confrontée à cette situation ; (3) ce que devraient faire les révolutionnaires lorsque pour eux l'objet n'est pas seulement les conditions économiques, sociales et politiques du moment, mais aussi la conscience et l'organisation des travailleurs à ce moment.

Si vous lisez ce que nous avons écrit, disons en 1972, c'était essentiellement consacré à ce qu'il fallait faire. Refaire la même chose en 1985 n'aurait pas été suffisant. A cette époque, les besoins étaient différents. Bien sûr, il était nécessaire d'expliquer dans quel sens les mineurs devaient s'engager pour gagner en 1984-85. Mais il n'était pas moins important de répondre à la question de savoir pourquoi cela n'a pas eu lieu. Lancer le bon slogan n'est pas suffisant. Cela frustre les révolutionnaires, parce qu'ils disent : « Nous avons tout fait correctement. Nous avons analysé la situation correctement. Nous avons lancé les bons slogans. » Mais ce qu'il ne faut jamais oublier, c'est qu'il n'est seulement important d'avoir les bons slogans, il faut aussi les transformer en action. Le nombre de fois où le *Workers Revolutionary Party* (l'équivalent britannique du PT français, NdT) et ses prédécesseurs ont appelé à la grève générale est proprement stupéfiant. Mais il n'a jamais réussi à se relier à des grèves réelles, qui sont plus petites et sous l'influence de la bureaucratie syndicale.

Le même besoin de comprendre la réalité dans toute sa complexité plutôt que comme une abstraction stérile s'applique à la relation entre la base des syndicats et la bureaucratie. Même là, il n'y a pas d'abîme clairement délimité. Il y a une différence, mais il y a aussi un pont entre eux.

Et le délégué d'usine permanent syndical ? Bien sûr, il est plus proche de la base que le secrétaire général du syndicat, dont le poste est garanti à vie. Mais il demeure une courroie de transmission entre la bureaucratie et la base. Beaucoup de shop stewards, qui sont au travail, sont souvent influencés par une attitude bureaucratique – substitution à la base, méfiance de la base. Leur expérience semble leur indiquer que les travailleurs sont passifs dans leur majorité. J'ai entendu le même refrain des milliers de fois : « Tu ne connais pas les gars de chez nous. Ils sont apathiques. Ils ne pensent qu'à eux ». Personne ne m'a jamais dit : « Tu ne me connais pas. Je suis apathique. Je ne pense qu'à moi ». L'apathie est largement répandue, mais sa signification n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Cela peut venir de ce que les salariés sont tellement contents de leur sort qu'ils se disent : « Tout va bien, Jack ». Elle peut aussi être le résultat d'exactement le contraire – un sentiment d'impuissance. « Je suis impuissant, il n'y a rien à faire ». Lord Acton a écrit : « Le pouvoir corrompt, et le pouvoir absolu corrompt absolument », mais je pense qu'il serait plus correct de dire : « Le pouvoir corrompt, mais le manque de pouvoir corrompt absolument. Je ne peux rien faire pour changer ma vie, alors je capitule devant l'apathie ».

Comme nous ne sommes pas dans la période glorieuse des années 1970, ni sous les coups de matraque du Thatcherisme, la situation est beaucoup plus compliquée, et personne ne peut prédire comment les choses vont tourner. Nous avons besoin d'analyser la situation internationalement et nationalement. Nous devons brandir des slogans corrects, qui conviennent à la situation. En même temps, nous devons expliquer sans relâche comment la bureaucratie syndicale et la direction du Labour empêchent le passage à l'action. Ce qui n'est en soi pas suffisant, car susceptible de se transformer en excuse pour la passivité. Nous devons également proposer les différents niveaux d'activité qui sont possibles en connexion avec les slogans généraux mis en avant. Après avoir considéré le vaste paysage de la base économique de la société, il faut se pencher sur la superstructure – les rapports politiques, et finalement la situation idéologique.

Le gouvernement Blair a créé pour nous un large espace. Il a porté si loin la droite du Parti travailliste que des millions de personnes sont furieuses de sa passion pour les riches, de ses attaques sur les mères célibataires, les handicapés et les étudiants, et de la maigreur du salaire minimum. Il y a de grandes opportunités de recrutement pour le SWP, et les rapports que nous recevons actuellement à cet égard sont très encourageants. Ce qu'il faut, c'est mener la bataille idéologique contre le marché, contre le capitalisme, aiguïser les arguments en faveur du changement révolutionnaire et contre la faillite du réformisme qui capitule à tout bout de champ devant le capitalisme. Mais nous devons marcher sur

nos deux jambes, projetant la grande image dans la bataille idéologique et se reliant à toutes les luttes des travailleurs, aussi limitées soient-elles.

La contradiction dans la base économique de la société se reflète dans les contradictions au niveau des idées chez les travailleurs. Dans des circonstances « normales », la pensée des salariés est pétrie de contradictions. Ils considèrent de « bon sens » que les profits sont nécessaires ; s'il n'y a pas de profits il n'y a pas d'emplois. En même temps, il y a un autre conflit. « Bien sûr, il faut des profits, mais mon patron exagère. Ses profits sont trop élevés, et nos salaires sont trop bas. C'est une question de bon sens qu'un patron a le droit d'embaucher et de licencier, mais l'insécurité de l'emploi chez nous me met en rage ». Les travailleurs peuvent à la fois accepter le capitalisme et rejeter la façon dont le système fonctionne en pratique.

Si l'on se borne à argumenter contre le capitalisme sans se relier aux travailleurs qui résistent aux patrons mais qui acceptent le système comme étant « de bon sens », on se voue à ne rien faire et à ne pas être pris au sérieux.

Si on se relie à la résistance des travailleurs aux patrons sans se livrer à une critique basique du capitalisme, on est piégé dans « l'économisme » et l'opportunisme. La ligne entre les deux déviations est très étroite. Un révolutionnaire ne devrait pas dire : « Nous devons choisir entre l'action et la discussion ». Au contraire, nous devons combiner action et argumentation. En dernière analyse, les contradictions dans la matière grise, dans le cerveau du travailleur, sont subordonnées aux contradictions à l'œuvre dans le monde matériel.

Après avoir considéré tous les aspects de la société, la grande image, on ne peut s'arrêter là, parce que cela peut mener à la passivité complète, faisant de nous de simples commentateurs des événements. Il faut insérer chaque lutte dans la grande image, mais se relier à toutes les luttes.

Je suis marxiste, léniniste, trotskyste depuis 66 ans. Le marxisme n'a pas cessé de se développer à la mort de Marx en 1883, ou à celle de Rosa Luxemburg en 1919, de Lénine en 1924 ou de Trotsky en 1940. Le marxisme procède à des généralisations sur la base de l'expérience historique internationale de la classe ouvrière, et cette expérience est cumulative.

En abordant une question, un marxiste doit combiner une théorie générale, qui est la somme de l'expérience accumulée jusque là, avec le problème immédiat qu'il affronte. Pendant toute ma vie politique j'ai essayé d'être consistant là-dessus. J'ai mentionné que le premier essai sérieux qui soit sorti de ma plume, en 1935, était relatif à la question agraire en Egypte. Au cours de la rédaction, j'avais sur ma table une quantité d'études et de statistiques sur la situation des campagnes en Egypte, et tous les écrits de Lénine sur la question agraire dans la Russie tsariste. Si je n'avais pris en compte qu'un seul de ces deux éléments, j'aurais été en difficulté. Les informations factuelles peuvent mener à l'éclectisme et à l'impressionnisme. Lire les œuvres de Lénine relatives à la question agraire n'est pas suffisant en soi pour comprendre ce qui se passait en Egypte. Lorsque Lénine a écrit *Le développement du capitalisme en Russie* dans les années 1890, la Russie tsariste était très différente de l'Egypte des années 30. La combinaison des éléments empiriques et de la théorie générale me permit de me critiquer moi-même et de localiser les erreurs que j'avais pu faire.

Un autre chapitre de mon développement politique fut la théorie du capitalisme d'Etat. Là aussi, j'ai fait usage de la même méthode. J'ai rassemblé une grande quantité de matériel factuel sur l'état de l'économie, de la société et de la politique en Russie, en même temps que les classiques du marxisme sur la nature de l'Etat ouvrier, les lois de la dynamique de l'économie socialiste comparées à celles de l'économie capitaliste, etc. Il n'était pas suffisant de lire les classiques, même si c'était absolument vital. Ce n'était pas assez d'amasser des statistiques, ce qui était également crucial. Le premier cas aurait mené à un marxisme complètement abstrait, le second à être perdu dans une confusion de détails. Lorsqu'on traverse une épaisse forêt, on n'a pas seulement besoin d'une bonne boussole et d'une bonne carte, mais aussi d'une bonne vue et de bonnes jambes. Sans boussole et sans carte, on est perdu dans la forêt. Mais la boussole et la carte ne vous amèneront pas, à elles seules, de l'autre côté de la forêt.

A nouveau, lorsque j'en vins à la théorie de la révolution permanente déviée, même si la brochure est très courte (38 pages), cela m'a pris près de quatre ans pour la développer. Je passais de 40 à 50 heures par semaine à lire des traductions de la presse quotidienne chinoise, tout en lisant et relisant les écrits de Trotsky sur la révolution permanente, ceux sur la Chine pendant la révolution de 1925-1927 et ses écrits subséquents des années 30, plus le merveilleux livre de Harold Isaacs, *The Tragedy of the Chinese Revolution*. Le résultat de mes quatre années de recherches fut le volumineux *Mao's China*, publié en 1957, dont la brochure est un distillat.

C'est une caricature du marxisme que de penser qu'il se développe simplement en interprétant et réinterprétant les classiques. Je me souviens d'une nouvelle de Heinrich Heine intitulée *Le rêve du professeur Marx*. Heine ne se réfère pas à Karl Marx, à l'époque de la nouvelle Marx était à l'école maternelle. Quel est le rêve du professeur Marx ? Il voit un jardin, mais dans le jardin ce ne sont pas des fleurs qui poussent, mais des citations. Et quelle joie c'était de cueillir des citations dans une partie du jardin pour aller les planter dans une autre ! Là n'est pas la véritable signification du marxisme.

Je pense que dans les divers chapitres de mon activité politique j'ai essayé d'être consistant dans mon utilisation de la méthode marxiste. Bien sûr, j'ai fait des erreurs, mais il vaut mieux avoir raison dans les principes, même si des erreurs sont commises dans les faits, que l'inverse. Une poule aveugle picore parfois une graine et une poule douée d'une bonne vue picore parfois un caillou, mais il ne fait aucun doute que la seconde se portera mieux que la première. Si vous faites des erreurs tactiques mais que votre approche générale est correcte, vous pouvez corriger les erreurs. Inversement, si vous avez raison sur la tactique spécifique mais que votre approche générale est fautive, vous allez au devant de graves ennuis répétés.

En portant un regard rétrospectif sur mon activité depuis mon arrivée en Grande Bretagne, je ne suis pas mécontent du résultat. Cela peut paraître arrogant, mais je dois dire les choses comme je pense qu'elles sont. Marx a écrit : « Les communistes ne mentent jamais à la classe ».

Si, dans les années 1950, moi ou Chanie avions été renversés par le proverbial autobus, notre groupe aurait probablement cessé d'exister. Aujourd'hui, avec des milliers de membres dans le SWP, le parti survivra même si une catastrophe se produit dans le monde et nous affecte. Regardons l'histoire du parti bolchevik.

Le nombre total des bolcheviks en 1907 était de 46.143 (14). Dans le district de Moscou, en mai 1906, il y avait 5.320 bolcheviks. Hélas, la réaction sanglante décima le parti. Au milieu de 1908, les effectifs moscovites étaient tombés à 250, six mois plus tard 150. En 1910, l'organisation cessa d'exister, lorsque le secrétariat de district tomba entre les mains d'un certain Koukouchkine, agent de l'Okhrana, la police secrète tsariste.

En mai 1911, Lénine écrivait :

A présent, la véritable situation du parti est telle que presque partout des les localités il y a des groupes de travailleurs du parti informels et extrêmement réduits et des noyaux qui se réunissent régulièrement. Ils ne sont pas connectés les uns avec les autres. Ils voient rarement de la littérature¹⁴.

Mais le bolchevisme survécut, et après le massacre des mineurs d'or de la Léna le 4 avril 1912 il y eut un réveil massif du mouvement ouvrier. Six mille mineurs étaient en grève dans les champs aurifères de la Léna, situées dans une région de taïga à près de 2.000 kilomètres du chemin de fer sibérien. Un officier de gendarmerie fit ouvrir le feu sur la foule sans armes, et 500 personnes furent tuées ou blessées. En août 1913, Lénine estimait que les effectifs du parti se situaient entre 30.000 et 50.000 membres¹⁵. Cela dit, c'était probablement une exagération.

Même si nous connaissons une catastrophe de l'ordre de celle que les travailleurs russes ont subie en 1906, le SWP survivra. Non seulement nos effectifs sont bien plus importants que dans la première décennie de notre existence, mais la qualité des cadres, trempés et expérimentés, est bien meilleure de ce que nous avions au départ.

L'histoire de notre passé est importante pour les révolutionnaires britanniques, mais encore plus pour des révolutionnaires ailleurs, encore organisés dans des petits groupes. S'ils font face à la réalité, s'ils persévèrent, ne trompent ni eux-mêmes ni les autres, ils ont des chances de succès, parce que nous vivons à l'ère des révolutions.

Si le lecteur du présent ouvrage apprend quelque chose sur la méthode marxiste, et se trouve encouragé à faire face à de nouveaux problèmes, je suis plus que satisfait.

L'étude de la théorie marxiste et son développement est motivée par l'urgence qu'il y a à changer la société. Il y a une unité dialectique entre la théorie et la pratique de construction d'un parti révolutionnaire marxiste. James Connolly, le grand socialiste révolutionnaire irlandais, disait que les seuls prophètes d'aujourd'hui sont ceux qui façonnent l'avenir. Et l'avenir ne commence pas au prochain siècle, dans dix ans ou dans un an. Il commence ici et maintenant.

Socialisme ou barbarie

Je suis devenu révolutionnaire à l'âge pré-adolescent. Aujourd'hui, près de 70 ans plus tard, ma condition n'a pas changé, sauf que mes convictions se sont approfondies et renforcées. Nous vivons dans un monde affecté par des famines et des guerres, de terrible pauvreté au milieu de l'abondance. L'enfer sur terre, alors que le paradis y est possible. Les trois personnes les plus riches du monde possèdent autant que le revenu annuel de 600 millions d'êtres humains, ou des 43 pays les plus pauvres. Vingt millions d'enfants, estime-t-on, meurent annuellement par manque d'eau potable. Les profits d'un an de Bill Gates suffiraient à construire des puits et des canalisations garantissant un accès à l'eau potable pour tout le monde, partout.

Lorsque je suis devenu socialiste j'étais convaincu que les arguments en faveur du socialisme étaient si évidents, si puissants, que cela prendrait très peu de temps pour convaincre l'immense majorité de l'humanité de s'engager dans la lutte. Et si les millions que nous sommes aujourd'hui crachaient au visage de la minuscule minorité des parasites, ces derniers seraient emportés par le flot. Au cours des années, en étudiant l'histoire, j'en suis arrivé à me convaincre que ce n'est pas aussi simple que cela. La transition d'une société à une autre est très difficile et la route est semée d'embûches.

Lire un livre sur la transition de la féodalité au capitalisme peut prendre une demie heure ou une heure ; dans la réalité cela a pris plusieurs siècles. Il y a eu des siècles entre la Renaissance et la Révolution Française. L'histoire ne fait pas qu'avancer de l'avant. L'avancée idéologique de la Réforme a été suivie par la terriblement destructrice Guerre de Trente Ans (1618-48). L'humanité fait deux pas en avant et un pas en arrière, et parfois un pas en avant et deux pas en arrière. L'Allemagne de l'époque de Luther et Münzer était plus avancée qu'après la Guerre de Trente Ans, où près de la moitié de la population dut anéantir. Et l'Espagne du XI^e siècle était plus avancée que celle d'un demi-millénaire plus tard.

Nous vivons dans un siècle de guerres et de révolutions. Dans le siècle présent, les Etats-Unis ont à eux seuls été engagés dans près de 100 guerres, grandes et petites.

Pendant la période de rédaction de ce livre un exemple typique s'est produit. L'OTAN, menée par l'impérialisme américain, a lancé une guerre contre la Yougoslavie. Pour justifier cette attaque, Slobodan Milosevic a été décrit comme « le nouvel Hitler », en laissant de côté quelques petites différences. Ces dernières années, des manifestations énormes ont défilé contre Milosevic en Yougoslavie, même pendant les semaines de la guerre elle-même. Je ne me souviens pas que quelque chose de similaire se soit produit dans l'Allemagne nazie. Hitler était à la tête de la seconde puissance industrielle du monde, et ses énormes forces militaires occupaient pratiquement toute l'Europe. Milosevic n'a même pas réussi à imposer sa volonté aux petites nations de Yougoslavie qui se sont rebellées contre la Serbie – la Croatie, la Slovénie, la Bosnie et la Macédoine. Le budget militaire de la Serbie est égal à 1% de celui des Etats-Unis, ou 0,5% de celui des 19 alliés de l'OTAN. C'est là que nous voyons le requin de l'impérialisme US déclarer : « Vous avez vu cette sardine ? Elle me menace ! »

L'excuse pour la guerre contre la Serbie était la persécution des Albanais du Kosovo. Cette persécution était abominable. Cela dit, elle est bien pâle comparée à celle des Kurdes en Turquie, ou celle des Palestiniens par Israël, autant de cas dans lesquels les Etats-Unis, la Grande Bretagne et le reste de l'OTAN n'ont pas levé le petit doigt en faveur des persécutés. Quelque 400 à 500 villages albanais du Kosovo, habités par 800.000 Albanais, ont été détruits, comparés aux 4.000 villages kurdes du sud-est de la Turquie qui ont été rasés, quatre millions de ses habitants transformés en réfugiés. Quelques centaines d'Albanais du Kosovo ont été abattus par les Serbes. Plus de 30.000 Kurdes ont été tués par l'armée turque. Le nombre des réfugiés palestiniens dépasse trois millions. Ni les réfugiés kurdes ni les Palestiniens n'apparaissent jamais sur les écrans de télévision américains ou britanniques. Les Kurdes et les Palestiniens sont des gens invisibles. Aucun crime commis par les alliés (ou devrions-nous dire : laquais ?) des Etats-Unis n'est mentionné. Il y a quinze ans a été organisée la déportation massive des Kurdes du sud-est de la Turquie, et il y a 50 ans un sort semblable a été subi par les Palestiniens. Les médias du monde n'ont pas encore eu le temps de couvrir ces événements.

En plus des guerres dans lesquelles les puissances impérialistes jouent un rôle direct, il y a dans le tiers monde une quantité innombrable de guerres locales dans lesquelles l'impérialisme n'est pas directement engagé. Ce sont des guerres entre pays, ou entre tribus d'un même pays, ou des guerres civiles qui combinent ces éléments. Pour n'en mentionner que quelques-unes : la guerre entre Tutsis et Hutus au Rwanda ; la guerre dans et autour de la République Démocratique du Congo ; la longue guerre civile au Soudan entre les Musulmans au nord et les Chrétiens au sud ; la guerre civile de 25 ans en Angola entre le MPLA et l'*Unité* ; la guerre du Maroc avec le Front *Polisario* ; la guerre civile en Sierra Leone ; la guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée, de même que les nombreux « accrochages » entre l'Inde et le Pakistan au Cachemire. Le fait que des armées impérialistes ne soient pas directement engagées dans ces conflits ne signifie pas que l'impérialisme n'y joue pas un rôle crucial. La crise de l'impérialisme mondial, les activités des sociétés multinationales ainsi que celles des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque Mondiale accroissent la charge sur les pays du tiers monde, aggravant la crise économique, sociale et politique dans ces pays, les poussant à des conflits avec leurs voisins, aussi bien qu'à l'intérieur dans des conflits nationaux ou tribaux. Des armes sont produites dans les pays développés et fournies au tiers monde à un tarif défiant toute concurrence. Côte à côte avec les mitraillettes modernes, les anciennes méthodes de guerre se perpétuent, qui voient l'expansion massive de l'usage des machettes. Les victimes par balles rejoignent les nombreux amputés.

La seule alternative à la barbarie capitaliste est la révolution socialiste. Le XX^e siècle a vu beaucoup de révolutions. Hélas, l'immense majorité d'entre elles n'a pas connu la victoire. De toutes les révolutions du XX^e siècle, seule celle de Russie a été victorieuse. Les révolutions prolétariennes ne brisent pas les chaînes du passé d'un seul coup. Côte à côte avec le nouveau, gage d'avenir, le vieux fatras survit encore. Pour utiliser les mots de Marx : « *La tradition des générations mortes pèse sur les épaules des vivants* ».

La Révolution de Février 1917 en Russie créa une nouvelle situation exaltante : le Tsar avait abdiqué ; une monarchie multiséculaire était abattue. La police était dissoute. Dans toutes les usines, des comités de travailleurs étaient constitués. Dans de nombreuses unités de l'armée des comités de soldats voyaient le jour. Partout, des soviets d'ouvriers et de soldats surgissaient.

Mais après la Révolution de Février, parallèlement aux soviets, les anciennes institutions subsistaient. Dans les usines, les anciens propriétaires et les directeurs gardaient leurs situations. Dans l'armée, les généraux étaient toujours au commandement ; le chef de l'armée était le général Kornilov, qui avait été nommé par le tsar. Parallèlement au pouvoir des soviets existait un gouvernement bourgeois, dirigé par un politicien libéral du temps du tsar. Cette situation, que Lénine et Trotsky appelaient « *dualité de pouvoir* », était pleine de contradictions.

En dépit de la nature du soviets, ses dirigeants suppliaient la bourgeoisie de garder le pouvoir. La majorité des délégués du soviets de Petrograd étaient des socialistes de droite – mencheviks et socialistes-révolutionnaires.

Parmi les 1.500 ou 1.600 délégués, 40 seulement étaient bolcheviks. Ce n'était pas un accident. C'était le résultat inévitable d'une situation dans laquelle des millions de personnes, évoluant vers la gauche, transportaient encore une grande partie du bagage idéologique du passé tsariste. Pour les millions d'hommes et de femmes qui avaient soutenu le tsar et la guerre, le mouvement à gauche ne signifiait pas qu'ils rejoignent immédiatement le plus extrême des partis – les bolcheviks. L'homme fort des mencheviks, Tsérételli, qui devint ministre de l'intérieur dans le Gouvernement provisoire bourgeois, expliquait la nécessité d'un compromis avec la bourgeoisie : « *Il ne peut y avoir d'autre chemin pour la révolution. C'est vrai que nous avons tout le pouvoir, et qu'il suffirait que nous levions le petit doigt pour que le gouvernement s'en aille, mais ce serait un désastre pour la révolution* ».

C'est seulement après des jours, des semaines et des mois d'événements orageux que les bolcheviks réussirent à gagner la majorité des travailleurs. Le 9 septembre, le soviets de Petrograd passa aux bolcheviks et Trotsky en devint président. Le même jour, les bolcheviks obtenaient la majorité au soviets de Moscou. A partir de ce moment, il n'y avait qu'un pas à franchir vers le pouvoir des travailleurs – ce qui fut accompli le 7 novembre 1917.

Contrairement à la Révolution Russe de 1917, la Révolution Allemande de 1918 s'arrêta à mi-chemin. En novembre 1918, une révolution en Allemagne avait chassé le Kaiser et mis fin à la Première Guerre mondiale. Hélas, des grands patrons comme Krupp et Thyssen restèrent en place, en même temps que les généraux et les officiers réactionnaires qui constituèrent des unités d'extrême droite appelées *Freikorps*. Comme en Russie, il y eut en Allemagne une dualité de pouvoir, avec les conseils ouvriers en même temps que le parlement. Sous la protection du gouvernement social démocrate, des officiers des *Freikorps* assassinèrent les dirigeants révolutionnaires Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Les événements révolutionnaires continuèrent avec des hauts et des bas jusqu'en 1923, mais ils se terminèrent par la victoire du capitalisme. Le mouvement nazi naissait en 1919. Malgré son coup d'Etat manqué en Bavière en 1923, le fait que les travailleurs avaient raté l'occasion de la révolution signifiait qu'ils devaient chèrement payer la prise du pouvoir par Hitler en 1933.

Les événements d'Allemagne après 1918 confirment complètement les mots prophétiques de Saint-Just, dirigeant de la Révolution Française de 1789 : « *Ceux qui font la révolution à moitié creusent leur propre tombe* ».

Un autre exemple d'occasion manquée se trouve dans la France des années 30, à laquelle j'ai fait allusion plus haut. Nous avions là une montée massive de la lutte des travailleurs, qui avait commencé en février 1934 et culminé en 1936 dans une victoire décisive du Front populaire – une alliance du Parti communiste, du Parti socialiste et des libéraux (appelés incorrectement radicaux socialistes – ils n'étaient ni radicaux ni socialistes). Des millions de travailleurs se dirent : « Nous avons le gouvernement, maintenant prenons les usines ». Et en juin 1936, une vague d'occupations d'usines se répandit. Les dirigeants communistes et socialistes organisèrent la retraite en pactisant avec les patrons. Après quoi le Parti communiste fut éjecté du Front populaire. C'est le « radical socialiste » Daladier qui devait signer les accords de Munich avec Hitler en 1938. Et c'est cette même assemblée élue lors de la grande victoire du « Front Popu » qui vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, dont le régime collabora avec les nazis à partir de 1940.

Il y a d'autres exemples dont on peut retirer des leçons. Lorsque l'Indonésie devint indépendante des Hollandais en 1949, le pays fut dirigé par le nationaliste bourgeois Ahmed Sukarno, dont l'idéologie était basée sur les principes de Pancasila, dont les poutres maîtresses étaient dieu et l'unité nationale. Tragiquement, le Parti communiste indonésien ne combattit pas Sukarno, mais, au contraire, le soutint complètement sur la question de l'unité nationale. Le résultat fut la vérification de la formule de Saint-Just. Le Parti communiste indonésien avait bien plus de membres que le Parti bolchevik à l'époque de la Révolution de 1917 : trois millions contre un quart de million. La classe ouvrière d'Indonésie, de même que la paysannerie, était bien plus nombreuse qu'en Russie. En 1965, un général nommé par Sukarno, un certain Suharto, organisa un coup d'Etat avec le soutien des Etats-Unis, du gouvernement travailliste britannique et de l'Australie. Entre 500.000 et un million de personnes furent massacrées.

Le Moyen-Orient est une autre région qui a vu des ébranlements qui n'ont pas abouti. En Irak, le roi Fayçal était renversé en 1951 par un mouvement de masse. Le Parti Communiste d'Irak était très fort, le plus fort du monde arabe. Il s'allia avec le parti nationaliste bourgeois, le Baas. Le Parti Communiste, sous contrôle stalinien, pensait que la révolution à venir serait une révolution démocratique, qui exigeait une entente entre la classe ouvrière et les partis bourgeois. Une telle coalition signifiait en pratique une subordination de la première aux seconds. Les membres du Parti Communiste et les travailleurs payèrent chèrement cette alliance. Le Parti Baas, dirigé par le général Saddam Hussein, se livra, avec l'assistance de la CIA, à un gigantesque massacre de communistes.

En Iran, une grève générale provoqua le renversement du Shah en 1979. Des shoras (conseils ouvriers) se répandirent comme des champignons dans tout le pays. Par malheur la direction de ces shoras, essentiellement le parti Tudeh inféodé à Moscou et les Fédâyin, vit la marche à suivre comme une révolution démocratique bourgeoise et non prolétarienne, et soutint la mise en place de la république islamique. L'ayatollah Khomeini vint au pouvoir sans montrer la moindre gratitude au Tudeh et aux Fédâyin, et la gauche dut subir une répression sanglante. On pourrait mentionner d'autres révolutions manquées, comme la Hongrie en 1919 et en 1956, l'Allemagne en 1923, la Chine en 1925-27, l'Espagne en 1936 et le Portugal en 1974-75.

C'est la classe ouvrière, et non le parti, qui fait la révolution, mais le parti guide la classe ouvrière. Comme Trotsky l'a écrit avec raison, « Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur »¹⁶.

La différence entre le succès et l'échec, entre la Russie en octobre 1917 et les autres révolutions ouvrières, est que dans le premier cas il y avait un parti révolutionnaire de masse fournissant une direction efficace. En même temps que les révolutionnaires ne peuvent déterminer le moment où éclate la crise révolutionnaire, ils en déterminent l'issue par le degré auquel ils construisent un parti révolutionnaire fort.

Caton l'Ancien, sénateur romain de l'Antiquité, avait l'habitude de finir tous ses discours par les mots : « *Delenda est Cartago* » - « Il faut détruire Carthage ». Finalement, Rome a détruit Carthage. Nous devons, nous, finir par les mots : « Il faut construire le parti révolutionnaire ».

¹ L German, 'The Last Days of Thatcher', *International Socialism* 2:48, automne 1990, pp. 21-22, 36.

² T Cliff, *Neither Washington Nor Moscow*, op cit, p. 234.

³ L German, 'The Blair Project Cracks', *International Socialism* 2:82, p. 3.

⁴ Paru in *International Socialism* 2:80, automne 1998.

⁵ *Socialist Worker*, 14 juin 1975.

⁶ T Cliff, 'Portugal : The Great Danger', *Socialist Worker*, 18 octobre 1975.

⁷ V I Lénine, *Collected Works*, vol 5 (Moscou), pp. 525-526.

⁸ C Harman, *The Fire Last Time : 1968 and After* (Londres, 1998), p. 286.

⁹ V I Lénine, *Collected Works*, vol 8 (Moscou), pp. 409-410.

¹⁰ Cité in T Cliff et C Harman, *Portugal: The Lessons of 25 November* (Londres, 1975). Cette brochure a été publiée en portugais quelques semaines avant sa publication en anglais.

¹¹ C Harman, *The Fire Last Time*, op cit, pp. 302-303.

¹² *Independent on Sunday*, 6 février 1990.

¹³ Reuters, 9 janvier 1999.

¹⁴ T Cliff, *Lenin*, vol 1, op cit, p179.

¹⁵ V I Lénine, *Collected Works*, vol 19 (Moscou), p406.

¹⁶ L. Trotsky, *History of the Russian Revolution*, op cit, p. 19.